

# LA VÉRITÉ

organe théorique pour la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale  
publié par le Parti Communiste Internationaliste (Bolchevik - Léniniste)



JANVIER 1938

N° 1 (Nouvelle série)

---

# S O M M A I R E :

Page

|                                          |   |
|------------------------------------------|---|
| Editorial : Pourquoi « La Vérité » ..... | 1 |
|------------------------------------------|---|

## RUBRIQUE INTERNATIONALE :

|                                                                           |    |
|---------------------------------------------------------------------------|----|
| Marc Laurent : Aperçu sur l'état actuel de l'économie mondiale.....       | 5  |
| Sur une étude de L. Trotsky : Devant une nouvelle guerre mondiale .....   | 13 |
| R. Molinier : La trahison de la révolution prolétarienne en Espagne ..... | 23 |
| Rémy : Un an en Espagne .....                                             | 31 |
| La Construction de la IV <sup>e</sup> Internationale.....                 | 45 |

## SITUATION EN FRANCE :

|                                                                          |    |
|--------------------------------------------------------------------------|----|
| P. Frank : Le prolétariat de France devant l'épreuve .....               | 49 |
| J. Desnots : Où en est, où se dirige le mouvement paysan — .....         | 63 |
| Link : La Colonne Zimmerwald (Une expérience des Pionniers Rouges) ..... | 73 |
| Morgat : Morceaux de la presse d'avant-garde....                         | 81 |
| Troisième Congrès du Parti Communiste Internationaliste .....            | 93 |



---

« LA VERITE » paraîtra au minimum trimestriellement sur un nombre de pages égal à celui du N° 1.

ABONNEMENT ANNUEL : 20 francs, qui sera valable, au cas d'une parution plus fréquente, pour l'ensemble de tous les numéros d'une année.

---

**la Vérité**  
ORGANE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

ORGANE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

é d i t o r i a l

## Aux Ouvriers Révolutionnaires

The above information was obtained from a review of the records of the Department of Health, Education and Welfare, Division of Child Development, Office of Special Services, Bureau of Mental Retardation and Developmental Disabilities, dated 10/1/78.

[illegible]

1. Les unités de la division de l'Etat...  
 2. Les unités de la division de l'Etat...  
 3. Les unités de la division de l'Etat...  
 4. Les unités de la division de l'Etat...  
 5. Les unités de la division de l'Etat...  
 6. Les unités de la division de l'Etat...  
 7. Les unités de la division de l'Etat...  
 8. Les unités de la division de l'Etat...  
 9. Les unités de la division de l'Etat...  
 10. Les unités de la division de l'Etat...

THE UNIVERSITY OF CHICAGO PRESS

[illegible]

The ongoing tensions about internationalism in the American Left have been exacerbated by the growing realization that the Left is losing its voice in the United States. The Left has been marginalized from the mainstream media and from the political arena. The Left has been reduced to a small, isolated group of people who are not heard. The Left has been reduced to a small, isolated group of people who are not heard.

[illegible]

•

1. The first step is to identify the problem. This involves understanding the current situation and what needs to be changed.

[illegible]

It is important to note that the results of the study are based on a self-reported survey of 1,000 people. The researchers acknowledge that the survey may not be representative of the entire population, and that the results may be influenced by the way the questions were asked. However, the study does provide a useful snapshot of the current state of affairs in the U.S. and highlights the need for further research on this topic.

[illegible]

Il y a, à cette place, de dépit, le sentiment que l'exposition ne sera pas une grande réussite et d'innombrables observations, et le succès de l'exposition ne sera pas.

L. THOTSEY

# POURQUOI LA VÉRITÉ

1. THOTENY

**L**A « VERITE » paraît à nouveau. Organe hebdomadaire de la Ligue communiste, puis du Groupe bolchevik-léniniste, de septembre 1929 à fin 1934, « La Vérité » sera publiée sous forme de revue, périodiquement, par le Parti Communiste Internationaliste, où se retrouvent à l'heure présente, du groupe de militants qui furent à l'origine de « La Vérité » en 1929, les seuls qui, en France, continuent de lutter pour le drapeau de la IV<sup>e</sup> Internationale. « La Vérité », son nom est un programme, une tradition, auxquels nous entendons rester attachés.

Le programme et la tradition d'Octobre 1917, de la première Révolution prolétarienne victorieuse, dont nous célébrons le 20<sup>e</sup> anniversaire dans des circonstances particulièrement difficiles.

Le programme et la tradition de cette fraction de militants du parti bolchevik qui fut à la pointe du combat contre la dégénérescence bureaucratique thermidorienne. Le programme et la tradition de cette fraction bolchevik-léniniste qui, dans l'ensemble des courants que la bureaucratie élimina du parti bolchevik au X<sup>e</sup> anniversaire pour leur faire connaître la déportation, l'isolement, l'exil, les tortures, la mort, ne capitula jamais et accumula, au cours des années, la haine sans cesse croissante des profiteurs de la Révolution. Le programme et la



geoisie ou s'ils rencontrent quelques difficultés à ce sujet (procès contre le P.O.U.M. en Espagne, poursuites pour espionnage contre le bolchevik-léniniste allemand Grylewicz en Tchécoslovaquie), elle fait opérer le Guépéou sans autre forme de procès. Assassinat de Nin. Assassinat d'Ignace Reiss. Enlèvement d'Erwin Wolff. Enlèvement de Kurt Landau. Des centaines d'exécutions sommaires en Espagne. Le stalinisme fait régner l'ordre.

Mais cet amoncellement de défaites, de désastres, de ruines, de cadavres, s'il a pu empêcher jusqu'à ce jour la victoire du prolétariat, n'a pas sauvé le capitalisme, ne l'a pas rétabli, pas plus qu'il n'a fortifié la couche dirigeante en U.R.S.S. Cet énorme tas de décombres n'est qu'une petite partie des décombres et des ruines entassées par le capitalisme tout entier. Et devant le monde se profilent à nouveau la menace d'une crise mondiale encore plus profonde que celle qui débuta en 1929 et la menace d'une guerre mondiale encore plus épouvantable que celle de 1914.

Toutes les contradictions que les impérialismes ont tenté de résoudre se trouvent portées à une puissance jusqu'alors ignorée. Aussi, le prolétariat, malgré ses défaites, les saignées qu'il a connues, la répression féroce qu'il subit, malgré la désagrégation de son avant-garde, la gangrène qui l'infecte, malgré la paralysie dont il se remet à peine, a-t-il encore l'avenir complètement ouvert pour lui dans les années qui viennent. Et pour l'instant, c'est en France que se trouve le centre du combat, c'est en France que se joue — sauf si la guerre vient préalablement couper le développement de la situation — dans la lutte entre la révolution et la contre-révolution, le sort du prolétariat et des masses travailleuses de l'Europe et d'une grande partie de l'Asie. La France, dernière tranchée de la liberté, déclarait Daladier, ministre de la guerre, pour entraîner les travailleurs, sous le masque de la démocratie et de la liberté, dans le sillage de l'impérialisme français. La France n'est pas la dernière tranchée de la liberté, ni pour les prolétaires qui peinent dans les usines, ni pour les soldats qui souffrent dans les casernes, ni pour les opprimés des colonies qui tombent sous la mitraille du Front populaire. Mais la France est en Europe la dernière tranchée où la révolution peut mener le combat jusqu'à transformer du tout au tout le rapport des forces sur toute la face de l'Europe. Et même si le combat devait s'achever dans la défaite, c'est dans ce combat seul que se prépareront les éléments des luttes ultérieures.

Encore une fois, il est faux de juger la situation désespérée, compromise pour toute une longue période historique. Les événements travaillent beaucoup plus fort pour la IV<sup>e</sup> Internationale que le Guépéou agit contre elle. Par rapport à la situation en août 1914, où la faillite de la II<sup>e</sup> Internationale surprit, dans une certaine mesure, les bolcheviks eux-mêmes, par rapport à la confusion qui sévit à Zimmerwald et à Kienthal, l'existence d'une fraction internationale bolchevik-léniniste — même déchirée en groupes hostiles pour des raisons de tactique et d'organisation — constitue un progrès politique inestimable, auquel contribua internationalement « La Vérité », de 1929 à 1934. C'est aussi ce à quoi œuvrera « La Vérité », contribution théorique pour la formation de la IV<sup>e</sup> Internationale, que publie le Parti Communiste Internationaliste.



# aperçu sur l'état actuel de l'économie mondiale

**L**a crise qui débuta en 1929 est-elle surmontée ? La reprise constatée sera-t-elle durable ? Quelle peut être sur le développement du capitalisme l'incidence des événements politiques et sociaux qui secouent le monde ? Autant de questions sur lesquelles il est urgent de faire brièvement le point.

## évolution et principaux caractères de la crise

La crise économique mondiale qui débuta en 1929 a suivi, quant à son développement, l'évolution décrite par Marx pour les crises cycliques du capitalisme. Ce fut d'abord la période de « crise » proprement dite qui dura de 1929 à 1932, puis vint, de 1932 à 1935, la seconde période dite de « dépression » ; enfin, en 1935, apparut la « reprise ».

Les deux tableaux ci-dessous de la production industrielle mondiale et du commerce international permettent d'apercevoir nettement la démarcation entre ces trois périodes pour l'ensemble de l'économie mondiale (U.R.S.S. exceptée).

### INDICES MONDIAUX

|                                                                     | 1929<br>Moy. | 1932<br>Moy. | 1936<br>Avril | 1937<br>Mars | 1937<br>Mai | 1937<br>Juin | 1937<br>Juill. | 1937<br>Août |
|---------------------------------------------------------------------|--------------|--------------|---------------|--------------|-------------|--------------|----------------|--------------|
| <b>A) Production industrielle (1913 = 100)</b>                      |              |              |               |              |             |              |                |              |
| Monde .....                                                         | 145          | 100          | 144           | 164,5        | 167         | 167          | 166,5          | —            |
| Europe (15 Nations) .....                                           | 118          | 78           | 100           | 115          | 117,5       | 119          | —              | —            |
| Etats-Unis .....                                                    | 177          | 96           | 150           | 177          | 177         | 172,5        | 171            | —            |
| Angleterre .....                                                    | 102          | 85           | 113           | 117          | —           | 124          | —              | —            |
| Allemagne .....                                                     | 110          | 67           | 107           | 115          | 120         | 121          | —              | —            |
| Belgique .....                                                      | 129          | 89           | 111           | 127          | 123         | —            | —              | —            |
| Pays-Bas .....                                                      | 144          | 90           | 107           | 135          | 140         | 140          | —              | —            |
| France .....                                                        | 139          | 96           | 102           | 104          | 104         | 102          | —              | —            |
| <b>B) Commerce mondial (1913 = 100)</b>                             |              |              |               |              |             |              |                |              |
| 74 Nations .....                                                    | —            | —            | —             | —            | —           | —            | —              | —            |
| Monde en quantité .....                                             | 121          | 78           | 86            | 97           | 101         | 102          | —              | —            |
| Monde en valeur or .....                                            | 161          | 62           | 58            | 69           | 75          | 76           | —              | —            |
| <b>C) Chômage mondial (milliers de chômeurs)</b>                    |              |              |               |              |             |              |                |              |
| Europe (23 Nations) .....                                           | 4196         | 11757        | 7286          | 6220         | 4855        | 4276         | 4100           | —            |
| Etats-Unis .....                                                    | 1132         | 18773        | 5925          | 7529         | 5981        | —            | —              | —            |
| 5 Pays neutres (Canada-Japon) .....                                 | —            | 839          | 557           | 499          | —           | —            | —              | —            |
| <b>D) Prix de Gros or (1913 = 100)</b>                              |              |              |               |              |             |              |                |              |
| Monde (26 Nations) .....                                            | 137          | 83           | 72            | 76,7         | 77,1        | 77,1         | 77,3           | 77,4         |
| Etats-Unis .....                                                    | 138          | 93           | 87,3          | 74,3         | 73,5        | 73,5         | 73,9           | —            |
| Angleterre .....                                                    | 127          | 73           | 66,2          | 76,0         | 78,6        | 79,1         | 80,5           | —            |
| <b>E) Stocks mondiaux des Matières premières (1924-25-26 = 100)</b> |              |              |               |              |             |              |                |              |
| 12 matières premières .....                                         | 124          | 56           | 60,5          | 85,1         | 72,1        | 74,0         | 72,3           | 71,0         |
| 6 matières industrielles .....                                      | 124          | 62           | 60,5          | 86,0         | 74,5        | 75,5         | 75,9           | 76,2         |
| 6 matières agricoles .....                                          | 114          | 48           | 60,5          | 84,1         | 71,6        | 72,7         | 68,5           | 65,9         |
| 12 matières premières .....                                         | 148          | 359          | 235           | 178          | 163         | 158          | 158            | 157          |
| 6 matières industrielles .....                                      | 121          | 421          | 253           | 176          | 149         | 143          | 143            | 144          |
| 6 matières agricoles .....                                          | 165          | 297          | 219           | 189          | 177         | 174          | 169            | 170          |
| <b>F) Bourse (valeurs à revenu variable - 1913 = 100)</b>           |              |              |               |              |             |              |                |              |
| New-York (en dollars papier) .....                                  | 405          | 91           | 230           | 315          | 288         | 280          | 308            | 381          |
| New-York (en or) .....                                              | 405          | 91           | 137           | 186          | 176         | 165          | 179            | 168          |
| Londres (en livres papier) .....                                    | 237          | 126          | 218           | 239          | 229         | 235          | 236            | 229          |
| Londres (en or) .....                                               | 227          | 90           | 152           | 141          | 137         | 135          | 142            | 138          |
| Paris (en francs papier) .....                                      | 508          | 247          | 189           | 263          | 217         | 228          | 213            | 216          |
| Paris (en or) .....                                                 | 103          | 50           | 38            | 37           | 29          | 27           | 24,5           | 24,5         |

NOTA. — Prix de gros en or : indice mondial pondéré pour 26 Nations, établi par nous, révisé. Tous indices en fin de mois (début de mois pour les stocks) affranchis des variations saisonnières normales (sauf chômeurs, prix, bourses).

## INDICES GÉNÉRAUX DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

(1913 = 100 sauf pour les pays marqués d'un astérisque)

|                           | 1929<br>Moy. | 1932<br>Moy. | 1935<br>Moy. | 1936<br>Avril | 1936<br>Déc. | 1937<br>Avril | Hausse %<br>depuis la moyenne<br>annuelle la plus<br>déprimée |
|---------------------------|--------------|--------------|--------------|---------------|--------------|---------------|---------------------------------------------------------------|
| Allemagne                 | 145          | 100          | 122          | 141           | 185          | 165           | 65                                                            |
| Indice général mondial    | 175          | 220          | 494          | 644           | 758          | —             | 334                                                           |
| U. R. S. S.               | 364          | 372          | 516          | 539           | 625          | 570           | 81                                                            |
| Asie (Japon)              | 172          | 95           | 135          | 148           | 177          | 175           | 84                                                            |
| Amérique Nord (2 nations) | 118          | 78           | 99           | 105           | 113          | 116           | 49                                                            |
| Europe (15 nations)       | 182          | 142          | 196          | 207           | 214          | 212           | 49                                                            |
| Amérique Sud (1 nation)   | 177          | 96           | 135          | 150           | 182          | 177           | 84                                                            |
| Etats-Unis                | 110          | 67           | 100          | 107           | 111          | 115           | 72                                                            |
| Suède                     | 119          | 107          | 150          | 159           | 172          | 172           | 61                                                            |
| Canada                    | 152          | 88           | 124          | 135           | 144          | 146           | 66                                                            |
| Tchécoslovaquie *         | 128          | 82           | 89           | 100           | 121          | 118           | 44                                                            |
| Norvège *                 | 119          | 110          | 125          | 129           | 143          | 152           | 63                                                            |
| Pologne *                 | 129          | 74           | 93           | 99            | 108          | 117           | 58                                                            |
| Pays-Bas *                | 144          | 90           | 95           | 107           | 132          | 133           | 45                                                            |
| Danemark *                | 117          | 106          | 142          | 148           | 155          | 159           | 50                                                            |
| Roumanie *                | 125          | 111          | 152          | 147           | 156          | —             | —                                                             |
| Belgique                  | 129          | 89           | 104          | 111           | 121          | 128           | 44                                                            |
| Italie                    | 129          | 85           | 109          | —             | —            | —             | —                                                             |
| Angleterre                | 100          | 85           | 107          | 116           | 119          | 117           | 38                                                            |
| France                    | 149          | 98           | 94           | 102           | 100          | 106           | 11                                                            |
| Espagne *                 | 100          | 88           | 87           | 77            | —            | —             | —                                                             |

NOTA. — \* pour les indices marqués d'un astérisque, base 100 en 1925-27 (sauf pour l'Espagne, base 1929). Pour la plupart des pays, indices officiels ramenés par nous à la base 100. Pour la Belgique, d'après indice annuel complet jusqu'en 1936, prolongé d'après indice mensuel. Pour la France, première colonne moyenne 1930. Derniers chiffres : pour l'Espagne, en mai 1936 ; pour la Roumanie, en août 1936. La dernière colonne concerne le mois d'avril pour l'Europe, l'Amérique du Nord, les Etats-Unis et la France ; mois de mars en général pour les autres pays.

## COMMERCE INTERNATIONAL

(Indices 1913 = 100, affranchis des variations saisonnières sauf indications contraires)

| 1° Exportations en quantité (indices indépendants du mouvement des prix) :                                                                                            | 1929<br>Moy. | 1932<br>Moy. | 1935<br>Moy. | 1936<br>Mars | 1937<br>Janv. | 1937<br>Mars | 1937<br>Mai | 1937<br>Juin |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|--------------|-------------|--------------|
| Monde                                                                                                                                                                 | 121          | 78           | 84,0         | 85,9         | 83,9          | 96,9         | 102,2       | 104          |
| France                                                                                                                                                                | 134          | 78           | 77           | 74           | 75            | 79           | 79          | —            |
| Angleterre                                                                                                                                                            | 116          | 70           | 83           | 84           | —             | 92           | —           | —            |
| Allemagne                                                                                                                                                             | 108          | 64           | 55,5         | 63           | 65            | 68           | 73          | —            |
| 2° Exportations en valeur or (indices) :                                                                                                                              |              |              |              |              |               |              |             |              |
| Monde                                                                                                                                                                 | 161          | 62           | 55,5         | 58           | 63,1          | 69,2         | 75,1        | 76,8         |
| Vieilles nations                                                                                                                                                      | 151          | 58           | 49,8         | 51,1         | 52,7          | 57,8         | 65,4        | 66,9         |
| Pays neufs                                                                                                                                                            | 186          | 72           | 67,7         | 72,1         | 81            | 92,4         | 98,7        | 97,7         |
| France                                                                                                                                                                | 128          | 53           | 45,6         | 44,7         | 41,5          | 44,7         | 44,6        | 46,4         |
| Angleterre                                                                                                                                                            | 139          | 50           | 48,3         | 48,5         | 51,8          | 54,6         | 59,6        | 61           |
| Etats-Unis                                                                                                                                                            | 215          | 61           | 53,9         | 56,1         | 58,6          | 65,8         | 67,1        | —            |
| Allemagne                                                                                                                                                             | 134          | 47           | 41,9         | 47,3         | 51,6          | 55,1         | 60,7        | 58,5         |
| Belgique                                                                                                                                                              | 124          | 58           | 48,3         | 52,2         | 65,2          | 69,1         | 76,5        | —            |
| Japon                                                                                                                                                                 | 309          | 116          | 135          | 142          | 158           | 156          | 175         | —            |
| Russie                                                                                                                                                                | 61           | 37           | 24,3         | 16           | 17            | 15           | 15          | —            |
| 3° Exportations en monnaie na-<br>tionale (en millions de francs<br>français, florins, francs belges,<br>livres sterling, dollars, francs<br>suisses et reichmarks) : |              |              |              |              |               |              |             |              |
| France                                                                                                                                                                | 4178         | 1642         | 1291         | 1342         | 1778          | 1837         | 1759        | 1997         |
| Hollande                                                                                                                                                              | 168          | 70           | 560,3        | 54,9         | 72,7          | 94,4         | 90,2        | 96,9         |
| Belgique                                                                                                                                                              | 2649         | 1234         | 1316         | 1661         | 1787          | 2354         | 2194        | —            |
| Angleterre                                                                                                                                                            | 60,8         | 30,4         | 35,5         | 36,5         | 39,1          | 43,5         | 42,7        | 44,4         |
| Etats-Unis                                                                                                                                                            | 430          | 131          | 190          | 195          | 221           | 256          | 229         | —            |
| Suisse                                                                                                                                                                | 175          | 95,7         | 68,5         | 74,7         | 76,8          | 100,9        | 102,3       | 107,1        |
| Allemagne                                                                                                                                                             | 1055         | 767          | 356          | 379          | 415           | 462          | 455         | 484          |
| 4° Prix mondiaux (1913 = 100) (26<br>nations)                                                                                                                         | 137          | 83           | 70,1         | 72,1         | 74,7          | 76,9         | 76,8        | 76,6         |



NOTA. — Indices du commerce international relatifs à 74 nations (soit 96 % environ du commerce mondial). Sous la rubrique « vieilles nations » figurent l'Europe, sauf la Russie et les Etats-Unis (28 nations). Les « pays neufs » représentent les autres pays (46 nations). Indices régularisés par moyennes de trois mois. Les indices en quantité sont corrigés à l'aide d'indices spéciaux des prix à l'exportation. Indices généraux provisoires pour juin.

### COMMERCE INTERNATIONAL — TONNAGE NAVIGANT — FRETS

| Commerce international, Monde<br>(74 nations)                     | 1929<br>Moy. | 1933<br>Moy. | 1935<br>Moy. | 1936<br>Mars | 1936<br>Déc. | 1937<br>Mars | 1937<br>Avril | 1937<br>Mai |
|-------------------------------------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|-------------|
| En valeur or (1913, base 100) .....                               | 181          | 62,1         | 55,6         | 58           | 60,8         | 69,2         | 72,7          | 75          |
| En quantité (1913, base 100) .....                                | 121          | 78,5         | 84           | 85,9         | 88,7         | 96,9         | 100,4         | 102,5       |
| — (1929, base 100) .....                                          | 100          | 66           | 69,4         | 70,9         | 73,3         | 80           | 83            | 84,5        |
| Commerce anglais (exportations)                                   |              |              |              |              |              |              |               |             |
| Valeur or (1913, base 100) .....                                  | 129          | 50           | 45,3         | 48,5         | 53,3         | 54,6         | 58            | 58,6        |
| En quantité (1913, base 100) .....                                | 114          | 70,2         | 82           | 84           | 91           | 92           | —             | —           |
| — (1929, base 100) .....                                          | 100          | 60,6         | 71,5         | 72,5         | 78,5         | 79,5         | —             | —           |
| Commerce français (exportations)                                  |              |              |              |              |              |              |               |             |
| Valeur or (1913, base 100) .....                                  | 148          | 58           | 45,6         | 44,7         | 36,7         | 44,7         | 44,2          | 44,6        |
| — (1929, base 100) .....                                          | 100          | 39           | 31           | 30           | 25           | 30           | 30            | 30          |
| En quantité (1929, base 100) .....                                | 100          | 58           | 55           | 55           | 53           | 59           | 60            | —           |
| En poids .....                                                    | 100          | 59           | 73           | 60           | 73           | 68           | 78            | 74          |
| Commerce belge (exportations)                                     |              |              |              |              |              |              |               |             |
| Valeur or (1913, base 100) .....                                  | 124          | 58           | 48           | 62,3         | 61,6         | 71           | 75,5          | —           |
| — (1929, base 100) .....                                          | 100          | 47           | 39           | 42           | 50           | 57           | 62            | —           |
| En poids .....                                                    | 100          | 76           | 79           | 89           | 90           | 96           | 98            | —           |
| Tonnage existant (a) brut en 1.000 tonnes (navires marchands) :   |              |              |              |              |              |              |               |             |
| Monde .....                                                       | 58074        | 69724        | 64886        | 65063        | —            | —            | —             | —           |
| Pays autres que l'Angleterre .....                                | 20166        | 19762        | 17400        | 17285        | —            | —            | —             | —           |
| Angleterre .....                                                  | 47908        | 50062        | 17486        | 47778        | —            | —            | —             | —           |
| Tonnage lancé (b) en 1.000 tonnes (navires marchands) :           |              |              |              |              |              |              |               |             |
| Monde .....                                                       | 2759         | 736          | 1302         | 397          | 684          | 479          | —             | —           |
| Angleterre .....                                                  | 1523         | 188          | 499          | 194          | 280          | 176          | —             | —           |
| Pays autres que l'Angleterre .....                                | 1236         | 528          | 803          | 203          | 404          | 303          | —             | —           |
| Tonnage en construction (c) en 1.000 tonnes (navires marchands) : |              |              |              |              |              |              |               |             |
| Monde .....                                                       | 2990         | 765          | 1543         | 1820         | 2251         | 2452         | —             | —           |
| Angleterre .....                                                  | 1560         | 225          | 743          | 842          | 984          | 1014         | —             | —           |
| Pays autres que l'Angleterre .....                                | 1430         | 540          | 800          | 978          | 1267         | 1438         | —             | —           |
| Frete maritimes anglais<br>(28 routes)                            |              |              |              |              |              |              |               |             |
| En livres papier (1913 base 100) ..                               | 97           | 75           | 80           | 77,2         | 110,2        | 118,4        | 129,1         | 123,1       |
| En or (1913 base 100) .....                                       | 97           | 54           | 44           | 47           | 65           | 70           | 77            | 80          |

Indices du commerce en valeur or et en quantité affranchis des variations saisonnières normales. Frete d'après indice de l'Economist : (a) tonnage existant au 30 juin de chaque année, chiffres correspondants pour 1913 — Monde 46971 — Angleterre 15606 — derniers chiffres juin 1937. — (b) Tonnage lancé par année ou trimestre. — (c) Tonnage en construction à la fin de l'année ou du mois indiqué.

L'examen des chiffres met en lumière le développement irrégulier du capitalisme à travers cette période 1932-1937. Dans de nombreux pays, le niveau de la production est déjà sensiblement supérieur à ce qu'il était en 1929 (Etats-Unis, Allemagne, etc...) ; dans d'autres, il demeure très inférieur (France) ; en U.R.S.S., il a presque doublé ; au Japon, il est de 70 % plus élevé. La comparaison de l'évolution de la crise aux Etats-Unis et en France telle qu'elle ressort du tableau 3 est très caractéristique.

### ETATS-UNIS — INDICES ECONOMIQUES

(base 100 avant-guerre, sauf indication contraire)

(base 100 en 1923-25 pour les indices marqués d'un astérisque)

|                                       | 1929<br>Moy. | 1933<br>Moy. | 1935<br>Moy. | 1936<br>Juin | 1937<br>Mars | 1937<br>Avril | 1937<br>Mai | 1937<br>Juin |
|---------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|-------------|--------------|
| A) Production :                       |              |              |              |              |              |               |             |              |
| Produc. industr. (indice général) ..  | 177          | 96           | 135          | 154          | 177          | 177           | 177         | 176          |
| Acier (1.000 t. par jour ouvr.) ..... | 184          | 43           | 100          | 158          | 187          | 189           | 194         | 175          |
| Autos (1.000 par mois moy.) .....     | 446          | 114          | 317          | 380          | 375          | 400           | 410         | —            |
| Textiles .....                        | 138          | 100          | 125          | 128          | 154          | 148           | 150         | 152          |
| Bâtiment (indice général) .....       | 117          | 29           | 37           | 47           | 65           | 60            | 64          | 55           |
| Bâtiment (habitations) .....          | 87           | 13           | 22           | 34           | 48           | 46            | 46          | 47           |

L            A            V            E            R            I            T            E

|                                          |      |       |       |       |       |       |       |       |
|------------------------------------------|------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| <b>B) Consommation :</b>                 |      |       |       |       |       |       |       |       |
| Coton (1.000 balles) .....               | 588  | 418   | 409   | 559   | 779   | 719   | 669   | 691   |
| Sole (1.000 balles) .....                | 52   | 47    | 41    | 31    | 40    | 41    | 35    | —     |
| Caoutchouc (1.000 tonnes) .....          | 39   | 26    | 41    | 53    | 54    | 52    | 52    | —     |
| <b>C) Ventes au détail :</b>             |      |       |       |       |       |       |       |       |
| Grands magasins (ventes) .....           | 110  | 70    | 78    | 88    | 93    | 93    | 93    | —     |
| <b>D) Prix salaires :</b>                |      |       |       |       |       |       |       |       |
| Prix de gros (or) .....                  | 138  | 93    | 71    | 70,4  | 79,8  | 79,1  | 78,3  | 78,2  |
| Prix de gros (dollar papier) .....       | 138  | 93    | 119   | 118,5 | 135,3 | 134,1 | 132,9 | 132,6 |
| Coût de la vie (or) .....                | 166  | 129   | 52    | 83,5  | 86    | 86,5  | 87    | —     |
| Total salaires payés .....               | 108  | 45    | 71    | 81    | 99    | 102   | 103   | —     |
| Salaires moyen .....                     | 241  | 169   | 196   | 210   | 227   | 230   | 233   | —     |
| Prix du blé (Chicago, cents) .....       | 130  | 51,2  | 94,8  | 105,9 | 140,5 | 135,5 | 112,4 | 124   |
| Prix du blé (N.-York, cents-or) ..       | 19   | 6,45  | 11,75 | 12,62 | 14,55 | 13,58 | 13,30 | 12,5  |
| <b>E) Commerce extérieur :</b>           |      |       |       |       |       |       |       |       |
| (valeur 1913 base 100)                   |      |       |       |       |       |       |       |       |
| Exportations .....                       | 215  | 64    | 93    | 104   | 117   | 129   | 147   | —     |
| Importations .....                       | 245  | 73    | 114   | 129   | 134   | 179   | 181   | —     |
| <b>F) Indices importants :</b>           |      |       |       |       |       |       |       |       |
| Wagons chargés (*) .....                 | 106  | 56    | 63    | 71    | 80,5  | 81    | 81,5  | 79    |
| Recettes nettes ch. de fer (*) .....     | 123  | 32    | 49    | 59    | 73    | 74    | 70    | —     |
| Emploi de la main-d'œuvre (*) .....      | 101  | 62    | 86    | 90    | 101   | 102   | 102   | —     |
| Chômeurs (milliers) .....                | 1132 | 18773 | 11377 | 9769  | —     | —     | 6981  | —     |
| <b>G) Bourse :</b>                       |      |       |       |       |       |       |       |       |
| (1913 base 100)                          |      |       |       |       |       |       |       |       |
| Val. à revenu variable, cours or ..      | 405  | 91    | 106   | 148   | 136   | 167   | 170   | 175   |
| Val. à revenu var. cours papier ..       | 405  | 91    | 178   | 249   | 315   | 283   | 288   | 256   |
| Val. à revenu var., dividendes .....     | 311  | 107   | 122   | 156   | 190   | 194   | 196   | 199   |
| Valeur rev. (bénéfices nets) .....       | 538  | 12    | 166   | 210   | 270   | —     | —     | —     |
| <b>H) Indices généraux des revenus :</b> |      |       |       |       |       |       |       |       |
| (1924-1919, base 100)                    |      |       |       |       |       |       |       |       |
| Rev. national (non comp. agr.) .....     | 107  | 67    | 75    | 83,3  | 88,7  | 91,1  | 91,4  | —     |
| Revenu brut agricole .....               | 102  | 44    | 68    | 73,5  | 85,6  | 89,7  | 87,4  | —     |
| Salaires industriels totaux .....        | 107  | 45    | 68    | 77,9  | 96,6  | 102,4 | 102,9 | —     |
| Bénéfices nets des sociétés .....        | 136  | 3     | 41    | 53    | 68    | —     | —     | —     |

NOTA. — Indices base 100 avant guerre, base 100 en 1923-25 pour les indices marqués d'un astérisque. Indices affranchis des variations saisonnières sauf pour les prix, le salaire moyen, la consommation, les chômeurs et la bourse. Dernier indice des cours boursiers au 12 juillet. Indices généraux des revenus. Indices officiels, sauf bénéfices nets calculés pour 189 sociétés principales.

**FRANCE — INDICES ECONOMIQUES**

|                                            | 1929  | 1932 | 1935 | 1936  | 1937  | 1937  | 1937 | 1937 |
|--------------------------------------------|-------|------|------|-------|-------|-------|------|------|
|                                            | Moy.  | Moy. | Moy. | Avril | Janv. | Avril | Mai  | Juin |
| <b>A) Production (1913 = 100) :</b>        |       |      |      |       |       |       |      |      |
| Production (indice général) .....          | 139,5 | 96   | 94   | 102   | 101   | 105   | 104  | —    |
| Production sidérurgique .....              | 129   | 72   | 83   | 88    | 94    | 104   | 106  | —    |
| Industries extractives .....               | 123   | 98   | 101  | 103   | 97    | 103   | 98   | —    |
| Industries textiles .....                  | 92    | 60   | 65   | 68    | 71    | 69    | 66   | —    |
| Industrie du Bâtiment .....                | 123   | 100  | 68   | 71    | 63    | 62    | 61   | —    |
| <b>B) Prix, Salaires :</b>                 |       |      |      |       |       |       |      |      |
| (1913 ou 1914 base 100)                    |       |      |      |       |       |       |      |      |
| Prix de gros .....                         | 623   | 407  | 347  | 374   | 512   | 533   | 529  | 538  |
| Prix de détail (34 articles) .....         | 623   | 546  | 440  | 451   | 507   | 580   | 586  | 590  |
| Coût de la vie .....                       | 681   | 526  | 449  | 453   | 544   | 563   | 568  | 578  |
| <b>C) Commerce extérieur :</b>             |       |      |      |       |       |       |      |      |
| (1913 base 100)                            |       |      |      |       |       |       |      |      |
| Exportations (valeur) .....                | 729   | 286  | 325  | 213   | 291   | 330   | 328  | 340  |
| Importations (valeur) .....                | 685   | 350  | 246  | 281   | 414   | 467   | 445  | 466  |
| <b>D) Indices économiques importants :</b> |       |      |      |       |       |       |      |      |
| Wagons chargés (ch. de fer) .....          | 135   | 109  | 92   | 95,5  | 102   | 97    | 96   | 95,5 |
| Taxe chiffre d'affaires .....              | 143   | 109  | 89   | 95    | 109   | 99    | 97   | —    |
| Encaisse or (Banque de France) ..          | 37    | 79,5 | 75   | 63,4  | 60,3  | 57,3  | 57,3 | 48,8 |
| <b>E) Marché du Travail :</b>              |       |      |      |       |       |       |      |      |
| Chômeurs secourus (milliers) .....         | 0,9   | 274  | 426  | 446   | 426   | 371   | 345  | 321  |
| Chôm. équiv. chôm. partiel .....           | —     | —    | —    | —     | 29    | 33    | 58   | —    |
| <b>F) Conjoncture budgétaire :</b>         |       |      |      |       |       |       |      |      |
| (1927, base 100)                           |       |      |      |       |       |       |      |      |
| Indice de conjoncture (*) .....            | 118,5 | 90   | 81,5 | 82,7  | 86,8  | 93,4  | 93,1 | 92,2 |
| Impôts indirects (recouvrement) ..         | 119,5 | 89   | 79   | 80,5  | 86    | 88    | 83   | 80,5 |



G) Pouvoir d'achat et revenus  
de l'Agriculture :

|                       |       |      |      |      |      |      |     |      |  |
|-----------------------|-------|------|------|------|------|------|-----|------|--|
| (1913, base 100)      |       |      |      |      |      |      |     |      |  |
| Pouvoir d'achat ..... | 100,5 | 88,3 | 69,7 | 70,8 | 71,7 | 69,7 | 70  | 69,6 |  |
| Revenus bruts .....   | 589   | 409  | 279  | 291  | 368  | 374  | 376 | 277  |  |

H) Bourses :

|                              |       |       |       |       |       |       |       |      |  |
|------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|------|--|
| (Valeurs à revenu variable)  |       |       |       |       |       |       |       |      |  |
| Cours 1913, base 100 .....   | 507   | 247   | 188   | 189   | 377   | 222   | 217   | 228  |  |
| Revenus 1913, base 100 ..... | 361   | 248   | 184   | 178   | 171   | 132   | 183   | 166  |  |
| Taux net % .....             | 2,70  | 3,80  | 3,67  | 3,52  | 2,33  | 3,10  | 3,19  | 3,1  |  |
| Rente 3 % (cote) .....       | 75,88 | 78,65 | 77,72 | 67,60 | 75,10 | 64,25 | 63,79 | 69,2 |  |

NOTA. — Indices marqués d'un astérisque : affranchis des variations saisonnières.

En ce qui concerne le commerce international, la progression a été beaucoup moins favorable que pour la production de 1932 à 1937. Actuellement, les indices en poids sont encore nettement en dessous de ce qu'ils étaient en 1929, les mêmes indices en valeur or sont encore beaucoup plus défavorables, ce qui s'explique par la faiblesse des prix de gros or par rapport à ceux de 1929. L'indice des prix or mondiaux, qui était de 100 en 1913 était passé à 137 en 1929 ; il n'est qu'à 77,6 en septembre 1937.

La profondeur de l'écart entre les indices de production et ceux du commerce et des prix signifie que la phase actuelle de « reprise » est encore précaire ; en vérité, la surproduction, surtout en agriculture, et les bas prix agricoles, ne cessent de peser sur l'économie mondiale.

Le décalage entre les indices de production élevés et les exportations des grands pays pourrait, à première vue, laisser penser, puisque les stocks n'augmentent pas, que la consommation mondiale et le standard de vie des masses se sont développés. Bien qu'il soit difficile de se prononcer sur cette question (1), il serait faux de tirer cette conclusion. Le décalage s'explique avant tout :

1°) Par la politique de sur-armement des grands pays qui tend à développer les indices de production et à constituer des stocks invisibles considérables.

2°) Par la politique économique des régimes autarchiques qui vise à limiter les échanges,

3°) Par le fait qu'une quantité considérable de matières produites ne sont pas consommées pour le standard de vie mais pour l'équipement de pays neufs : l'U.R.S.S. par exemple absorbe pour son extension industrielle des quantités énormes de produits, mais le standard de vie de l'ouvrier russe ne s'améliore que fort peu.

Au Japon, le développement considérable de la production s'accompagne d'une misère accrue de larges masses.

L'écart croissant entre les possibilités de la production et les possibilités de consommation caractérise, bien au contraire, la « reprise » amorcée depuis 1935.

Le nombre des chômeurs demeure du reste considérablement plus élevé qu'en 1929 tandis que les indices des revenus restent très inférieurs à la période 1929-1930, tout au moins pour les plus grands pays. Aux Etats-Unis, on compte près de sept millions de chômeurs déclarés contre 1.320.000 en 1929, tandis que le revenu brut agricole tombe de 102 pour 1929 à 85,6 pour mars 1937 (base 100 en 1913).

La persistance d'un chômage considérable, la baisse importante des revenus (le bénéfice net des sociétés a baissé de moitié aux Etats-Unis, l'indice passant de 136 en 1929 à 68 en mars 1937 (s'accompagnant toutefois de l'amélioration du sort de certaines catégories sociales (2). Les statistiques laissent apparaître, en effet, que le décalage qui se produit depuis 1929 entre le salaire moyen d'un ouvrier et le coût de la vie, donne aujourd'hui aux travailleurs occupés aux Etats-Unis un standard de vie égal ou supérieur à celui qu'ils avaient en 1929.

(1) La reprise semble devoir être affirmative pour certains pays et pour certaines couches, par exemple pour les ouvriers occupés aux Etats-Unis, tandis que le standard de vie semble, par contre, avoir baissé en Italie et en Allemagne par rapport à 1929.

(2) Ces statistiques ne tiennent toutefois pas compte des résultats bénéficiaires considérables réalisés dans ces deux dernières années par la spéculation internationale sur les matières premières spécialement.

Que signifie cette constatation ? D'abord que le capitalisme américain continue de plus belle à mettre le monde à la portion congrue, ce qui peut permettre à ses ouvriers occupés de constituer une espèce d'aristocratie déjà caractérisée par Marx. Cela signifie aussi que la reprise de 1935-1937 s'est faite sous le double signe d'une puissante montée du capitalisme d'Etat dans le monde et d'une poussée d'agitation ouvrière.

Ce n'est pas la bonne volonté des trusts qui leur fit augmenter, depuis 1935, sérieusement les salaires aux Etats-Unis. C'est la combinaison des luttes ouvrières et de la volonté du capitalisme d'Etat incarné par Roosevelt d'asseoir la reprise sur un certain appui ouvrier, tout en augmentant par ailleurs les capacités du marché intérieur. L'instauration du « New Deal » n'allait pas toute seule ; nombreux furent les capitalistes américains qui protestèrent. Roosevelt parvint cependant, au nom de l'intérêt supérieur de sa classe, à faire appuyer son plan dans tous les pays. Les difficultés énormes à vaincre depuis 1929 ne laissèrent pas au capitalisme mondial d'autre issue que celle d'un renforcement du capitalisme d'Etat.

### Le capitalisme d'Etat

La période qui vient de s'écouler a vu se développer cette forme de domination du capitalisme dans le monde entier. Aux Etats-Unis, en Italie, au Japon, en France, en Allemagne, en Belgique. En Angleterre, l'intervention constante et de plus en plus nette du gouvernement anglais dans la vie économique de l'Empire montre que, là aussi, sous une forme moins apparente peut-être, mais tout aussi réelle, le capitalisme d'Etat s'implante.

En France, Blum voulut jouer au petit Roosevelt, mais le capitalisme français sut lui montrer qu'il entendait mener la partie avec des exécutants encore plus sûrs. Le service rendu par Blum au capitalisme français est cependant d'ores et déjà inappréciable. En quelques semaines, avec l'appui de la Confédération générale du patronat français, Blum imposa au capitalisme libéral français subaissant, les accords Matignon, l'arbitrage obligatoire ; en bref, la nécessité de l'organisation sous la houlette du grand capital.

Au-dessus des formes actuelles du capitalisme d'Etat dans le monde est apparu pour le capitalisme mondial l'espoir illusoire du « super-capitalisme » cher à Kautsky. Le voyage de Van Zeeland aux Etats-Unis pour étudier la possibilité de création d'une sorte de Conseil supérieur économique englobant les représentants « les plus qualifiés de l'économie mondiale » est très symptomatique.

Evidemment, ce ballon d'essai n'est qu'une nouvelle tentative d'entente pour la mise pacifique du monde en coupe réglée. La réception de l'impérialisme américain paraît n'avoir pas été très chaleureuse, celui-ci n'est pas pressé de se lier les mains.

Ce renforcement mondial du capitalisme d'Etat favorise le développement face aux syndicats patronaux et à « l'arbitrage » gouvernemental d'une bureaucratie ouvrière puissante dont la fonction historique consiste à composer avec le capitalisme au nom de l'intérêt général et national.

Suivant les pays et les conditions du moment, des variantes différentes sont apparues : En Allemagne, en Italie, les corporations avec les bureaucraties officielles sont directement, ouvertement dans les mains de l'Etat ; en Amérique, les liens entre Roosevelt et Lewis et la bureaucratie syndicale n'ont rien d'officiel mais n'en existent pas moins étroits. Il a été possible, dans les derniers mouvements, de constater que Roosevelt soutint Lewis pendant toute une période de sa lutte contre Ford et certains groupes ; en France, le rôle de la bureaucratie syndicale apparaît en pleine lumière comme un précieux appui au développement du capitalisme d'Etat.

CES TENDANCES ACTUELLES DU CAPITALISME : SON DEVELOPPEMENT IRREGULIER, LE RENFORCEMENT DU CAPITALISME D'ETAT SOUS LA FORME AUTORITAIRE, LA CORRUPTION PAR LES IMPERIALISMES RICHES DE LARGES COUCHES DE LEUR PROLETARIAT PENDANT QUE LES CHOMEURS VEGETENT MISERABLEMENT, LA PENETRATION PROFONDE DE L'IDEOLOGIE IMPERIALISTE DANS LA CLASSE OUVRIERE QUI N'EST PLUS SEPARÉE DES AUTRES CLASSES PAR DES CLOISONS ETANCHES (Lénine)... APPARTIENNENT A L'ETAPE ACTUELLE DU CAPITALISME : L'IMPERIALISME telle que Lénine l'a définie.



La tendance à la décomposition qui caractérise l'impérialisme et qui apparaît dans cette période (chômage considérable, déséquilibre sérieux économique, politique et social, faiblesse des revenus) ne s'oppose pas au développement extrêmement rapide de la production constaté dans ces dernières années.

Lénine a souvent souligné la possibilité, dans la période de l'impérialisme, de la co-existence d'une croissance rapide du capitalisme et d'une tendance à la décomposition.

### L'U. R. S. S. dans la conjoncture actuelle

Les quelques chiffres fournis aux tableaux 1 et 2 montrent à la fois le prodigieux développement de la production industrielle en U.R.S.S. dans ces dernières années et la faiblesse de son commerce extérieur. La crise persistante d'adaptation entre les rythmes de la production et sa qualité, l'écart entre le prix de revient des produits et les possibilités de consommation des masses, les méthodes et le poids de l'énorme bureaucratie exploiteuse, n'ont cessé de paralyser et de perturber l'essor de cette vaste économie. Bien que très perméable à la pression du capitalisme mondial, l'U.R.S.S. demeure encore, jusqu'à un certain point, un corps étranger dans le système économique de l'impérialisme mondial. Le capital financier international n'a pas réussi à prendre sous sa coupe ce vaste secteur. Le régime actuel de l'U.R.S.S. s'apparente, sous une forme particulière, au CAPITALISME D'ETAT. C'est le premier exemple de capitalisme d'Etat post-révolutionnaire réussissant à s'édifier après une expropriation sans indemnité du grand capital, la suppression des dettes d'Etat, l'instauration du monopole du commerce extérieur, etc... Le développement du capitalisme d'Etat en U.R.S.S. s'effectue sous la domination dictatoriale de la bureaucratie réalisant à son profit l'arbitrage entre le capitalisme mondial et le prolétariat russe.

### Perspectives

La reprise qui se poursuit depuis 1936 est-elle appelée à être de longue durée ? Rien n'est moins probable. L'écart croissant entre les possibilités de production et de consommation, les charges énormes du réarmement mondial, la situation politique dans de nombreux pays (France, Espagne), l'exaspération des conflits impérialistes (Méditerranée, Chine, Europe Centrale) apportent dans l'économie mondiale des perturbations graves qui peuvent entraîner une nouvelle crise économique prochainement.

Certains symptômes peu rassurants apparaissent déjà : la baisse depuis quelques mois des matières premières est inquiétante. Le cours du cuivre a baissé de près de 50 % depuis avril. Signalons : en Amérique, le plafonnement dans les derniers mois, le gonflement excessif des ventes à crédit (plus de quatre millions de dollars, etc...), la succession de krachs boursiers qui ont occasionné 25 milliards de dollars de perte, la réduction de 90 % en avril à 50 % aujourd'hui par l'industrie sidérurgique de ses moyens de production. En Angleterre, l'agitation dans plusieurs branches d'industrie : en Allemagne, l'inquiétude quant au ravitaillement en matières premières pour l'hiver prochain ; en France, le déficit énorme de la balance commerciale (plus de dix milliards dans le premier semestre 1937) en augmentation de cinq milliards pour la période 1936, les prix intérieurs très élevés par rapport aux prix mondiaux, la régression sérieuse en volume des ventes au détail depuis un an, la situation financière et politique des plus instables, etc. CE SONT TOUTEFOIS LES RIVALITES IMPE-  
RIALISTES QUI MENACENT ACTUELLEMENT LE PLUS GRAVEMENT L'AM-  
PLEUR DE LA REPRISE ET LA STABILITE PRECAIRE DU CAPITALISME.

En Europe, le recul très net de l'impérialisme français devant les impérialismes allemand et italien ; dans le monde, le recul des impérialismes européens devant les capitalismes américain et japonais, posent depuis quelque temps le problème d'un NOUVEAU PARTAGE DU MONDE.

La situation en U.R.S.S. (les massacres ordonnés par Staline sont un signe de sa gravité exceptionnelle) peut par ailleurs conduire la bureaucratie à précipiter tel ou tel conflit pour refaire « l'union sacrée ».

Le vaste projet anglo-américain en cours d'élaboration pour l'exploitation de la Chine du Sud depuis plusieurs années est remis en question. Le capitalisme anglo-saxon misait sur Tchan Kal Tchek pour préparer le terrain ; des ouvertures très

nettes furent faites à Tokio par M. Forbès, ancien ambassadeur au Japon, Président de la Mission économique américaine en Extrême-Orient. Il s'agissait de régler la question du partage de l'influence en Chine. Les capitalistes anglais et américains voyaient dans l'industrialisation, la modernisation de la Chine, des perspectives intéressantes pour plusieurs dizaines d'années.

Le conflit sino-japonais peut, par son développement, entraîner sur un terrain redouté par eux (la guerre), les divers impérialismes.

IL SERAIT CEPENDANT FAUX DE CONCLURE, schématiquement, de toutes ces graves difficultés que le capitalisme mondial se trouve définitivement coincé entre ses contradictions. L'expérience de l'après-guerre où, malgré une crise économique, politique et sociale sans précédent, le capitalisme est parvenu à retrouver quelque équilibre, si instable soit-il, doit inciter à la prudence.

TANT QUE LE PROLETARIAT NE POURRA EXPLOITER LA CRISE CAPITALISTE JUSQU'A L'ISSUE VICTORIEUSE, LE CAPITALISME SE SURVIVRA. Il est clair que depuis le recul de la vague révolutionnaire de 1919 et la fin de la dictature du prolétariat en U.R.S.S., le rapport des forces entre le capitalisme et le prolétariat, surtout si l'on examine les fractions dirigeantes, s'est considérablement renforcé en faveur du capitalisme. Celui-ci a beaucoup appris dans ses défaites de 1917-1918, alors que le prolétariat, trompé à BEAUCOUP OUBLIE. Tout est à refaire, surtout dans les jeunesse et l'avant-garde.

Après le travail de désagrégation de la social-démocratie et du stalinisme, la construction indispensable de l'outil prolétarien pour la victoire : la IV<sup>e</sup> Internationale, doit être menée dans des circonstances particulièrement difficiles à tous égards. Là encore aucune illusion ne doit exister. La IV<sup>e</sup> Internationale ne se développera qu'à travers de rudes épreuves et de sévères leçons.

Les événements paraissent cependant assez proches où l'expérience que le prolétariat fera lui-même à travers ses combats, arrachera bien des bandeaux. La paix ne s'établira pas, ni en Espagne, ni en Extrême-Orient, même dans les variantes où la guerre mondiale ne s'enchaînerait pas sur ces luttes, sans de violents chocs sociaux, au moins dans tous les pays intéressés, à travers lesquels bien des craquements et regroupements se produiront, engendrant une progression certaine de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Ce n'est pas l'heure de s'illusionner, mais ce n'est pas l'heure de désespérer. Ce n'est pas l'heure non plus de rechercher dans la méditation personnelle l'inspiration et la Vérité. C'est l'heure du regroupement, c'est l'heure de PERSEVERER, c'est l'heure d'apprendre et de comprendre pour agir, mais c'est aussi l'heure d'agir pour apprendre et comprendre.

Septembre 1937.

Marc LAURENT.

N.-B. — Nous rappelons qu'on appelle indices le rapport entre plusieurs valeurs, dont l'une sert d'unité, de terme de comparaison. Les principaux indices sont évalués par rapport à 1913. Pour simplifier la présentation on attribue le plus souvent aux chiffres de 1913 un indice : « 100 ».

Lorsqu'on lit, par exemple, que l'indice de Production pour 1929 (moyenne) a été de 177 aux Etats-Unis (1913 = 100), cela veut dire qu'en 1929 il a été produit aux Etats-Unis 177/100, soit 177 centièmes ou 1,77 de ce qui avait été produit en 1913 ; Un certain nombre d'indices sont évalués par rapport à 1925-1927 au lieu de 1913 ; là encore on attribue aux chiffres de 1925-1927 (moyenne), l'indice « 100 ». Dans le tableau des indices généraux de la production mondiale il est bien spécifié que les indices fournis sont calculés par rapport à 1913 = 100, excepté pour les pays marqués d'une astérisque comme la Tchécoslovaquie, la Norvège, etc..., dont la base 100 correspond à une moyenne 1925-1927.

Les indices sont établis en tenant compte des statistiques élaborées dans les grands instituts d'Etat existant dans les principaux pays et à la S.D.N. Les chiffres qui servent à établir ces statistiques valent ce qu'ils valent et, la fraude et le mensonge étant la base de la société capitaliste, il ne faut s'y fier que relativement. Les indices fournis dans ce travail ont été obtenus en partant des chiffres officiels ; ils ont été publiés dans « Paris-Midi » sous la plume d'un économiste bourgeois, Dessier, « spécialisé » dans ces sortes d'études.



sur une étude de  
**LÉON TROTSKY**

# DEVANT UNE NOUVELLE GUERRE MONDIALE

*Le Bulletin de l'Opposition russe, imprimé en russe, a publié récemment une étude encore inédite, en français, de Léon Trotsky.*

*Cette étude est consacrée au problème de la prochaine guerre mondiale. Trotsky analyse ce problème, en détermine les principaux éléments, les pèse, les apprécie, les réunit à nouveau. Indépendamment de l'intérêt qui résulte de l'objet même d'une telle étude, le travail de Trotsky que nous regrettons de ne pouvoir donner intégralement, constitue une démonstration des méthodes bolcheviks-léninistes appliquées à l'examen d'une situation. Tant de gens ont pendant si longtemps fermé volontairement les yeux sur la montée d'une nouvelle guerre mondiale, et tant de militants répètent si facilement aujourd'hui que « la guerre menace » sans se soucier de rechercher pourquoi et comment elle menace, comment par conséquent les travailleurs avertis s'organiseront devant elle et lutteront contre elle, qu'il faut souhaiter que les travaux de Léon Trotsky soient donnés, dès leur parution, aux larges masses ouvrières et paysannes à qui ils sont destinés. Voici les principaux passages de l'étude intitulée : « Devant une nouvelle guerre mondiale » dont le début examine les groupements impérialistes.*

Ni pleurer, ni rire, mais comprendre. Spinoza.

## **Incertitude des blocs internationaux**

**T**OUS les jours, les journaux scrutent l'horizon, y cherchant flammes et fumée. Or, si l'on voulait énumérer les foyers de guerre éventuels, un manuel complet de géographie serait nécessaire. Au demeurant, les antagonismes internationaux sont si complexes et si embrouillés, que personne ne peut prédire avec exactitude non seulement sur quel point la guerre éclatera mais encore comment se grouperont les parties belligérantes. On se battra, mais qui se battra et contre qui, nul ne le sait.

En 1914, la Grande-Bretagne était le principal facteur d'incertitude : elle veillait au maintien de l'équilibre avant qu'elle eût entrepris d'aider l'Europe à rouler à l'abîme. L'Italie constituait la deuxième inconnue : elle avait été 35 ans l'alliée de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie pour, en pleine guerre, tourner ses canons contre ses associés. Sphinx puissant et lointain, les Etats-Unis entrèrent dans la guerre dans sa phase ultime et décisive. Les petits Etats augmentaient encore les inconnues de l'équation. Par contre, l'alliance austro-allemande et l'alliance franco-russe représentaient dès le début les facteurs constants de la situation et définissaient l'axe des hostilités. Tous les autres partenaires durent se grouper autour de cet axe.

Aujourd'hui, il n'y a pas la moindre trace de cette stabilité relative des camps antagonistes du bon vieux temps. Et il est incomparablement plus difficile qu'avant août 1914 de donner un diagnostic de la politique de Londres, déterminée par les intérêts contradictoires de l'Empire dans les différentes parties du monde. Le gouver-

nement de sa Majesté est obligé, pour chaque question, de s'aligner sur le Dominion qui manifeste le plus de tendances centrifuges. L'expansion impérialiste de l'Italie a amené celle-ci à se libérer une fois pour toutes de la tutelle par trop « amicale » de l'Angleterre. Or, les succès de Mussolini en Afrique et l'accroissement des armements italiens sont une menace directe pour les intérêts vitaux de la Grande-Bretagne. Pour l'Allemagne, au contraire, l'amitié douteuse avec l'Italie est, à plus longue échéance, un moyen de lutte pour obtenir la neutralité bienveillante de l'Angleterre. L'Allemagne ne pourrait renoncer à cette étape sur la voie de la suprématie mondiale que dans l'éventualité d'un accord avec l'Union soviétique. Cette variante n'est pas exclue ; mais elle reste au second plan, en réserve. Hitler combat l'alliance franco-soviétique non par hostilité de principe au communisme (il n'y a pas une personne sérieuse qui croie encore au rôle révolutionnaire de Staline), mais parce qu'il veut avoir les coudées franches pour s'entendre avec Moscou contre Paris si l'accord avec Londres contre Moscou ne réussit pas. Mais le pacte franco-soviétique lui-même n'est pas un facteur de stabilité. A la différence de l'alliance militaire franco-russe, il est une nébuleuse. La politique française, constamment dépendante de la Grande-Bretagne, oscille entre un rapprochement relatif avec l'Allemagne et une amitié absolue avec l'U.R.S.S. Et, avec le temps, l'amplitude de ces oscillations ne fera que s'accroître.

Les Etats petits et moyens brouillent davantage encore la situation. Ils ressemblent à ces satellites qui ignorent autour de quelle planète ils gravitent. Sur le papier, la Pologne est l'alliée de la France, mais dans la pratique elle collabore avec l'Allemagne. La Roumanie fait partie formellement de la Petite-Entente ; néanmoins la Pologne, non sans succès, l'attire dans la sphère d'influence germano-italienne. Le rapprochement croissant de Belgrade avec Rome et Berlin suscite de plus en plus d'inquiétude non seulement à Prague mais encore à Bucarest. D'autre part, la Hongrie a de bonnes raisons de craindre que ses aspirations territoriales ne soient la première victime de l'amitié entre Berlin, Rome et Belgrade.

Tous veulent la paix, particulièrement ceux qui n'ont rien à attendre de bon de la guerre : les pays balkaniques, les petits Etats baltes, la Suisse, la Belgique, les Etats scandinaves. Leurs ministres se rendent à des conférences, signent des accords et font des discours sur la paix. Tout cela fait penser à un théâtre de marionnettes sur le cratère d'un volcan. Pas une des petites puissances ne pourra se tenir à l'écart. Toutes devront verser leur sang. Hier encore l'idée en apparence absurde que les pays scandinaves puissent se battre entre eux, devient aujourd'hui probable. Il suffit que l'Allemagne ait l'appui de la Suède et la Grande-Bretagne celui du Danemark pour que les « sœurs » scandinaves se trouvent dans des camps opposés. A condition toutefois que la Grande-Bretagne et l'Allemagne soient en guerre l'une contre l'autre.

Les Etats-Unis se préoccupent surtout actuellement de tenir leurs mains loin du brasier européen. A vrai dire, il en était ainsi en 1914. On n'est pas impunément une grande puissance, à plus forte raison la plus grande. Il est plus facile de proclamer sa neutralité que de la garder pratiquement. D'autant plus qu'en dehors de l'Europe, il y a encore l'Extrême-Orient. Au cours des années de la crise économique mondiale qui paralysait la volonté de la plupart des grandes puissances, le Japon a conquis définitivement la Mandchourie et occupé les provinces du Nord de la Chine, en même temps qu'il menaçait d'un démembrement ultérieur ce grand et malheureux pays. La crise politique intérieure de l'U.R.S.S., la décapitation de l'Armée rouge et la pitoyable capitulation de Moscou dans la question des Iles de l'Amour ont délié les mains de la clique militaire japonaise. Aujourd'hui, c'est le sort de tout l'Extrême-Orient qui se joue.

Le gouvernement de Washington modifie son orientation. La concentration de la flotte dans l'Océan Pacifique, la mise en chantier de dreadnoughts et d'avions de bombardement à grand rayon d'action, le développement des voies aériennes dans l'Océan Pacifique annoncent par trop éloquentement l'abandon de la politique d'isolement volontaire. Or, même en Extrême-Orient, on ne peut pas prédire avec certitude la future combinaison des forces. Le Japon propose à l'Angleterre une « entente cordiale » pour la coopération en Chine en se promettant de réduire peu à peu le lion britannique à la portion du lièvre. Néanmoins, avant d'accepter ou de repousser cette proposition, la Grande-Bretagne veut augmenter sa flotte, fortifier la base de Singapour, élever de nouvelles fortifications à Hong-Kong. En Orient comme en



Occident, la Grande-Bretagne reste le principal facteur d'incertitude. En Orient comme en Occident, les alliances militaires se forment beaucoup plus lentement que ne mûrissent les conflits.

La politique qui consistait à « attendre et voir » (wait and see) eut un sens aussi longtemps qu'elle resta le privilège de la Grande-Bretagne en présence d'une Europe partagée en deux camps. Mais lorsque tous les Etats, sans exception, sont contraints d'adopter les méthodes de la perfide expectante, les rapports diplomatiques deviennent un jeu insensé où les partenaires s'attrapent les uns les autres les yeux bandés et le revolver à la main. Viablement, il ne restera plus aux grandes et petites puissances qu'à bâiller en hâte des alliances militaires après qu'auront retenti les premiers coups de canon de la nouvelle grande guerre.

## pacifisme, fascisme et guerre

**I** L n'y a pas très longtemps, les pacifistes de toutes nuances croyaient ou faisaient semblant de croire qu'avec l'aide de la Société des Nations, des congrès de parade, des référendums et autres mises en scène théâtrales (dont la plupart étaient financées par le budget de l'U.R.S.S.) on pouvait écarter une nouvelle guerre. Que reste-t-il de ces illusions ? Sur sept grandes puissances, trois — les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne — sont en dehors de la Société des Nations, et la quatrième, l'Italie, la démolit de l'intérieur. Les partisans mélancoliques de l'institution de Genève, hier, « espoir de l'humanité », ont fini par conclure que l'unique moyen de « sauver » la Société des Nations est de ne pas porter devant elle de graves problèmes. En 1932, quand s'ouvrit la fameuse conférence du désarmement, les armées européennes comptaient 3.200.000 hommes. En 1935, ce nombre atteint déjà 4.500.000 et ne cesse d'augmenter. Où sont passés les référendums de lord Cecil ? A qui décernera-t-on le prochain Prix Nobel de la Paix ? La politique genevoise de désarmement a même cessé d'être un sujet payant de caricature.

\*\*\*

*Trotsky rappelle alors comment s'engagea la course aux armements et comment l'Angleterre fit un tournant à 180°, « du pacifisme aux armements ».*

*Trotsky examine alors si la classe ouvrière peut effectivement opposer une résistance suffisante à la guerre. Sa réponse, comme on le verra, est négative. Nous avons eu l'occasion, dans « la Commune », de faire observer à ce propos que nous trouvions cette appréciation, si probable soit-elle, beaucoup trop catégorique.*

Ne peut-on attendre cependant que la résistance au danger de guerre vienne d'en bas, des masses ouvrières, sous forme de grèves générales, d'insurrections, de révolutions ? Théoriquement, cela n'est pas impossible. Néanmoins, si l'on ne prend pas ses désirs ou ses craintes pour des réalités, il faut reconnaître que cette perspective est peu probable. Les masses travailleuses du monde entier se trouvent aujourd'hui sous le joug des effroyables défaites qu'elles ont subies en Italie, en Pologne, en Chine, en Allemagne, en Autriche, en Espagne, dans une certaine mesure en France et dans plusieurs petits pays. Les anciennes Internationales, que ce soit la deuxième, la troisième ou la Fédération syndicale internationale, sont étroitement liées aux gouvernements démocratiques et participent à la préparation de la guerre « contre le fascisme ». Il est vrai qu'à l'égard de l'Allemagne, de l'Italie, du Japon, les social-démocrates comme les communistes sont défaitistes ; mais cela revient à dire qu'ils ne combattent la guerre que dans les pays où ils n'ont aucune influence. Pour se soulever contre le militarisme, les masses devraient au préalable rejeter la tutelle des Internationales officielles. Ce n'est pas un problème

facile. Il ne sera résolu ni en un jour, ni en un mois. De toute façon, aujourd'hui, le réveil politique du prolétariat s'accomplit avec plus de lenteur que la préparation d'une autre guerre.

Pour justifier leur politique militariste et chauvine, la Deuxième et la Troisième Internationales répandent l'idée qu'une nouvelle guerre aurait prétendument pour mission de défendre la liberté et la civilisation contre les agresseurs fascistes. Il y aurait d'un côté, les pays « pacifiques » ayant à leur tête les grandes démocraties de l'ancien et du nouveau monde, et, de l'autre côté, l'Allemagne, l'Italie, l'Autriche, la Hongrie, la Pologne et le Japon. Semblable classification appelle le doute, même d'un point de vue purement formel. La Yougoslavie n'est pas moins un Etat « fasciste » que la Hongrie et la Roumanie n'est pas plus proche de la démocratie que la Pologne. La dictature militaire domine non seulement au Japon, mais aussi en Chine. Le régime politique de Staline se rapproche de plus en plus du régime de Hitler. En France le fascisme peut balayer la démocratie avant même que la guerre éclate : les gouvernements de « Front populaire » font, de toute manière, ce qu'ils peuvent pour faciliter cette substitution. Comme on le voit, il n'est pas facile dans le système mondial actuel de séparer les loups des agneaux !

Quant à la lutte des « démocraties » contre le fascisme, il est préférable, plutôt que de vouloir deviner l'avenir, de regarder ce qui se passe dans la péninsule ibérique. Tout d'abord les démocraties ont soumis au blocus le gouvernement légal de l'Espagne pour ne pas fournir un « motif » à l'intervention de l'Italie et de l'Allemagne. Mais lorsque Mussolini et Hitler se sont passés de motif, les « démocraties » se sont empressées — dans l'intérêt de la « paix » — de capituler devant leur intervention. L'Espagne est à feu et à sang. Pendant ce temps, les représentants des démocraties s'amuse à discuter des meilleurs moyens... de continuer la non-intervention. Le gouvernement de Moscou s'efforce vainement par des gesticulations radicales de camoufler sa participation à la politique honteuse et criminelle qui a facilité la tâche du général Franco et fortifié les positions générales du fascisme. Les richesses minérales de l'Espagne et non les principes politiques de celle-ci détermineront demain ses rapports avec les autres pays. Leçon amère, mais en vérité inestimable pour l'avenir !

La classification des Etats que nous donnons plus haut a, certes, son sens historique, mais ce sens n'est nullement celui que lui donnent des écrits pacifistes trop faciles. Avant tout, sont venus au fascisme ou aux autres formes de dictature les pays dont les contradictions internes avaient atteint le plus d'acuité : les pays dépourvus de matières premières et de débouchés suffisants sur le marché mondial (Allemagne, Italie, Japon) ; les pays qui ont connu la défaite (Allemagne, Hongrie, Autriche) ; enfin les pays où la crise du système capitaliste est aggravée par des survivances précapitalistes (Japon, Pologne, Roumanie, Hongrie). Toutes ces nations historiquement arriérées ou désavantagées sont naturellement les moins satisfaites de la carte politique de notre planète. C'est pourquoi leur politique extérieure a un caractère plus agressif que dans les pays privilégiés préoccupés avant tout de garder le butin dont ils se sont emparé. De là découle une division très conventionnelle des Etats en partisans ou en adversaires du « statu quo », les pays fascistes et semi-fascistes se trouvant surtout dans le second bloc. Néanmoins cela ne signifie nullement que ces deux blocs se feront la guerre. Dans l'éventualité d'un conflit mondial, le programme du « statu quo » disparaîtra sans laisser de traces. Il s'agira alors d'un nouveau partage du monde. Les Etats fascistes, adversaires actuels du « statu quo », se trouveront dans les deux camps antagonistes pour la raison que le choix de ses alliés sera déterminé non par les sympathies politiques, mais par la situation géographique, les liens économiques et surtout par l'idée qu'on se fera du rapport des forces. Hitler ne demandera pas mieux que d'enlever à la France ses colonies en s'alliant avec la Grande-Bretagne, voire en faisant la guerre au fascisme italien. A son tour Mussolini peut « trahir » Hitler, et il est vraisemblable qu'il le fera, comme le gouvernement italien de 1914 a trahi les Hohenzollern et les Habsbourg. L'« égoïsme sacré » l'emportera même dans les rapports entre pays fascistes.

Certes, l'Etat totalitaire est le système qui répond le mieux à la nature de la guerre « totalitaire » d'aujourd'hui. Mais cela veut dire simplement qu'au cours du massacre mondial, et peut-être à la veille de celui-ci, les démocraties actuelles se rapprocheront fatalement du système fasciste si, toutefois, elles ne s'effacent pas



complètement devant lui. Cependant le rapprochement des systèmes politiques n'impliquerait nullement une conciliation des intérêts antagonistes. Une France fasciste ne serait guère disposée à partager ses colonies avec Hitler. Si le noble lord Mosley arrivait au pouvoir dans les îles britanniques — et du point de vue historique cette éventualité n'est pas à exclure — il ne serait pas plus enclin que le gouvernement actuel à abandonner à l'Italie la suprématie dans la Méditerranée. Bref, la composition des camps antagonistes, de même que l'évolution de la guerre sont déterminées non par des critères politiques, raciaux ou moraux, mais par les intérêts impérialistes. Tout le reste n'est que poudre aux yeux !

### quand la guerre éclatera-t-elle ?

**L**es forces qui agissent soit dans un sens qui précipite la guerre, soit dans un sens qui la retarde sont si nombreuses et si complexes qu'il serait vraiment trop risqué de se livrer à des prédictions de dates. Néanmoins les quelques éléments que l'on possède permettent d'émettre un diagnostic. A Londres, on est porté à considérer que la période la plus dangereuse s'achèvera en 1939, quand les forces armées britanniques, destinées à défendre la « paix » atteindront le niveau voulu. De ce point de vue, le danger de guerre diminue... au fur et à mesure que les armements s'accroissent.

Dans ce cas, l'Allemagne ou l'Italie ne mettront-elles pas à profit le délai favorable qui leur reste et ne provoqueront-elles pas délibérément la guerre au cours des deux années qui viennent ? Bien des choses permettent de penser que non. Le mot *délai* appartient non pas à l'Italie, mais à l'Allemagne. Or, l'Allemagne n'est pas prête. Certes les traditions intactes du militarisme prussien permettent à Hitler, étant donné le niveau élevé de la technique allemande, de pousser la fabrication des armements à un rythme sans précédent dans l'histoire. Cependant, même l'Etat le plus totalitaire ne peut pas faire de miracles. Pendant les années qui se sont écoulées entre la paix de Versailles et la victoire des nazis, les jeunes générations allemandes ne sont pas passées par la caserne. Le pays n'a pas de réserves prêtes. Pour pouvoir soumettre quelques millions d'hommes à une instruction militaire même sommaire, des cadres nouveaux d'officiers et de sous-officiers sont nécessaires. Et il faut du temps pour mettre au point les prototypes de matériel militaire, organiser une production massive, constituer les réserves nécessaires de matières premières, former de nouveaux cadres d'officiers et instruire les masses d'hommes. Justement, en raison de son développement fébrile, l'appareil militaire de Hitler doit à tout moment faire apparaître des disproportions et des lacunes. Les autorités allemandes estiment probablement que le degré de préparation militaire de l'Allemagne est aujourd'hui sensiblement inférieur à celui de leurs adversaires. Deux années au moins sont encore nécessaires pour que le grand état-major allemand cesse de modérer la noble impatience des chefs politiques.

L'état des armements n'est, cependant, qu'un des facteurs de la guerre et nullement le plus important. L'heure ne viendra jamais où tous les pays auront le sentiment d'être « suffisamment » armés. Pris en lui-même, l'automatisme des armements mène évidemment à la guerre et non à la paix. L'armée n'est pas un but en soi, mais un instrument de la politique qui, à son tour, est au service d'intérêts matériels. Le choc qui déterminera une nouvelle guerre sera vraisemblablement donné par un revirement de la conjoncture économique.

Rappelons qu'à un long et violent essor économique succéda, en 1913, une crise qui n'était pas seulement de conjoncture, mais de structure : les forces de production européennes étouffaient dans les frontières nationales. La crise de 1913 détermina dans les classes dominantes une tension nerveuse qui ne tarda pas à ruiner la politique d'expectative et de prudence : ce fut la guerre de 1914. Certes, la dernière crise économique (1929-1933) n'amena pas de secousses guerrières. L'optimisme engendré par l'essor précédent était si aveugle que les classes dirigeantes s'obstinaient à ne voir dans la crise qu'un bref contre-temps. Les illusions ne s'évanouirent qu'au fur et à mesure que le commerce se voyait paralysé et qu'augmentait l'armée des chômeurs. La politique extérieure de ces années, exception faite des pays les plus malades (Japon, Allemagne et Italie), était marquée par l'attente, l'indécision et le marasme.

L'arrivée d'une autre crise qui, d'après toutes les données, ne se fera pas attendre longtemps, aura un effet bien différent sur la politique intérieure comme sur la politique extérieure. La reprise économique actuelle — avec un marché mondial désorganisé, une circulation monétaire détruite et une armée chronique de chômeurs — n'inspire confiance à personne. La conjoncture, soutenue surtout par les commandes de guerre, se caractérise par une perte de substance de l'économie et, dès lors, par la montée d'une nouvelle crise plus profonde et plus douloureuse que la précédente. Les classes dirigeantes ne sont pas sans s'en rendre compte dès maintenant. Plus les programmes d'armements approcheront de leur terme, moins il restera de place pour les illusions et plus la nervosité s'empare des maîtres de l'heure.

Mais peut-être reste-t-il encore aux gouvernants la possibilité de faire reculer la crise et, ce qui est plus important, de la réduire aux proportions d'une conjoncture passagère au lieu d'une catastrophe sociale ? Pour cela il faudrait tout au moins supprimer les barrières douanières, rétablir dans ses droits l'étalon-or, régler le problème des obligations internationales et relever le pouvoir d'achat des masses en faisant faire machine arrière aux armements. Ceux qui ne sont pas aveugles admettront avec nous qu'il n'y a pas la moindre raison d'espérer de tels miracles.



*En quelques phrases, Trotsky montre que les tendances à l'autarcie qui existent et grandissent dans tous les pays ne manifestent aucunement la satisfaction de chaque impérialisme dans son propre empire, mais simplement « la condition préalable de l'agression impérialiste ». Après une conclusion aussi précise que le sujet le permet sur le délai fatal, Trotsky aborde les problèmes de la stratégie de la guerre future.*

Issu des difficultés économiques, le péril de guerre vient encore les aggraver. N'importe quel écolier sait aujourd'hui que la rupture des relations diplomatiques, la déclaration officielle de guerre ou le respect de la neutralité sont des anachronismes comme les crinolines et les menuets. Tous les gouvernements restent sur le qui-vive. La tension qui, en temps de paix, a pris des formes qui n'étaient autrefois possibles qu'avec la rupture des relations diplomatiques est encore moins de nature à favoriser la prospérité économique. Tout montre que la crise qui vient laissera loin derrière elle la crise de 1929 et des années suivantes. Dans ces conditions la diplomatie de l'attente passive deviendra impossible. La politique de transfusion du sang selon l'exemple américain est au-dessus des forces de l'Europe. La nouvelle crise posera brutalement tous les problèmes et poussera les gouvernants aux mesures décisives qui ne pourront être que des mesures de désespoir.

Ainsi la guerre pourra se déclencher au bout des trois ou quatre années prochaines, c'est-à-dire juste au moment où l'achèvement des programmes d'armement devrait « assurer la paix ». Bien entendu, nous ne donnons ce délai que dans un but d'orientation générale. Les événements politiques peuvent rapprocher ou retarder le moment de la conflagration. Mais elle est rendue fatale par le dynamisme de l'économie, des antagonismes sociaux, de même que par le dynamisme des armements.

## stratégie de la prochaine guerre

**A** la veille de 1914, la doctrine d'un coup foudroyant et rapide l'emportait. Cette doctrine a coûté particulièrement cher à la France. Le « coup » s'est étendu sur 52 mois. Après que le génie du mal eut inventé des moyens de destruction sans précédent, les armées qui en étaient dotées durent se terrer comme des taupes. Mais plus la guerre de tranchées avait paralysé les opérations, plus la pensée militaire prit des ailes après Versailles. L'humiliation subie par la stratégie, de même que les dépenses astronomiques nécessitées par l'épuisement réciproque des peuples, poussèrent la faufaisie militaire à rechercher des moyens plus brillants et



moins coûteux. On vit apparaître de nouvelles écoles : une s'efforçait de substituer à la nation armée une armée peu nombreuse de soldats spécialisés ; une autre déplaçait le centre de gravité dans les airs ; une troisième mettait ses espoirs dans le rayon de la mort. Le général I.-F. Fuller estimait sérieusement que l'emploi du courant électrique dans la guerre était de nature « à éliminer le point invulnérable de toutes les guerres du passé : le facteur humain ». Le général von Seeckt arriva à la conclusion que dans la course entre les masses d'hommes et la technique, celle-ci sortirait victorieuse. D'où la théorie d'une armée peu nombreuse, mais supérieurement entraînée déferlant comme un torrent de terre et de feu sur le territoire ennemi. En réalité, le fait d'opposer la « technique » et les « masses » ou, comme on dit parfois, la « qualité » et la « quantité » est une pure abstraction. Si une armée motorisée de deux cents mille hommes est capable de faire des miracles, deux armées de ce genre sont capables de faire non pas deux fois mais quatre fois plus de miracles. La loi du nombre garde toute sa valeur, même sur le plan technique le plus élevé. Plus simplement : une nation en guerre devra mettre en ligne le plus grand nombre de soldats avec le meilleur armement possible. Mais pour cette raison on ne peut pas espérer un « coup foudroyant ».

La doctrine de Seeckt préconisant une petite armée découlait non pas des conditions matérielles de la technique militaire, mais des conditions limitatives de la paix de Versailles. Quand ces dernières eurent disparu, Hitler rétablit le service militaire obligatoire. En Angleterre où la tradition et les finances du pays s'opposent à l'établissement de la conscription, on trouve encore des théoriciens préconisant le remplacement des hommes par les machines. Néanmoins le premier jour de la guerre verra en Angleterre l'établissement de la conscription.

Les stratèges de Rome et de Berlin se consolent ou consolent le peuple par la perspective de raids aériens qui d'un coup détruiraient les centres vitaux de l'ennemi. Cette doctrine a sa source dans le fait que Rome pas plus que Berlin n'ont ni pétrole ni or pour une guerre de longue durée. En même temps qu'il glorifiait les futurs raids aériens, le même Goering faisait l'éloge de sa défense anti-aérienne capable de couper l'envie à l'adversaire de se livrer à des attaques aériennes. Le malheur cependant c'est que les autres pays aussi développent parallèlement à l'aviation la défense anti-aérienne ! La guerre aérienne peut donner un important succès tactique, mais nullement une décision stratégique.

L'espoir qu'un « secret » technique exceptionnel permettra de culbuter d'emblée un adversaire non préparé n'est pas davantage fondé. Toute découverte nouvelle stimule aussitôt l'imagination des inventeurs des autres pays civilisés. La technique militaire plus que toute autre est internationale : les industries de guerre et l'espionnage s'attachent avec suffisamment de soin à ce qu'il en soit ainsi. Les grands états-majors ont des secrets pour leur propre nation, mais ces secrets n'existent pas pour les grands états-majors des autres pays.

Aucune armée ne peut tenir en réserve, en même temps que des boîtes de conserves, des inventions chimiques ou électriques miraculeuses. Toute invention doit faire l'objet d'expériences que la guerre seule peut permettre. L'organisation d'une production massive des machines de guerre exige une année et même deux années. Ne serait-ce que pour cette raison, on ne doit pas s'attendre à voir employer sur une large échelle, dès le début de la guerre, quelques moyens techniques « foudroyants » que ce soient qui n'auraient pas été expérimentés dans le passé. Sur le plan militaire, l'éclectisme va beaucoup plus loin que sur le plan économique. La prochaine guerre commencera en partant du niveau où s'est terminée la dernière. De nouveaux moyens viendront progressivement s'ajouter aux anciens, rendant l'armée plus lourde et plus nombreuse.

Dans le domaine de l'économie capitaliste, où le volume de la production est limité par le pouvoir d'achat de la population, les machines, à partir d'un certain niveau, éliminent les hommes. Dans le domaine militaire, cette limitation n'existe pas : on extermine les hommes indépendamment de « leur pouvoir d'achat ». Malgré les transports automobiles, les armées modernes exigent, comme au temps de Napoléon, un cheval pour trois hommes... En nombre absolu, cela signifie des armées de plusieurs millions de chevaux. De même, malgré la motorisation de toutes les branches de l'armée, le nombre d'hommes servant les machines de guerre ne diminue pas, mais augmente.

Les opérations militaires de la période récente (Extrême Orient, Ethiopie, Espagne), malgré leur caractère fragmentaire, ont suffi pour ramener définitivement du ciel sur la terre la pensée stratégique. Plus le danger de guerre se rapproche, plus la stratégie officielle revient aux types éprouvés. Aujourd'hui, toutes les puissances navales ont entrepris de construire de nouveaux bâtiments de ligne géants et de rénover les anciens qui, dans les premières années de la guerre, étaient relégués dans la catégorie des ichtyosaures. Il est très probable qu'ici le pendule a été ramené trop en arrière. Dans le domaine naval, où la machine domine despotiquement l'homme, la pensée stratégique est particulièrement conservatrice et lente à évoluer.

Mais quoi qu'il advienne des dreadnoughts, l'Angleterre devra de nouveau se défendre sur le continent européen. Les hommes vivent non pas sur l'eau ou dans les airs, mais sur terre. Les flottes maritimes et aériennes ne constituent que des moyens auxiliaires pour se livrer à des incursions en territoire étranger ou pour défendre le sien. Le sort de la guerre sera tranché sur terre. Les armées de terre restent, du moins sur le plan européen ou sur le plan mondial, la principale force d'attaque et de défense. L'infanterie constitue la base de l'armée. Plus elle est nombreuse, toutes autres conditions égales, plus les chances de victoire sont grandes.

La guerre aura un caractère totalitaire qui s'exprimera non seulement dans le fait que les opérations se dérouleront simultanément sur terre, sous terre, sur l'eau, sous l'eau et dans les airs, y compris la stratosphère, mais encore dans le fait que la guerre attirera dans son tourbillon toute la population, toutes ses richesses, matérielles et spirituelles. Une partie de l'humanité devra combattre sur un front de trois dimensions. L'autre partie devra fabriquer des munitions, souffrir de la faim et succomber à l'« arrière ». Malgré la conquête de l'éther, de la stratosphère et du pôle, malgré les « rayons de la mort » et autres horreurs apocalyptiques, les armées devront croupir dans la boue, comme elles y ont croupi dans la dernière guerre et peut-être même beaucoup plus profondément encore.

Evidemment, il y a la différence de niveau économique et technique. Les avantages découlant d'une civilisation plus élevée se feront sentir d'une façon particulièrement impérieuse pendant la guerre. En admettant qu'un « secret » soit connu de tous les belligérants, leur aptitude à fabriquer ce secret en quantité massive ne sera point uniformément la même. Néanmoins, la différence de niveau se trouvera, comme dans la dernière guerre, sensiblement neutralisée par le groupement des divers pays en deux camps antagonistes. Par exemple, la supériorité par trop manifeste de l'Allemagne sur la France, si elle devait se confirmer pratiquement, inciterait la Grande-Bretagne à redoubler son effort et, en même temps, pourrait effrayer l'Italie et la pousser à une politique d'attente et même de rapprochement avec la France. D'autre part, en admettant que la supériorité de l'Allemagne sur le plan technique et militaire lui assure d'importants succès dans sa lutte contre la Grande-Bretagne — et inversement — les Etats-Unis se verraient de nouveau contraints de sortir de leur neutralité. L'interdépendance de toutes les parties de notre planète est trop grande pour qu'on puisse espérer localiser les hostilités. Quel que soit le point sur lequel commencera la guerre et quel qu'en soit le motif, d'importants succès obtenus par une des grandes puissances signifieraient non pas la fin de la guerre, mais l'extension de son rayon. La peur du vainqueur entraînerait un élargissement de la coalition adverse. La spirale de la guerre s'emparerait fatalement de toute notre planète. L'unique point neutre serait peut-être le pôle sud ; en tout cas, le pôle nord servira de point d'appui à l'aviation militaire. Subissant sa propre logique, une guerre mondiale, dans les conditions actuelles de la technique, équivaudrait pour l'humanité à une méthode compliquée et extrêmement coûteuse de suicide. Le même but pourrait être atteint beaucoup plus simplement en enfermant toute l'humanité dans une cage au volume approximatif d'un kilomètre cube et en noyant celle-ci dans un des océans. Ce problème d'un « coup foudroyant et rapide » ne serait pas au-dessus des forces de la technique moderne et il coûterait sûrement moins cher que le programme militaire de n'importe quelle puissance.

## guerre et révolution

**L**ES grands et les forts auront le dessus dans la guerre sur les petits et les faibles. La position géographique, l'étendue du territoire, le nombre d'habitants, les sources de matières premières, les réserves d'or, la technique confèrent aux Etats-Unis une immense supériorité sur les autres pays. Si l'on admet que la guerre mondiale ira jusqu'à son terme naturel, c'est-à-dire jusqu'à l'épuisement complet des camps antagonistes, on ne peut pas ne pas en conclure que



la suprématie sur notre planète reviendra aux Etats-Unis. Mais la suprématie sur le chaos et la ruine, sur la faim, sur les épidémies et la sauvagerie marquerait fatalement le crépuscule de la civilisation des Etats-Unis eux-mêmes. Jusqu'à quel point cette perspective répond-elle à la réalité ? Un déclin prolongé de l'humanité résultant d'une nouvelle guerre n'est pas impossible. Mais fort heureusement ce n'est pas la seule perspective. Bien avant que les peuples aient fini de se détruire mutuellement, le régime social et politique de chaque pays sera mis à l'épreuve. La révolution peut interrompre l'œuvre de la guerre.

*En soulignant qu'au fur et à mesure que le péril de guerre se précise, le chauvinisme gagnera les masses, Trotsky marque que, dès le conflit engagé, la misère, les ruines, les souffrances, qu'il engendrera, développeront dans les masses les courants insurrectionnels et révolutionnaires. Il ne reste plus à Trotsky, pour compléter son étude, qu'à examiner la force de résistance des diverses puissances.*

Que peut-on dire encore, considérée sous cet angle, de la durée de la prochaine guerre ?

Etant donné que le nouveau massacre des peuples commencera au point où s'est terminé le dernier, l'extermination des existences humaines et la dépense de matériel de guerre seront dès le début plusieurs fois supérieures à ce qu'elles furent au commencement de la dernière guerre et auront tendance à s'accroître rapidement. Les rythmes seront plus fébriles, les forces de destruction plus grandioses, les souffrances des peuples plus insupportables. C'est pourquoi il y a de bonnes raisons de penser que la réaction de ces masses se produira non point au bout de deux ans et demi, comme en Russie tsariste, non point au bout de quatre ans passés comme en Allemagne et en Autriche-Hongrie, mais sensiblement plus vite. Mais il va de soi que les événements seuls pourront donner une réponse à la question des délais.

Entre temps, que se produira-t-il en U.R.S.S. ? Le jugement de l'opinion officielle d'Occident sur le régime soviétique et l'Armée rouge est passé par plusieurs phases. Le chaos du premier plan quinquennal avait rapproché de zéro l'importance des Soviets. Le développement ultérieur de l'industrie, y compris l'industrie de guerre — sur l'écran de la crise mondiale — avait sensiblement relevé le prestige extérieur de l'U.R.S.S. Les craintes de la France devant la politique de revanche de l'Allemagne avaient permis à la diplomatie soviétique de devenir un facteur important de la politique européenne. En même temps, la réputation de l'Armée rouge grandissait non pas de jour en jour, mais d'heure en heure. Cela ne devait pas durer. La sanglante épuration politique dictée par les intérêts de la clique dirigeante et qui a abouti à l'extermination des meilleurs chefs militaires, a suscité partout une violente réaction. La piteuse capitulation de la diplomatie soviétique dans la question des lies de l'Amour a encouragé le Japon à porter un nouveau coup à la Chine en même temps qu'elle augmentait le poids des conseils que Londres donnait à Paris do ne pas fonder d'espairs sur Moscou et de rechercher une entente avec Berlin. Cependant, le jugement humiliant que l'on émet aujourd'hui sur l'Armée rouge est aussi unilatéral que la croyance d'hier dans l'invincibilité de la domination stalinienne. Les accusations mensongères portées contre les idoles d'hier et leur exécution engendrent bien sûr le doute et la démoralisation dans l'armée. Cependant les revues et les manœuvres ont permis aux généraux étrangers de constater l'endurance, la mobilité et l'initiative du soldat et de l'officier soviétiques, ainsi que les hautes qualités des tanks et des avions, sans parler du dévouement et de la science des aviateurs. Les épurations sanglantes qui affaiblissent la défense montrent avant tout que l'oligarchie dirigeante s'est engagée dans une opposition irréductible avec le peuple, y compris l'Armée rouge. D'autre part, l'acuité même de l'antagonisme est une preuve du développement économique et culturel du pays qui se résigne de plus en plus difficilement au régime de Staline. Une révolution politique en U.R.S.S., c'est-à-dire le renversement de la caste bureaucratique corrompue jusqu'à la moelle, sera à coup

sur une des premières conséquences de la guerre. Cependant, tout laisse supposer que, si l'ensemble de l'humanité n'est pas rejeté dans la barbarie, les bases sociales du régime soviétique (les formes nouvelles de propriété et l'économie planifiée) subiront avec succès l'épreuve de la guerre et même en sortiront renforcées.

Quant au monde capitaliste, on peut d'avance poser en loi immuable que les pays où le problème agraire n'a pas encore reçu sa solution démocratique et où l'héritage du servage envenime les plaies du capitalisme seront les premiers à succomber. Cette fois, le Japon sera le maillon le plus faible de la chaîne des grandes puissances. Son régime social : un capitalisme militarisé s'appuyant sur une barbarie semi-féodale, connaîtra, sous les coups de la guerre, une immense catastrophe. Parmi les Etats de deuxième et troisième ordre, les pays les plus menacés sont la Pologne, la Roumanie et la Hongrie, où les masses paysannes ne se sont pas libérées, au fond, de la servitude.

Les régimes fascistes viennent ensuite ; ce n'est pas par hasard que le fascisme est arrivé au pouvoir tout d'abord dans les pays où les antagonismes internes ont atteint le plus d'acuité. Certes, dans l'ordre militaire comme dans l'ordre diplomatique, les Etats totalitaires disposent de sensibles avantages sur le lourd mécanisme des démocraties, à commencer par une liberté de manœuvre que les oppositions internes n'entravent pas. Cela ne veut pas dire cependant qu'ils n'ont pas d'oppositions. Elles existent, mais sous une forme cachée, et s'accumulent discrètement en attendant d'éclater au grand jour. En Allemagne et en Italie, le manque de denrées alimentaires et de matières premières condamnera les masses à d'insupportables souffrances. En admettant qu'au début de la guerre ces Etats pourront obtenir, et obtiendront probablement, d'importants succès militaires, dans la deuxième phase, ils seront, avant leurs adversaires, le théâtre de convulsions sociales.

La différence cependant sera seulement dans les délais. La guerre égalisera les régimes. L'économie nationale sera soumise, dans tous les pays, au contrôle de l'Etat. La censure militaire sera comme toujours une censure politique. L'opposition sera écrasée. Le mensonge officiel aura un droit de monopole. La limite entre le front et l'arrière s'effacera. La justice militaire sera étendue à tout le pays. La différence dans les stocks de matériel de guerre et les réserves de matières premières existants sera beaucoup plus réelle que la différence de principes politiques.

La situation mondiale de la France, telle qu'elle résulte du traité de Versailles, ne répond en aucune façon aux ressources effectives de la République. Sa population est stationnaire. Son économie est dans le marasme. Elle n'a pas de pétrole à elle. Ses réserves de charbon sont insuffisantes. Ses finances sont mal en point. Plus que tout autre pays, la France, pour sa sécurité, dépend d'Etats comme la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et même l'U.R.S.S. La guerre réduira la France au rôle de puissance secondaire. En même temps que sa situation mondiale, son régime social en sera ébranlé.

Les tendances centrifuges de l'Empire britannique viennent de la disproportion existant entre la puissance réelle de la métropole et son héritage historique. Par de gigantesques armements, la métropole veut montrer aux colonies et aux dominions qu'elle est seule capable de défendre leur inviolabilité. Ses dépenses pour la protection de l'Empire augmentent plus vite que les profits qu'elle en tire. Une telle situation économique conduit fatalement à la faillite. Une nouvelle guerre marquera l'affaiblissement et la ruine de la Grande-Bretagne. L'effondrement de sa puissance impériale ouvrira, à son tour, une ère de secousses sociales.

La guerre ne laissera intact aucun pays. Le monde entier changera de face au milieu des tourments et des convulsions.



Notre diagnostic peut paraître sombre. Ce n'est pas notre faute si, sur notre palette, nous n'avons pas trouvé de rose ou de bleu. Nous avons cherché à tirer nos conclusions des réalités et non point de nos désirs. Le vieux Spinoza enseignait avec raison : ni pleurer, ni rire, mais comprendre.

L. TROTSKI.

Coyoacan, 9 août 1937.



# “VAINCRE FRANCO D'ABORD”

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE  
TRAHIE EN ESPAGNE

**L'État-major capitaliste ne doit pas être seul à étudier  
les conditions de lutte.**

**L**A presse militaire des différents pays capitalistes puise sur les champs de bataille d'Espagne des expériences indispensables aux progrès techniques de matériel et de tactique. Les laboratoires de la bourgeoisie s'animent, les experts controversent. L'offensive motorisée et défaite d'une colonne italienne à la Guadalajara donna lieu à d'âpres discussions sur l'utilisation de forces motorisées.

L'ennemi de classe apprend dans les combats à perfectionner l'ensemble de son matériel destructeur. Les centaines de milliers d'hommes tombés sur les fronts d'Espagne sont, pour l'ennemi de classe, devenus ses cobayes ; les centaines de milliers de combattants ouvriers et paysans farouchement dressés contre le capitalisme, celui-ci conserve la capacité de les disséquer, après les avoir manœuvrés selon ses intérêts. Dans le déroulement des événements d'Espagne, le capitalisme mondial « continue sa politique par d'autres moyens ». Cette apparente facilité de mouvement, ce n'est pas le produit de

sa puissance ; à l'instant le plus critique du développement de la crise capitaliste, au moment même où sa « civilisation » tombe en ruine, où, en Espagne, on voit le système capitaliste se désagréger, le prolétariat lui est livré ; ceux qui dirigent ce prolétariat combinent tous leurs efforts pour insuffler encore quelques spasmes de vie au capitalisme putride, les organisations de masse du prolétariat se sont révélées les mandataires des intérêts capitalistes.

••

Les masses prolétariennes subissent dans leur chair les crimes de leurs dirigeants. Là où nos États-majors capitalistes peuvent puiser les leçons, ces leçons sont, du côté prolétarien, obscures ou faussées.

Les moyens d'information ne manquent pas, mais la masse des informations est mensongère, les cerveaux sont faussés, le mécanisme de la compréhension collective des masses est ensablé.

Les moyens financiers ne manquent pas, mais ils président à une corruption sans égale ; là où le mensonge ne prend pas, où la corruption ne mord pas, l'enlèvement et l'assassinat font place nette ; voire aussi cette cynique forme d'assassinat qui consiste à flatter l'« héroïsme » en envoyant les « fortes têtes » aux secteurs choisis d'où ils ne remontent pas.

*Les événements qui se déroulent en Espagne depuis dix-sept mois constituent un film hallucinant où toutes les ressources prolétariennes en héroïsme, en solidarité, en ténacité, ont été détournées de leur but par la combinaison de toutes les forces destructrices, celles qu'étudient des laboratoires militaires, celles que concertent les bureaucrates qui ont la mainmise sur les organisations ouvrières.*



Une pareille défaite désoriente les militants ouvriers, qui la relie à la succession des principales autres : l'Allemagne, dont le mouvement ouvrier mondial est privé de tout contact, l'U.R.S.S., dont la dégénérescence s'affirme aux plus enclins à la nier. Un sentiment de lassitude, d'impuissance, pèse lourdement sur des militants ; les uns cèdent à la conception d'une guerre antifasciste de nettoyage, d'autres « révisent »...

Pourtant, les victoires de la contre-révolution en Espagne condamnent la révision du bolchevisme. Les conditions où s'est développée la guerre civile en Espagne, le rapport des forces entre elles, la répercussion des événements les uns sur les autres permettent aux bolcheviks-léninistes de continuer avec plus d'aplomb encore à affirmer que *seul le marxisme nous permet de comprendre*, de tirer les leçons, et ainsi de contribuer à ce que se forge, face aux Etats-majors capitalistes de la destruction humaine, la IV<sup>e</sup> Internationale.

### **origine et développement de la situation actuelle en Espagne.**

Nous devons rechercher les origines, les causes déterminantes du développement de la situation actuelle en Es-

pagne dans le développement économique de l'Espagne et les rapports de classe qu'il détermina ; il est à cette fin indispensable, dans les limites de cette courte contribution à une élaboration commune, de situer ces événements par un très bref rappel de la crise du capitalisme espagnol.

### **AVANT LA REVOLUTION.**

L'Espagne, puissance colonisatrice parasitaire, a vu ses conquêtes coloniales peu à peu se détacher d'elle jusqu'au début de ce siècle. Ainsi, l'Espagne fut, sur le plan mondial, largement dépassée par d'autres Etats impérialistes. Cette féodalité stagna dans une « putréfaction lente et sans gloire » (Karl Marx), secouée par de multiples mouvements militaires, tirailée par des tendances séparatistes (provinces basques, Catalogne, etc...). L'ensemble de ces mouvements exprimaient la même caractéristique : *convulsions d'une nation tirailée par des contradictions insurmontables dues au caractère retardataire de son économie.*

Une nation où ne se dégage pas avec netteté une classe dirigeante, où la monarchie, appuyée sur le clergé, assure une unité relative, à la merci de l'armée (200.000 hommes en 1930), où la paysannerie représente les 3/4 de la population, où la moitié de la population est illettrée, et où, en 1930, le nombre des moines et religieuses était de 100.000. Population : 23.000.000 environ.

La guerre 1914-1918 modifia le rapport des classes par le développement de l'industrie d'extraction et de l'industrie légère, bénéfice de la neutralité espagnole. Deux millions de prolétaires descendirent dans l'arène des luttes sociales, mais en coolies de l'aile libérale du capital financier, contrôlé par Londres, Berlin, Paris.

Les convulsions ininterrompues se poursuivent, orientées par cette nécessité pour le capitalisme espagnol, dans les cadres de l'économie mondiale, de



jeter la chemise sale d'un appareil féodal retardataire. L'Espagne, nouvelle riche de la guerre, ne trouve plus de débouchés à son industrie, sa crise s'accroît avec ce nouveau facteur comme axe : *l'existence d'un prolétariat industriel centralisé.*

#### CHUTE DE LA ROYAUTE. \*

1931. — La royauté est balayée ; l'armée, dans ses cadres techniques, sert la bourgeoisie républicaine.

La République bourgeoise — coalition des gauches républicains et socialistes — n'apporte et ne peut apporter aucune solution à la crise fondamentale du régime sur aucun plan : face aux questions nationales, face aux revendications paysannes, face à la crise industrielle.

La question paysanne est solutionnée sur le plan capitaliste ; « on accorde la terre »... en 17 siècles.

Les étiquettes de la Révolution sont apposées sur les contradictions qui l'engendrent et la font se poursuivre.

La répression des grèves est sanglante.

La désespérance s'installe dans les masses.

Les fascistes font une démagogie agrarienne.

#### 1933. — LA COALITION CENTRE DROIT BALAYE LA COALITION CENTRE GAUCHE.

La lutte gréviste continue.

L'« Etat fort » s'organise.

Octobre 1934 : grève générale, mouvement catalan, où la gauche catalane torpille la lutte ouvrière, où se situent les pitoyables pantalonades des libéraux — Général Balet, en qui les libéraux avaient assez confiance pour lui accorder un délai de réflexion, grâce auquel il occupa les points stratégiques. — L'absence d'unité, d'orientation, d'impulsion, de préparation, révèle à nouveau l'absence d'un parti révolutionnaire fort.

L'armée, honnie par les anarchistes, non noyauté par le travail anti, les coloniaux, considérés par tous comme bétail, passent peu à peu au service des pires ennemis du prolétariat.

La coalition centre droit écrase la tentative révolutionnaire, malgré la lutte héroïque des travailleurs, aux Asturies...

#### aperçu des forces à ce moment.

##### *Côté bourgeois.*

Jeunesses monarchistes.

Parti agraire.

Parti catholique agraire, dirigé par Gil Robles, plate-forme genre Dollfus (environ 60 sièges en 1933 — C.E.D.A.).

Sections nationales syndicalistes (phalanges de Primo de Rivera).

Parti agraire de Velasco (90 sièges environ en 1933).

Radicaux (100 sièges en 1933 — Leroux).

Du côté bourgeois, aucun parti fasciste solide, d'où rôle important des cadres de l'armée.



##### *Côté prolétarien.*

#### *Forces réformistes — Mouvement socialiste*

Parti socialiste espagnol divisé en deux grandes tendances de droite et d'extrême gauche. Ce parti influençant :

— Union Générale des Travailleurs (U.G.T.), qui fusionne en 1936 avec les syndicats communistes.

Il est, à ce sujet, utile d'observer que les dirigeants du parti socialiste, dont Largo Caballero, collaborèrent avec la dictature de Primo de Rivera, puis, ensuite, lors de la coalition républicaine, après la fin de la monarchie, ont constitué les syndicats officiels, freinant le mouvement ouvrier. La gauche du parti socialiste (particulièrement sensible après l'échec électoral de 1933) se radi-

calisa, mais a été entraînée dans le combat par le développement de la situation.

Poids spécifique du parti socialiste espagnol comparable au parti S.F.I.O.

Les Jeunesses socialistes, dans beaucoup d'endroits unifiées actuellement avec les Jeunesses communistes, contenaient en leur sein une tendance sérieuse pour la IV\*, dont les noyaux étaient épars, fractionnés.

### Mouvement communiste

Nombreuses scissions provoquées par la répercussion de la crise mondiale de l'Internationale communiste, crise particulièrement sensible en Espagne sur les divergences syndicales (les syndicats rouges préconisés par l'I.C.).

— Le parti communiste officiel, en progrès depuis la politique du Front populaire.

— Le parti ouvrier d'unité marxiste (P.O.U.M.), comprenant l'ancien parti communiste indépendant de Catalogne, de prétendus trotskystes, et une aile socialiste de gauche.

L'influence du P.C., beaucoup plus large après le coup d'Etat de Franco qu'il y a quelques années, mais sérieusement disputée encore par le mouvement socialiste et le mouvement anarchiste, particulièrement fort en Catalogne.

### Mouvement anarchiste

Deux courants anarchistes : le courant de la C.N.T. et le courant de la Fédération anarchiste internationale (libertaires — C.N.T. — syndicalistes anarchistes).

Mouvement spécifique à l'Espagne, dû aux fortes traditions bakouniniennes, antimarxistes et fédéralistes issues de la première Internationale.

Syndicats puissants : la C.N.T. était plus forte il y a deux ans que l'U.G.T.

Multiples variations d'orientation du type anarchiste. Dissolution volontaire de leurs organisations au triomphe de Primo de Rivera pour attendre « les temps meilleurs ». En 1931, refus de

vote officiel aux élections et vote individuel sur mot d'ordre occulte pour les socialistes. Après la République, action gréviste contre la coalition républicaine. Noter aussi leur refus en octobre 1934, pendant toute une période, de se joindre au mouvement des masses contre l'annulation des conquêtes ouvrières !

..

Comme mouvement particulier à l'Espagne et important, il faut — malgré les limites imposées à cette contribution — donner place à la Gauche Catalane, mouvement spécifiquement catalan, qui a joué un rôle important en octobre 1934, puis depuis le coup d'Etat de Franco.

L'attitude, sur le plan social, de ce mouvement nationaliste, c'est l'attitude réformatrice. L'objectif est une République catalane dirigée par la petite bourgeoisie de gauche nourrie du capital anglo-saxon.

..

Avant 1936, ce qui caractérisa le mouvement ouvrier, ce fut sa dispersion complète.

Le parti communiste n'a pas servi de pôle attractif révolutionnaire, car sa politique a suivi avec de grandes secousses les méandres de la politique internationale de Staline.

C'est ainsi que, pendant toute la période de la révolution espagnole de 1931, elle a été couverte de cette phrase de Manouïlsky, — alors dirigeant du Comintern — « Une révolution en Espagne a moins d'importance qu'une grève dans les grandes usines d'Europe... »

C'est en conséquence de la dégénérescence de l'I.C. qu'à travers tous les événements qui se sont déroulés le rôle du parti communiste officiel a été très faible. Le P.C.E. n'a ni mené ni préparé les événements et le combat. Il était, comme dans tous les pays (même en France), au début de 1934, hostile aux alliances ouvrières qui se constituaient, c'est-à-dire au *Front unique*.



Le P.O.U.M., dont nous examinerons par la suite en détail les forces et l'action, avait adhéré à la coalition de Front populaire.

#### VICTOIRE ELECTORALE DU FRENTÉ POPULAIRE.

Février 1936. — La coalition de Front populaire, par la victoire électorale, a accès au pouvoir. De février à juillet, il ne réalise absolument rien. Les travailleurs n'obtiennent que ce que les travailleurs font directement, c'est-à-dire, dans maints endroits, reprennent les terres, occupent des usines, ouvrent les prisons.

Le Front populaire n'est pas capable de résoudre les problèmes mêmes de la

bourgeoisie rurale, c'est-à-dire celui des terres. Il exacerbe les contradictions dans un pays où les ressources nationales n'ont pas les mêmes réserves qu'en France. Aucun acte contre les fascistes ou la réaction — rebelles aujourd'hui. Ceci est amplement démontré par le fait que les chefs militaires actuels ont tous été liés à la réaction d'octobre et ont pourtant été laissés à la direction de l'armée.

Le fascisme a pu s'organiser méthodiquement ; ses coups de main se sont multipliés ; l'attentat contre un officier de la garde civile a provoqué l'exécution de Calvo Sotello, et ainsi le complot militaire a mûri.

### Convulsions périodiques ou révolution permanente ?

Ce rapide examen démontre que, depuis 1931, l'Espagne pouvait passer de la période des convulsions périodiques, sans classe dirigeante unifiant les autres autour d'elle, à la période de la révolution permanente où le prolétariat exploite toutes les luttes successives au profit du rassemblement des classes exploitées autour de lui, les unifiant ensuite par le développement de la dictature du prolétariat.

Ce développement des contradictions, dues à la décadence de l'Etat capitaliste, en révolution permanente, l'absence d'un parti marxiste ne l'a pas vu se réaliser ; une série de luttes sporadiques ont laissé à l'armée la possibilité de continuer à jouer dans les phases convulsives de la crise espagnole un rôle important.

Cette armée, dont les cadres techniques voulaient libérer l'Espagne de l'entrave anarchiste et rêvaient d'instaurer un régime parlementaire du type de la France — rêve qui s'est heurté au fond du cul-de-sac des réalités économiques de l'Espagne, ne possédant pas les ressources nécessaires à l'équilibre démocratique. — Ce rêve effondré, les cadres militaires ont compris que la situation économique et politique, les contradictions poussées à leur limite extrême par le Front populaire, pou-

vaient mener à la Révolution. Les mêmes cadres de l'armée, qui avaient été à la tête de la chute de la royauté et représentaient les intérêts des couches les plus averties du capital financier, passèrent en août 1936 à la réaction, au fascisme.

Toutes les rivalités « nationales » entre les castes militaires provoquées par les particularités nationales, avaient autrefois permis à la royauté de maintenir son équilibre ; la royauté étant déchue, ces rivalités s'estompèrent pour préparer le complot d'août 1936 contre la montée de la révolution prolétarienne.

La réaction, avec son flair de classe, avait perçu que les difficultés économiques, les contradictions politiques, mettaient en danger le régime de la propriété privée et portaient en elles la révolution prolétarienne ; d'importants intérêts capitalistes, soutenus par les armes techniques, avaient joué la carte de la république « à la française », mais il ne suffit pas qu'une royauté s'effrite pour que recommence, dans des conditions économiques, donc des rapports de classes, évoluées de près de deux siècles, le même déroulement historique. L'Espagne avait des centres industriels centralisés, une industrie d'extraction, près de 3 millions de prolé-



taires industriels, prolétariat ayant acquis dans une série de luttes une indépendance à chaque fois plus marquée de la petite bourgeoisie libérale.

La révolution française de 89 a libéré l'économie de l'entrave monarchiste à un des plus rapides tournants du développement économique ; ainsi se créa en France une centralisation industrielle qui fut une des conditions de lutte indépendante du prolétariat sur les barricades de 48, puis d'un début de dictature du prolétariat en 1871.

La révolution russe de 1917 avait démontré que seul le prolétariat industriel lié aux masses paysannes — proportion à peu près égale en Russie 1917 qu'en Espagne 1931 — pouvait servir d'axe à la reconstruction nationale par l'expropriation des usines et des propriétaires terriens.

Ce que Manouïlsky ne pouvait pas comprendre, l'aile capitaliste, appuyée sur les cadres militaires, le comprit en 1935-36 en Espagne ; la royauté avait été une chemise sale vite jetée ; la république démocratique, en permettant la maturation révolutionnaire des contradictions existantes, pouvait devenir pour les possédants une camisole de force.

Le régime de la propriété privée ne pouvait rien donner aux paysans, à l'ouvrier ; les contradictions chaotiques de la démocratie ne pouvaient assurer une plus-value suffisante aux détenteurs des moyens de production, des terres, des capitaux ; telle fut la signification des premières salves de Franco ! Le but était de briser la classe ouvrière et ses organisations, de renverser provisoirement le rapport des forces.

Les contradictions avaient leurs racines dans le système de la propriété privée et ne pouvaient être résolues que par la victoire des classes prolétariennes ; le capitalisme espagnol a voulu provisoirement les surmonter à l'allemande, à l'italienne, par le talon de fer d'un fascisme militaire.



Le rapport des forces entre les différentes couches exploitées posait comme

problème essentiel le problème paysan ; la classe ouvrière, comme classe dirigeante, doit résoudre les problèmes des couches exploitées qu'elle dirige, *paysans, nationalités, colonies, etc...*

C'est à travers la résolution de ces problèmes que la classe fraye sa voie, c'est dans la lutte pour les solutions socialistes que la révolution prolétarienne se réalise, que sont brisés les cadres et les points d'appui de l'Etat bourgeois.

Le déroulement des événements en Espagne démontre le puéril bavardage selon lequel les trotskystes « sous-estiment les classes moyennes, la paysannerie ». Le sort des masses paysannes est lié au sort du prolétariat.



Une nation comme l'Espagne ne trouve pas sa classe dirigeante ; les classes moyennes et paysannes subissent le sort des parias ; l'autonomie des nationalités ferait moins lourde leur part de l'impôt écrasant qui entretient les castes parasitaires d'Etat, du clergé, de l'armée... La lutte pour l'autonomie liée à la lutte pour la terre aux paysans, l'usine aux ouvriers, disloquait les forces de l'Etat capitaliste espagnol, instaurait les bases d'une économie nouvelle, d'une économie expropriant les exploités, d'une économie de classe tressant les liens entre sa production et ses échanges, une classe préservant de l'ennemi ses conquêtes par les armes, instaurant dans ses rangs sa démocratie prolétarienne.

Seule, la révolution dans les rapports économiques et politiques, permet la fin de la dictature de la minorité, peut rendre aux masses prolétariennes la disposition des richesses qu'elles produisent, peut les libérer du joug parasitaire de



la noblesse de sang et de finance, de son clergé, de ses officiers.



La contre-révolution, en triomphant, peut assurer un bout de vie au capitalisme décadent, par la destruction des organisations et des militants ouvriers, par la subordination des castes retardataires aux castes fascistes, mais elle ne peut signifier pour les masses ouvrières, paysannes, coloniales, qu'un renforcement de leur misère.

Fascisme ou socialisme, révolution ou contre-révolution, dilemme qui se pose devant la classe ouvrière d'Espagne à travers une crise révolutionnaire de cinq années. Les formes démocratiques constitutionnelles n'avaient été qu'un coup de frein sur la route de la révolution. La grande lutte entre le capital et le travail se poursuivait sans arrêt.



Nous en revenons pour conclure à la définition marxiste : « la solution de tous les antagonismes est dans l'appropriation des forces productrices par les exploités » ; seul, le prolétariat, par sa notion de classe, sa centralisation, pouvait réaliser ce qu'Engels nommait SA MISSION : « l'abolition des classes et des Etats de classe » ; il ne pouvait mener cette lutte qu'en rassemblant autour d'un programme économique correspondant à leurs intérêts, contre les exploités, les autres classes exploitées, en les entraînant au combat et à la destruction de la classe ennemie et de son Etat.

L. Trotsky donne la définition suivante de la Révolution Permanente. :

« La Révolution Permanente, au sens que Marx avait attribué à cette conception, signifie une révolution qui ne veut transiger avec aucune forme de domination de classe, qui ne s'arrête pas aux stades démocratiques, mais passe aux mesures socialistes et à la guerre contre la réaction extérieure, une révolution dont chaque étape est contenue en germe dans

l'étape précédente, une révolution qui ne finit qu'avec la liquidation totale de la société de classe. »



De 1931 à 1936, les luttes se sont succédé, mais ont été dévoyées. En août 1936, c'est la contre-révolution et non le prolétariat qui passe à l'offensive. Au moment où la lutte en venait à une phase décisive, le crime de la politique antérieure du bloc de classe décupla ses conséquences.

Les représentants de la spoliation des classes moyennes (libéraux, radicaux, républicains), représentants effectifs d'une aile du capital financier espagnol et étranger sous l'aspect de philistins démagogiques des classes moyennes, avaient réussi, par la complicité des dirigeants des organisations ouvrières, à désarmer politiquement et effectivement les masses ouvrières — interdiction des milices — remise des postes de commandement aux tortionnaires de l'insurrection asturienne.

La révolte militaire trouva les classes ouvrières et paysannes désarmées ; celles-ci réussirent à briser les principaux centres de la révolte militaire. Ce que le programme du Front populaire ne leur donnait pas, les masses ouvrières le prirent : les armes, les usines, les propriétés foncières, etc... Les expropriations se succédèrent ; la terreur se développa, mais la lutte prolétarienne devait — même avant la pesée du chantage militaire de l'U.R.S.S. — retomber dans l'ornière. Les dirigeants des partis ouvriers et des syndicats tendirent toutes leurs forces pour limiter les conquêtes révolutionnaires, pour les estomper, pour rétablir sur ses étriers la bourgeoisie.

Les chefs suivirent l'action des masses uniquement pour l'endiguer, pour empêcher que se développe la dualité de pouvoir entre les deux pouvoirs qui se créaient, pour séparer les problèmes de la lutte armée du problème central de la révolution.

Les proportions éclairent le caractère de trahison de toute cette « tactique ».

Le camp antifasciste était composé de 99,9 % d'ouvriers et de paysans, et de 0,1 % de petits bourgeois, officiers, etc., représentés par les Azana et autres..., lesquels avaient, avec Franco, sur le problème essentiel : « à qui sont les usines, à qui sont les champs », la même réponse. La conséquence de la politique antérieure du Front populaire avait permis à Franco de rassembler la plus grande partie des mécontents de la petite bourgeoisie espagnole, des cadres militaires et de l'ex-noblesse.

\*\*

Il n'est pas de problèmes techniques dont la solution ne soit déterminée par

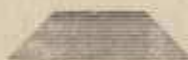
l'orientation générale qu'avaient prise les partis et les syndicats.

*La formule « Vaincre Franco d'abord » était, dans ces conditions d'orientation de la lutte, une duperie pour les masses travailleuses.*

\*\*

Nous réservons, à la seconde partie de cet article, l'examen du détail des événements depuis août 1936 et de la conduite des formations qui se prétendaient révolutionnaires. Nous ne négligerons pas d'exposer les raisons qui ont paralysé l'activité conséquente des différents noyaux bolcheviks-léninistes en Espagne.

R. MOLINIER.



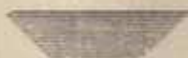
Méditez les leçons de la Révolution russe et celles que nous ont données, par leurs défaites, les épigones. La perspective qui s'ouvre à vous est celle d'une lutte pour LA DICTATURE DU PROLETARIAT. Pour venir à bout de cette tâche, vous devez grouper étroitement autour de vous la classe ouvrière et soulever, à l'aide de cette classe, des millions de paysans pauvres. C'est une besogne de géants. Vous tous, communistes d'Espagne, portez l'incalculable responsabilité de sa révolution. Vous n'avez pas à fermer les yeux sur votre faiblesse ni à vous bercer d'illusions. La révolution ne fait nul cas des phrases. Elle vérifie tout et par le sang...

Préparez-vous à la dictature du prolétariat, préparez-vous sérieusement, obstinément, infatigablement !

Ainsi s'imposent aux communistes espagnols de grandioses tâches historiques. Les ouvriers avancés de tous les pays suivent avec une attention passionnée le développement du grand drame révolutionnaire qui, tôt ou tard, réclamera non seulement leurs sympathies, mais leurs concours.

Tenons-nous prêts !

L. TROTSKY, 1931.







# E. LOUBIER

MEMBRE DU COMITÉ CENTRAL DU P. C. I.

MILICIEN DE LA COLONNE INTERNATIONALE

TOMBÉ SUR LE FRONT DE MADRID

« Si je ne dois pas en revenir, soyez toujours fidèles à notre idéal comme je l'ai été, faites parvenir à mes amis, mes parents, mon salut révolutionnaire, ma disparition n'arrêtera nullement la marche des peuples vers leur émancipation. Camarades, courage, persévérance et abnégation. Je termine en vous criant :

« VIVE LA REVOLUTION MONDIALE ! »

(D'une de ses dernières lettres.)

# E. LOUBIER



## EXCLU PAR LES STALINIENS

## PARCE QUE FIDÈLE A LÉNINE

« Je me garderai, Camarades, d'évoquer le facteur sentimental auquel je reconnais humblement attacher une certaine importance, cependant je vous prie de tenir compte que ceux qui, comme moi-même, sont restés dans le Parti depuis sa création, malgré les vicissitudes et les circonstances souvent décevantes que vous connaissez, sans se contenter d'y faire jamais figure de membre honoraire, méritent non une sollicitude particulière, mais une attention sérieuse et soucieuse de la cohésion du mouvement révolutionnaire. C'est vous dire que l'exclusion sera pour moi un déchirement plus profond que vous ne l'imaginez sans doute et que, prenant cette mesure à mon endroit, j'ai conscience que vous commettez une mauvaise action. »

12 MARS 1932

### EXCLUSION DE LOUBIER, SECRÉTAIRE DU 12<sup>e</sup> RAYON DU PARTI COMMUNISTE

4 ENTENTE  
6 RAYON

Camarade *Loubier Emmanuël*  
Adresse *7 Rue Broefshile*  
Né le *19/10. 1905* *Rossez*  
Profession *Travailleur*  
Syndiqué *OUI*  
Membre du Parti *oui*  
Autres organisations *---*  
Date d'adhésion *Janv 26*

Signature :  
Le Secrétaire *Emmanuël*  
Le Trésorier  
Le Titulaire

#### La bataille quotidienne du jeune Communiste

A tous les degrés de l'Organisation, le jeune communiste est à son poste, soldat de la révolution mondiale pour continuer l'œuvre du Parti Bolchévique et de son chef immortel Lénine.

A l'Usine, il défend l'apprenti ouvrier et brime le jeune manoeuvre esclave de la machine et tous les jeunes travailleurs exploités contre les exploités. Il sait que les « dividendes des capitalistes sont tout dégoûtants du sang des jeunes ouvriers ». Il est l'ennemi mortel du capitalisme.

Au Syndicat, il dresse les cahiers des revendications spéciales aux jeunes, élève la conscience de classe de ses camarades et entraîne les adultes à la lutte.

Au Régiment, par l'intermédiaire de l'Organisation, il défend les revendications des soldats, il diffuse les notions d'ordre antiautoritaires et forme les embryons de l'armée rouge.

Partout, il est agitateur, propagandiste, organisateur. Il fait tout ce qui peut détruire le capitalisme et servir la révolution.



# UN an en Espagne

par RÉMY

**L**E 24 septembre 1937, au soir de la première journée de son congrès, le Parti Communiste Internationaliste organisait, à la Mutualité, une conférence publique consacrée à la situation en Espagne. Notre camarade *Rémy*, retour de Barcelone, fit devant plusieurs centaines d'auditeurs, un exposé original et documenté sur son séjour.

Nous donnons ici le sténogramme de cet exposé et des interventions qui suivirent, ainsi que des réponses à ces interventions.

Avant de donner la parole à Rémy, le président de séance avait salué les lutteurs révolutionnaires tombés victimes « dans la lutte fatale ». Ce ne sont plus seulement les bandes fascistes qui déciment les rangs des révolutionnaires d'Espagne. Peut-on chiffrer les exécutions, dont l'unique motif était le crime de « lèse-stalinisme », que pourrait contresigner de sa griffe sanglante Marty, le « boucher d'Albacète » ?

Malgré sa faiblesse numérique, le P.C.I. a fourni à la révolution espagnole son contingent de lutteurs. Tous ne sont pas revenus, dont on est sans nouvelles, et pour lesquels on espère, même contre toute vraisemblance.

---

Note du Camarade Rémy. — Depuis la tenue de cette conférence, des événements importants d'ordre politique, militaire et économique (Asturies, installation du gouvernement central à Barcelone, etc...), ont apporté à mes déclarations la confirmation des faits et prouvent que, loin d'être outrancier et tendancieux, mon témoignage vécue fut au contraire des plus modérés. Point n'est besoin, en effet, de forcer la vérité pour dénoncer ceux qui, par leurs mensonges, leur incapacité et leur trahison, ont rendu vain le sacrifice du prolétariat espagnol et livrent celui-ci aujourd'hui au fascisme international.

J'ai séjourné en Espagne d'août 1936 à août 1937, non au titre de journaliste ou comme délégué d'organisation, mais comme simple ouvrier.

Je suis parti en août 1936 à la demande des camarades espagnols pour participer à la fabrication du matériel de guerre : j'ai travaillé dans les usines et suis aussi allé au front. Ces différents postes m'ont permis à maintes reprises de me rencontrer avec de nombreux dirigeants d'organisations. J'en ai conservé toutes les pièces justificatives, à toutes fins utiles.

C'est le 8 août 1936 que je suis arrivé à Barcelone. Arrivé à 6 heures du soir, j'étais nanti d'un fusil moins de deux heures plus tard / On envisageait en effet un soulèvement de la police dont quelques officiers avaient été fusillés la veille pour liaison avérée avec les fascistes. Cette situation d'alerte se prolongea dix jours.

••

Pendant dix jours aussi et sans succès, j'ai parcouru les ministères afin d'avoir une affectation, affirmant ma volonté de participer à la fabrication du matériel de guerre, produisant à tous les fonctionnaires des certificats attestant ma spécialité. Je reçus un jour cette réponse effarante : « La fabrication d'un matériel de guerre ne présente pour l'instant aucune utilité ! ». La révolution, à ses débuts, avait connu de grandes difficultés d'organisation ; et des militants ignorant tout des rouages administratifs, avaient dû s'improviser fonctionnaires pour suppléer à l'absence des titulaires, cachés ou en fuite. Ces difficultés, on en juge, n'étaient pas encore surmontées et toute mon insistance ne parvint pas à vaincre la résistance de ces responsables, ni à les convaincre de la nécessité d'avoir, pour se battre, des armes !

Dans ces conditions, je n'avais d'autre alternative que de rentrer en France ou partir au front. Je m'adressai au P.O.U.M. pour participer à une colonne puisque c'était le seul moyen d'aider les camarades en lutte. Non seulement je fus accepté, mais d'avoir fait la guerre en France et de justifier de certaines connaissances militaires me valut d'être envoyé aussitôt au front dans la région de Sigüenza, à un titre quelque peu différent de celui de simple milicien.

Les cadres, en effet, font défaut. La plupart des officiers ont suivi Franco dès le début, ceux qui restent sont d'un loyalisme douteux et les faits ont démontré ultérieurement que si certains ont accepté le régime

républicain et combattu pour lui, un plus grand nombre a trahi.

Quelques précisions en passant sur la composition de l'armée espagnole avant le mouvement : 500 généraux, 15.000 officiers, 35.000 gardes civils et 100.000 hommes de troupe. Mais ce dernier chiffre est théorique et jamais atteint parce qu'en Espagne le « remplacement » était d'usage et les riches obtenaient leur dispense à prix d'argent. La défection des généraux et officiers fut donc, pour nos camarades miliciens, un lourd handicap dans la lutte sans merci qui s'engageait.

premiers engagements.

J'ai ici quelques documents sur la composition des premières milices de la F.A.I., de la C.N.T., du P.O.U.M. qui, dès le 19 juillet, sont héroïquement descendues dans la rue, armées seulement de quelques fusils. Les armes que la Généralité et le Gouvernement Central leur refusaient, c'est aux fascistes qu'elles les ont prises, de haute lutte, dès les

Jusqu'au mois d'août, les forces miliciennes sur le front sont les suivantes :

C.N.T. : 13.000 hommes.

U.G.T. : 2.000 hommes.

P.O.U.M. : 3.000 hommes.

Plus 2.000 hommes fournis pour la Catalogne par la police et la Généralité, soit donc en tout 20.000 hommes démunis de cadres, d'armes et de munitions pour faire le barrage devant Franco.

Celui-ci a préparé son coup de longue date. Il a par avance retiré des régions qu'il savait devoir lui être hostiles, les stocks d'armes et de munitions qu'il a concentrés aux points décisifs. Il a de cette façon désarmé la Catalogne... Mais il a compté sans l'audace et le courage du prolétariat désarmé et ses troupes ont été battues.

## SUR LE FRONT DE SIGÜENZA

Au front, chaque organisation avait sa colonne et ses propres milices, mais au lieu de constituer un Comité militaire où chaque organisation eut été représentée, chaque colonne entendit garder son autonomie d'organisation et son autonomie de commandement. Ce défaut de coordination provoqua les premiers revers.

Quatre colonnes opéraient sur la partie du front où je fus envoyé. La colonne motorisée du P.O.U.M. avec 150 hommes ; la C.N.T. et la F.A.I. avec en tout 600 hommes ; la co-



bonne des partis socialiste et communiste : 400 hommes et enfin, celle du Syndicat des Cheminots, 150 hommes qui avaient équipé un train blindé. Armement insuffisant : la seule colonne du P.O.U.M. ne disposait que de 100 fusils et deux fusils-mitrailleurs. Il fallait attendre que des camarades fussent blessés ou malades pour être armés à son tour.

On m'expliqua la situation, 80 kilomètres de front à garder, les lignes ennemies passant... à 40 kilomètres de là :

— Pourquoi ne portons-nous pas notre ligne en avant ? demandai-je.

— A quoi bon ! Ces 40 kilomètres n'ont aucune importance militaire !

Sur mon insistance, le chef de la colonne du P.O.U.M. fait un rapport au colonel sur la nécessité d'occuper les villages, de régulariser les armes, d'utiliser les paysans à établir des tranchées et des aménagements.

Réponse du Colonel : « Tout ceci est bien inutile ; nous ne faisons pas la guerre à l'Européenne, mais la guérilla comme aux colonies ». Et le chef du détachement me transmettait cette réponse du colonel, ajoute : « Il a raison ; et, s'ils viennent, nous les verrons venir ! »

C'est ainsi que jusqu'au 15 septembre, la garde du front consista à prendre des bains et à faire de la chaise-longue. Bien entendu, ce furent les colonnes fascistes qui couvrirent les 40 kilomètres. Un beau jour, le canon nous fit sortir des cantonnements. Un coup d'abord, puis plusieurs... L'ennemi était là, à moins de 5 kilomètres si l'on en juge d'après la portée de son artillerie d'accompagnement.

J'intervins à nouveau près du chef de détachement et demande que l'on commence sans délai une ligne de tranchées. Le Comité militaire se réunit et ce même colonel — qu'il aurait fallu fusiller le premier jour — posta alors quelques miliciens dans la montagne en concluant, lui aussi : « On verra bien, s'ils viennent ! ». Cependant, les obus se succédaient. Un 77 éclata sur le groupe de la C.N.T.... D'un commun accord avec les camarades français de la colonne, nous décidâmes une démarche près de la C.N.T. et du P.O.U.M. Elle fut sans succès.

Au Comité local du P.O.U.M., à Madrid, je posai la question après un rapide exposé de la situation : Conserver Sigüenza et alors le renforcer, ou l'évacuer ? On venait d'essayer plusieurs défaites et plus particulièrement sur le front de Tolède. Sigüenza com-

mande la route de Saragosse, c'est dire son importance stratégique, et il faudrait sacrifier aujourd'hui des milliers d'hommes pour reprendre cette région montagneuse.

Les camarades du P.O.U.M. me remirent une lettre d'introduction, au señor Caballero, chef d'Etat-Major et assurément un des premiers responsables de la défaite. Un commandant me reçut. Ce n'est pas la peine de vous fâcher, fit cet officier après m'avoir entendu, le nécessaire sera fait sous quarante-huit heures. Vous aurez armes, canons et fournitures.

▲

Entre temps, le P.O.U.M. décidait de me maintenir à Madrid pour diriger l'instruction des jeunes miliciens. Dans la nuit du 6 au 7 octobre, on m'éveilla brusquement : — « Sigüenza est aux mains des fascistes, mais 600 camarades sont assiégés dans la cathédrale. Que faire ?... » Evidemment, se rendre sur place et juger de la situation. Je me mets en liaison avec le commandant de la colonne C.N.T. et des autres formations. Il a cantonné dans un village, les miliciens dont il dispose encore ; les autres, au nombre de 450, plus 150 femmes et enfants, sont bloqués dans la cathédrale que les chefs de colonne avaient, eux, évacuée. J'indique la raison de mon retour ; s'il y a quelque chance de dégager la cathédrale, c'est cette nuit même qu'il faut tenter l'opération. Mais les camarades ne peuvent prendre cette décision en l'absence du colonel, en tournée à quelque 80 kilomètres de là ! Il faut donc attendre.

A son retour, le colonel me dit : « Prenez les hommes du P.O.U.M. pour faire des tranchées et au besoin on vous en donnera d'autres ». Je ne suis pas venu maintenant pour faire des tranchées, répondis-je, mais pour une besogne bien précise. Vous n'acceptez pas qu'on prépare pour cette nuit le coup de main nécessaire pour faire évacuer la cathédrale ? Eh bien, je repars à Madrid ! Il me répondit de repartir, que l'on ne pouvait rien faire.

★

Je suis donc rentré à Madrid où j'ai fait mon rapport au Comité local du P.O.U.M.

Je dois dire maintenant ce qui s'est passé. On a traîné pendant des jours et des jours et pendant les quatre ou cinq premières nuits, quelques miliciens réussirent à quitter la cathédrale dont la surveillance était, au début, assez relâchée, mais cinq jours plus

lard, toute sortie était impossible. On peut donc considérer que les copains ont été massacrés par la faute du commandant militaire, qui ne sut ou ne voulut pas utiliser les délais dont il disposait. Dans d'autres régions, c'était exactement la même situation.

Revenons à Caballero. Il dirigeait le Ministère de la Guerre, et disposait sinon d'armements formidables, du moins d'une certaine quantité d'armes. Lors de l'investissement de Madrid, il avait reçu 30.000 fusils. Il avait également des mitrailleuses, mais toutes les démarches faites près de lui par des camarades responsables et ceux du P.O.U.M. en particulier, pour réclamer des armes, échouèrent devant son refus obstiné.

Dans l'aviation on retrouve les mêmes procédés et l'on ne permet pas à nos camarades de faire ce qu'ils pourraient ; on a saboté, on a même été jusqu'à détruire leurs avions ; en une nuit, une escadrille entière a été détruite d'une façon tout à fait inexplicable. Bien entendu, on publiait le lendemain ce qu'on voulait dans les journaux, mais la situation était là.

Caballero, qui avait la possibilité de donner des armes pour défendre le front de Madrid, les conservait au Ministère de la Guerre. Par la suite, on a pu voir d'autres trahisons.

Il y a de grosses responsabilités ; la première est celle des organisations ouvrières qui, au lendemain du 19 juillet, devaient prendre l'initiative d'organiser les colonnes avec un commandement unique, composé de miliciens de toutes les organisations, qui eût dirigé ou contrôlé les opérations militaires, mais, contrairement à ce que l'on affirme aujourd'hui, personne n'y consentait.

A partir d'octobre, à la suite de l'investissement de Madrid par les fascistes, quelques modifications ont eu lieu. On a commencé à comprendre qu'il fallait faire non pas la guérilla mais la guerre, et utiliser ses forces en conséquence. La main-d'œuvre employée à des travaux de construction a été, à partir de novembre, occupée à fortifier Madrid.

A ce sujet, je dois signaler qu'un camarade français, capitaine de réserve du génie, vint se mettre volontairement à la disposition des camarades espagnols ; tenta de leur faire comprendre la nécessité de construire des abris et d'organiser la défense ; pendant trois semaines, il parcourut toutes les rues, se voyant contraint de revenir en France. Ce

sont des camarades du P.C. qui lui facilitèrent l'audience d'un représentant du Ministre ; au bout d'un mois, il obtenait enfin des possibilités de travail, mais on lui suscita, d'autre part, de telles difficultés qu'en novembre, les fascistes n'ont trouvé devant eux que des travaux rudimentaires.

La population de Madrid ignorait la situation, la presse débordait de mensonges. Quand, un matin, les colonnes fascistes apparurent dans les quartiers populaires, la population de Madrid se souleva et organisa la résistance.

Les colonnes internationales ont joué un rôle essentiel dans cette résistance. Elles réussirent à enrayer une avance qui, sans leur sacrifice, eût été foudroyante et je crois encore aujourd'hui que par leur héroïsme, miliciens et travailleurs ont intimidé l'adversaire en lui laissant craindre une lutte que Madrid n'était pas alors en état de fournir.

La s'arrête mon séjour au front.

..

## DANS LES USINES DE BARCELONE

Le P.O.U.M. m'invita à revenir aux usines de guerre où la main-d'œuvre spécialisée faisait défaut. Quelques jours après, j'étais de nouveau à Barcelone.

Je dois dire que la situation économique n'était pas très développée en Espagne, pas plus que la situation agricole, contrairement à ce que qu'affirmait certain responsable syndical.

Il y avait de petites industries, les mines de charbon et les mines de fer se trouvant dans le Nord. Les plus grosses usines sont en Catalogne, occupent cinq à six cents ouvriers et s'appellent notamment Hispano-Suiza, Vulcano, General Motors, La Maritime, etc. Ce ne sont pas comme en France de grosses usines occupant des milliers d'ouvriers et employant un matériel moderne : ce sont des ateliers qui travaillent à un rythme analogue à celui que nous avons connu avant 1914.

Les usines de guerre, en Espagne, étaient aux mains des fascistes ; aucune usine de guerre en Catalogne. Les fascistes qui se préparaient depuis longtemps, sachant que le mouvement révolutionnaire était le plus



avancé en Catalogne, avaient su empêcher toute construction en Catalogne d'aucun établissement spécialisé dans la fabrication de matériel de guerre ; d'autre part, on ne pouvait pas recevoir directement de minéral de charbon des pays basques et des Asturies : il fallait faire le détour par la mer et tout cela était autant de questions qui gênaient considérablement la Catalogne.

••

On juge de ma surprise quand, m'étant présenté au Syndicat dès mon retour à Barcelone, je m'entendis affecté à l'usine Tumilet, fabrique de jouets. — Que fabrique-t-on, là-dedans en ce moment ? demandai-je. — Mais... des jouets ! > répondit-on. Les colonnes du front ne sont pas équipées et n'ont ni bidons ni musettes, pas d'uniforme, chacun conservant ses vêtements civils et, je l'ai dit, disette de munitions. Impossibilité réelle de discerner si les groupes aperçus sont des fascistes ou des miliciens. On disait couramment au front : « S'ils tirent, ce sont des fascistes, s'ils ne tirent pas, des miliciens ! » Mais, à Barcelone, on fabrique des jouets et les Comités déclarent « qu'on n'est pas outillé pour faire du matériel de guerre » !

Dans l'usine, j'exprimai mon étonnement à un délégué d'atelier. Lui aussi avait fait les mêmes observations que moi, me dit-il, mais il lui avait été répondu que la fabrication d'un tel matériel n'est pas à envisager. Et pourtant, ajoute-t-il, les mitrailleuses s'arrêtent de tirer faute de cartouches ! Quand le délégué du Syndicat viendra, posez-lui la question.

Je patiente un mois avant de rencontrer ce personnage qui me répond simplement : « Reste où l'on t'a mis. Qu'est-ce que cela peut te faire de fabriquer des trottinettes ou autre chose ! ».

••

Quelque temps après, j'obtins enfin mon changement et fus envoyé aux usines Labora de 75 et de 155, grenades, et aussi pistolets.

— Pourquoi des pistolets et pas de fusils ?

— On ne peut faire tout pour le front, il faut aussi penser un peu à nous, à l'arrière ! >

A plusieurs reprises, je ne cachai pas à mes camarades de travail ma façon de penser, ce qui déplut sans doute aux délégués d'atelier.

Un jour de paie, on me dit : « Va au Syndicat, on te remettra ta paie. »

Aucun membre du Comité d'usine ne pouvant prendre de responsabilité, on m'envoyait au syndicat auprès duquel j'appris mon licenciement.

Le secrétaire du syndicat me donne ma paie et une lettre : sur ma demande, il m'indique qu'on me renvoyait de l'usine pour manque de production. Je n'acceptai pas et protestai contre le procédé et contre le motif, puis je demandai à ce que le syndicat prenne position ; je demandai également une entrevue et j'obtins qu'un délégué du syndicat m'accompagne le lundi à l'usine Labora. Un délégué nous attendait, prévenu par téléphone. Je commençai à parler, il me répondit : « Tais-toi, je ne discute pas avec toi mais avec le délégué du syndicat ». Un colloque a lieu avec le délégué du syndicat, et ils me disent : « On te renvoie, il n'y a pas d'autre explication ».

••

Je proteste à nouveau, et si énergiquement que l'on décide d'aller voir le chef d'équipe responsable de mon renvoi : « Le Comité d'usine étant ce qu'est le patron ici ». A titre d'indication, je signale que le Comité d'usine ne réunissait presque jamais les ouvriers ; tout le temps que j'y suis resté, il n'y a eu que trois réunions, pour des choses sans réelle importance. Quand on demandait une réunion pour les augmentations de salaires, la production, etc., on nous répondait : « Ça ne vous regarde pas, on n'a pas à vous rendre de comptes ».

Pour en revenir à mon renvoi, nous discutons avec le chef d'équipe.

— « Qu'y a-t-il à lui reprocher » demande le délégué du Syndicat. Le chef d'équipe déclare : « Voilà ! d'abord on l'a vu faire son travail assis. En outre, il aurait dû finir son travail ». Je lui réponds : « Mais tu sais que ce travail pouvait être fait par des apprentis et que c'était d'accord avec toi, puisque tu leur en avais déjà fait faire ».

Le chef d'équipe dit : « C'est tout ce qu'on a à lui reprocher ». Le délégué du Syndicat me dit alors : « Tu n'as qu'à rentrer de nouveau à l'atelier », mais, à ce moment-là, je n'ai pas voulu accepter, sachant d'avance ce qui en résulterait.



Le Syndicat m'avisa donc qu'il me trouverait une autre place et effectivement, le lendemain, je recommençai ; j'ai travaillé dans deux autres maisons où l'on faisait du matériel de guerre et ce que j'ai constaté, c'est qu'il n'y avait aucun contrôle par les ouvriers contrairement à ce qu'ont dit certains qui sont revenus d'Espagne. Dans les usines, c'était l'organisation syndicale qui était la maîtresse.

Au point de vue fabrication et augmentation de production, on était mieux organisés ; une grande partie des difficultés avait été aplanie. Si dès le début on avait organisé le travail de cette façon-là, la situation serait bien différente maintenant.



Au point de vue de la situation agricole, l'Espagne n'est pas un pays très productif ; sa culture n'est pas développée ; la bourgeoisie n'a pas intensifié sa production agricole, et l'on voit encore travailler la terre avec des instruments aratoires moyenâgeux. Nul ne s'étant préoccupé de constituer des approvisionnements ni de freiner le gaspillage du début, au mois d'octobre 1936 la misère a commencé et en particulier à Madrid.

La situation est désastreuse depuis six mois : plus de savon, plus d'huile et depuis quelque temps que du poisson et du riz. Voici dans quelle situation se trouvent les camarades miliciens et ouvriers ainsi que la population civile. Je pourrais dire que le gouvernement français, en fermant les frontières au ravitaillement espagnol n'a pas fait le geste que souhaitaient les combattants, le gouvernement du Front populaire a une grande responsabilité dans la situation actuelle en Espagne.

#### LA C.N.T. ET LA F.A.I.

Les plus fortes organisations ouvrières au début du mouvement, c'étaient les organisations syndicales : C.N.T. et anarchiste : F.A.I., qui, au point de vue effectifs, étaient les plus nombreuses et en particulier en Catalogne. Ces camarades avaient en mains, au début du mouvement, la possibilité d'avoir pour eux tout le gouvernement, particulièrement en Catalogne. Ce sont eux qui sont arrivés à arrêter antérieurement le fascisme avec quelques camarades du P.O.U.M.

Les autres organisations avaient disparu ; aucune n'avait eu le courage de la F.A.I. et de la C.N.T. Les camarades de ces organisations n'étaient pas préparés pour un tel mouvement, ayant vécu pour la plupart dans l'illégalité pendant de nombreuses années, n'ayant pas constitué les cadres nécessaires ils ont laissé revenir la petite bourgeoisie au

pouvoir (signor Companys). La bourgeoisie sentant que le prolétariat ne prenait pas le pouvoir, non seulement est revenue en Catalogne, mais s'est maintenue à Madrid et dans toutes les provinces. Premier handicap pour la révolution espagnole. La petite bourgeoisie s'était appuyée sur les organisations C.N.T. et F.A.I. en escomptant les fautes de ces organisations pour imposer son influence, puis elle a pris de l'autorité et les a évincées peu à peu du pouvoir ; elle a même tenté de les discréditer auprès des masses prolétaires d'Espagne. Aujourd'hui, on s'aperçoit que le P.O.U.M. et la C.N.T. ont fait une faute formidable en participant au gouvernement bourgeois, point que j'ai soutenu lors d'une conférence faite à la section française de la C.N.T., consolidant un régime qui croule, n'ayant pu eux-mêmes en former un appuyé sur les comités révolutionnaires des villes et des campagnes, ils en subissent aujourd'hui les conséquences : le camarade Nin vient d'être assassiné, et de nombreux autres sont dans les prisons. Nin a eu le tort d'accepter d'être Ministre de la Justice et ensuite de préparer le nouveau code criminel.

La C.N.T. et la F.A.I. ont participé aussi à ce gouvernement et voient maintenant une grande partie de leurs adhérents dans les prisons du gouvernement et dans les prisons du P.C. en Espagne, exemple : jeunesses libertaires, Amis de Duranti.

#### L.U.G.T.

Il y avait également en Espagne une autre organisation : « U.G.T. », adhérente à l'Internationale d'Amsterdam et relativement peu importante, mais elle a eu la possibilité de se renforcer au cours des événements ; les ouvriers qui n'avaient pas de cartes n'ont pas rejoint les rangs de la C.N.T. mais ont rallié l'U.G.T. C'est une des raisons pour lesquelles l'U.G.T. a des adhérents composés pour une part d'employés et de petits bourgeois. Un courant se dégage dans l'U.G.T. qui est à la remorque du Parti socialiste : courant de la gauche socialiste avec Caballero ; et également un courant de droite avec Prieto.

L'U.G.T. a affirmé son indépendance au lieu de tenter la réalisation de l'unité ; en réalité, ni les uns ni les autres n'ont fait le premier pas vers l'unité, malgré qu'aujourd'hui le « Libertaire » essaie de démontrer que la C.N.T. a toujours été pour l'unité. U.G.T. et C.N.T., après les événements de mai, ont commencé à former des Comités d'entraide ; ce ne sont pas des comités de lutte car au moindre accroc on abandonnera, ce qui va se confirmer avec la scission dans l'U.G.T.



Il y avait enfin les organisations du P.S., assez importantes, qui ont composé le Front populaire à Madrid et Barcelone ; leurs chefs principaux étaient aussi Caballero et Prieto, qui participèrent au premier gouvernement constitué après la révolution.

### LE P.O.U.M.

Le P.O.U.M., était surtout un parti beaucoup plus catalan qu'espagnol parce que son influence était plus grande en Catalogne et il ne comptait pas de forces considérables. Sa composition sociale et ses organismes dirigeants lui permettaient de jouer un rôle très important. Les camarades Nin, Gorkin et Andrade avaient milité dans le P.C. pendant de nombreuses années et avaient eu la possibilité d'y acquérir, au point de vue marxiste et révolutionnaire, un dynamisme et des connaissances suffisantes pour appuyer les camarades des autres organisations plus fortes et qui représentaient les plus large courants, c'est-à-dire C.N.T. et F.A.I. Mais il était impossible de réaliser une unité d'action, chacun voulait avoir son autonomie, voulait conquérir pour lui seul la révolution espagnole.

Aujourd'hui, on constate les résultats. Le P.O.U.M. a subi le premier la défaite. On accuse les chefs du P.O.U.M. d'être des trotskystes, et vendus à Franco. Quand on demande des précisions pour savoir si Nin et Gorkin avaient des liaisons avec Franco, les ministres eux-mêmes sont obligés d'avouer qu'ils n'ont aucune raison de le croire, mais de fait, on a donné des ordres pour les arrêter et les fusiller, on exécute. — Personne ne veut prendre la responsabilité de dire : « C'est nous qui avons donné des instructions ».

J'ai connu les dirigeants du P.O.U.M. ; ils sont à l'abri de tout soupçon tant au point de vue relations avec Franco qu'au point de vue espionnage. Ils sont tous rentrés, après la disparition de la colonne du P.O.U.M. dans les colonnes de la C.N.T. Ils ont commis l'erreur d'appuyer le gouvernement de la bourgeoisie et ils auraient dû prendre eux-mêmes toute la direction de la révolution espagnole en s'appuyant sur les camarades de la C.N.T. et de la F.A.I.

### LE P.C. ET LE P.S.U.C.

Le P.C. comprend deux partis : parti unifié et parti communiste à Madrid, où il n'y a pas eu d'unification. En Espagne, les questions régionales ont un poids très important et ont pesé dans la défaite.

Le P.C. n'avait joué aucun rôle important ; il était très faible et ne comptait que quelques succès électoraux à la suite de la constitution du Front populaire, mais aucun rôle au point de vue révolutionnaire ; il était le plus

faible au point de vue effectifs à Madrid, il est le plus fort maintenant parce qu'il a joué sur deux choses : matériel de Russie et la façon courageuse dont se comportaient les solennes internationales sur lesquelles il avait beaucoup de possibilités.

Le P.C. aide maintenant le gouvernement espagnol à sauver la démocratie et il instaure un régime de terreur puisque c'est lui qui ordonne les arrestations, contrôle la police, les agents secrets. Combien, dans la colonne internationale, de camarades venus combattre sur le front, ne pensaient pas terminer leurs jours en prison ! Je pense qu'un jour André Marty, délégué général de l'I.C., entretiendra les membres du P.C. et ses électeurs sur sa prison et son camp de concentration.

### LES SATELLITES DU STALINISME

D'autres organisations, partis bourgeois qui au début, n'avaient aucune importance, commencent à redresser la tête : parti républicain, etc., qui se sont sentis épaulés par un gouvernement à la solde du gouvernement russe.

### LA 5<sup>e</sup> COLONNE

Je parlerai maintenant de la 5<sup>e</sup> colonne, qui était en général composée de petits bourgeois qui restaient chez eux quand ils sentaient que Franco recevait des défaites et qui sortaient au fur et à mesure que les nationalistes avaient des avantages. Ce fut une grosse faute des organisations ouvrières que de laisser cette 5<sup>e</sup> colonne. On aurait dû utiliser cette main-d'œuvre appropriée à travailler pour la bonne cause, c'est-à-dire pour la défense de la révolution ; les camarades espagnols n'ont jamais voulu toucher à ces gens-là, qui paraissent dans les plus grands cafés de Madrid et Barcelone.

Si les organisations avaient joué leur rôle, elles auraient dû détruire cette 5<sup>e</sup> colonne.

### LES JOURNÉES DE MAI À BARCELONE

Les événements de mai à Barcelone furent annoncés dans les usines par le gouvernement de la Généralité ; on venait d'apprendre que les gardes d'assaut avaient tenté de prendre le central téléphonique.

A ceux qui accusent les camarades anarchistes, C.N.T., F.A.I. et P.O.U.M. d'être les responsables des événements de mai en Catalogne, je réponds : le responsable c'est le P.S.U.C., parti unifié de Catalogne (socialiste et communiste) ! Etant donné qu'il ne pouvait discréditer auprès des ouvriers ces organisations et les Jeunesses libertaires, il a essayé brutalement d'intervenir par des provocations pour les discréditer en les accusant d'être des saboteurs de la révolution.



J'ai été moi-même sur les barricades avec les camarades du P.O.U.M., de la C.N.T. et de la F.A.I., et j'ai constaté que ce n'était pas eux les responsables de l'affaire mais la police du P.S.U.C. La police commença de descendre dans toutes les rues de Barcelone, s'infiltra dans les maisons, cinémas et casernes à partir de 2 h. du matin. Immédiatement, on avait alerté les organisations syndicales ; en deux heures, toutes les rues de Barcelone étaient hérissées de remparts, de barricades, et on a répondu coup par coup à la police ; à midi et demi, la police a cédé dans le quartier du Paralello.

Ceci s'est produit pendant plusieurs jours de suite et malgré des interventions successives des ministres anarchistes, faisant acte de trahison en pleurant sur les agents de police qui avaient trouvé la mort dans ce mouvement déclenché avec la complicité du gouvernement dont ils faisaient partie.

Les camarades qui avaient formé l'unité d'action dans cette lutte imposée et voulaient aller jusqu'au bout, ont été canalisés par les directions confédérales, de la fédération anarchiste et du P.O.U.M.

Le gouvernement de Valence avait pris ses précautions. On devait amener des bateaux de guerre pour nous tirer dessus ; on avait promis de nous envoyer des escadrilles, sans oublier plusieurs milliers de gardes d'assaut armés de fusils russes qu'il aurait été beaucoup plus utile d'envoyer au front de Bilbao. On a conservé pendant six mois 6.000 gardes nationaux ; voilà la provocation du P.C. qui essaie de faire retomber les responsabilités sur la F.A.I. et la C.N.T. et le P.O.U.M.

Pourtant, devant toutes ces erreurs et d'autres commises par certains camarades des organisations, notre qualité d'étranger, et aussi la résistance des camarades espagnols qui ne voyaient en nous que des critiques, rendaient très difficile notre rôle ; en outre, les camarades espagnols ne tenaient pas à notre entraide. Nous avions beau leur dire : « Votre mouvement n'est pas seulement un mouvement espagnol, c'est notre mouvement à tous et si, en tant que membre d'une organisation internationale, je ne tire pas quelques enseignements de ma présence, celle-ci aura été inutile. Je viens pour lutter, mais aussi pour militer au point de vue révolutionnaire. »

Il y a eu beaucoup de journalistes, de commerçants, d'aventuriers, etc., qui ne se sont pas bien conduits, mais ceux qui ont essayé de faire quelque chose ont été dans l'impossibilité de faire quoi que ce soit ; et même

beaucoup ont été jetés en prison qui n'avaient pu, comme moi, brûler la politesse à la police avant l'arrestation.

### CONCLUSIONS

En conclusion, ce ne sont ni les hommes ni l'héroïsme qui ont manqué à l'Espagne ouvrière et paysanne, mais un parti révolutionnaire. Un parti révolutionnaire eût trouvé les mots d'ordre justes, pris l'initiative des mouvements, réalisés, à la base comme au sommet, avec les autres organisations révolutionnaires, un véritable front unique d'action et de lutte. Un parti révolutionnaire n'eût pas recherché Compagnys qui s'était misérablement terré, mais l'eût déferé devant le tribunal populaire de la Révolution et assuré son remplacement par un Conseil de militants qualifiés, jouissant de la confiance des travailleurs et contrôlés par eux. La Révolution ne serait pas vaincue.

Les camarades espagnols objectent la crainte d'une intervention étrangère. Or, quel pays pouvait le plus rapidement intervenir, sinon la France ? Un gouvernement révolutionnaire eût trouvé tant d'échos chez les ouvriers et les paysans français après les journées de juin 1936, que le gouvernement issu du Rassemblement populaire n'aurait osé tenter l'aventure d'une intervention contre un gouvernement ouvrier en Espagne. Quant à l'intervention Hitler-Mussolini, la prudence des camarades espagnols ne l'a nullement désarmée, tout au contraire !

P.O.U.M., F.A.I. et C.N.T. pouvaient former un Comité révolutionnaire et tenir la bourgeoisie en échec pour mieux lutter contre Franco. Chaque organisation a conservé jalousement son autonomie et la bourgeoisie renforcée déclenche sa répression contre le P.O.U.M. d'abord, puis continue par la F.A.I. et la C.N.T.

Que, demain, en France, les fascistes tentent un coup de main, les mêmes problèmes se poseront devant les travailleurs. Je ne crois pas qu'on puisse compter sur les dirigeants socialistes ou communistes pour guider le prolétariat vers la révolution prolétarienne, encore moins s'il se peut sur le gouvernement dit de Front populaire. On peut et on doit compter sur les masses profondes des travailleurs de la ville et des champs. Mais la F.A.I. et la C.N.T. pouvaient aussi compter sur les masses ! Instruits par l'expérience tragique de l'Espagne, que les véritables révolutionnaires comprennent qu'il est grand temps de réagir.

Prenons quelques exemples : en ce moment, on promet des augmentations de salaires, renforcements de comités d'usines et,



en fait, on accepte encore le renvoi de 49 camarades (chez Simca).

Depuis plus d'un mois, la Manufacture d'Armes et Cycles de Saint-Etienne est en grève parce que la direction refuse de rentrer en discussion et d'accepter la sentence arbitrale, le patron répondant qu'il est maître chez lui, et le gouvernement Front populaire laisse faire.

On voit que, de recul en recul, on arrivera en France au même niveau qu'en Espagne, et l'expérience du prolétariat espagnol n'aura rien fait pour le prolétariat français. Les Français seront battus et je dis que, pour le prolétariat mondial, c'est la dernière expérience.

Tous les camarades révolutionnaires obligés de quitter l'Espagne cherchent refuge en France ; les chefs du prolétariat mondial savent bien que maintenant, après la défaite de la révolution espagnole, la seule espérance est la révolution par le prolétariat français, et ils n'autorisent pas le séjour de ces camarades ; au contraire, ils les dé-

roncent à la police ou les font rançonner par leur bureaucratie.

Et je dis que si nous ne réussissons pas rapidement à constituer un parti révolutionnaire, si les petites organisations même anarchistes ne réalisent pas, non pas un parti unique parce qu'il y a trop de divergences, mais un comité d'action pour exiger que le prolétariat français exige le séjour de tous les camarades militants qui reviennent d'Espagne, c'est la contre-révolution avec des ministres socialistes et communistes, qui ont le culot de se dire révolutionnaires, qui serait victorieuse.

Je dis que le parti communiste et le parti socialiste sont sur le chemin de la contre-révolution ; c'est eux-mêmes qui préparent l'arrivée de Doriot et de La Rocque, tout comme ils ont préparé l'arrivée du fascisme en Allemagne, en Autriche et dans d'autres pays. Seule, l'action des travailleurs français peut encore sauver la situation et rendre l'espoir à tous les peuples dans la révolution prolétarienne, seule issue devant le double péril de la guerre et du fascisme.

## QUESTIONS ET INTERVENTIONS

La parole fut ensuite donnée au public.

### Une Question.

Si un jour la révolution arrive ici, nous devons savoir ce que nous devons faire. Je voulais demander au camarade à quelle organisation il appartient. Si je ne m'abuse, il parle de coller tous les bourgeois au mur. N'oubliez pas qu'en période révolutionnaire nous aurons besoin des bourgeois.

Le général Miaja est-il un simple bourgeois ou un révolutionnaire ?

### Rémy :

Le général Miaja n'appartient à aucune organisation, mais c'est un bourgeois car c'est un officier de carrière. Lorsque je parle de détruire les bourgeois, je parle de ceux qui se sont mis contre les révolutionnaires ou ceux qui se sont mis avec eux mais sont en train de les trahir. Ceux qui lutteront aux côtés du prolétariat pour combattre, nous ne pourrions pas les fusiller, mais on doit fusiller tous ceux qui trahiront.

### Un Auditeur Anarchiste :

Pour répondre au cas du général Miaja, voici ce qui s'est passé :

C'est à la suite de la chute du cabinet Caballero que le cabinet devenant stalinien,

Miaja, sous peine d'être destitué, a dû adhérer au P.C.

Il y avait des armes en Espagne ; il y en avait, mais, dès qu'elles étaient débarquées des bateaux, on les rentrait dans les locaux du P.C. C'était la condition sine qua non. Lorsque la C.N.T. a envoyé un délégué en Russie, on lui a dit : « Nous donnerons des armes, mais la seule condition est que vous adhérez au P.C. »

Que faire si demain la révolution arrive en France. Allons-nous vers le processus anarchiste ou le processus politique ?

Je dis que l'erreur fondamentale des révolutionnaires est de s'appuyer sur une copie des bourgeois ; la défaite de la révolution espagnole est due au fait que les camarades espagnols ont fait ce que les bourgeois font. Ils ont créé une armée capitaliste ; ils réclamaient le commandement unique et c'était une copie du capitalisme. Il faut agir autrement. Pour faire une révolution du peuple, vous devez armer le peuple. Il faut faire des milices. Il fallait faire des milices contrôlées par des syndicats ouvriers.

Si on avait en Aragon, au début, aussi bien travaillé sur le plan militaire que sur le plan économique, il y avait déjà division économique au sein du P.O.U.M., car le

P.O.U.M. n'est pas une organisation syndicale ou économique, c'est une organisation politique. Il aurait fallu qu'elle soit en même temps économique. Les milices confédérales ne sont pas dissoutes à Madrid, le comité d'Aragon a été dissous.

Je suis partisan d'un comité pour les révolutionnaires, basé sur l'économie ; le peuple ne fait pas de politique ; ce n'est pas faire une politique que de faire de l'économie ; est-ce que l'économie n'est pas ce qui tient les rouages à l'heure actuelle ? Est-ce que la trahison de Blum n'est pas parce qu'il est rentré dans la politique, est-ce qu'il n'a pas dû faire des concessions ? Est-ce que la C.N.T. n'a pas du faire des concessions ?

Le gouvernement de Front populaire a accepté de demander le sacrifice de nombreuses journées de travail à des ouvriers non qualifiés, et le jour où il y a eu arrangement, il n'a pas demandé le tarif unique. Est-ce qu'il n'y avait pas la lutte unique, pourtant ? Est-ce que vous n'avez pas demandé aux manœuvres d'occuper les usines comme vous ?

Tant que vous n'aurez pas un parti qui dénoncera tout cela, vous n'obtiendrez rien. Votre devoir, c'est de crier « salaire unique ». Par votre mot d'ordre, salaire unique, vous attirerez les ouvriers ; d'abord le salaire unique et le contrôle ouvrier.

#### Un autre Auditeur :

Le camarade a parlé de la faillite de la révolution en Espagne. Est-ce que cela veut dire que la cause de la révolution est définitivement perdue ?

#### Une autre Question :

Je voudrais savoir qui a donné l'ordre de rentrer aux 14.000 Jésuites ? Comment se fait-il que les journaux de Front populaire en France font le silence à ce sujet ?

#### Rémy :

Je suis d'accord avec le camarade qui a dit qu'il faut travailler au point de vue syndical ; il faut aussi travailler au point de vue politique. Les camarades de la F.A.I. ont été obligés de participer au gouvernement. Les quelques organisations qui existent encore en Catalogne et en Aragon sont appelées à disparaître.

Les usines qui étaient sous le contrôle de l'organisation syndicale sont passées sous le contrôle du Ministre du Travail, du comité de défense économique. Tu sais très bien que la situation est sous l'influence du P.C., que c'est lui qui joue le rôle de direction.

Les nombreux camarades qui sont aujourd'hui en prison à Barcelone et ailleurs, dont certains seront jugés, condamnés, et pourtant ils se sont conduits héroïquement... parce qu'ils appartenaient au P.O.U.M. ou aux amis de Durruti ou aux Jeunesses Libertaires

Sur la question qu'a posée le camarade, si c'est la fin de la révolution ou si les gouvernements vont gagner, je ne peux donner ici que mon appréciation personnelle ; à mon avis, il n'y a qu'une alternative : compromis ou intervention étrangère, pas d'autre issue. Quand j'ai discuté avec des camarades français, on m'a dit : « Nous avons l'appui de la Russie », je dis : c'est une chose impossible en cas de guerre, car il y a plusieurs pays à traverser. Au point de vue de l'Espagne, il n'y a qu'une chose, l'intervention de la France et de l'Angleterre.

En ce qui concerne les Jésuites, au début de la révolution, on avait aussi en Russie chassé les Jésuites ; aujourd'hui, on voit les pratiques religieuses se développer en Russie ; il n'y a donc rien de surprenant qu'en Espagne, avec l'influence que prend le P.C., on assiste à la réapparition du clergé.

#### Molinier :

Le problème qu'a posé le camarade anarchiste est tout à fait juste ; le seul moyen pour vaincre le capitalisme, c'est de ne pas se servir des moyens du capitalisme ; c'est tout à fait exact. Dans la mesure où nous saurons résoudre ce problème, nous pourrons faire la révolution.

••

L'Espagne, nous l'avons dit bien des fois, est un pays impérialiste qui était à un degré de dégénérescence tel qu'il fallait au capitalisme des formes de domination nouvelles pour se survivre.

Les officiers ont toujours joué un grand rôle en Espagne ; ils ont renversé la royauté pour instituer une démocratie. Or, il faut au capitalisme, pour se survivre, le fascisme. La lutte a commencé entre les possibilités d'une Espagne soviétique, d'une Espagne libertaire et d'une Espagne bourgeoise. L'alle prolétarienne, en aidant cette démocratie à se survivre, a fait œuvre contre-révolutionnaire.

Sur le problème de la guerre : est-ce qu'il faut lutter pour la conservation des libertés démocratiques ? Il faut, à travers cette lutte, entraîner les masses aux côtés du prolétariat, en démontrant à ces masses que seul le prolétariat peut instaurer un régime équilibré



pour la société nouvelle. Et il faut balayer tous les cadres de l'appareil bourgeois.

Là est toute la question. Cela n'a pas été fait.

En Espagne, par la politique de soutien de la démocratie bourgeoise contre le fascisme, la classe ouvrière comme classe a perdu son indépendance. Quand on nous explique ce qui a été fait dans une usine, cela veut dire que les méthodes de la bourgeoisie ont été transposées dans les rangs ouvriers.

Camarade, nous pouvons avoir avec toi des divergences syndicales que nous examinerons, mais nous sommes tout à fait d'accord avec toi sur la démocratie prolétarienne.

Dans les usines espagnoles, il n'y avait pas de réunion des ouvriers pouvant librement décider de leur sort : on suivait les syndicats ; ils n'avaient pas le droit d'élaborer comment ils allaient lutter ; il y a une tuyauterie de sommets ; la base entend des bruits dans les tuyaux mais elle ne peut jamais intervenir.

Exactement en Espagne, comme ici en France, il n'y avait pas la démocratie ouvrière pas plus que chez Simca il y a la démocratie ouvrière, pas plus que dans une usine ; il y a des gens qui ont de l'autorité, acquiesce on ne sait pourquoi, et le prolo suit ; il en est de même pour les soldats ; derrière les généraux pour les faire tomber par milliers. Ce fut le cas en Espagne, ce sera le cas en France.

Nous ne sommes pas d'accord avec les anarchistes, mais nous pouvons discuter avec eux. Vous croyez qu'on ne pourrait pas résoudre cette question ensemble ?

On voit ce qui se passe en Espagne, Caballero était un collaborateur de Primo de Rivera ; c'est celui qui, il y a quelques années, déclarait : « Je ne suis pas un révolutionnaire »... Alors ?

Il n'y avait pas possibilité de ne pas s'entendre. Les masses libertaires, les masses anarchistes, si elles avaient discuté, elles auraient compris que les cadres ouvriers se forment dans la lutte.

Avant que Franco attaque, on parlait de la révolution espagnole ; la contre-révolution intervient et transforme les possibilités révolutionnaires en réaction.

Si les ouvriers et paysans prennent les moyens de production et d'échange, il faut qu'ils les connaissent. La C.N.T. est un syndicat ; le but du syndicat, c'est de s'occuper des revendications ; le syndicat n'est pas un outil pour gérer les usines.

Nous disions : Durruti a été assassiné par les staliniens... On nous répondait : il ne faut pas diviser les rangs ouvriers ; même un crime, on le cache pour que les rangs restent unis.

On perd beaucoup de temps quand on veut sauver Madrid et qu'on perd la révolution mondiale. On a sauvé la Russie parce que Lénine et Trotsky ont su dresser la classe ouvrière dans toute sa puissance.

Il s'agit de résoudre cette question ; il faut se servir d'autres moyens ; lesquels ? Je le répète : la démocratie prolétarienne complète entre tous les groupes dans les usines... Le vote secret. Des fois le vote secret profite aux fascistes, mais l'ouvrier revient sur son vote et il découvre le fascisme.

Quelle est l'organisme de la démocratie prolétarienne complète, c'est le soviet. Les staliniens tentent de tout démolir et, quand on parle de soviet, on voit Staline. Ce n'est pas parce que Jouhaux est à la tête des syndicats que les syndicats ne peuvent pas être révolutionnaires. Il y a en Russie que le nom de Soviet, car il n'y a pas de démocratie, mais il y a dans le monde des possibilités de créer des soviets comme étaient ceux de 1917. En Espagne, s'il n'y avait pas possibilité de nommer des soviets, il fallait créer des juntas où les miliciens auraient décidé de leur armement.

Il y a une classe qui peut dans cette période en finir avec le chaos, une classe qui peut en Espagne en terminer avec cette société nationaliste, qui porte en elle le germe de la révolution, c'est la classe ouvrière. Elle doit s'organiser pour vaincre et quand elle fait un faux pas, elle se redresse ; dans ses erreurs successives se forme la conscience ouvrière.

L'ouvrier va à son soviet. Il y a eu, en Russie, des séances orageuses. Mais vouloir l'ordre bourgeois pour défendre la démocratie bourgeoise, c'est nous amener à être dans des armées où il n'y aura plus trace de démocratie, car l'armée est organisée sur la base de la hiérarchie fasciste.

La dictature des ouvriers et des paysans? le moyen, c'est le soviet; le moyen, la démocratie prolétarienne.

Une minorité révolutionnaire, qui ne fait pas la révolution elle seule, par son programme, ses méthodes, ses cadres, correspond à l'aspiration de classe du prolétariat. Si vous avez un esprit de classe, vous devez comprendre que la classe ouvrière se range sur ses positions de classe à un moment donné; elle a voulu combattre, vaincre, elle n'a pu vaincre parce qu'il n'y avait pas de parti révolutionnaire.

Le P.O.U.M., avec sa politique localiste, ne pouvait engager ni politique internationale, ni solidarité. Il ne faut pas pleurnicher dans les réunions, mais comprendre pourquoi ils se sont trompés.

Le P.O.U.M. a présenté le stalinisme en Espagne; le P.O.U.M. a accrédité le stalinisme en Espagne lorsque le stalinisme était l'organisation de la contre-révolution; toutes les organisations y ont participé.



Nous regrettons beaucoup que ceux qui nous ont leurré pendant un an ne soient pas là. Notre petit noyau révolutionnaire a fait deux réunions, où nous avons discuté ces problèmes. Nous avons été dans beaucoup de réunions anarchistes; ils racontaient qu'il y avait la révolution en Espagne, même des journaux anarchistes: « les femmes ne pleureront plus en Aragon »... Ils trompaient les ouvriers comme les Russes trompent les ouvriers. Sébastien Faure, Marceau-Pivert, etc., qui, lui, étant « contre la guerre », était partisan que Blum ne devait pas envoyer de canons.

Une voix :

Marceau-Pivert est le seul qui ait protesté.

Molinier :

La démocratie ouvrière ne consiste pas à s'envoyer des fleurs. Nous attendons la controverse avec Marceau Pivert. Il était d'accord pour que l'on n'exige pas pour l'Espagne des armes de l'état bourgeois.

Qu'ont fait les camarades anarchistes en France? Ils ont monté en épingle les faits; ils ont fait des meetings avec Jouhaux...

Les camarades ont été complètement hypnotisés par la conception de vaincre Franco

d'abord et parce qu'ils avaient sur le problème de l'Etat, une conception erronée; ça ne pouvait pas leur permettre, dans la situation locale en Espagne, une solution.

Une voix :

Et Zyromski ?

Molinier :

Zyromski, c'est l'homme des staliniens, et quand nous l'entendions un soir, au Vélodrome d'Hiver: « A bas le blocus des avions et des canons!... », nous disions: Ils sont en train de susciter, non pas la volonté de classe, mais l'union sacrée et le stalinisme.

On pouvait faire, dans les usines, des petits groupes communs pour la propagande; faire, entre socialistes, communistes et anarchistes, des comités. Si tous ces copains s'étaient réunis et avaient cherché une solution, on aurait trouvé le moyen d'être d'accord. Il s'agit de trouver une solution pour vaincre, malgré les chefs.

Soviet ou comité d'usine... Comité de révolutionnaires pour faire la propagande révolutionnaire contre les staliniens, et si vous n'êtes pas pour cela, vous abandonnez les ouvriers. C'est par un travail constant, en démontrant sans arrêt la trahison, que nous parviendrons à quelque chose. Faisons le fameux front révolutionnaire à la base entre militants révolutionnaires.

Si l'on prend, en France et dans le monde, au sérieux le mot d'ordre de prendre les usines, si l'on unifie ceux qui veulent les prendre en faisant des comités de front révolutionnaire, le stalinisme ne passera pas.

Nous sommes des communistes internationalistes, nous sommes des partisans de la IV<sup>e</sup> Internationale. Nous voulons bâtir une organisation prolétarienne démocratique.

Nous sommes prêts à faire le front unique sur la base de la lutte de classe et nous disons à ceux qui sont prêts à le faire: « Nous avons quelques mois à lutter et, pendant ces quelques mois, il faut commencer la lutte rouge autour d'un drapeau rouge ».

Un militant italien retour d'Espagne :

Je ne comprends pas pourquoi un camarade anarchiste formule des réserves sur la question de la formation de comités révolutionnaires. Ils disent: « Très bien, nous sommes contre l'Etat », mais qu'est-ce que vous allez faire, vous, communistes?... Vous allez bâtir un Etat. En Espagne, pendant



les journées de juillet et durant des mois, les journaux des anarchistes répétaient cette proposition à chaque instant et, comme cela, ils ne luttaient pas contre l'Etat, qui n'était pas mort; même qu'il y avait anarchie en Espagne, nous avons vu l'Etat surgir à nouveau, puisque, dans cette période, les chefs autorisés du P.O.U.M.-Gorkin avaient dit: « Voilà, la révolution est faite, nous avons l'Etat révolutionnaire », cet Etat n'existait pas. Nous avons vu cette chose honteuse: anarchistes et communistes, ensemble, ont participé à la résurrection de l'Etat espagnol en Catalogne et à Madrid.

..

C'est très curieux que les anarchistes, qui, toujours, se réclament de l'anarchie, forment des réserves quand il s'agit de faire l'anarchie.

Aujourd'hui, on ne peut pas avoir d'autre but: le but immédiat, c'est l'organisation consciente du mécontentement général de la société contre l'Etat, pour renverser l'Etat.

Dans la première phase, comme question de propagande, on doit toujours poser la question du nouvel Etat sur la question de l'agitation, immédiatement. Sur la façon qu'a expliqué le camarade Molinier: Comité révolutionnaire, il faut exactement à la base constituer des comités de base, des comités de travailleurs contre tout l'Etat et toutes les organisations de la classe dominante.

D'autre part, on dit: c'est la dictature du prolétariat: bien entendu, pour lutter contre la bourgeoisie, il faut une organisation, il faut une armée révolutionnaire, en employant tout ce qu'il y a de spontané dans les masses; il faut un commandement unique, parce que nous devons lutter contre les autres Etats, lutter contre la bourgeoisie.

..

Quand on dit l'Etat prolétarien: nous avons vu naître cet Etat en Russie, qui, à un certain moment, s'est transformé en Etat nationaliste, et je crois que, dans le programme commun, on doit nationaliser l'économie, mais quand on nationalise l'économie, qu'est-ce qui se passe? Tous les leviers de commandement de l'économie sont dans les mains des dirigeants. Bien entendu, ces dirigeants sont contrôlés par l'élite révolutionnaire, mais quand l'élite révolutionnaire tombe, la bureaucratie triomphe. L'élite ré-

volutionnaire, nous l'avons vu en Espagne, tombe très facilement. Il reste l'opportunisme, qui, après, empêche les travailleurs de s'exprimer; il n'y a plus de démocratie ouvrière. Je crois que les camarades doivent poser très sérieusement ce problème, qui est le problème de tous les révolutionnaires de tous les pays, vers une lutte pour la destruction de la classe qui domine.

..

Il ne faut pas avoir d'hésitation. Prenez exemple de l'Etat capitaliste: ils ont des intérêts contraires dans les Balkans, mais ils se mettent ensemble pour lutter.

Mais, en même temps, il faut étudier les autres problèmes: ne pas dire simplement. Soviets: « Les syndicats sont des syndicats réformistes (exemple: C.N.T.); ce sont des bureaucrates qui dirigent les usines ». Quand on dit: « C'est l'économie », je ne dis rien, parce que le syndicat n'est pas une organisation simplement économique pour les masses.

Je ne crois pas que nous devons simplement dire « comité de la base », mais faire des réunions de propagande sur les autres problèmes pour assurer vraiment, à travers la démocratie prolétarienne, le contrôle des masses travailleuses sur l'Etat et la disparition progressive de l'Etat, comme les théoriciens même du communisme l'ont déclaré.

Lorsque le camarade disait: « Il aurait fallu constituer les Soviets », je dois lui dire que, d'abord, ils ont été constitués, il y avait des comités.

Il ne faut pas déclarer: la C.N.T. anarchiste, c'est un syndicat à base anarcho-syndicaliste.

On a dit: « Durruti a été assassiné par les fascistes ». C'est ainsi, en France, qu'on n'a pas voulu le dire, pour ne pas semer la division et, plus tard, on a su comment il avait été exécuté.

..

Durruti a été en colonne à Madrid. Puis Durruti voulut, à la suite d'une conquête militaire, instaurer un régime nouveau: il a instauré le communisme libertaire; il avait supprimé l'argent et il avait donné des

cartes de ravitaillement à tous ceux qui travaillaient : les cartes existent encore. Lorsqu'il a été à Madrid, il s'est rencontré avec les officiers. Ils ont eu peur de lui et lorsqu'il a quitté le ministère de la Guerre, des coups de feu ont été tirés et il a été assassiné. Définir quel est l'assassin, c'est difficile pour tout le monde.

Dans tous les milieux, vous aurez des

gens qui s'installeront dans la révolution. En France, il y en a qui s'installent dans les syndicats ; également dans la révolution espagnole.

..

Après une courte intervention du président, la séance est levée, au chant de « l'Internationale ».



Dans un groupe de millelens, à l'extrême-gauche sur cette photo, le camarade Vallade, ancien membre du Parti Communiste, membre du groupe de Puteaux du Parti Communiste Internationaliste, tombé dans le combat.



# CONSTRUCTION DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

## organisme central

**L**ES premières rencontres internationales des B.L., en 1930 et 1931, aboutirent à la création d'un Secrétariat International et d'un Plenum. Il n'y eut, à proprement parler, jamais de Conférence Internationale composée de délégués élus. Les 11 points des B.L. furent adoptés à une préconférence au début de 1933.

En août 1933, la Ligue Communiste Internationaliste se prononça pour la IV<sup>e</sup> Internationale. A la même époque, le S.I. signa avec le S.A.P. (allemand) et deux partis hollandais (le R.S.P. et l'O.S.P.), la « Déclaration des Quatre » pour la IV<sup>e</sup> Internationale. Cette « Déclaration » n'eut pas de conséquences ultérieures.

En 1935, une « Lettre ouverte pour la IV<sup>e</sup> » fut signée par le S.I., le groupe B.L. de France (adhérent au S.I.), qui, à ce moment, militait dans la S.F.I.O., le R.S.A.P. (formé par la fusion du R.S.P. avec l'O.S.P.), le Workers Party des Etats-Unis (formé par la fusion des B.L. d'Amérique avec l'American Workers Party). Quelques organisations partisans de la IV<sup>e</sup>, mais hors du S.I., donnèrent leur adhésion à cette « Lettre ouverte », mais sans résultat, car le S.I. fit obstacle (comme ce fut le cas à l'égard du P.C.I.).

En août 1936, une Conférence se tint, convoquée arbitrairement, qui « fusionna » l'organisation B.L. et les autres et créa le « Centre pour la IV<sup>e</sup> », avec un Bureau et un Conseil général. Comme on le verra plus loin, du fait de la non-participation et de la non-acceptation du R.S.A.P. à ces décisions, sous le nom de « Centre pour la IV<sup>e</sup> », ne se trouve rassemblée qu'une partie des partisans de la IV<sup>e</sup> Internationale. Depuis août 1936, l'organisme central a été plus faible et plus insignifiant qu'il l'a jamais été dans les six années précédentes. En « exprimant ce qui est », le P.C.I., qui sait que les causes d'une telle situation résident autant et plus dans les difficultés de la situation elle-même qui empêche les groupes d'avoir une liaison étendue avec la classe ouvrière que dans des raisons subjectives (régime d'organisation bureaucratique

soutenu par Trotsky), a estimé, à son troisième Congrès, qu'il devenait urgent de s'orienter vers des mesures pour redresser une situation si déplorable. Rien ne serait plus dangereux que de se masquer les difficultés et les divergences en adoptant l'attitude du P.O.I. pour qui la IV<sup>e</sup> existe — et qui n'est pas avec le « Centre » est contre la IV<sup>e</sup>. Il faut que soit préparé démocratiquement et tenue une Conférence internationale de toutes les organisations partisans de la IV<sup>e</sup> Internationale ; il serait vain d'espérer surmonter les difficultés par une telle conférence ; mais il pourrait en sortir, à défaut d'une direction internationale autorisée, un centre de liaison et d'information dont l'attitude dans les crises inhérentes à l'activité des sections et envers les différents groupes existant ne serait pas entachée du caractère manœuvrier (nous spécifions manœuvrier, sans mettre en cause le droit de ses membres à avoir leur position propre) de l'organisme actuel, qui a pratiquement toujours aggravé les situations, au lieu de contribuer à résoudre les difficultés.

## Les groupes

### HOLLANDE

Le R.S.A.P. (parti ouvrier socialiste révolutionnaire) provient de la fusion du R.S.P. (parti socialiste révolutionnaire) et de l'O.S.P. (parti socialiste ouvrier). C'est le premier qui a exercé la plus forte influence sur l'organisation unifiée ; le second était un morceau détaché du parti social-démocrate à la suite de la victoire du fascisme en Allemagne, dirigé par deux militants jeunes, de Kadt et Schmidt, dont le premier retourna à la S.-D. avant la fusion et le second lâcha le R.S.A.P. après le premier procès de Moscou. Le R.S.A.P. est dirigé par Sneevliet, qui fut membre du P.C. hollandais, il rompit avec l'I.C. en 1929, gardant la direction d'une Centrale syndicale, le N.A.S. C'est des cadres de cette Centrale que sortit le R.S.P.

Aux dernières élections, Sneevliet perdit son mandat de député.

Le R.S.A.P. a rompu avec le « Centre pour la IV<sup>e</sup> ». Ses divergences portent sur des questions politiques et sur des problèmes d'organisation.

Sur la question espagnole, la Conférence nationale du R.S.A.P., tenue en juillet 1937 à Beekbergen, adopta unanimement une résolution par laquelle le R.S.A.P. :

Se déclare entièrement solidaire avec le P.O.U.M. et les camarades du P.O.U.M. emprisonnés par la contre-révolution, sans pour cela accepter la responsabilité politique de tous les actes du parti pendant la guerre civile ;

Considère la création d'une section espagnole de bolcheviks-léninistes comme nuisable pour la révolution espagnole et la IV<sup>e</sup> Internationale.

Sur la question syndicale, le R.S.A.P. ignore le problème de l'unité syndicale, il admet la participation de ses membres dans les diverses centrales syndicales, mais axe son activité sur le N.A.S., où il se heurte à une opposition anarcho-syndicaliste. La résolution adoptée déclare :

10) Dans les cas où se manifesterait dans le N.A.S. des oppositions qui seraient un danger pour le droit d'existence même de la centrale et qui assimilent « le travail syndical pur » à l'indifférence, alors l'opposition à toute activité directement indépendante qui viendrait des ouvriers ou des chômeurs, il est du devoir des socialistes-révolutionnaires de les combattre, de sauvegarder en tout cas le caractère de classe du N.A.S. Tout en défendant cette centrale contre les attaques menées par les centrales reconnues, les partis politiques y appartenant, y compris le C.P.N. (stalinien) ; tout en aidant à la consolidation des organisations du N.A.S., ils font valoir pleinement leurs droits de membres du N.A.S. afin d'empêcher la décadence de la plus ancienne centrale de Hollande.

Sur la question internationale, la Conférence, à l'unanimité moins 5 voix, s'est prononcée comme suit :

5) Elle considère l'actuel S.I. pour la IV<sup>e</sup> Internationale comme une des forces qui veulent se consacrer à la préparation de cette Internationale ; à moins d'un changement fondamental dans son attitude, il ne doit être reconnu à ce Centre aucun pouvoir central (Bindend vermogen). Seule une conférence à caractère international de tous les groupes, qui en toute clarté se dirigent vers la création de la IV<sup>e</sup> Internationale, peut rendre possible une cohésion fructueuse de toutes les forces. Le R.S.A.P. doit garder sa liberté d'action et de critique révolutionnaire vis-à-vis du centre international existant et qui fut créé d'une façon anormale et non organisationnelle.

Le Parti ouvrier socialiste révolutionnaire de Hollande continue à se considérer comme une des forces qui envisagent ouvertement la IV<sup>e</sup> Internationale comme l'instrument indispensable du regroupement du mouvement ouvrier international. La Conférence d'été conclut que la direction du Parti doit continuer son travail international dans cet esprit.

## ANGLETERRE

Des noyaux B.L. se sont formés en Angleterre à partir de 1931-1932, composés de membres du P.C. britannique. Dès les débuts, il y eut des divergences entre les militants ; lorsque fut posée la question de l'entrée dans l'I.L.P. (en 1933-1934), il y eut scission.

Actuellement existent trois groupes : deux travaillent dans le Labour Party, le troisième est indépendant.

Deux bulletins paraissent : « Red Flag » et « Fight ».

## ETATS-UNIS

A la suite du 6<sup>e</sup> Congrès de l'I.C., au retour de la délégation américaine, son président, Cannon, membre du C.C., prit l'initiative, avec d'autres membres dirigeants, Swabeck, Shachtman, de constituer l'opposition de gauche. Dans le début de 1929 commença à paraître « The Militant » ; la « Communist League » fut formée, ainsi qu'une section de jeunesse.

En 1934, la « Communist League » fusionnait avec « l'American Workers Party » (d'origine syndicaliste) pour former le « Workers Party », partisan de la IV<sup>e</sup> Internationale ; le « Militant » fit place au « New Militant ». Fin 1935, le Workers Party décidait d'entrer dans le P.S. américain, abandonnant la parution de son journal, et s'entendant avec un noyau opposant existant déjà dans le P.S.

Le P.S. américain vient d'exclure les B.-L. ; les exclus ont lancé un organe, « The Socialist Appeal ». Une section indépendante de B.-L. se reconstitue, augmentée de membres venant des J.S. américaines.

Comme autres groupes se réclamant de la IV<sup>e</sup>, il y a lieu de signaler :

a) The Communist League of Struggle, avec Weisbord, essentiellement éclectique.

b) Un groupe gauchiste, dirigé par Oehler, qui a rompu lors de l'entrée dans le P.S. américain.

c) Un groupe dirigé par Field, et qui a surtout des forces au Canada.

Au Canada se trouve également une section officielle.

Aux Etats-Unis et au Canada se trouvent des groupes de langue (espagnol, ukrainien). Nous ignorons avec quels groupes américains ils sont effectivement en rapport.



## ALLEMAGNE

Diverses oppositions dans le P.C. allemand sont à l'origine des partisans de la IV<sup>e</sup> Internationale. En 1929, existait l'opposition de Wedding (quartier berlinois) et le Leninbund, dirigé par Urbahns, dont une minorité se détachait et fusionnait avec le groupe de Wedding pour former l'opposition de gauche.

Celle-ci ne se développa jamais sérieusement, connu crise sur crise, étant particulièrement travaillée par des agents du Guépéou (Weil, Senine). Avant la victoire du fascisme, elle publiait un bulletin, « Die permanente Revolution ».

Depuis l'arrivée de Hitler au pouvoir, le travail illégal en Allemagne a entraîné une lourde répression ; les années de prison se comptent par dizaines et centaines.

Dans l'émigration, répartie dans plusieurs pays, on compte trois groupes :

a) Le groupe qui publie « Unser Wort » et qui n'est pas reconnu, plus qu'un autre, par le Centre pour la IV<sup>e</sup>.

b) Un groupe qui vient d'être exclu bureaucratiquement du précédent et dont l'orientation et les positions ne sont pas encore complètement précisées ;

c) Le « Groupe International », dirigé par Rush Fischer et Maslow, qui refuse de considérer l'U.R.S.S. comme un Etat prolétarien.

## BELGIQUE

Les B.-L. ont pour origine la Fédération de Charleroi du P.C. et des membres du P.C. de Bruxelles, Liège, qui, en 1928, étaient membres du C.C. Mais tandis que le noyau prolétarien constitué par la Fédération de Charleroi, avec Lesoil, Dewaet, Hénin, restait bolchevik, une crise survenait en 1929-30, amenant le départ de l'ex-leader du P.C. belge, Van Overstraeten, qui finissait dans la peau d'un dillettante.

L'opposition belge publia pendant des années « la Voix Communiste », jusqu'en 1935, où elle entra dans le P.O.B. ; à ce moment se produisit la scission des « non-rentistes » avec Vereecken, de Bruxelles, qui publia « Spartacus ». Dans le P.O.B., l'unification se fit avec la tendance « Action Socialiste Révolutionnaire » (Dauge), un organe était publié sous ce nom.

Les exclusions en 1936 permirent l'unification avec le groupe « Spartacus », et la création du « Parti Socialiste Révolutionnaire » qui publie chaque semaine « La Lutte ouvrière ».

Les jeunes publient une revue mensuelle, « Révolution ».

Divers courants existent dans ce parti ; nous conseillons de suivre la vie et l'activité du P.S.R. par la lecture de son journal.

## TCHECOSLOVAQUIE

Pendant longtemps, il n'y eut que rivalités et luttes de groupes et sous-groupes, difficiles à suivre pour qui ne pouvait lire les publications tchèques.

Actuellement existent deux groupes :

a) Celui de « Iskra », plus ancien, mais assez faible numériquement ;

b) Un groupe plus récent, dirigé par Guttman, ex-rédacteur en chef de l'organe central du P.C. tchèque. Ce groupe avait, à sa formation, il y a plus d'un an, une position semblable à celle de « Que Faire ? », mais il a évolué très progressivement et se prononce maintenant pour la IV<sup>e</sup> Internationale. Il a une très forte base ouvrière et publie un organe, « Proletar ».

## SUISSE

Dans ce pays, existait une organisation de langue allemande, ayant des groupes à Zurich et Bâle notamment. Jusqu'à ces derniers mois, ils publiaient un bulletin, « Trotz allem ».

## FRANCE

Nous rappelons par ailleurs la parution en 1929 de « La Vérité » et la formation de la Ligue Communiste. Nous rappelons aussi l'entrée dans la S.F.I.O., en fin 1934, les exclusions en 1935 ; et enfin la crise parmi les bolcheviks-léninistes qui amena à la création de deux organisations, P.C.I. et P.O.I. Nous n'insistons donc pas davantage ici.

## U.R.S.S.

Depuis plus de 10 ans, des milliers de bolcheviks-léninistes ont été arrêtés, déportés, isolés. Pendant longtemps, des nouvelles parvenaient attestant d'une vie politique intense, et d'une résistance héroïque à la répression. Il est malheureusement certain que, parmi les « espions » fusillés en Sibérie et sur tout le territoire soviétique se trouvent de nombreux camarades.

## BALKANS.

En Grèce, existent plusieurs groupes pour la IV<sup>e</sup> Internationale, tous dans l'illégalité. Le plus important est celui des « Archimarkistes », qui a développé des positions concis-

liatrices vis-à-vis du P.O.U.M. ; le groupe « officiel » vient d'une rupture avec les archomarxistes ; un troisième groupe provient du P.C. grec.

En Bulgarie et en Roumanie existent également de faibles groupes partisans de la IV<sup>e</sup> Internationale.

#### DANS LES AUTRES PAYS.

L'absence d'informations précises de la part du « centre international », la difficulté de liaisons régulières nous obligent à mentionner brièvement toute une série de pays :

en Amérique existent des organisations relativement fortes (Chili, par exemple), des groupes en Argentine, au Mexique, au Brésil.

En Europe, des groupes existent aussi en Autriche (poursuivis par le gouvernement Schussnig), en Pologne, en Lithuanie, à Danzig, dans les Etats scandinaves (un bulletin paraît au Danemark).

En Chine et en Indochine existent aussi des groupes vivants et actifs pour la IV<sup>e</sup> Internationale. Signalons aussi des liaisons en Afrique du Sud, en Australie, au Japon.



PROLÉTAIRES DE TOUS PAYS, UNISSEZ-VOUS !





## LE PROLÉTARIAT DE FRANCE DEVANT L'ÉPREUVE

**E**N France sévit depuis trois ans une crise de régime. Elle a son origine d'une part dans la crise générale de la société capitaliste, dans le caractère déclinant, pourrissant de son stade impérialiste, et, d'autre part, dans les caractères spécifiques du capitalisme français dans l'ensemble du monde capitaliste. Nation gonflée par la victoire militaire et le traité de Versailles, la France occupa depuis 1919 une place politique qui ne correspondait nullement à sa puissance économique réelle : industrie et économie marquée de la « mesure » dont s'enorgueillit la vieille bourgeoisie cosseuse mais timorée, outillage médiocre, population stationnaire. « Les boches paieront », déclaraient les gouvernants français au lendemain de la guerre, le capitalisme français se plongeant dans les illusions pour ne pas voir sa condamnation à un rôle de second plan dans le monde.

La crise mondiale a dissipé les illusions, a détruit l'« équilibre » instauré à Versailles. La France est devant un déficit énorme. Sa monnaie s'effondre. Rétablir sa situation par la force des armes ? Le capitalisme français ne peut plus envisager mener seul une politique offensive. De plus, une guerre pourrait même amener la France à des pertes telles qu'elles équivaldraient à son véritable anéantissement comme nation. Le capitalisme français, qui veut maintenir son existence, est contraint de chercher à tirer plus de la classe ouvrière, à lui faire produire plus. Cela ne se conçoit pas sans un système d'Etat différent, de type fasciste.

Les mêmes causes profondes qui ont orienté le capitalisme de plusieurs puissances vers une dictature de type fasciste poussent le capitalisme français sur cette même voie.

Mais la même crise, le même déficit, le même instinct de conservation de l'existence ont ranimé les masses travailleuses, les placent aussi devant l'impérieuse nécessité d'une transformation sociale. La bourgeoisie française est en faillite totale. Parviendra-t-elle à combler le trou formidable de ses finances par un surcroît de travail imposé et volé au prolétariat et aux masses travailleuses, ou bien celles-ci rétabliront-elles la situation par un bouleversement complet des formes de propriété, du mode de production, et du système de gestion politique dans la voie du socialisme ? C'est la partie qui se joue maintenant en France à travers et en dépit de toutes les combinaisons politiques les plus conservatrices, tel le Front populaire. Et ce n'est que si le prolétariat parvient à diriger l'ensemble des masses travailleuses pour réaliser cette transformation de la nation qu'il résoudra en même temps le problème de l'existence de la nation française dans le cadre d'une Fédération de nations soviétiques, car cette transformation ne peut être accomplie avec une certaine stabilité qu'à une échelle comportant au moins une partie importante de l'Europe occidentale. De même que les défaites successives du prolétariat dans le monde pèsent lourdement sur le prolétariat de France, de même une lutte révolutionnaire ardente des travailleurs de France aurait rapidement une

influence considérable pour ranimer les exploitées des autres nations. Le fascisme sera européen, a déclaré Mussolini à Berlin. La démocratie française, même traitée par les Voronoff du stalinisme, ne pourra lui faire barrage. Seule la dictature du prolétariat pourra briser les reins du fascisme.

La classe ouvrière de France est devant l'épreuve. Dans quelles conditions l'aborde-t-elle ? Quel est le développement de sa conscience de classe ? Quelles traditions, quels préjugés pèsent sur elle ? Quel est son degré d'organisation ? Quels sont les processus qui se développent aujourd'hui dans son sein ?... Ce sont des dizaines de questions de cet ordre que les révolutionnaires se posent pour contribuer au développement de la lutte de classes jusqu'à son issue victorieuse.

Une étude marxiste de l'histoire de la classe ouvrière en France depuis la Commune jusqu'à 1914 n'existe pas, où nous pourrions puiser largement. Toutefois, à défaut d'une telle étude, il n'est pas impossible de dégager quelques-unes des caractéristiques de la classe ouvrière, de marquer plus particulièrement celles qui seront altérées par la guerre de 1914, et celles qui auront laissé des idées, des habitudes, des traditions qui pèsent encore sur les travailleurs.

Avant 1914, dans l'économie française, l'agriculture occupait une place plus grande que l'industrie ; employant bien plus de la majorité de la population. Quant à l'industrie, à côté de l'industrie minière, des chemins de fer et des forges, ce qui y dominait, c'était l'entreprise moyenne : l'automobile ne connaissait pas encore un grand développement ; l'aviation débutait ; l'industrie des produits chimiques ne concernait guère, en France, les grandes fabrications (colorants, produits de synthèse, etc.).

Dans ces conditions, la classe ouvrière ne se trouvait pas considérablement organisée par le capitalisme lui-même dans de vastes entreprises. Les liens de nombreux ouvriers avec l'artisanat, avec la paysannerie également, étaient encore très nombreux. L'existence ne soulevait pas de très graves problèmes. La faible natalité et les faibles besoins du capitalisme ne posaient aucune nécessité d'émigration ni d'immigration importante. La question des « vieux jours », beaucoup cherchaient à la régler par un emploi comportant une retraite ; ou par un livre de caisse d'épargne où l'on économisait pour le moment où l'on irait planter ses choux dans une petite maison à la campagne. A tout cela se superposait sans difficulté une ac-

coutumance au parlementarisme, au bulletin de vote, à la trompeuse démocratie bourgeoise.

Sur ce fond en grisaille, la classe ouvrière mena cependant des luttes. Notamment, au début du vingtième siècle, quand le capitalisme entra dans son stade impérialiste, quand les premières crises survinrent. Il y eut, surtout vers 1905, 1906 et 1907, d'importants mouvements. Mais, tandis que du prolétariat russe allait alors commencer à se former le parti bolchevik, tandis que dans la classe ouvrière et dans la social-démocratie allemande allait se rassembler une gauche, peu hardie par rapport au bolchevisme, mais qui comptera, sur une base marxiste, des militants comme Rosa Luxembourg, Karl Liebknecht, F. Mehring, Clara Zetkin, en France l'unité politique se réalise dans le plus plat des réformismes ; certains éléments révolutionnaires, dépourvus de toute base doctrinale marxiste, se réfugient sur le terrain syndical, agissent empiriquement, oscillent entre la notion d'organisation de masse et la notion d'avant-garde (ce qu'ils appellent les « minorités agissantes »), se montrent incapables de résoudre cette contradiction dans les formes d'organisations différentes du parti et des syndicats ayant leur fonction propre, et sont happés par le courant. Dans la débâcle d'août 1914, ils n'opposèrent rien ; les « syndicalistes » passèrent à l'ennemi de classe tout comme les « politiciens ». L'opposition qui se fera jour contre la guerre ne sera d'ailleurs remarquable ni du point de vue doctrine ni du point de vue activité.

## LES TRANSFORMATIONS ENTRAÎNÉES PAR LA GUERRE DE 1914-1918

Pendant la guerre l'industrie absorba de nouvelles couches, les femmes et les jeunes furent employés notamment pour remplacer ceux qui étaient au front ou dans les nouvelles industries. La classe ouvrière commença aussi à mener des luttes pendant la guerre (1917, grève des métaux notamment).

La guerre développa l'industrie française qui eut besoin d'une main-d'œuvre en quantité supérieure à celle qu'elle pouvait trouver dans la population française. Aussi, aux hommes revenus de la guerre, aux jeunes et aux femmes déjà entraînés dans l'appareil de production vint s'ajouter une main-d'œuvre immigrée soit des pays d'Europe surpeuplés (Italie, Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, etc.), soit des colonies soumises à l'impérialisme français, plus particulièrement de l'Afrique du Nord. Il y eut aussi de nom-



breux émigrés venant de Chine, des Russes provenant des débris des armées blanches, dans certaines régions du Midi des Espagnols. Sur une main-d'œuvre de l'ordre de 12 millions de travailleurs environ, il y eut jusqu'à 3 millions de travailleurs dits étrangers et 1 à 1 1/2 million de travailleurs coloniaux.

La classe ouvrière avait changé en quantité et en qualité. Beaucoup plus nombreuse, elle était hétérogène, composée de couches ayant une expérience, une organisation, des conditions de vie totalement différentes les unes des autres.

Les grèves de 1920 remuèrent la classe ouvrière, mais le fait que le pays était sorti « victorieux » de la guerre fit que la secousse ne fut pas très profonde. Et, malgré ces grèves, la classe ouvrière conserva son hétérogénéité, sur laquelle le capitalisme allait spéculer pendant de nombreuses années.

## De 1920 jusqu'à la grève de juin 1936

Après les grèves de 1920, l'état d'organisation de la classe acquit rapidement une stabilité qu'elle conserva dans ses grandes lignes malgré des variations dans les rapports numériques jusqu'en février 1934. Sur le plan politique, parti socialiste et parti communiste ; sur le plan syndical, C.G.T. (réformiste) et C.G.T. Unitaire (sous la direction du P.C.).

Pendant toute cette période, des variations se produisirent quant à l'influence de chacune des organisations sur la classe ouvrière ; on assista notamment à un déclin de l'influence du P.C. et de la C.G.T.U. et à une remontée d'influence du parti socialiste et de la C.G.T. Mais si l'on examine l'état d'organisation de ces groupements et notamment l'importance des organisations syndicales par rapport à toute la classe ouvrière, ces variations sont bien faibles.

Prenons par exemple l'organisation syndicale par branche d'industrie. On peut observer que les deux centrales syndicales furent menées par les Fédérations de fonctionnaires et des travailleurs à statut du personnel (cheminots, P.T.T., services publics, communaux) ; ce sont ces catégories qui pesèrent le plus lourdement, aussi bien dans la C.G.T.U. où la Fédération des cheminots constitua à elle seule entre 1/3 et 1/4 des effectifs, que dans la C.G.T. où une Fédération comme celle des instituteurs joua un rôle des plus prépondérants.

Par contre, en ce qui concerne les autres catégories de prolétaires, le pourcentage est extrêmement faible. Pour les vieilles industries de province comme les mineurs, la proportion de syndiqués atteint encore 10 à 12%, principalement organisés dans les syndicats confédérés. Mais dans les industries comme les métaux, les produits chimiques — c'est-à-dire soit pour les industries nouvelles en France, soit pour les industries qui se sont développées et concentrées formidablement à la faveur de la guerre — la proportion tombe à des chiffres presque insignifiants. Pour ne prendre qu'un exemple, mais combien significatif puisqu'il s'agit de l'industrie métallurgique de la région parisienne, chez ces travailleurs qui jouèrent le rôle décisif pendant les grèves de juin 1936 et depuis, sur 300.000 prolétaires exploités dans des bagnes dont certains, comme Renault, Citroën, Hotchkiss, etc., en rassemblent plusieurs milliers (jusqu'à 30.000 chez Renault), le nombre des syndiqués s'éleva à 4.000 ou 5.000 en moyenne pendant les années 1927 à 1932. Le syndicat confédéré était quasi-inexistant ; le syndicat unitaire groupait la plupart des syndiqués. Bien que nous ne disposions d'aucun élément statistique à l'heure actuelle pour corroborer ce que nous avançons ici, nous pouvons dire sans crainte de démenti, et bien au contraire avec l'assurance que la plus grande partie des métallos syndiqués de l'époque le confirmeront : la plus grande partie de ces syndiqués se trouvaient employés dans les petites boîtes groupant quelques dizaines, rarement quelques centaines d'ouvriers ou bien appartenaient à certaines catégories assez particulières comme la fonderie. Mais dans la grande armée des manœuvres spécialisées, notamment de ceux exploités dans les grandes entreprises, le nombre des syndiqués était insignifiant. Il y en avait peut-être quelques dizaines chez Renault ou chez Citroën, c'est-à-dire sur 40 à 50.000 ouvriers ; et ces syndiqués étaient, naturellement, obligés d'agir en pleine illégalité.

Pendant toute cette période, la classe ouvrière mena toutefois un certain nombre de luttes revendicatives d'une importance assez considérable. Les textiles du Nord et, au Havre, la grève des Métaux, arrêtaient pendant une certaine période l'offensive capitaliste qui suivit l'échec de 1920. Dans les années de prospérité, il y eut quelques grèves dans l'Est, dans la région de Belfort notamment. Il faut aussi signaler au moment où commença à se faire sentir la crise, les grands mouvements du textile et des mineurs



dans le Nord et le Pas-de-Calais, la grève Citroën dans la région parisienne.

Sur un plan politiquement plus élevé, sous la direction et l'impulsion du parti communiste dans sa période révolutionnaire, la classe ouvrière lutta contre l'occupation de la Ruhr et contre la guerre du Maroc. Enfin, l'action pour sauver Sacco et Vanzetti mobilisa des millions de travailleurs.

Dans toutes ces luttes, s'affirma certes une capacité de combat relativement forte de la classe ouvrière ; cependant aucune de ces luttes ne prit un véritable caractère révolutionnaire ; aucune de ces luttes n'ébranla l'ensemble de la classe ouvrière. Et toutes laissèrent intacts les cadres traditionnels des organisations existantes.

Pendant cette période aussi et plus particulièrement à la fin, lorsque la crise sévit lourdement en France, une partie de la classe ouvrière fut réduite au chômage. Le nombre des chômeurs, aujourd'hui encore considérable, avait atteint au moins un million et demi à deux millions de prolétaires. Sous l'impulsion du P.C. et des syndicats unitaires, les chômeurs furent à un moment organisés dans des comités qui luttèrent bien ou mal, plus souvent mal que bien, contre le régime capitaliste. Mais là aussi aucun ébranlement ne fut provoqué par ce mouvement.

Pendant toute cette période se produisit bien entendu un renouvellement presque complet de la classe ouvrière, mais précisément ce niveau médiocre des luttes ouvrières eut, entre autres conséquences, que ne se produisit aucun renouvellement des cadres du mouvement ouvrier. Les bureaucraties, tant socialiste que communiste, tant cégétiste qu'unitaire, utilisèrent cette période pour recruter et consolider leur appareil, le sélectionner en fonction de leurs perspectives et leurs besoins, pour le stabiliser au maximum.

Renouvellement de la classe mais pas de renouvellement de ses cadres. Aucun noyau d'avant-garde ne se signala par sa capacité de rassembler des cadres du mouvement ouvrier ; les groupes bolcheviks-léninistes, par leur activité contre la dégénérescence stalinienne, ont éduqué des militants, mais leur liaison avec la classe ouvrière laisse beaucoup à désirer. La division de leurs rangs a rendu plus ardue la solution du problème.

..

On ne peut mieux se rendre compte de la fossilisation des organisations ouvrières

pendant toute cette période qu'en examinant d'une part la composition du bureau confédéral de la C.G.T. après la réalisation de l'unité syndicale, d'autre part les directions des deux partis.

## LES VIEILLES DIRECTIONS

### LA DIRECTION DE LA C.G.T.

Au sommet de la C.G.T. se trouve Jouhaux, qui, par son passé, se rattache à l'anarcho-syndicalisme de la C.G.T. d'avant-guerre. Il vient sur la fin de la période héroïque de la C.G.T. et est déjà l'homme de la période d'adaptation au régime. Avec la guerre, il acquiert toute sa puissance. La bourgeoisie a trouvé en lui « l'homme-d'Etat-qui-parle-au-nom-de-la-classe-ouvrière-organisée. » Les quelques interventions de sa part pour les revendications ouvrières ne sont que la menue monnaie indispensable dans sa grande opération de défense des intérêts capitalistes auprès des ouvriers. Jouhaux, le traître de 1914, le traître de 1920, qui ne demande qu'à exercer ses capacités pour être le traître de 1937 et 1938.

Auprès de lui, les personnages les plus importants sont les ex-unitaires : Racamond et Frachon. Tous deux sont corps et âme au service de la bureaucratie soviétique. Le premier, Racamond, est un syndicaliste d'avant-guerre, l'ami de Jouhaux de longue date, son copain en 1919 et 1920, qui, à la direction de la C.G.T.U., garda toujours un restant de tendresse pour les ex-confédérés et ne fut que trop soulagé par le plongeon réformiste du parti communiste. Comme Jouhaux, il appartient aux vieilles équipes vivant sur leur passé et sur leur expérience routinière.

Quant au « métallurgiste » Frachon, il commença, au lendemain de la guerre, dans la Loire, par être un militant anarcho-syndicaliste de ce genre qui ne s'embarrasse pas de doctrine, de principes et, sans être particulièrement capable, est suffisamment roué pour savoir se servir des masses qu'il méprise pour se faire une situation. Le stalinisme a beaucoup puisé dans cette engeance ; ce sont ces militants d'après-guerre que Frachon représente au Bureau confédéral.

De Buisson, préposé aux Assurances sociales, il n'y a rien à dire de plus que sur Racamond.

Les « jeunes » du Bureau confédéral, ce sont des ex-confédérés : Belin, Bothereau, Bouyer. Ils ont monté dans l'administration cégétiste comme d'autres s'élevaient dans la carrière diplomatique, l'administration pré-



factorale ou celle des P.T.T. Ils n'ont aucun fait saillant dans leur passé syndical ; tout au plus, Bouyer, ex-secrétaire des métaux confédérés de la Seine, a-t-il eu, dans les quelques grèves de métaux, avant l'unité syndicale, une attitude frisant plus ou moins celle d'un briseur de grèves.

Dans le Bureau confédéral, on trouve encore le trésorier Dupont ; c'est tout ce qu'on peut dire à son sujet.

Parmi les autres militants de la C.G.T., il faut signaler d'une part, à la tête de l'Union du Nord, le vieux cheval de retour Dumoulin, ex-adjoint de Jouhaux avant la guerre, opposant pendant la guerre... pour trahir la minorité en 1918, au moment où elle commençait à devenir dangereuse, un des initiateurs de la scission de 1921, créant le « Comité des 22 » en 1929 pour entraîner une aile de la C.G.T.U. dans la C.G.T., aujourd'hui inspirateur de « Syndicats » ; et d'autre part, les bureaucrates stalinistes, qui dirigent l'Union des Syndicats de la Région parisienne, Raynaud et Hénaff, dont tous les titres ont été conquis dans la servilité à Moscou et la lutte contre les opposants révolutionnaires.

#### LES DIRECTIONS DES PARTIS

##### SOCIALISTE ET COMMUNISTE

On ne peut trouver manifestations plus éclatantes du fait que le réformisme est historiquement dépassé qu'en comparant l'inexistence ou la médiocrité de ses cadres à l'état-major de la II<sup>e</sup> Internationale avant la guerre. Dans la S.F.I.O., les dirigeants — Blum excepté — sont des militants d'avant-guerre : les guesdistes Paul Faure, Lebas, l'universitaire gâteux Bracke.

L'influence de Blum, grand bourgeois raffiné, venu réellement à la lutte politique quand il y avait une place de chef de disponible, son rôle, tiennent à une certaine souplesse cérébrale qui jette de la poudre aux yeux d'un tas de petits bourgeois absolument ignorants des problèmes sociaux. Quant aux « jeunes », en dehors de ceux que Blum pousse, les J. Moch, Blumel, Paz..., par affinité intellectuelle et qui sont à la fois au-dessus de leur parti et au-dessus de la classe ouvrière, on ne peut rien citer. Quant à Marceau Pivert et à quelques « gauches révolutionnaires », il est difficile de dire en quoi ils l'emportent : en absence de formation doctrinale, en veulerie politique, ou même,

sur leur propre terrain de l'« habileté de manœuvre », en incompétence totale.

»

Le parti communiste, sauf Cachin, ne conservait aucun des hommes d'avant 1914. La période révolutionnaire de l'Internationale communiste lui a valu d'une part des cadres sortis de la guerre, puis des cadres formés dans les générations suivantes. Mais la sélection bureaucratique, brisant ou corrompant impitoyablement, a transformé le mutin de la Mer Noire en boucher d'Albacète, a produit quelques « chefs » dont toutes les qualités réelles se manifestent moins dans un Thorez que dans un Doriot.

Nous nous bornons à ces quelques lignes ; la formation de ces bureaucraties et la composition de chacune d'elles nécessiteraient, pour être vraiment traitées, une étude aussi étendue que cet article lui-même.

#### DEPUIS LA GRÈVE DE JUIN 36

La grève de juin 1936 a été l'aboutissant de profondes transformations dans la classe ouvrière de ce pays, et le point de départ de transformations encore plus profondes. Nous n'y reviendrons pas en détail et renvoyons à la brochure que nous avons écrite à son sujet.

Le résultat essentiel de ces grèves de juin 1936 est qu'elles ont commencé à mettre un terme à l'hétérogénéité de la classe ouvrière, qu'elles ont commencé à lui donner la notion de son existence comme classe, d'une façon intuitive encore beaucoup plus que de façon consciente. Cette notion va se développant dans les contradictions les plus formidables ; une guerre arrêterait un moment son développement, mais l'arrêterait seulement. Pour détruire cette conscience de classe, la ramener à son niveau antérieur à la grève de juin 1936, la classe capitaliste se trouve contrainte de détruire une fraction importante de cette classe ouvrière, c'est-à-dire de recourir au fascisme.

Toute la période qui s'étend depuis juin 1936 jusqu'à maintenant montre en effet que cette classe ouvrière, politiquement peu développée, peut se laisser emmener souvent dans des voies absolument étrangères à ses intérêts fondamentaux de classe ouvrière, qu'elle peut se laisser corrompre fréquemment par le patriotisme et qu'elle continue d'être imbuë d'illusions démocratiques. Mais cette période montre également que, sur le plan de ses intérêts les plus tangibles, de



ses revendications immédiates dans les entreprises notamment, la classe ouvrière sait qu'elle existe comme classe, elle sait qu'elle dispose d'une force. Elle apprend toute seule à s'en servir, puisqu'il n'y a aucune organisation en qui elle ait vraiment confiance ; c'est aussi ce qui explique souvent sa prudence, ses hésitations.



La grève de juin 1936, qui a constitué la première grande poussée de la classe ouvrière depuis des années, n'a pas abouti à l'élimination des vieux cadres. Apparemment, elle aurait donné lieu à leur renforcement ; les Jouhaux, les Thorez, les Blum, certes, n'avaient jamais eu autant de « troupes » qu'aujourd'hui. Mais il ne s'agit là que d'une apparence. La classe ouvrière en mouvement, à ses premiers pas, s'est trouvée très inexpérimentée, elle ne pouvait faire autrement que recourir aux anciennes organisations, s'adresser à celles-ci et accepter les hommes qui étaient à la tête de ces organisations. C'est indépendamment de ces « chefs » et de ces organisations que se produit cette montée ouvrière ; la puissance de ces hommes et de ces organisations se trouve être aujourd'hui fonction de la puissance d'un mouvement qu'ils n'ont pas voulu, qu'ils craignent, qu'ils cherchent à endiguer. La classe ouvrière progressera. Lorsqu'elle fera quelques pas supplémentaires, on s'apercevra à quoi se réduit exactement la puissance des Blum, Jouhaux, Thorez, etc..



Parmi des militants qui se revendiquent de l'avant-garde, qui luttent dans leur entreprise contre le réformisme, contre le stalinisme, on entend assez souvent des réflexions débusées sur les ouvriers, d'autant plus pessimistes qu'en juin 36, l'occupation des entreprises avait suscité d'enthousiasme et d'espoir. Pour nous, bolcheviks-léninistes, nous ne saurions à aucun titre verser d'un excès dans l'autre et oublier de faire la moindre analyse des transformations de cette classe ouvrière. Comment penser que quelques jours de grève pacifique, comme ce fut le cas en juin 36, aient pu faire assimiler à la classe ouvrière une expérience formidable ? La réalité, celle sur laquelle nous pouvons, seule, situer notre activité de militants révolutionnaires, c'est que juin 36 a été à la fois l'aboutissant et le point de départ dans l'évolution de la classe ouvrière. Mais la différence entre les deux périodes est celle-ci : les transformations au sein du prolétariat depuis juin 36 sont plus nombreuses et plus rapides que celles qui se produisirent dans

les années précédant cette grève générale. Il y a déjà beaucoup moins à relever de 1920 à juin 1936 que depuis cette période (grandes démonstrations, grèves, grève générale pour Clichy, etc...). Quand la classe ouvrière bouge — elle le fait plus fréquemment — elle s'élève beaucoup plus haut qu'autrefois ; ce qui fait apparaître les intervalles d'autant plus profondément bas. Mais ce n'est pas d'une illusion optique qu'il faut déduire la conduite à tenir.

## LA SITUATION SYNDICALE

La grève générale de juin 1936 a entraîné un renforcement numérique considérable de la C.G.T. ; celle-ci a annoncé vers la fin de l'année 1936 un effectif de l'ordre de 5 millions de membres. Aucun autre élément ne permet de confirmer ou d'infirmer ce chiffre ; mais depuis que ce chiffre a été donné, et notamment au cours de ces derniers mois, il est survenu d'importantes pertes dans les effectifs syndicaux. Nous renvoyons par exemple aux chiffres qui ont été donnés dans « La Commune » en ce qui concerne la région du Nord (perte d'un tiers).

Cette situation n'est pas particulière à la région du Nord ou à certaines industries. D'ailleurs, les plus avertis des responsables d'organisations syndicales ne se faisaient aucune illusion au moment de l'afflux des adhésions, en ce qui concerne la stabilité du nombre des adhérents. Différentes raisons ont entraîné ces pertes ; dans certains cas, il ne s'agissait que de l'absence de cadres capables d'assurer la vie des organisations ; dans d'autres cas, il s'agissait déjà des conséquences de la politique réformiste et des échecs qu'elle entraînait pour la classe ouvrière (voir H.C.R.B. dans la région parisienne).

Malgré ces pertes, la situation de la C.G.T. présente à l'heure actuelle un aspect bien différent de ce qu'il était autrefois, pour chacune des deux organisations syndicales, C.G.T. et C.G.T.U. L'organisation syndicale s'est implantée dans les grandes entreprises, même dans les industries jusqu'alors inorganisées. La Fédération des Métaux, par exemple, annonce 750.000 adhérents, le Syndicat de la région parisienne à lui seul en comptant plus de 200.000. Les produits chimiques comptent aussi leurs adhérents par dizaines de milliers. Les employés (grands magasins, assurances, banques), qui formaient une catégorie antérieurement tout à fait réfractaire à l'organisation syndicale, et où le fascisme trouvait la plupart de ses adhérents



dans les couches d'exploités, sont organisés à l'heure actuelle par dizaines de milliers.

Aussi des fédérations comme les Métaux, les Produits chimiques, le Bâtiment, prennent à l'heure actuelle une importance beaucoup plus grande dans la C.G.T. que les organisations de fonctionnaires.

Quoi qu'il puisse en être des variations dans les effectifs de la C.G.T., si importantes que puissent être les pertes dans cette dernière, il n'en reste pas moins que, dans ses rangs, se trouve la majorité de la classe ouvrière. Dans la C.G.T. se trouve donc transportée une grande partie des contradictions qui existent au sein de la classe ouvrière ; dans les syndicats doivent donc se manifester, d'une façon ou d'une autre, les différents courants qui travaillent la classe ouvrière à l'heure actuelle, ou les tendances qui se développent en elle à la faveur de l'expérience engagée.

Mais ce qui a gêné et même complètement entravé l'expression de ces courants, c'est l'absence de vie réelle des organisations syndicales. Il est extrêmement difficile de faire un tableau précis de toute la machine syndicale ; le prolétaire syndiqué paie sa cotisation, le plus souvent maintenant dans une section d'entreprise (section d'usine, section de magasin, etc...). Ces sections de base se réunissent plus ou moins régulièrement, leurs réunions même ne permettent pas toujours une véritable discussion sur les problèmes essentiels d'orientation. Dans les petites entreprises, un syndiqué parviendra à s'exprimer si sa section d'usine fonctionne. Mais dans les très grandes entreprises, il n'en est plus ainsi. Par exemple, la section de chez Renault est subdivisée par atelier... Dans une sous-section d'atelier, la discussion est forcément étriquée et reste sous le contrôle des bonzes syndicaux. L'assemblée générale de la section Renault, c'est purement et simplement un meeting à la sortie de l'entreprise ; les dirigeants du syndicat y interviennent tant et plus, une opposition ne peut aborder la tribune, à la fin du meeting la plupart des ouvriers sont retournés chez eux, autour du bureau se trouvent les fidèles qui votent les résolutions proposées. Et, le lendemain, à l'assemblée générale du syndicat constituée par les délégués d'entreprises, le délégué de chez Renault — qui ne travaille pratiquement plus dans l'usine, qui passe son temps en délégation, et qui est par suite un fonctionnaire syndical de plus — vient parler « au nom des 30.000 syndiqués de chez Renault ». C'est ainsi que fut accepté, au printemps dernier, l'arbitrage qui donna 4,5 %.

La structure syndicale ne se borne pas seulement à la section d'entreprise et au syndicat. Il y a souvent des échelons intermédiaires, des groupes de catégories, de corporations. Par exemple : le syndicat des employés de la région parisienne se subdivise en un certain nombre de branches : nouveautés, banques, assurances, tissus, etc., ce qui constitue en définitive entre le syndiqué et la direction de son syndicat autant d'échelons supplémentaires. Si l'on examine la structure syndicale sur la base locale, entre chaque syndiqué et l'Union des syndicats de la région parisienne existent des unions locales reposant elles-mêmes sur une base complexe. Dans tout ce dédale, le syndiqué se perd et l'expression de sa pensée, qui n'est d'ailleurs pas toujours sollicitée, se trouve défigurée et bien souvent dénaturée.

## LES LUTTES DANS LA C.G.T.

Ce qui contribue en plus à fausser l'expression de la pensée ouvrière, c'est que là où les divergences se sont produites publiquement, où des oppositions se sont manifestées, c'est trop souvent à l'instigation des sommets eux-mêmes et pour leurs besoins personnels, des luttes de clans, notamment pour des places, se sont produites entre les dirigeants ex-unitaires et ex-confédérés.

### LA LUTTE ENTRE LES SOMMETS

La presse bourgeoise a accordé une assez grande place à cette opposition parmi les représentants de la C.G.T. Au Comité national confédéral de la C.G.T., c'est-à-dire à l'appareil des cadres de la fédération et des unions départementales, il y eut quelques escarmouches plutôt qu'une bataille. De quoi s'agit-il ? Quels sont les groupes en présence ?

Il y a d'une part les anciens cadres de la C.G.T. unitaire, éléments stalinien qui sont sous la direction du parti communiste et qui visent, par un travail de fraction bureaucratique et non par un travail de fraction politique, à conquérir tous les postes dans l'appareil syndical, depuis les sections d'entreprises jusqu'aux sommets de la C.G.T.

Ce travail de fraction bureaucratique n'a cependant pas évolué identiquement dans tous les cas. Dans les sections d'entreprises, c'est soit une guerre au couteau soit un travail de sape pour éliminer purement et simplement les militants qui appartiennent à un autre parti que le parti communiste ou qui ne sont pas avec certitude dans les mains du parti communiste. Dans les syndicats et les



fédérations, l'opération varie ; dans certains cas, dans le bâtiment par exemple, c'est l'élimination des autres tendances ; dans d'autres fédérations, l'affaire n'a pas encore été poussée jusqu'au bout mais l'objectif reste visé.

Dans d'autres fédérations, comme chez les cheminots et dans l'Union des syndicats de la région parisienne, l'opération a été voilée, elle a été masquée en conservant un ou deux ex-confédérés à titre de figurants de la « démocratie ».

Dans quelques cas, dans l'habillement et l'alimentation, l'opération n'a pas réussi et il est certain que les staliniens vont chercher d'autres moyens pour y parvenir à bref délai.

Ils ont d'ailleurs montré dans le cas de la Fédération des techniciens comment ils n'hésitent pas à opérer et à s'allier aux éléments les plus réactionnaires qu'on puisse trouver. Cette fédération est dirigée par des éléments (dont un certain nombre ont été membres du P.C.) dont les tendances sont assez difficiles à définir. Ils défendent un syndicalisme qui ne peut être confondu avec le réformisme pur et simple, sur lequel ils s'appuient aujourd'hui pour résister au stalinisme, ni non plus avec celui de la « Révolution prolétarienne ». Certains de leurs modes de pensée sont apparentés aux conceptions syndicales des bordiguistes. Quel qu'il en soit, la Fédération des techniciens, dans un certain nombre de cas et notamment en ce qui concerne les métaux, a occupé dans ces derniers mois une position beaucoup plus combative que la Fédération ouvrière de la métallurgie. L'indépendance de cette Fédération des techniciens par rapport au P.C. est vue par celui-ci d'un très mauvais œil et il s'efforce depuis des mois de la disloquer. Les hommes du P.C. dans la C.G.T. ont pris pour point de départ que les techniciens doivent être groupés avec les travailleurs de l'industrie dont ils relèvent et ils s'efforcent de faire entrer ainsi les techniciens ou une partie d'entre eux dans les fédérations qu'ils ont entre leurs mains (métaux, produits chimiques, bâtiment), préférant avoir des sous-sections de techniciens, moins nombreuses, mais domestiquées, qu'une Fédération plus nombreuse qui ne leur obéirait pas comme un cadavre.

Tout au sommet de la pyramide confédérale, les staliniens se défendent de vouloir éliminer les ex-confédérés ou plus exactement ils se défendent de vouloir éliminer Jouhaux et, au contraire, ils ne manquent pas une occasion de célébrer les louanges du

Secrétaire général de la C.G.T. On assiste au sommet de la C.G.T. à une opération d'équilibre qui correspond à une tentative de partage d'influence sur la classe ouvrière de France ; l'équipe des ex-confédérés (toutes tendances réunies à l'exception de Jouhaux, c'est-à-dire les Bellin, Bouyer, etc., Dumoulin, Froideval) veulent conserver la classe ouvrière sous leur influence, c'est-à-dire sous l'influence de leur réformisme, c'est-à-dire sous l'influence de l'impérialisme français. Ils combattent, bien entendu, au nom de « l'indépendance du syndicalisme », formule bien connue qui a toujours été employée par les réformistes pour dresser les syndicats contre le mouvement révolutionnaire. La « colonisation » qu'ils dénoncent, c'est effectivement l'emprise de la bureaucratie stalinienne du gouvernement de Moscou sur le mouvement ouvrier français. Dans cette opposition, il ne s'agit pas du conflit révolution contre réformisme, mais du dilemme classe ouvrière soumise au capitalisme français ou classe ouvrière soumise à la bureaucratie soviétique.

Dans ce conflit, Jouhaux occupe une position particulière. Il assure depuis des mois, on peut dire depuis l'unité, l'équilibre entre ces deux groupes. Il est lié à l'ex-groupe confédéré. Son rôle dans la vie sociale en France (Conseil national économique, Banque de France, etc...) sont autant de liaisons entre lui et l'impérialisme français et il est indubitable qu'il est un excellent serviteur de l'impérialisme français. Mais précisément, il se rend très bien compte de la nécessité d'avoir barre sur l'appareil stalinien : c'est pourquoi il ne s'identifie pas avec l'équipe qui publie « Syndicats ». Mais cela lui permet également, dans la période présente, d'orienter plus nettement la C.G.T. sur une politique extérieure qui correspond à la politique extérieure de l'aile du capitalisme français partisan à outrance du pacte franco-soviétique. Il n'est que de lire « le Peuple » et sa chronique de politique étrangère pour constater qu'elle ne le cède en rien à celle de « l'Humanité ».

### LE CERCLE « LUTTE DE CLASSES »

Le Cercle « Lutte de classes » ne prétend pour l'instant constituer qu'un Cercle d'éducation syndicale destiné à permettre aux militants des syndicats de se documenter, de s'éduquer, d'être armés pour pouvoir faire prévaloir dans leur syndicat et dans la C.G.T. une orientation lutte de classes.

L'état présent de la C.G.T., la puissance encore grande de la bureaucratie, l'unité qui se réalisera automatiquement entre les bu-



reaucrates de « Syndicats » et les bureaucrates de « La Vie Ouvrière » contre une minorité révolutionnaire, et les mesures brutales qu'ils ne manqueraient pas de vouloir appliquer comme ce fut le cas pour le camarade Binet, du Havre, qui avait entraîné son syndicat à lutter contre l'arbitrage obligatoire, nécessitent encore de la part des militants révolutionnaire une attitude appropriée pour ne pas permettre à l'appareil syndical, tous clans réunis, de les exclure. Mais ce ne sont nullement des considérations de ce genre qui ont guidé les initiateurs du Cercle « Lutte de classe » ; ce n'est pas par hasard que ce Cercle s'est constitué sous forme de groupe d'éducation.

Il est assez difficile, à l'heure actuelle, de constituer une minorité oppositionnelle syndicale assez cohérente. Le fractionnement de l'avant-garde politique trouve son expression bien entendu sur le terrain syndical. Les divergences générales qui engendrent les différents groupements se retrouvent dans l'application de la politique de ces groupements au sein du mouvement syndical. Mais en plus de ce fait qui rend difficile la création d'une minorité cohérente, il s'ajoute surtout que parmi ceux qui sont à la tête de ce groupe d'opposition syndicale se trouvent des éléments qui, politiquement, occupent des positions extrêmement confuses et dangereuses. Ces positions présentent beaucoup d'analogie avec celle de Ferrat par rapport au Parti communiste ou de Pivert par rapport au Parti socialiste, dont nous dirons quelques mots plus loin. Ces conceptions conduisent à créer beaucoup plus une opposition de sa majesté qu'une opposition bien catégorique, intransigeante, sur le fond des problèmes. L'absence de clarté dans la position des dirigeants du Cercle « Lutte de Classes » s'est révélée notamment chez son militant le plus en vue, Galopin, ex-dirigeant de la Fédération unitaire des Métaux, lorsque, au deuxième Congrès du Syndicat des Métaux de la Région parisienne, en juillet 1936, après avoir fait un exposé contre l'arbitrage obligatoire, il vota, en fin de compte, avec réserve, les résolutions un peu « gauche » présentées par la direction stalinienne du syndicat.



Nous nous bornons à signaler pour mention la « Révolution prolétarienne » qui ne constitue plus, à proprement parler, une tendance, dont l'influence dans les « milieux syndicaux » va déclinant et qui se satisfait de plus en plus d'être, pour employer son propre terme, une « coopérative intellec-

tuelle » — ce qui correspond d'ailleurs à passablement de groupements en France où l'on trouve beaucoup plus d'esprit coopératif que de valeur intellectuelle.

### COMMENT FUT BRISE UN DEBUT D'OPPOSITION REVOLUTIONNAIRE

L'unité fondamentale qui existe non seulement entre ex-unitaires et ex-confédérés, en général, mais parmi les diverses nuances « syndicalistes », c'est dans la question de l'arbitrage obligatoire, dont tous s'étaient déclarés jadis les adversaires, qu'on a pu la constater. On a pu aussi observer avec quel ensemble ils ont étouffé les protestations contre l'arbitrage obligatoire, par quelles combinaisons rapidement montées ils ont brisé, par l'exclusion de la C.G.T., du camarade Binet, du Havre, un premier mouvement contre l'arbitrage obligatoire.

Le Conseil syndical du Syndicat des Employés du Havre, sous l'impulsion de ce camarade, avait voté la résolution suivante :

« Les membres du Conseil syndical des Employés de bureau, réunis en séance ordinaire le vendredi 4 décembre, après examen du projet de loi actuellement en discussion sur l'arbitrage obligatoire,

« Après avoir reconnu les effets de l'arbitrage obligatoire dans différents pays.

« Constatent :

« Que l'expérience fut déjà réalisée en Espagne, sous le gouvernement de Largo Caballero, au détriment de la classe ouvrière ;

« Que cette mesure est appliquée dans différents pays où elle n'a servi qu'à restreindre les droits syndicaux et de grève.

« Considèrent qu'elle aurait en France pour résultat de rendre illégales la plupart des grèves et amènerait l'arrestation des militants syndicalistes ou au moins des poursuites contre eux et qu'elle serait une atteinte intolérable au droit de grève et aux libertés syndicales arrachées au prix de nombreuses luttes.

« Réclament du gouvernement et des Pouvoirs publics l'ajournement « sine die » de cette mesure.

« Exigent des directions fédérales et confédérales qu'elles mènent toute l'action nécessaire, jusques et y compris la grève générale, pour que cette loi ne soit pas votée. »



Mais il ne se borna pas à ce vote. Il diffusa sa résolution, organisa un meeting au Havre, prit des contacts avec d'autres opposants. Des syndicats ou des sections syndicales votaient ce texte, commençaient à s'ébranler. C'en était trop. Capocci, secrétaire de la Fédération des Employés, menaçait de ne plus délivrer de timbres au syndicat havrais. Jouhaux vint faire une conférence au Havre. La franc-maçonnerie intervint sur certains membres de la direction syndicale. Et presque du jour au lendemain, la majorité du Conseil syndical monta une cabale contre Binet pour l'exclure... sans cesser de jurer son opposition à l'arbitrage obligatoire, mais abandonna aussitôt toute action dans ce sens.

## LA C.G.T.S.R.

Comme organisations professionnelles autres que la C.G.T., disputant à la C.G.T. une certaine influence sur la classe ouvrière et sur les couches de la C.G.T., il nous faut mentionner la C.G.T.S.R., organisation de tendance anarcho-syndicaliste. La C.G.T.S.R. a constitué pendant longtemps beaucoup moins une organisation syndicale qu'une organisation anarchiste d'un caractère particulier ; en dehors du bâtiment, il n'y avait pas de véritable syndicat de la C.G.T.S.R. C'était, en fait, un groupe d'affinités.

Depuis plusieurs mois et en raison de la politique de capitulation et de compromis répétés de la direction de la C.G.T., la C.G.T.S.R. a vu ses effectifs grossir dans une quantité non négligeable ; des militants de la C.G.T.S.R. ont une influence dans un certain nombre d'entreprises des métaux et du bâtiment de la région parisienne particulièrement. Cependant, il serait vain de croire à une possibilité de développement très large de cette organisation.

Il faut dire en outre que la C.G.T.S.R. ne bénéficie que partiellement de l'appui des militants anarchistes et qu'elle connaît même l'opposition sourde mais réelle de l'Union anarchiste et du « Libertaire ». Cette opposition est d'ailleurs beaucoup plus nette depuis l'évolution des événements d'Espagne, la trahison de la plupart des dirigeants de la C.N.T. et de la F.A.I., la répression contre « les amis de Durutti » en Espagne, la scission anarchiste en France et la création de la F.A.F. (Fédération Anarchiste de langue française).

## LES COURANTS DANS LES PARTIS ET AUTOUR D'EUX

Un article de ce numéro de « La Vérité » examinant le détail des positions des diverses

tendances, nous nous bornons à situer celles-ci en quelques lignes de façon à ne pas nous limiter au seul tableau du mouvement syndical.

•••

Dans le Parti socialiste, depuis l'exclusion des bolcheviks-léninistes, les tendances se répartissent ainsi : autour de la direction Blum et Paul Faure réconciliés, la majorité du Parti comprenant tous les éléments qui constituaient l'ancienne droite (néos), une bonne partie de l'ancienne « Bataille Socialiste », et une partie des anciens « extrême-gauche » qui participèrent à Amsterdam-Pleyel. Tout ce bloc majoritaire se consolide pour l'instant en répandant le « souffle républicain » dans les administrations de tous ordres ; d'une politique il ne peut être question.

Sur la gauche de ce bloc gouvernemental, se trouve la « Bataille socialiste » avec Zyromski. C'est actuellement la fraction qui sert le stalinisme dans le parti socialiste. Elle est pour « l'unité » à tout prix et ce prix consiste à avaliser tous les crimes stalinistes en U.R.S.S., en Espagne, à fermer les yeux sur toutes les pantalonnades stalinistes (la main tendue aux curés...) et à reprendre de la propagande staliniste, sa partie démagogique d'allure critique. Ce n'est pas exagérer ce qui est que de soulever, là aussi, les problèmes d'appétits dans une équipe en contact étroit avec les stalinistes depuis trois ans dans la région parisienne où ceux-ci la dominent de façon écrasante.

A l'extrême gauche du parti socialiste se trouve enfin la « gauche révolutionnaire » avec Marceau Pivert. Elle groupe des éléments à velléité révolutionnaire, mais privés de doctrine et de caractère révolutionnaire. Quelques protestations toujours timides, toujours faites sur un ton de regret, couvertes par l'affirmation de l'attachement à l'unité du Parti, c'est-à-dire de la soumission aux directives de Blum, Paul Faure, Lebas, Dormoy. Pour cette direction, la gauche révolutionnaire est loin d'être un danger ; elle sait au contraire s'en servir comme d'un instrument très utile — involontairement pour la plupart des ouvriers qui suivent cette tendance, mais d'une façon que l'on ne peut considérer que comme complice en ce qui concerne son dirigeant qui appartient au Bureau du Parti socialiste. Instrument essentiel comme obstacle à l'évolution des courants révolutionnaires ; instrument accessoire pour la résistance au stalinisme.

•••

Dans le Parti communiste, le monolithisme sévit. C'est-à-dire que tous les Comités cen-



traux et tous les Congrès et toutes les directions régionales sont unanimes et toutes les résolutions sont votées unanimement. Jamais aucune armée n'évolue avec autant d'ensemble. Mais cela ne signifie rien sur ce qui se passe à la base du Parti et des Jeunesses communistes, où les fluctuations sont d'autant plus grandes que la vie politique est inexistante.

Au Parti communiste, il faut rattacher le groupe « Que faire ? » dont le rôle essentiel à l'égard du P.C. est identique à celui de la « gauche révolutionnaire » à l'égard du P.S. comme obstacle au développement des ouvriers révolutionnaires. On ne peut mieux le constater aujourd'hui qu'en indiquant ses positions sur deux points : en Espagne, il juge que le P.C. et la politique révolutionnaire la plus juste, « Que faire ? » écrit même que Staline même, bon gré mal gré, une politique extérieure à l'U.R.S.S. conforme à l'esprit et aux traditions révolutionnaires (!). En France, « Que Faire ? » est pour l'unité socialiste-communiste ; Ferrat a rompu avec le P.C. ou plutôt le P.C. a rompu avec lui pour le retrouver par le chaînon de Zyromski.

## SYNDICATS RÉACTIONNAIRES

Sur la droite de la C.G.T. on trouvait autrefois les syndicats chrétiens dont le rôle réactionnaire n'est plus à commenter. Mais la bourgeoisie ne s'est pas contentée de ces syndicats chrétiens pour tenir tête à la C.G.T. quand elle le juge utile. D'autre part, on assiste même à une sorte de tolérance, presque de bienveillance entre la C.G.T. et les syndicats chrétiens. Contre la C.G.T., la bourgeoisie a suscité et a fortifié des organisations dites « syndicats professionnels » qui sont des organismes de tendance fasciste, plus spécialement sous l'influence du Parti Social Français (La Rocque). Contrairement à La Rocque, Doriot s'est soigneusement bien gardé de pousser à la création de nouveaux syndicats. Ses adhérents connus sont au « syndicat professionnel ». Mais Doriot semble avoir donné pour ligne de conduite à ses adhérents non repérés, de rester dans la C.G.T., de s'y cacher pour ainsi dire en attendant un moment favorable pour intervenir. Nous avons eu divers « tuyaux », dont aucun n'a pu être encore vérifié par nous, suivant lesquels, dans l'appareil de la C.G.T., se trouvent des éléments d'accord avec Doriot. Il n'y aurait rien de surprenant. De la mentalité de bonze syndical au fascisme, il n'y a pas un abîme à franchir.

Revenons aux syndicats professionnels : dans bien des cas, les adhérents y ont été

conduits de force par la répression directe du patronat. Il est évident que ces adhésions s'effriteront dans des mouvements un peu puissants de la classe ouvrière. Mais il n'y a pas, loin de là, que des adhésions obtenues par contrainte.

Les syndicats professionnels groupent dans un certain nombre d'industries, même parmi les couches réellement ouvrières, des adhérents, dont on ne peut négliger le nombre, qui exploitent habilement l'impuissance, la faillite du front populaire, la carence de la C.G.T. Ce fut le cas après la grève battue des H.C.R.B. (Hôtels, Cafés, Restaurants, Bouillons) de la région parisienne.

Les syndicats professionnels ont ainsi groupé des éléments très hostiles à la lutte révolutionnaire et qui constituent des bases de combat dans le sein même de la classe ouvrière contre cette classe ouvrière elle-même. Leur nettoyage des usines est un problème prédominant que les ouvriers ont compris, notamment au lendemain des assassinats de Clichy. Là encore, le freinage est venu des directions syndicales ; Frachon, secrétaire adjoint de la C.G.T. adressa une « lettre ouverte à mon frère syndiqué professionnel ». La politique de la main tendue à la réaction, au fascisme...

## INTEGRATION DES SYNDICATS DANS L'ETAT

Depuis la grève de juin 1936, on peut classer assez grossièrement les luttes qui se sont déroulées en deux catégories : d'une part, celles qui sont une prolongement, une sorte d'écho des luttes de juin. C'est le cas des textiles du Nord, ou bien les luttes des ouvriers agricoles ; d'autre part, celles qui sont des combats annonciateurs d'une prochaine grande bataille, que ce soit dans des corporations plus ou moins à la périphérie de la classe ouvrière (employés de cinéma, coiffeurs, H.C.R.B.), que des grèves dans des entreprises de grosses branches économiques (Magasins Réunis, Simca).



La bourgeoisie et ses amis du Front populaire viennent de subir une première chaude alerte avec les métallos de la région parisienne soulevés contre les aumônes des arbitres et surarbitres en face de la montée incessante du coût de la vie. Les métallos voulaient faire grève ; ils étaient partis,

toutes les corporations importantes suivaient. On les a retenus en disant « grève générale de toutes les corporations ». Le temps gagné a servi à empêcher celle-ci. L'appareil est revenu devant les métallos en disant « grève de 24 heures » et finalement en imposant, dans des assemblées tumultueuses de délégués où la démocratie ouvrière est piétinée, une grève d'une heure.

Les dernières luttes ont été caractérisées d'abord par le fait que l'initiative appartient au patronat, que celui-ci, organisé, a une direction centralisée dans la C.G.P.F., et ensuite par le fait que la bureaucratie syndicale — indépendamment de ses antagonismes internes de clan — se prête sans réserve au plan de la bourgeoisie. La situation présente est si tendue qu'elle ne donne à nos dirigeants qu'une capacité de manœuvre réduite ; un début de résistance pourrait très rapidement déclencher de très larges mouvements de masse et déborder les désirs de la bureaucratie et de ceux qu'elle sert.

Pour surmonter ce danger, la grande idée qu'on trouve présentée sous des formes différentes, par des gens qui se combattent pour mieux servir le maintien de l'ordre, c'est l'intégration des syndicats dans les cadres de l'Etat capitaliste. Les « démocrates » ne trouvent pour se sauver pas d'autre moyen que de puiser dans l'arsenal totalitaire du fascisme.

De son côté, la bourgeoisie a compris que transformer les syndicats en instruments d'Etat pouvait être un excellent moyen de domestication de la classe ouvrière. Si, à présent, les syndicats ne sont pas officiellement des organes d'Etat, pratiquement, la direction confédérale, tous les dirigeants du Front populaire et une partie des cadres capitalistes dirigeants les utilisent à cet effet. Depuis juin 1936, dans toute une série d'entreprises, les délégués ont été transformés, leurs fonctions sont limitées, bridées chaque fois qu'il s'agit de diriger la lutte des travailleurs (la direction de la C.G.T. leur a interdit, par décision du Comité National Confédéral, de prendre l'initiative d'engager un mouvement), mais elles ont été favorisées en tout ce qui concerne « l'application » des dispositions gouvernementales au sein des entreprises. C'est notamment dans les très grandes entreprises et dans les entreprises nationalisées que l'expérience s'est poursuivie intensément. Certains délégués ne participent même plus à la production comme ouvriers. Ils ont leur bureau dans l'usine et, du

matin au soir, servent d'intermédiaires entre le patronat et les travailleurs.

Actuellement, cette politique est encore entravée, le commandement bureaucratique n'a encore que des moyens de coercition réduits. La bourgeoisie elle-même, en défendant l'existence des organisations syndicales chrétiennes, fascistes, fait obstacle à cette intégration complète des syndicats dans les rouages de l'Etat capitaliste. Il est évident que c'est au cours de la guerre et par celle-ci que l'appareil deviendra absolument indispensable à la bourgeoisie qui mettra à sa disposition les gendarmes et les magistrats pour imposer alliance aux récalcitrants. Mais si peu achevée que soit cette caporalisation de la classe ouvrière, si peu développée soit-elle comparativement à ce qu'elle était dans l'Allemagne de Weimar, on est obligé de constater qu'elle a considérablement avancé depuis juin 1936. Il est à peine besoin d'insister sur ceci : les dispositions légales concernant la nomination des délégués ont pour but d'opérer un premier tri, au moyen de l'âge, de la nationalité, du temps de présence dans la même usine, des antécédents judiciaires, et empêcher l'élection des éléments qui pourraient être trop combattifs. Ce danger, nous l'avions signalé dès le début (voir notre brochure : « Fallait-il prendre les usines ? »).

Nous disions en même temps que le caractère révolutionnaire de la situation présente serait un obstacle à la corruption sur une vaste échelle qui exige plus de temps que la situation ne peut en laisser. Dans beaucoup de petites entreprises où la bureaucratisation rencontre plus d'obstacles, les délégués se sont effectivement montrés les dirigeants de la lutte des ouvriers. C'est pourquoi, dans les manœuvres patronales pour mettre en échec les lois à lui imposées en juin, le renvoi des délégués s'est opéré sur une grande échelle.

## PERSPECTIVES

L'offensive capitaliste, dirigée par la C.G.P.F., encouragée par le gouvernement, n'a pas suscité une riposte d'ensemble de la classe ouvrière, par suite de l'étouffement et du freinage des dirigeants communistes, socialistes et cégétistes. La grève générale d'une journée le 18 mars, dans la région parisienne, à la suite des assassinats de Clichy, attestèrent de la vigilance ouvrière, mais



aussi de sa non-maturité pour engager le combat. Des tentatives de briser la résistance prolétarienne en poussant certaines catégories à la grève, en les abandonnant dans le combat et en dressant ensuite ces échecs comme des épouvantails pour les autres catégories, n'eurent pas le résultat recherché puisque, ces jours-ci, le mot d'ordre que seuls nous avions défendu, depuis le déclenchement de l'offensive capitaliste, le mot d'ordre de la grève générale a été imposé par la masse des métallos à leurs dirigeants. La trahison des directions est alors obligée de se hausser sur un plan plus élevé, ils veulent discréditer et briser l'arme de la grève générale, en transformant celle-ci en un mouvement limité, sans autre objectif que de faire pression, au lieu de la considérer comme un moyen d'application non limitée dans le temps pour obtenir satisfaction sur un certain nombre de revendications. Un avertissement lancé là où il faudrait une action pourrait beaucoup plus aboutir au résultat inverse : avertir de la menace du prolétariat, mais aussi de l'irrésolution de celui-ci. Comprenez que cette irrésolution désorientée, énerve et excite les couches timorées du prolétariat et de larges couches petites bourgeoises, le capital peut fort bien partir d'un tel mouvement — surtout s'il révèle du flottement dans la classe ouvrière, pour accentuer son offensive. C'est dans des circonstances de ce genre que le fascisme italien a pris son essor. La grève générale telle que les bureaucraties songent à l'employer, c'est une soupape de sûreté pour le capitalisme. Les militants révolutionnaires, pour déjouer la manœuvre des directions traîtresses, doivent s'orienter pour la grève générale par la généralisation de grève comme ce fut le cas en juin 1936. C'est encore la pseudo « indiscipline » d'en bas qui peut sauver ce que la « discipline » mécanique compromet.



Mais de quoi dépend le triomphe du « désordre », de « l'indiscipline », de « l'anarchie » des masses, des « incontrôlés », sur « la discipline » et « l'ordre » des vieilles directions ? De quoi dépend la victoire de l'ordre prolétarien ? Le facteur temps est un des plus importants parce que, autant la classe ouvrière montre un instinct politique avorti et une conscience de classe solide sur le terrain de ses revendications dans l'entreprise, autant elle se laisse traîner et embourber sur de nombreux autres plans. Et surtout sur le plan de la guerre. Elle n'est pas, à juste titre, pacifiste, de façon abstraite et béante. Elle veut la paix, mais elle sait qu'il

y a de grands dangers de guerre et elle n'a pas une crainte lâche de devoir faire la guerre à ceux en qui elle voit des fauteurs de guerre. Or, c'est là qu'elle s'égare ou plutôt qu'elle est égarée par les hommes du Front populaire. Alors que l'accentuation de la lutte de classes jusqu'à la prise du pouvoir en France peut le plus contribuer à empêcher un conflit mondial, les hommes du Front populaire soutiennent mensongèrement aux ouvriers ce que Doumergue disait au lendemain du 6 février pour endiguer la colère des masses : la guerre civile, c'est la guerre étrangère. On assiste même à une manœuvre plus ample : c'est Hitler qui menace les conquêtes sociales ; pour que la France ne soit pas fasciste, il faut travailler tant et plus pour ne pas être dépassé par les armements allemands et italiens. L'énergie et la combativité que manifeste la classe ouvrière, les capitalistes songent, avec l'aide de ceux qui ont aujourd'hui la direction de la classe ouvrière, à les dépenser dans la guerre mondiale. Sur ce plan de la paix et de la guerre, le débouillage des crânes rencontre les résistances les plus considérables. Les arguments les plus disparates : depuis le chauvinisme le plus exacerbé, en passant par la défense de la démocratie, la défense de l'U.R.S.S., jusqu'au calcul abracadabrante de quelques stalinistes (on gagnera la guerre pour l'U.R.S.S. et après, avec les armes qu'on aura, on fera la révolution) se combinent et prennent d'autant mieux que le drapeau du « pacifisme » se trouve tenu, en dehors des véritables pacifistes incurables, par Doriot et quelques autres fascistes visiblement stipendiés par Hitler ou Mussolini. Le danger de guerre favorise toutes les manifestations réactionnaires dans la classe ouvrière, par exemple celle des propositions d'alliance des communistes à l'Eglise catholique.



Au lendemain de la trahison des métallos, le P.C.I. a commencé une action pour un Congrès des Entreprises. Jamais initiative des bolcheviks-léninistes, depuis huit ans, n'a rencontré un écho aussi favorable que la tenue d'une Assemblée Intercorporative convoquée par les soins du P.C.I., assemblée qui a permis la création d'un Comité pour la préparation d'un Congrès des Entreprises.

Nous renvoyons à la collection de « La Commune » pour le détail sur cette assemblée et ses conséquences. C'est un pas important pour permettre à la classe ouvrière de se forger dans la lutte une direction indépendante des appareils de trahison.

C'est sur ce plan de la lutte à l'entreprise que la classe ouvrière est le mieux assise,

c'est là que l'expérience peut — si elle a le temps de se faire — permettre de dégager une avant-garde qui se liera au programme de la IV<sup>e</sup> Internationale. C'est à la formation de cette avant-garde, à son assimilation au programme des bolcheviks-léninistes que travaille le Parti Communiste Internationaliste.

P. FRANK.

« Où est la patrie de ceux qui n'ont aucune propriété, qui ne peuvent prétendre à aucun emploi, qui ne retirent aucun avantage du pacte social ? Partout condamnés à servir, s'ils ne sont pas sous le joug d'un maître, ils sont sous celui de leurs concitoyens : et quelque révolution qui arrive, leur lot éternel est la servitude, la pauvreté, l'oppression : que pourraient-ils donc devoir à l'Etat qui n'a rien fait que cimenter leur misère et river leurs fers ; ils ne lui doivent que la haine et les malédictions. Ah ! sauvez-le, l'Etat, vous à qui il assure un sort tranquille et heureux ; n'exigez rien de nous, c'est bien assez que le destin cruel nous ait réduits à la cruelle nécessité de vivre parmi vous. »

MARAT, Novembre 1789.



# OU EN EST, SE DIRIGE...

LE MOUVEMENT

PAYSAN

par J. DESNOTS

L'AVANT-GARDE révolutionnaire, dont le P.C.I. constitue l'expression la plus consciente et la plus achevée, reste dans son ensemble bien faible eu égard aux tâches qui lui incombent dans le mouvement ouvrier, où son passage ne laisse pas encore d'empreintes durables. Peu marquante, parmi le prolétariat industriel, notre action ne pouvait qu'être inexistante parmi le prolétariat agricole et les paysans pauvres.

Nous n'avons au village suscité aucune manifestation de la lutte des classes, et ne sommes intervenus en tant que parti constitué dans aucune action paysanne. Il faut craindre que cette carence se prolonge encore pour une période indéterminée et cependant aucune attitude ne serait plus dangereuse que celle qui consisterait à dire : « Ajournons *sine die* l'étude des questions paysannes puisque nous ne pouvons actuellement rien faire dans ce domaine ». Elle équivaudrait à décider une fois pour toutes que le Parti révolutionnaire ne s'occupera jamais du mouvement paysan, qu'il abandonnera aux fractions de la bourgeoisie le soin de canaliser l'effervescence révolutionnaire en puissance parmi plusieurs millions de ruraux et que nous ne tenterons rien pour empêcher que cette effervescence soit transformée en un flux contre-révolutionnaire. L'expérience de ces derniers mois prouve que des circonstances fortuites, telles que le passage d'un militant ou l'envoi d'une simple feuille de propagande, peuvent engendrer çà et là

un foyer d'action révolutionnaire où se formeront les cadres du mouvement paysan de demain.

Il faut que les futurs cadres du mouvement paysan puissent trouver dans notre parti les éléments de leur formation. Il est indispensable que nos militants régionaux soient en mesure de déterminer dans un mouvement paysan local les directives justes du parti révolutionnaire. Il est non moins nécessaire que dans l'examen de la situation politico-économique, ou dans l'étude des problèmes concrets — tels que ceux de la guerre, de la vie chère et des salaires — qui intéressent au premier chef les masses ouvrières, le P.C.I. et tous ses militants soient capables de situer, selon leur importance relative, les « aspects paysans » de ces questions.

C'est pourquoi nous n'hésitons pas à donner à la question paysanne, dans cette revue, une place que ne justifie pas l'intérêt *actuel* accordé par le P.C.I. au travail paysan. Cette étude est la suite logique du projet de thèse présenté au Congrès du P.C.I. en date du 10 octobre 1936, et à laquelle nos lecteurs auront intérêt à se reporter.

..

Nous nous proposons ici de faire le point du mouvement paysan actuel et de dégager les tendances imprimées à ce mouvement par la bourgeoisie. C'est la partie « informative » de notre travail, que chacun peut accepter sans réserves. Les conclusions qui en sont ti-

rées sont, bien entendu, soumises à l'appréciation des lecteurs et à la discussion des militants.

## I

## LA SITUATION DE LA PAYSANNERIE EN FRANCE

Quelle est la situation actuelle de la paysannerie ?

De récentes publications statistiques, et notamment celle de l'enquête agricole prescrite par le gouvernement en 1929, démontrent avec évidence que la « petite paysannerie » est positivement laminée dans l'engrenage de la concentration et de la production capitalistes, et que ses tentatives désespérées de regroupement et de résistance sur le plan économique ne font que l'engager plus avant dans les dentures de l'inflexible appareil où elle est broyée, puis expulsée. Le régime capitaliste a frappé à mort la famille paysanne, ses lopins, son exploitation rudimentaire. Cette vérité est pour nous très claire : elle n'est pas encore évidente pour tous les paysans qui, dans le Front Populaire, ont cru voir un rempart contre les trusts alors que ledit Front populaire n'était que le prolongement politique du pouvoir bourgeois. Les enquêtes, les observations concrètes auxquelles chacun peut se livrer, ainsi que l'examen critique de la politique agricole pratiquée depuis le départ de Laval apporteront la preuve que ce qu'on appelle improprement le *Front Populaire* a conservé le caractère de classe de n'importe quel gouvernement bourgeois. Le « talon de fer » capitaliste continue à piétiner la glèbe et y martèle les visages ; toute l'habileté politique des partis composant le Front Populaire consiste à crier assez fort : C'est le voisin qui l'écrase, fais-moi confiance pour le culbuter !

### L'enquête agricole ? une filouterie de 30 millions

LE Ministère de l'Agriculture vient de publier un volume compact, tout en chiffres, intitulé : *Résultats généraux de l'enquête de 1929*. Ceci mérite quel-

ques explications d'où il résulte que tous les gouvernements qui se sont succédé pendant toutes les législatures de la III<sup>e</sup> République ont systématiquement éludé la publication de statistiques trop significatives : La bourgeoisie au pouvoir essaie de masquer sa faillite.

La dernière enquête de ce genre remonte en effet à 1892. Il aura fallu presque un demi-siècle avant qu'une enquête générale fût à nouveau entreprise.

Le Parlement a voté un article 110 de la loi de Finances du 27 décembre 1927 prescrivant à la date du 31 décembre 1929 « une enquête générale sur l'ensemble des conditions présidant à l'activité de l'Agriculture française et un inventaire général de l'ensemble de la production agricole ». Pour cette tâche, à vrai dire considérable, un crédit de 3.250.000 francs était ouvert. Les agrariens en majorité aux Chambres d'Agriculture obtinrent par la loi du 10 mars 1931 que ce crédit soit porté à trente millions de francs. Résultat : On publie — en 1937 — 750 pages de statistiques que le Congrès agricole de Caen qualifie de « document énorme, touffu et quasi inutilisable ». Les études et monographies seront l'objet d'une publication ultérieure.

Si du moins les délais considérables accordés aux statisticiens officiels et les crédits énormes qui leur ont été ouverts — à nos frais, contribuables ! — permettaient d'obtenir un tableau véridique de la situation, il ne faudrait regretter ni le temps, ni l'argent ; mais la filouterie est patente.

Pour masquer aux paysans la paupérisation et la prolétarianisation de la paysannerie, le Ministère de l'Agriculture réussit ce tour de force de faire apparaître, par rapport à 1892, une augmentation de 51.106 chefs d'exploitations agricoles, traduisant :

Un accroissement de 529.761 propriétaires exploitant directement leur propriété.

Une diminution de 333.270 fermiers et de 145.385 métayers.

Les propriétaires du sol seraient donc plus nombreux, et moins nom-



breux les paysans (fermiers ou métayers) qui travaillent une terre ne leur appartenant pas.

Pour arriver à ce beau résultat, il a suffi de spécifier que si le cultivateur est à la fois propriétaire et fermier ou métayer, il serait théoriquement classé dans la catégorie où son revenu est le plus important. Or il existe en France une poussière de minuscules propriétés, notablement insuffisantes, dont le titulaire doit se louer comme journalier, ou prendre en location quelques terrains complémentaires. Il est certain que certains ont été classés dans la catégorie qui est politiquement la plus avantageuse, et que d'autres ont été dénombrés deux fois. Cet important témoignage démographique que l'on pouvait attendre est complètement faussé.

### La différenciation des classes s'accroît au village

La vérité est cependant discernable à travers ces grossiers truquages et il suffit de quelques recoupements pour généraliser les données fournies par les observations personnelles. La condition de la paysannerie s'aggrave de jour en jour, mais au profit de la bourgeoisie agricole qui a trouvé en outre, dans la politique agricole du Front populaire, un appui précieux.

On notera en premier lieu que la caste des hobereaux a procédé à un véritable remembrement capitaliste du sol. Les statistiques de 1892 et de 1929 comportent des tableaux démographiques où sont dénombrés les chefs d'exploitation agricole (voir ci-dessus) et, d'autre part, les exploitations elles-mêmes ; en 1892 et en 1929, le chiffre total des secondes est supérieur à celui des premiers ce qui signifie nettement que certains « agriculteurs » possèdent chacun plusieurs exploitations.

|                               | 1892      | 1929      |
|-------------------------------|-----------|-----------|
| Exploitations dénombrées .... | 5.702.752 | 3.966.430 |
| Chefs d'exploitation .....    | 3.604.789 | 3.655.895 |
| Différence ..                 | 2.097.963 | 310.535   |

La comparaison de ces deux différences démontre ce qui précède. Plusieurs milliers de domaines agricoles ont été regroupés en un nombre moindre de grandes exploitations permettant l'utilisation rationnelle du machinisme et la culture intensive de productions spécialisées. Autre preuve : malgré la crise agricole, le nombre des domaines de 10 à 100 hectares est en 1929 supérieur de 238.855 à celui de 1892. La crise, si dure aux petits, n'a donc nullement freiné l'enrichissement des gros et a, tout au contraire, accru considérablement leur puissance malfaisante de spoliation et d'exploitation. Qu'est devenue, pendant ce temps, la sacro-sainte « famille paysanne » ?

C'est un bilan tragique qu'il faudrait ici établir et mettre sous les yeux de tous les paysans qui s'attachent encore au régime. On comptait, en 1892, près de 5 millions d'exploitations ne dépassant pas 10 hectares. Le chiffre en est tombé, en 1929, à 3 millions environ. Expropriées par l'usine, vendues par le fisc, rongées par l'hypothèque ou accaparées par l'usurier, deux millions de familles paysannes ont dû abandonner la terre qui les nourrissait jadis et sur laquelle elles seraient réduites aujourd'hui à crever de faim.

Une régression massive de la surface cultivée s'inscrit parallèlement à la disparition des paysans. La superficie totale du pays, compte tenu d'une rectification du service géographique de l'Armée et de l'apport des départements recouverts est égale à 55.098.556 hectares. La surface des territoires non agricoles augmente, de 1912 à 1935, de 1.600.000 hectares environ. Celle des landes, friches et terrains incultes augmente dans la même période de 1.900.000 hectares, en chiffres arrondis. Depuis la guerre, les surfaces cultivées ont reculé devant les friches et les constructions et perdu 3.383.407 hectares !

Voulons-nous pénétrer plus avant dans la détresse des paysans pauvres et ajouter aux témoignages déjà publiés dans la Commune, la confirmation des statistiques bourgeoises ? Suivons les variations de la valeur vénale du sol français. Plusieurs organismes privés



se livrent périodiquement à l'estimation de la valeur globale du capital foncier et leurs évaluations sont concomitantes ; nous nous référerons à une source unique afin de faciliter les comparaisons, mais apporterons une interprétation différente de la thèse bourgeoise.

M. P. Caziot a évalué la valeur du capital foncier avant-guerre à 70 milliards de francs. Puis viennent les estimations suivantes, en milliards de francs :

| 1925 | 1932 | début 1936 |
|------|------|------------|
| 175  | 240  | 160        |

Ainsi, depuis la guerre jusqu'en 1930-1931, augmentation de la valeur vénale de la terre, le coefficient d'augmentation par rapport à 1913 égalant 4,5. La courbe s'infléchit ensuite en 1931 où le coefficient tombe à 3,5, ce qui représente, en valeur-or, une baisse réelle de 30 % sur 1913. Les transactions s'arrêtent, leur coefficient oscille entre 1 1/2 et 3 au début de 1936. *La valeur actuelle de la terre reste de 50 % inférieure à celle de 1913.*

La valeur accrue du capital foncier, écrivent les économistes bourgeois, correspond aux années de prospérité agricole, sa diminution traduit au contraire l'appauvrissement général de l'Agriculture. Pour nous qui nous refusons à considérer l'Agriculture française en général (l'A majuscule est de rigueur!) et qui distinguons toujours entre les exploités et les exploités, une telle affirmation est erronée et controvée par les faits. Dans une période donnée, la valeur vénale de la terre n'est pas identique pour toutes les régions et la crise agricole touchait déjà durement la paysannerie pauvre que la valeur vénale du sol se maintenait et même augmentait.

*Les transactions ont lieu entre propriétaires fonciers et la valeur du capital foncier y est fonction non de la plus ou moins grande productivité du sol, mais de l'aptitude du paysan sans terre à payer son loyer. Pour nous, la hausse de la valeur du sol ne traduit pas l'enrichissement de la paysannerie, mais le degré de rapacité du propriétaire fon-*

*cier. Ce n'est qu'après des années de misère paysanne, lorsque les exploités de la glèbe, endettés, spoliés par l'huissier des meubles et du cheptel qui leur appartenait en propre, n'eurent plus un sou vaillant et que le fermage cesse d'être rentable pour le propriétaire que, dans ces régions, les transactions cessèrent et que la valeur vénale du sol décru. Cette baisse signifiait alors que les paysans travailleurs avaient dépassé le stade de l'appauvrissement et, écrasés sous leur dette, touchaient celui de la prolétarianisation.*

Dans les régions où la petite propriété familiale alterne avec les grandes et moyennes exploitations, la hausse de la valeur du sol, au temps de la première inflation, a marqué l'élimination de nombreux petits paysans et l'achat de leurs parcelles par les paysans riches. L'illusoire papier-monnaie, vite évanoui depuis, consola le petit paysan en mal d'exode, de la perte d'une propriété trop petite pour être rentable. *L'augmentation de la valeur du capital foncier fut alors la traduction d'un fait social : La consolidation des exploitations agricoles moyennes du type capitaliste.* La baisse des terrains, qui a suivi, signifie-t-elle un appauvrissement général de l'Agriculture dans ces régions ? Il semble bien, au contraire, qu'elle fut profitable à la bourgeoisie rurale puisqu'elle lui a permis de procéder à des aménagements, à des remembrements et à des accaparements fort avantageux. *La chute de la valeur du capital foncier signifie pour nous que la « famille paysanne » perdue de dettes et écrasée sous le poids des hypothèques ne peut plus résister à la pression du hobereau et de l'usurier.* Le paysan pauvre a été vendu, le jeune paysan de 25 ans qui a travaillé dans l'exploitation paternelle sans recevoir aucun salaire voit son effort de dix ou quinze années dispersé au vent des enchères. *La République bourgeoise met ses gendarmes et ses huissiers à la disposition des créanciers, mais il ne s'est pas trouvé l'ombre d'un législateur pour protéger le domaine familial et sauvegarder les droits acquis du jeune paysan.*



DANS ces conditions de misère, d'endettement et de privations que nous avons tenté d'évoquer subsistent donc, vaille que vaille, la grande majorité des trois millions de familles paysannes — chiffre arrondi de l'enquête agricole de 1929 — dont le domaine est inférieur ou égal à dix hectares. Dans une certaine mesure, la valeur brute de la production agricole à laquelle participent ces familles présente pour elles quelque intérêt.

En millions de francs-Poincaré, la valeur brute globale de la production végétale accuse les variations suivantes :

1912 : 62.615 ; 1929 : 74.871 ; 1930 : 58,1 ; 1931 : 61,8 ; 1935 : 40.787. De 1929 à 1935, c'est une chute de 34 milliards, soit 45,5 % sur la valeur de 1929. Comparativement à 1912, la chute en 1935 est de 22 milliards, près de 35 %.

De 1929 à 1935, la valeur de la production animale accuse une baisse de 40 %.

Pour l'ensemble de la production annuelle — végétale, animale et forestière — la baisse est en 1935 de 30 à 40 p. 100 sur les chiffres de 1912. De 1929 à 1935, l'Agriculture est privée de 50 à 60 milliards de recettes brutes annuelles.

Ici se pose dans toute sa rigueur le problème des ciseaux :

M. Dessirier, chaque année, détermine l'indice du « pouvoir d'achat de l'Agriculture » et obtient cet indice, sur la base 1913 = 1.000, en calculant le rapport entre l'indice du revenu brut de la production végétale et l'indice du coût des achats généraux de l'Agriculture. Voici les indices les plus marquants :

|      |       |
|------|-------|
| 1913 | 1.000 |
| 1926 | 930   |
| 1927 | 925   |
| 1928 | 1.003 |
| 1929 | 1.005 |
| 1931 | 813   |

L'indice du pouvoir d'achat de l'Agriculture tombe à 710 en 1935 et à 631 en décembre 1935. Il est à ce moment inférieur de 37 % à celui d'avant-guerre.

|              |     |
|--------------|-----|
| Août 1936    | 763 |
| Février 1937 | 711 |
| Mars 1937    | 705 |
| Avril 1937   | 697 |

Ces indices s'appliquent bien entendu à l'Agriculture en général. Il est clair que la diminution du pouvoir d'achat, en général, ne provoque aucune restriction alimentaire, vestimentaire ou somptuaire chez l'agriculteur dont les revenus agricoles sont souvent augmentés du fermage imposé au paysan sans terre et de la plus-value capitaliste que lui procurent ses capitaux investis dans les entreprises industrielles et bancaires. Mais, en 1931, alors que l'indice était de 813, nous avons vu des paysans bretons et des métayers landais sous-alimentés et dans l'impossibilité de renouveler leurs vêtements et leurs souliers de travail. La hausse du coût de la vie, plus sensible encore en province qu'à Paris, a vraisemblablement ramené cet indice à ce qu'il était en décembre 1935. A quel niveau va-t-il désormais tomber ?

..

## Le prolétariat agricole

C'E n'est pas sans surprise que nous avons pris connaissance, dans diverses publications et avant que les résultats généraux de l'enquête fussent en notre possession, des chiffres concernant la main-d'œuvre agricole et accusant 7.276.843 unités alors que la statistique de 1892 en recensait seulement 6.663.135.

La constitution de domaines capitalistes moyens ne suffit pas à expliquer une telle augmentation, et l'évolution des principales cultures aboutirait plutôt à une diminution des besoins agricoles en main-d'œuvre. La réduction des superficies ensemencées en céréales atteint en effet, de 1912 à 1935, 2.843.000 hectares. Par contre, l'extension des cultures fourragères, des prairies artificielles et des prairies naturelles — indice de l'orientation de l'économie agricole vers la production capitaliste du bétail — dépasse, de 1912 à 1935, 1 million 700.000 hectares.



Les cultures maraîchères, très exigeantes en main-d'œuvre, sont réduites dans la même période de 600.000 hectares environ et le vignoble a régressé d'environ 19.000 hectares. Les bois et forêts ont gagné 700.000 hectares depuis 1912 et l'on ne pourrait que s'en réjouir si le développement de la forêt résultait de l'exécution d'un plan systématique de reboisement des terrains pauvres par les collectivités rurales, alors qu'il s'agit dans la plupart des cas d'une affirmation insolente de son existence par la grande propriété foncière.

C'est dans les procédés statistiques, et non dans l'évolution des cultures, qu'on peut trouver une explication à l'augmentation chiffrée de la main-d'œuvre agricole : la statistique de 1929 totalise en effet les travailleurs *salariés* et les travailleurs *membres de la famille* à l'exclusion du chef d'exploitation recensé séparément. Avec toutes les réserves qu'imposent les recoupements de statistiques aux subdivisions multiples, il est possible de poser les chiffres suivants :

|                                          |           |
|------------------------------------------|-----------|
| Travailleurs membres de la famille ..... | 5.195.515 |
| Prolétariat agricole français .....      | 1.832.475 |
| Prolétariat agricole étranger .....      | 248.853   |
| Total .....                              | 7.276.843 |

Ce tableau motive quelques commentaires :

a) La main-d'œuvre agricole étrangère compte à peine 250.000 unités, ce qui est loin de donner à la campagne contre « *les étrangers qui volent le pain du travailleur français* » l'ombre d'une justification. La main-d'œuvre agricole étrangère employée en permanence ne dépasse d'ailleurs pas 135.878 personnes, et environ 113.000 travailleurs agricoles étrangers ne sont embauchés que pour des travaux temporaires.

b) La notion du *semi-paysan* reste inconnue des statisticiens officiels qui voient le village dans le cadre bureaucratique des nomenclatures bi-centenaires.

c) Le prolétariat agricole proprement dit est minorisé par la main-d'œuvre agricole « membre de la famille ». Sur sept millions de travailleurs, cinq millions, de par leur situation sociale et malgré la profonde misère de certains, ont tendance à ne pas se considérer comme « prolétaires » et ont vraisemblablement fourni à Dorgères d'importants contingents dans ses essais de « mobilisation motorisée » contre les grévistes agricoles.

d) Le tableau ci-dessus devrait ébranler sérieusement la croyance de certains en la seule vertu de l'organisation syndicale pour mener à bien le regroupement des travailleurs agricoles. Car, en raccourci, les trois quarts des syndiqués ne sont pas encore syndiqués et cinq travailleurs sur sept ne sont pas ou ne se croient pas syndiqués.

## II

### DEUX ANS DE FRONT POPULAIRE AU VILLAGE

C'EST à cette population paysanne, à laquelle le Front Populaire a promis monts et merveilles que, il y a quelques semaines, les différents partis politiques hostiles ou rattachés au Front Populaire se sont adressés à nouveau en vue des élections cantonales dont le caractère est essentiellement rural. Nous sommes trop soucieux des réalités pour prétendre qu'un demi-siècle de pseudo-démocratie n'a pas marqué de son empreinte les réactions politiques des paysans... On a voté en octobre dans les villages. Cependant, pour qui veut suivre le mouvement paysan depuis quelques années, il est hors de doute que déjà les préoccupations spécifiquement électorales sont dépassées ; l'immense paysannerie, avec ses contradictions, ses hésitations et ses erreurs, est, elle aussi, et quoi qu'elle en ait, entrée dans la période de la révolution commençante.

Nous voyons le prolétariat agricole engager d'après conflits avec ses exploi-



leurs. Grève des bûcherons de betteraves, grève des moissonneurs, demain peut-être grève des vendangeurs et des bûcherons, ces conflits ne sont ni plus nombreux ni plus violents que ceux qui ont marqué les années précédentes, mais il est indéniable qu'ils présentent un caractère différent : adhésions en masse à la Fédération cégétiste de l'Agriculture, grève de solidarité d'ouvriers agricoles nouvellement syndiqués et n'ayant à formuler aucune revendication immédiate ; *leur caractéristique la plus marquante est dans le fait que le prolétariat agricole a exprimé ses tendances révolutionnaires en se rassemblant autour du Front populaire et qu'il se bat contre les agrariens parce que ceux-ci mettent en échec les lois concernant le prolétariat agricole votées par le Front populaire.*

Nous voyons les paysans prendre conscience de la précarité extrême de leur situation, refuser l'impôt et le fermage, se dresser contre l'huissier, avouer la dette qu'en d'autres temps ils eussent mis un point d'honneur à cacher et nier la légitimité de ces dettes... puis, dopés de la fameuse formule : « A bas les trusts et les 200 familles », tenter de se grouper et d'organiser leur défense en constituant syndicats nouveaux, coopératives, etc..., en se ralliant eux aussi autour du Front Populaire pour toutes les promesses qu'il fait et pour toutes les revendications qu'ils sous-entendent.

Nous voyons les agrariens devenir temporairement l'aile marchante du fascisme et trouver les appuis et les cadres suffisants pour élaborer une tactique ; mobiliser les équipes de briseurs de grèves ; équiper, armer et transporter leurs troupes de choc, animer leurs services de propagande et avoir leur tribune dans la presse quotidienne, se livrer enfin à de véritables répétitions de guerre civile contre le prolétariat et ceux que le Front populaire avait mis au gouvernement, mettre ce gouvernement en échec en refusant d'appliquer ses propres décrets. Agitation profonde parmi les ouvriers agricoles, les petits

paysans et les agrariens, le mouvement paysan, dans ses tendances diverses, tend à revêtir un caractère de plus en plus *extra-légal*.

\*\*

Seconde caractéristique du mouvement rural : L'attitude du Front populaire à son égard.

Quand les ouvriers agricoles luttent pour le Front populaire contre les agrariens, le Front populaire met ses gardes mobiles et ses gendarmes à la disposition des agrariens contre les ouvriers ; quand les paysans croient organiser leur défense contre les « féodalités économiques », ils voient le Gouvernement mettre à leur disposition tout un arsenal législatif qui consolidera assurément les positions acquises par la grande et moyenne bourgeoisie rurale, apportera quelques avantages à ceux qui possèdent, mais abandonnera strictement à leur malheureuse condition des millions de paysans pauvres et de travailleurs salariés. S'il est vrai que la politique soit l'art de diriger les hommes et qu'un politicien doit avant tout savoir mentir, il faut reconnaître que les politiciens du Front populaire et toute la tourbe de cadres subalternes créés par lui ou ralliés à sa fortune ont fait supérieurement leur vil métier. Au milieu des remous sociaux de la campagne française en effervescence se dresse Monnet-Janus aux deux visages également souriants dont l'un est tourné vers les agrariens fascistes et l'autre vers les exploités de la glèbe. La politique agricole du Front populaire réalise la plus grande fumisterie des temps modernes.

En lâchant du lest à droite, le Front populaire a su, en effet, rallier à lui, afin de consolider provisoirement sa politique, les quelques douzaines d'organisations syndicales paysannes qui représentaient le mouvement paysan de gauche et ses avant-gardes révolutionnaires. Le mouvement syndical paysan, déjà bien fragile en raison des contradictions de classe qu'il porte en lui, a



achevé de se discréditer et, par là encore, le Front populaire a bien servi la bourgeoisie.

Fidèles à notre discipline de ne rien affirmer qu'on ne puisse prouver, nous pouvons ici rappeler succinctement, en nous réservant de les développer ultérieurement, quelques exemples de la politique d'équilibre et de main-mise sur les organisations paysannes.

a) *Monnet-Janus sourit aux agrariens et aux paysans.*

*Les lois sociales en faveur du prolétariat agricole* sont systématiquement mises en échec par le patronat agraire.

*Les paysans obtiennent un moratoire de leurs dettes*, mais... trop tard pour empêcher que des centaines de saisies aient eu lieu. Les saisies continuent à la requête des propriétaires fonciers, des fournisseurs ou du percepteur. Le paysan enfin, bénéficiaire du moratoire, reverra, dans un an, l'huissier et son papier timbré. Il est impossible, en une année, dans la situation actuelle, de sortir de l'ornière.

*Les taxes successorales.* Sur demande, la petite exploitation en est exempte, mais on a exigé un tel luxe de formalités et de paperasseries que seule la grande exploitation profite de cette mesure. Le petit paysan qui hérite de son ascendant doit vendre son cheval pour conserver le champ.

*Le métayage* a fait l'objet de promesses multiples qui attendent encore un commencement de discussion au Parlement.

*Conventions collectives de vente :* pas encore appliquées.

*Revalorisation des produits :* Réalisée très partiellement sous forme d'augmentation du prix de vente, mais sans aucune contre-partie freinant le coût de la vie et permettant au petit paysan — qui ne profite que peu ou pas de cette pseudo-revalorisation — de n'en pas subir les incidences.

*Sourire aux agrariens :* Sur injonction des agrariens betteraviers réunis

au Centre Rural, le Gouvernement promet le rétablissement du marché libre des sucres.

*Office du Blé :* Le petit paysan n'a pas de blé à vendre et, dans la plupart des cas, doit en acheter. Conséquences : pain à 3 fr. le kilogr. ; augmentation de fait des fermages et contrats de métayages estimés en nature sur la base des cours du blé et du sucre... La liste n'est pas close !

b) *Monnet-Janus dit : Laissez venir à moi le petit paysan.*

La jobardise consciente d'un Calvy-rac et la canaillerie politique des Renaud Jean et autres Waldeck-Rochet neutralisent les États Généraux paysans et en font une caricature de consultation paysanne.

La C.N.P. est officiellement annexée au Gouvernement.

Les Coopératives de producteurs, entraînées dans le mirage des offices et des conventions collectives, subissent le même sort.

Les « Foyers Paysans », de création récente, sont sous l'emprise centrale de la C.N.P. gouvernementale et de l'état-major S.F.I.O. Dépourvus de toute base politique, ils sont actuellement dans l'incapacité de dégager une politique culturelle indépendante.

La C.G.P.T. (Communiste) est devenue C.G.P.T. stalinienne et rabat le gibier paysan dans les tirés du Front populaire mais aggrave sa nocivité de toutes les toxines stalinienne. Toutes les formes et tous les procédés ont cours pour démolir ce qui reste de la C.N.P., dissocier les « Foyers paysans », réaliser le Front des Français parmi les paysans adultes et en même temps reformer sur les mêmes bases le regroupement de la jeunesse agricole.

La Fédération des Travailleurs de l'Agriculture, à la remorque du gouvernement et soucieuse de ne point mécontenter les agrariens, freine le mouvement du prolétariat agricole et le laisse sans directives d'ensemble.



Les militants S.F.I.O. dansent devant le serpent stalinien qui les fascine et se font complices des tentatives de regroupement paysan national et international auquel le Gouvernement donne sa caution et qu'impulsent en fait les dirigeants staliniens. Là non plus, la liste n'est pas close !

Aujourd'hui, les plus clairvoyants parmi les paysans hésitent et se désagrègent parce qu'aucun appel sérieux ne leur parvient. Calvayrac et Renaud Jean tentent de gagner du temps en clamant : *C'est la faute au Sénat !*, mais qui pourrait oublier que ce sont eux qui ont versé à pleines rasades le vin d'illusion dans la coupe du Front populaire ! Une nuée de politiciens équivoques bourdonnent sur cette pourriture d'illusions et de dégouts. Les Pitaud s'accrochent à toutes les branches et abouissent à esquisser une dissidence paysanne sans principes qui créera un peu plus de confusion ; les Bergery se livrent à « un essai de démocratie frontiste » (*sic*) basée sur une commune paysanne (mais oui !) sans Soviét ! Quels vont être les profiteurs directs de cette pagaïe, si nul ne réagit ? *Dorgères*, qui a tenu un Congrès des Comités de Défense paysanne le 25 septembre, entraîne avec lui les massives organisations paysannes créées par la droite et tente de regrouper les paysans révoltés et dégoutés du Front populaire.

Renaud Jean et les Staliniens, qui vont achever le grignotage de la C.N.P. et de ses filiales et dont le pouvoir de pénétration est incontestable parce qu'ils s'appuient ouvertement sur un parti et sur un programme, et utilisent en outre le prestige des vrais révolutionnaires qu'ils ont usurpé.

### III

#### L'HEURE DES SOVIETS

**F**AUT-IL se contenter d'être des témoins clairvoyants, alors que tout exige de nous d'être des révolutionnaires actifs ? La réponse ne dépend pas de nous, mais de l'avant-garde révolutionnaire. Tout ce

qui précède démontre suffisamment que la situation est grave et urgentes les décisions.

Que faut-il pour mener le double combat, vers l'émancipation ouvrière et paysanne, contre les fascistes et contre le stalinisme, dans les villages de ce pays ? Une forme d'organisation et un programme servis par une action soutenue qui donnera d'incontestables résultats si, même faible, cette action est persévérante.

Si le Parti est capable de décider cette action et d'y consacrer un minimum de forces, si par conséquent le Parti est en fait — et pas seulement en intention — l'avant-garde agissante des exploités de l'usine et des champs, il lui appartient d'en prendre l'initiative et la diriger. Si l'état actuel de ses forces ne le lui permet pas, il faut alors laisser le champ libre à une organisation paysanne, créée ou à créer, qui apportera aux ouvriers agricoles et aux paysans la plate-forme politique, revendicative révolutionnaire, de regroupement et d'action. Mais il faut comprendre que l'heure est dépassée du travail uniquement syndical, des velléités timides et des oppositions éteintes sitôt qu'allumées.

Aux deux millions de prolétaires agricoles et aux cinq millions de paysans sans terre, c'est moins la critique stérile des illusions passées que des affirmations concrètes et réalisatrices qu'il faudra apporter. Après le Front populaire, République française des Conseils d'ouvriers et de paysans ! Le peuple montant au pouvoir réel par les Soviets, s'affermissant par le contrôle ouvrier et paysan, dans son action revendicative quotidienne.

Ce qui signifie que, sous l'action paysanne révolutionnaire, le bilan négatif du Front populaire incomplètement résumé ci-dessus, devient un bilan positif...

Le développement dans les villages d'un courant pour la constitution des Conseils paysans (Soviets) devrait évidemment être accompagné de proposi-

tions tactiques sur l'unité paysanne *de classe* et la convocation nouvelle de véritables Etats généraux paysans. Il devrait soumettre à la discussion des paysans et des ouvriers agricoles un programme révolutionnaire total et concret, que nous ne pouvons développer dans cet article, mais dont, selon nous, les grandes lignes doivent consister en :

Retour à la notion de la Commune paysanne franche, pour l'organisation

de la production agricole et de l'économie rurale, contre la notion impérialiste de patrie ; libération par l'action paysanne de l'emprise du hobereau, du fisc, du trust, de l'Etat bourgeois ; plan d'expropriation des grands propriétaires et ordre raisonné des socialisations, le tout en liaison avec la lutte contre la guerre et l'alliance révolutionnaire avec le prolétariat.

J. DESNOTS.



Meeting du Parti Communiste Internationaliste  
aux paysans d'Alauch (B.-du-R.).  
Août 1937.





LES PROLÉTAIRES  
D'ITALIE, D'ALLEMAGNE  
D'ANGLETERRE  
SONT NOS FRÈRES

LA GUERRE  
NOUS NE LA FERONS PAS  
CONTRE EUX  
MAIS CONTRE CEUX  
QUI CRÉENT LA MISÈRE

PAS DE GUERRE  
CONTRE L'OUVRIER  
L'ARTISAN, LE PAYSAN  
ALLEMANDS

MAIS GUERRE  
AUX PATRONS, AUX BOURGEOIS  
AUX MILITAIRES  
QUI PRÉPARENT LEUR GUERRE

A BAS LA GUERRE

Chœur parlé lancé en marche  
dans les villages par la

"COLONNE ZIMMERWALD"





# COLONNE ZIMMERWALD

UNE EXPÉRIENCE DES PIONNIERS ROUGES

camp d'agit-prop parmi les vignerons de la Côte-d'Or,  
les mineurs de Saône-et-Loire, les paysans du Morvan







# COLONNE ZIMMERWALD

## UNE EXPÉRIENCE DE PIONNIERS ROUGES

**L**ES jeunes travailleurs ne demandent pas seulement à leur organisation de défendre leurs intérêts politiques et économiques mais aussi de comprendre leurs besoins culturels.

Que l'organisation s'occupe ou ne s'occupe pas des « heures libres » de ses jeunes, celles-ci n'en existent pas moins ainsi que le besoin pour eux de les occuper. Que l'organisation veuille ignorer le goût des jeunes pour le camping, par exemple, qui dans ces dernières années a gagné des couches importantes de jeunes travailleurs, ceux-ci n'en iront pas moins demander à diverses organisations bourgeoises de leur permettre de le satisfaire. C'est ainsi qu'abandonnés sur ce terrain par leur organisation, beaucoup de jeunes révolutionnaires s'habituent à penser que la lutte de classes s'arrête à la porte de l'Auberge de Jeunesse.

Pour certaines couches de jeunes prolétaires, l'organisation prolétarienne de leurs loisirs est le canal qui les mène à une plus ferme conscience de classe impliquant pour eux la nécessité de s'engager dans la lutte révolutionnaire. Un précédent historique d'importance : c'est les jeunes Spartakistes de Liebknecht qui se sont recrutés pendant la guerre, presque exclusivement dans les rangs des Amis de la Nature.

L'organisation révolutionnaire des jeunes doit voir dans l'organisation prolétarienne des loisirs de ses membres un terrain extraordinairement propice à l'exercice de sa fonction pédagogique révolutionnaire.

Il y a un grave danger à employer ces formes d'activité « culturelles ». C'est le risque de les voir prendre le pas sur les tâches politiques fondamentales (travail anti-agitation de rue, liens politiques avec le Parti, etc...) et engendrer des tendances réformis-

tes qui constituent une véritable déviation du rôle de l'organisation révolutionnaire de jeunes. La jeunesse social-démocrate des pays nordiques en particulier (en Allemagne et en Autriche avant le fascisme) se sert de l'activité « culturelle » comme d'un moyen propre à créer l'illusion pour les jeunes que leurs légitimes revendications peuvent être satisfaites dans le cadre du régime capitaliste sans lutte de classe. Pour mieux tromper les jeunes travailleurs, toute cette activité « culturelle » se paraît encore il y a quelques années d'un symbolisme rouge mêlé de tendances national-conservatrices qui s'exprimaient dans le culte voué aux vieilles traditions folkloriques du pays. Depuis, évidemment, ces tendances ont pris le pas sur le fameux « symbolisme rouge ».

En France, la dégénérescence de la J.C. en organisation du type social-démocrate, s'est accompagnée d'un développement progressif des méthodes « culturelles » très petites bourgeoises, et aujourd'hui le nouveau caractère de l'ex-J.C. peut se concrétiser par le mot d'ordre bien connu : « Vive la Vie, vivent la Joie et l'Amour ».

Le contenu réformiste de l'activité culturelle doit donc rendre l'organisation révolutionnaire de jeunes très méfiante dans son utilisation. Ces méthodes de travail doivent être considérées comme des techniques au service de l'orientation politique de l'organisation, et seulement comme des techniques, ne jamais prendre prépondérance sur les tâches politiques, mais être déterminées par elles, servir de complément ou associées à ces tâches.

Il y a très peu d'expériences intéressantes dans ce domaine.

La J.C. en France et en Allemagne dès 1928, insistait déjà sur la nécessité d'organi-



ser les « loisirs » de ses membres, de régénérer les méthodes de travail. Mais si en Allemagne l'expérience fut plus complète qu'autre part, aidée par la tradition des grands rassemblements de jeunes, en France on ne trouve rien de sérieux dans le passé de la J.C. Seuls les Pionniers Rouges ont une expérience très importante dans ce domaine.

## D'OU VIENNENT LES PIONNIERS ROUGES ?

Toutes proportions gardées, les Pionniers sont venus au Communisme par la voie que prenaient les jeunes Amis de la Nature pour aller à Liebknecht.

Venant des Amis de l'Enfance Ouvrière, l'organisation d'enfants de la social-démocratie française, la Fédération des Pionniers Rouges portait avec elle les traditions d'activité culturelle héritées de l'organisation correspondante allemande dans l'année qui précédait justement l'effondrement de tout le mouvement ouvrier allemand. Son noyau initial, échappant à l'influence des organisations allemande et autrichienne, qui aurait pu être considérable, s'était développé sous celle des Jeunesses Léninistes dont le passage dans la J.S. devait soulever partout d'importantes crises de croissance politique.

C'est dans la lutte que les Pionniers engagèrent contre les bureaucrates réformistes pour une politisation accélérée de leurs activités culturelles qu'ils rompirent avec la S.F.I.O. et se constituèrent en organisation autonome sur une base politique très élémentaire, internationaliste et antimilitariste.

A travers cette lutte et dans l'autonomie, leur tradition d'activité s'épura de ses tares réformistes. Le mot d'ordre léniniste : « lier indissolublement notre éducation et notre formation à la lutte des ouvriers et des pay-

sans », que la F.P.R. avait pris comme base de conduite dans l'élaboration de son programme, montre en raccourci comment, en l'espace d'un an et sous l'influence de l'opposition bolchevik-léniniste, la majorité de ses membres passa sur notre plate-forme.

Le capital technique que les pionniers apportent à la J.C.I. ne peut pas être considéré comme la propriété privée de l'organisation mais il doit être envisagé, au contraire, du point de vue des intérêts de la nouvelle Jeunesse Révolutionnaire pour la construction de laquelle lutte la J.C.I.

Le Programme ne fera pas à lui seul la nouvelle organisation de jeunes. Elle ne pourra pas vivre ni se développer comme caricature des grands Partis, mais seulement en possédant le caractère d'une véritable organisation de jeunes travailleurs avec, au premier plan de ses tâches, le travail d'éducation dans des formes appropriées aux besoins de la jeunesse et dans une liaison indissoluble avec la lutte des ouvriers et des paysans. Ses techniques de travail devront relever toutes du souci de leur donner une valeur pédagogique communiste. Elle devra être, en principe, hostile à tout conservatisme des anciennes coutumes de travail des vieilles organisations de jeunes et en créer de nouvelles adaptées aux besoins nouveaux de la jeunesse prolétarienne ainsi qu'à ses conditions modernes de vie.

Sous cet angle, la récente expérience des Pionniers Rouges est une excellente contribution à l'élaboration de formes nouvelles d'activité pour la jeunesse révolutionnaire.

Le Camp « Zimmerwald » que la F.P.R. organisa l'été dernier est une bonne démonstration de ce que peut être l'organisation des loisirs de jeunes ouvriers, liée à leur formation révolutionnaire et à des tâches d'agitation politique dans des milieux paysans et prolétariens.

## ORGANISATION DE "COLONNE ZIMMERWALD"

### Préparation politique

La Commission du Camp a décidé de centrer politiquement sur La Guerre, La situation politique mondiale, la préparation fébrile à la guerre impérialiste placent au premier rang des soucis politiques de la jeunesse le problème brûlant de la lutte contre le militarisme et la guerre impérialiste. Si nous ne pouvons pas dire encore : « La guerre est pour le 15 », nous savons qu'elle est aux portes du monde et impatiente d'entrer en

scène. Elle trouvera peut-être en fin 37 ou en 38 de nouvelles Chines, d'autres Espagnes, plusieurs Méditerranées. Nos pionniers doivent rapidement réétudier ou se familiariser avec les diverses positions du mouvement ouvrier devant le problème de la guerre. Nous devons nous préparer et nous armer politiquement sur cette question.

Le livre de Rosmer : « Le Mouvement ouvrier pendant la Guerre » nous servira de document pour une série d'études sur l'attitude des organisations ouvrières pendant la



guerre de 14-18. C'est un gros bouquin bourré de documents du plus grand intérêt pour nos jeunes camarades. Il acquiert rapidement une grande popularité dans la F.P.R.

Parallèlement à ces études historiques et théoriques, des enquêtes et des tâches d'agitation et de propagande seront organisées.

La Commission technique établit l'itinéraire des régions que nous pourrions parcourir et étudier. Ce sera la Côte-d'Or, le Morvan et une partie de la Saône-et-Loire. Nous aurons ainsi l'occasion de rencontrer diverses couches de travailleurs : des paysans, métayers, des ouvriers agricoles, des vignerons dont nous supposons les tendances socialistes, des mineurs et des métallos.

Parmi eux, nous organiserons la propagande défaitiste révolutionnaire et nous enquêterons sur la position de ces travailleurs devant la menace de guerre impérialiste sous le masque de la Défense de la Démocratie.

Une équipe Polit-Soc (Politique et Sociale) est constituée par les participants au Camp qui manifestent le plus d'intérêt pour ce travail. L'Équipe Polit-Soc aura, au camp, la tâche de préparer chaque jour un journal parlé, d'organiser un groupe de reporters photographes et d'enquêteurs, d'assurer la vie politique du camp.

Polit-Soc édite donc un bulletin de préparation du camp qui donne quelques études sur la guerre et rapidement le nom de Zimmerwald est prononcé. Ce sera une espèce de mot d'ordre pour le camp qui devient : La Colonne Zimmerwald. Les noms de « Lénine », « Liebknecht », « Luxembourg », qui sont indissolublement liés à l'histoire de la lutte révolutionnaire contre la guerre sont adoptés par les trois collectifs qui composent la Colonne Zimmerwald.

En liaison avec le camarade Desnots, Polit-Soc prépare avec Histo-Doc (Histoire et Documentation) tout un travail d'informations préalables sur la nature des régions que la Colonne va traverser : aspect géographique, exploitation, culture, aspect politique, etc...

Des liaisons s'établissent entre la Commission de Préparation et les camarades des régions que nous traverserons avec lesquels le P.C.I. nous a mis en relations.

Une documentation sera rapportée, en particulier, sur la situation des vignerons de la Côte-d'Or, sur les méthodes d'exploitation de la vigne et le climat politique de ces régions.

Partout de nouvelles liaisons seront prises.

Une équipe d'Agit-Prop (Agitation et Propagande) prépare des journaux muraux sur la

guerre (statistiques, graphiques, etc...) et le défaitisme révolutionnaire. Ces affiches décoreront les endroits où la Colonne se livrera à l'agitation contre la guerre. Ils constituent un excellent matériel pédagogique et aussi décoratif, propre à créer une atmosphère favorable à notre propagande défaitiste révolutionnaire.

L'Agit-Prop se documente et dresse un programme qui portera à la scène les mots d'ordre que nous défendons. Des chœurs parlés, des chants révolutionnaires sont préparés. Ils nous aideront puissamment à nous lier avec des couches de travailleurs, quelquefois très arriérées, que nous rencontrerons. Le chœur parlé, le chant révolutionnaire, le jeu théâtral leur rendent sensibles les idées révolutionnaires que nous leur traduirons moins bien par des discours ou des tracts.

## PRÉPARATION TECHNIQUE

C'est 300 kilomètres qu'il nous faudra parcourir entre Saulieu, point de départ de notre randonnée, et Montbard, terminus. La Commission technique règle les étapes sur la carte, organise des sorties d'entraînement dans la région parisienne, car la participation à un tel camp exige aussi une sérieuse préparation physique et même un examen médical organisé par un camarade médecin. Un camarade est envoyé en vélo sur le parcours. Il repérera d'avance les liaisons, l'aspect géographique des régions à traverser, les possibilités de ravitaillement, ce qui ne constitue pas un mince problème.

La Colonne sera composée de 27 pionniers. La difficulté est de permettre à une partie de ces camarades de rejoindre la colonne au cours du mois ou, au contraire, de la quitter pour reprendre leur travail. Tout se règle et nous aurons la présence constante de 23 à 25 camarades. Nouvelle difficulté : le problème financier. Les organisations prolétaires de jeunes sont extrêmement faibles financièrement. La F.P.R. n'échappera pas à la règle. Il faudra réaliser notre camp avec 8 à 8 fr. 50 par pionnier et par jour, frais de voyages compris. Mais les conditions de vie, en communauté, sont si avantageuses et grâce aussi à la réduction de 75 % sur les chemins de fer accordée aux colonies de vacances, nous reviendrons avec un bénéfice de plusieurs centaines de francs.

Nous n'avons pas de grosses difficultés du côté du matériel de camp. Nous possédons déjà les tentes, le matériel de cuisine collective et deux charrettes métalliques légères. Une autre charrette sera nécessaire au transport du matériel, nous en commandons la



construction.

La Colonne Zimmerwald se trouve donc organisée ainsi : Trois collectifs qui, chacun, possèdent leur tente, leur matériel collectif et leur charrette.

Dans chaque collectif, un pionnier est responsable de ce matériel, de sa répartition à l'étape, de son rangement et entretien.

La cuisine est collective. Un camarade est centralement responsable des repas avec le camarade chargé du ravitaillement et de la gérance de la caisse. Ils établissent le menu et une équipe d'une tente part faire les achats pendant que les autres s'occupent de la préparation des aliments. Par exemple, le collectif « Liebknecht » est de ravitaillement, « Lénine » est de cuisine » et « Luxembourg » de bois et eau, c'est-à-dire que ce dernier collectif compose une équipe responsable de l'alimentation du feu en combustible et de tenir de l'eau potable à la disposition de la colonne en permanence. Ceci pour une journée et, le lendemain, la distribution des services change.

L'organisation collective de cette « vie de base » contribue à donner à la colonne une grande homogénéité morale, à donner à chaque pionnier une responsabilité déterminée dont il est comptable devant la communauté toute entière.

Ce régime de vie et une conception communiste des rapports des camarades entre eux, rend une pareille communauté incomparable à un groupe produit de l'addition d'individualités. Ce caractère est encore renforcé par l'absence « d'argent de poche » chez les pionniers. Chaque collectif possède une caisse commune qui pourvoit aux frais divers des camarades. Aucun d'entre nous ne possède une pièce de vingt sous. C'est ainsi qu'un jeune chômeur n'a pas à s'en remettre à la solidarité individuelle des copains pour l'aider à se procurer soit du savon, soit tout autre produit dont il peut avoir besoin. C'est le collectif qui lui donne, comme à n'importe quel autre pionnier, les avantages matériels que peut nous procurer le rassemblement de nos quelques sous.

Chaque collectif désigne un délégué chargé de la distribution et de la coordination du travail dans sa tente. Les délégués composent avec les responsables techniques, d'Agit-Prop, de Polit-Soc et de la trésorerie, un Conseil de direction central qui élabore les programmes des journées et règle toute question d'organisation.

Chaque semaine, une réunion d'auto-critique de l'activité de la semaine passée. A cette

assemblée, les résolutions pour l'orientation du travail sont prises.

C'est ainsi que nous avons parcouru 280 kilomètres à travers des régions qui non seulement présentaient pour nos jeunes camarades un intérêt touristique très grand mais aussi et surtout un intérêt politique important pour leur formation révolutionnaire.

La Colonne Zimmerwald ne fut pas un camp de vacances mais un groupe ambulante de jeunes agitateurs révolutionnaires. Le soir, nous rassemblions autour de feux allumés aux flancs des collines, de nombreux jeunes et vieux paysans, nous parlions des problèmes de la lutte contre la guerre, nous chantions des chants du travail et toujours nous avons rencontré une grande sympathie qui exprimait une volonté de lutte que la décomposition du mouvement ouvrier ne nous permettait de croire ne pas devoir espérer rencontrer dans ces régions.

Dans les centres prolétariens où nous nous sommes liés avec de nombreux jeunes travailleurs, soit à Epinac-les-Mines, à Dijon ou à Montbard, nous avons pu nous rendre compte combien notre influence était grande sur eux, quelle était la force de nos idées internationalistes et défaitistes. Chez eux aussi la volonté de lutte est très ferme, mais le sentiment de l'abandon, de la trahison les déroute.

A notre retour nous avons bien compris la parti révolutionnaire, une nouvelle Jeunesse, une autre Internationale. Il faut faire Zimmerwald avant la guerre et lancer le mot d'ordre de la IV<sup>e</sup> Internationale pour rassembler sous le drapeau rouge d'Octobre toutes ces forces oppositionnelles éparpillées dans le pays.

C'est pourquoi la F.P.R. est en voie actuellement de devenir une organisation communiste de jeunes qui veut s'attacher à la construction de la nouvelle jeunesse révolutionnaire et de la IV<sup>e</sup> Internationale.

La documentation importante que les commissions diverses de la Colonne Zimmerwald rapporteront de son camp est une collection de leçons politiques de premier ordre : enquêtes, reportages, etc...

Les problèmes techniques et scientifiques eurent aussi leur place dans la vie intellectuelle de la colonne quoi que plus modeste que celle réservée aux questions politiques. C'est ainsi qu'un groupe de Sciences Naturelles rapporta une petite documentation sur les régions traversées, que nous avons eu la possibilité, en visitant les fouilles d'Alésia et des Sources de la Seine, de faire un peu d'archéologie et d'histoire, ainsi que par les



diverses visites de musées et de monuments historiques aborder les problèmes d'esthétique et d'histoire de l'art.

Mais le Livre de Route de la Colonne Zimmerwald nous donne d'une manière vivante

une idée plus juste de la nature de l'activité déployée au cours de ce camp et des possibilités qu'offrent occasionnellement de pareilles techniques de travail à une jeunesse révolutionnaire.

LINCK.

## FEUILLETS DE ROUTE

3 août.

### SAINT-BRISSON. — LAC DES SETTONS.

L'étape est très dure, mais le paysage : un véritable régal. Nous mangeons sur le bord de cet immense réservoir qu'est le lac des Settons. Après un bain « chahuteux » il nous faudra encore faire cinq kilomètres en plein soleil sur une route accidentée pour arriver au petit bois de sapins qui s'arrête à dix mètres du lac et sous lequel nous dresserons nos tentes pour deux jours.

4 août.

L'Agit-Prop. nous réveille de bonne heure ce matin par un chœur parlé contre la guerre. C'est aujourd'hui l'anniversaire de la déclaration de la grande boucherie 1914-1918. Rapidement sortis des tentes, nous sommes là, rassemblés en cercle. Un camarade dit quelques mots sur Zimmerwald et la guerre impérialiste.

Tout notre matériel d'agit-prop contre la guerre est exposé d'une manière rudimentaire sur nos tentes, sur les arbres qui nous entourent. Des pêcheurs, des touristes et des paysans visiteront notre « Expo » tout à l'heure.

Notre drapeau rouge, que nous avons planté sur la rive du lac et qui flotte très haut au bout d'un sapin débranché, a attiré un ouvrier agricole. Discussion avec les gars de Polit-Soc.

« En cette période les ouvriers agricoles travaillent 98 heures par semaine. C'est la récolte. De 5 heures à 21 heures les gars sont dans les champs. Il y a juste une interruption du travail à 10 heures pour casser la croûte et à midi pour le déjeuner. Le soir, au diner, patron et ouvriers se retrouvent à la même table avec, comme repas : une soupe aux choux, un légume au lard, deux œufs et du fromage blanc. On nous apprend que l'honneur de servir le vin à table revient au plus vieux ouvrier de la ferme. Pendant tout le diner la conversation roule sur le travail.

Ici, en Morvan, les paysans ne sont pas organisés, sauf quelques « Dorgéristes » assez rares. Le patron dit : « J'ai fait la guerre. C'est toujours nous, paysans, qui en payons les frais. On se fout de nous ! regardez la définition du mot « Paysan » dans le Larousse : « Être fruste et grossier, aisé de l'ancien régime ». Dorgère m'a demandé de prendre la direction d'un syndicat, mais je me fous de la politique ». Dorgère a donc cherché à « travailler » dans cette région :

Dans cette ferme, où le cultivateur fait son pain lui-même, nous apprenons que la farine lui est rationnée : trois quintaux par an et par tête. C'est insuffisant.

« Le Morvan est une terre ingrate, on s'abrutit dans le travail. Nous n'arrêtons pas, nous autres, pendant que vous, à la ville, vous ne faites que 40 heures ». Vieille haine qu'il faut détruire.

Ce paysan est un métayer, sa ferme est une des plus « confortables » de la région : électricité, eau courante. Mais, autour, ce sont les fermes-taudis de la misère.

Le soir, autour d'un feu qui met du rouge sur le lac, la Colonne Zimmerwald célèbre la lutte révolutionnaire pour la Paix. On entend des poèmes de Martinet, des chants, des chœurs parlés et un exposé de Polit-Soc sur la Guerre impérialiste.

5 août.

### LAC DES SETTONS — ARROST.

La Colonne Zimmerwald n'a pas encore la grande forme ! Avouons-le : c'est en piteux état que nous arrivons à Arrost. Un soleil de feu nous a littéralement pompés.

Nous entrons dans Arrost au chant de « La Jeune Garde ». Tout le monde sort sur les portes. Mais quand les gars du ravitaillement iront chercher du lait tout à l'heure, ces mêmes portes resteront closes.

Un cantonnier sur la route nous parle du poison clérical dans les campagnes : « Regardez cette église qui prend tant de place au milieu du village, on pourrait y faire des logements pour 25 familles. Non ! on fait coucher les hommes dans les écuries ! »

9 août.

### SULLY — EPINAC-LES-MINES

Drapeau rouge en tête, nous défilons dans Epinac-les-Mines, accompagnés de camarades mineurs qui, immédiatement, se sont mis à notre disposition pour nous guider dans la ville. Au passage de notre drapeau, de vieux travailleurs se découvrent avec une grande émotion et nous sommes tous très profondément impressionnés.

La municipalité socialiste nous héberge sur son stade, à proximité d'une piscine, aménagée par les mineurs après leur travail, dans le lit d'une petite rivière.

À la sortie de la mine la nouvelle de notre arrivée s'est sans doute répandue car de jeunes mineurs viennent se joindre à nos jeux de ballons.



Ce soir nous les avons invités à venir autour de notre feu et nous parlerons du travail de la mine et du sort de la jeunesse prolétarienne dans la Guerre impérialiste. Nous chanterons aussi au son de populaires harmonicas.

#### 10 août.

Visite de la mine.

« Les mines sont exploitées par la « Société des Houillères et Chemins de Fer d'Epinaç ».

C'était, autrefois, une des plus puissantes mines de France (Puits Hotteger, 700 mètres). Aujourd'hui, ce puits est abandonné. Sur 12 puits, il n'y en a plus que deux en exploitation actuellement. C'est pourquoi le nombre de mineurs a décliné dans des proportions considérables à Epinaç. Mille ouvriers environ travaillent à la mine, 800 au fond et 200 au jour.

La technique d'exploitation de la mine n'a pas été améliorée depuis de longues années. Tout paraît vétuste dans cet enfer. La traction se fait par chevaux et mulets. Le prix du charbon est donc extrêmement élevé par suite de l'antiquité des moyens d'extraction, et comme les filons se font de plus en plus rares, la direction de la mine, par la menace de fermeture, maintient les salaires des mineurs à des niveaux extrêmement bas.

Pourtant les ouvriers supposent que le sol, autour d'Epinaç, renferme encore beaucoup de charbon et que c'est volontairement que la direction laisse périr l'exploitation.

Les mineurs ont envisagé d'exploiter eux-mêmes la mine avec l'aide de la C.G.T. Mais celle-ci ne paraît pas favorable à une telle expérience et les camarades sont devenus eux-mêmes un peu sceptiques à force d'obstruction et de résistance de la part des organisations ouvrières.

Le mineur est payé par wagonnet de charbon, c'est-à-dire qu'il gagne à peu près de 30 à 35 francs par jour. Mais, sur son salaire, on lui retient toutes les semaines 30 francs pour la retraite plus 6 francs pour les secours, plus 10 fr. pour... l'essence ! Parfaitement, c'est le mineur qui paye l'essence de sa lampe ! !

Les jeunes de 15 à 21 ans gagnent de 17 à 25 francs par jour. La jeunesse de la mine est misérable. Les femmes ont, elles, 18 à 19 francs. Elles sont surtout employées au triage du charbon.

Evidemment, la Cité Ouvrière de La Garenne, où logent les mineurs, est la propriété de la mine. Et les patrons auront encore droit à rogner le salaire du mineur, comme propriétaires !

Il y a une tradition de lutte à la mine.

En 1920 : trois mois de grève pour une augmentation de salaires amènent la victoire. Il y avait 150 syndiqués.

En 1926 : Nouvelle grève de trois mois, nouvelle victoire. Les jaunes sont empêchés de reprendre le travail.

En 1936 : 870 syndiqués sur 1.000 travailleurs. Dans un puits, trois ouvriers chantent l'« Inter ». La direction les déplace dans un autre puits loin de leurs familles. Mais la direction doit les réembaucher sous la menace d'une grève de solidarité.

Pas de grève en juin, la direction donne immédiatement satisfaction aux revendications des mineurs.

Ce soir nous sommes encore réunis autour du feu avec les jeunes mineurs. Nous parlons de la mine, des grèves de juin à Paris, des jeunes pendant la guerre.

#### 11 août.

Nous avons prévu, avec les camarades du Syndicat, l'organisation d'une fête prolétarienne contre la guerre. Toute la Colonne est tendue vers cet objectif : réunir notre agit-prop contre la guerre.

Toute la matinée, l'Agit-Prop travaille avec ardeur, répétitions, chants, chœurs parés, etc... Quelques pionniers sont allés à la remontée de la mine distribuer un tract invitant les camarades pour demain soir.

Les gendarmes ont prévenu la population qu'une alerte de défense passive aurait lieu ce soir.

Nous courons après les responsables socialistes de la municipalité pour organiser une contre-manifestation. Tout le monde se dérobe. C'est nous qui manifesterons contre la guerre tout à l'heure, dans le coron.

Drapeau rouge en tête, nous défilons dans les rues noires de La Garenne, suivis par une multitude d'enfants ouvriers qui chantent interminablement « La Jeune Garde », « A bas la Défense nationale ! » « A bas les 2 ans ! » Les prolos nous saluent le poing levé. Deux à trois cents mineurs rassemblés à un carrefour écoutent la harangue d'un camarade, applaudissent nos chants et nos mots d'ordre révolutionnaires.

Rentrés au camp, tard dans la nuit, nous nous couchons fatigués, nerveux, mais rayonnants de joie.

#### 12 août.

Depuis 6 heures ce matin tout le monde s'affaire pour le départ. Nous allons quitter le camp pour nous rendre à la Maison des Mineurs où nous donnons notre fête d'Agit-Prop ce soir.

Les gendarmes sont venus nous rendre visite : « Enfin, qui êtes-vous ? Vous n'êtes pas socialistes ni communistes puisque ces partis politiques ne sont pas contre la Défense nationale et que, vous, vous avez crié contre ! » La direction de la mine s'est plainte que nous soyons passés dans sa propriété : le coron, avec le drapeau rouge. Vérification d'identité, interrogatoire.

La salle peut contenir à peu près 200 personnes, mais il y en aura partout ; serrés sur les bancs, accrochés aux fenêtres, debout dans les allées, se pressant aux portes. Des enfants aux premiers rangs, beaucoup de femmes, des jeunes et des vieux. Ils nous offrent l'image de l'exploitation la plus terrible et nous autres qui allons devant eux rappeler que « les prolétaires n'ont pas de patrie » nous avons du mal à avaler notre salive.



Nous commençons à chanter avec les gosses, d'abord épatés puis très excités. Les mères sont sensibles à ce que nous ayons accordé ce premier quart d'heure à leurs gosses et quand le camarade délégué nous présente comme de jeunes travailleurs de la capitale, elles nous acclament. Un camarade de chez nous explique ce qu'est la Colonne Zimmerwald, ce que nous allons faire tout à l'heure, et nous enchaînons avec des chants paysans, ouvriers, un chœur parlé « 14 Juillet », un chant antireligieux. Puis un épisode des grèves de juin : « Citroën ». Le « Vive la Grève ! » final fait lever la salle toute entière.

Puis des chœurs révolutionnaires russes, « La Varsovienne », « Marchons au pas », « Le Chant des survivants ». Nous terminons par un jeu théâtral sur le défaitisme révolutionnaire : « Encore un p'tit verre de vin ! ». Le poilu de 14 descendu du socle où l'avaient statufié ses assassins prend la tête des jeunes conscrits pour chasser les gendarmes qui les envoyèrent à l'abattoir.

17 août.

## NUITS-SAINT-GEORGES — VOSNES-ROMANÉE

Ce matin, le Conseil de direction établit le programme de la journée qui sera chargé.

Hier nous visitâmes les caves de mousseux de Nuits-Saint-Georges, aujourd'hui nous allons en voir de plus modestes, celles des petits vignerons de Vosnes-Romanée.

Nous voulions tout à l'heure parler avec les ouvriers d'une batteuse, mais la présence du patron nous a obligés à remettre notre visite à plus tard. Nous montons vers les coteaux voir les vignes de plus près.

Là, un vieux vigneron nous fait, on peut dire, une petite conférence sur la vigne, sa culture, l'histoire de la région, etc... Ce vieux est vraiment passionnant à écouter. Beaucoup de pionniers sont ébahis de constater combien un vieux vigneron comme celui qui nous parle peut être cultivé et familiarisé avec les questions les plus diverses posées par les camarades. Evidemment, politiquement, c'est un bon radical de gauche, mais nous comprenons mieux ses réactions politiques en regardant le morcellement du vignoble : Chacun possède sa vigne, c'est-à-dire chacun, sans être riche, est petit propriétaire. « Quand vous aurez fait la révolution, à qui vendrons-nous notre vin, nous dit un vigneron. Ce n'est pas vous qui boirez du jus à 100 francs la bouteille ! » Et de rire !

Les ouvriers vignerons gagnent à peu près 600 francs par mois. Ils viennent de s'organiser syndicalement à la C.G.T. (en prévision des vendanges sans doute). Il y a de petits propriétaires au syndicat, car après leur travail ils louent aussi leurs bras pour 25 francs par jour. Mais nous ne sentons pas une lutte de classe violente, pas de sérieuse hostilité de la part des patrons, pas de haine de classe de la part des ouvriers vis-à-vis des patrons. On mange ensemble à table, en général les hommes ne fréquentent pas l'église, donc pas de lutte antireligieuse importante.

Le vieux vigneron nous fait une démonstration de greffage et nous explique qu'un pied de vigne produit depuis sa troisième année jusqu'à l'âge

de 40 à 45 ans. Partout on emploie le cep américain qui peut seul résister au phylloxéra.

Le cep américain ne constitue que la racine de la vigne sur laquelle est greffé un plant français. Le fruit est donc celui du plant bourguignon. La quantité de raisin est supérieure mais la qualité a très légèrement souffert.

Pour que le vin fermente il faut remplir la cuve, et comme il est des petits propriétaires qui n'y arrivent pas, ils s'assemblent et mettent leur vin en commun. En général, les vignerons se prêtent la main les uns aux autres ainsi que leur matériel.

Pour que le vin « se fasse » il faut un certain nombre d'années, ce qui représente donc un capital immobilisé et important pour le petit vigneron. Il existe bien des caisses de prêt mais le pourcentage de l'intérêt est très élevé.

Il n'y a pas de prix imposé. Chacun vend comme il lui plaît et même cache au voisin son prix de vente.

Mais la majorité des vignerons doit passer par les négociants qui, eux, imposent leurs conditions. Les vignerons ont bien cherché, ici, à échapper à l'emprise des trusts en créant des coopératives, mais ils furent coulés par les gros négociants qui n'hésitèrent pas à couler le bourgogne par la fraude.

Le petit capital des coopératives de vignerons ne peut résister à celui des grands négociants.

Ce soir nous allumons un feu sur la côte. Déjà des jeunes gens montent avec leur fagot vers les vignes. Une trentaine de camarades sont là. Beaucoup sont très jeunes.

Un camarade parle de Zimmerwald, de la lutte contre la guerre, de l'union des paysans et des ouvriers pour cette lutte. Nous chantons nos meilleurs chants : « La Varsovienne », « Hardi Camarade ! », etc. Quelques chœurs parlés et, debout autour du feu qui se meurt, nous nous préparons à nous séparer au chant de « l'Internationale ».

Pendant la descente vers le village, les langues se délient. Ce sont à peu près tous les jeunes du pays qui sont venus à notre feu. Ils voudraient bien avoir des liaisons avec la ville. « Nous n'avons pas d'hostilité contre les ouvriers, au contraire, nous aimerions avoir des brochures, des journaux et des visites fréquentes de camarades révolutionnaires. »

Beaucoup d'entre eux quittent la vigne pour la ville. Un jeune de 30 ans, secrétaire du syndicat des ouvriers vignerons, nous raconte qu'il a un copain parti à Bordeaux depuis deux ans. Il travaille chez « Say ». Il gagne bien sa vie et a deux semaines de vacances payées. Il est bien « fringué ». Mais voilà, un gars comme moi, qui possède un petit bout de vigne, il reste attaché à la terre. Je suis enterré à Vosnes. Pour partir il faut laisser les vieux et bazarder la baraque. Alors je reste.

« Pensez à nous ! » crient les gars en nous quittant, « Envoyez-nous des brochures ! ».

On a le sentiment que rien n'est perdu, que tout est possible. Une impression de force s'impose à nous. Zimmerwald vivra !

## DIJON

19 août.

UNE VISITE À LA BOURSE DU TRAVAIL  
DE DIJON

Étonné de nous voir « si jeunes » et « quand même » intéressés au prolétariat dijonnais, le secrétaire de la Bourse nous pose quelques questions genre « colles » sur Zimmerwald. Il a l'air médusé d'entendre quelques bonnes réponses des copains.

Bailli, le secrétaire, dénonce la politique, bien que cinq jours avant la guerre, étant avec Jaurès, il pensait que les partis politiques pouvaient remonter le courant. Pour lui, aujourd'hui encore, la politique et le syndicalisme n'ont rien de commun entre eux.

Avant 1936, il y avait 6.000 syndiqués. 5.200 à la C.G.T., 800 à la C.G.T.U. Aujourd'hui, ils sont 29.000. Le syndicat le plus puissant est celui de l'alimentation. Les métallos de chez « Terrot » sont 1.000. Dans le bâtiment, de 145, ils sont passés à 2.000.

Un syndicat professionnel existe dans l'habillement. Personnellement, le secrétaire a refusé de discuter avec les chrétiens. Un autre délégué est allé à sa place.

Il n'y a pas de chômeur, si ce n'est que des vieillards de plus de 60 ans : ils sont 240. Il a fait supprimer la caisse de secours aux chômeurs qui ne pouvaient plus faire face aux paiements.

En juin 1936, les grèves éclataient partout. Dans le bâtiment, 2.000 ouvriers débrayèrent. Les usines étaient occupées. La Municipalité socialiste organisa des soupes populaires pendant trois mois.

À Dijon, c'est l'Alimentation qui constitue la plus grosse industrie. Aux biscuits « Pernot » beaucoup de femmes sont employées.

Le syndicat organise difficilement les loisirs. Un Collège du Travail fut fondé. Il disparut faute d'élèves. La F.S.G.T. existe, mais il n'y a pas d'organisation sportive syndicale.

La Municipalité ne possède même pas de salle pour tenir des réunions politiques ou autres pour la Jeunesse.

Un pionnier. — Mais il y a pourtant les casernes ? (Elles sont assez nombreuses à Dijon).

Le camarade secrétaire néglige de répondre, même d'ironiser.

Il n'y a pas de Jeunesses syndicalistes, mais des J.C. et des J.S. — On ne lit pas parmi les ouvriers et la jeunesse.

Actuellement, le Bâtiment est en grève, mais le secrétaire est contre cette grève, car, dit-il, elle est... impossible :

« Il est beaucoup plus facile de déclencher une grève que de l'éviter. »

Voilà de quoi nous en boucher un coin !

Il s'élève pourtant contre l'arbitrage obligatoire mais reconnaît que le gouvernement ne peut faire autrement que de le maintenir... pour le bien-être des ouvriers.

Un pionnier parle de la grève des H.C.R.B.

Ah ! les H.C.R.B., des trublions, des indisciplinés. Ils méritent leur défaite (et le secrétaire avait l'air de planer bien haut et de cracher bien bas).

Un pionnier. — Mais ils se considèrent comme trahis par la direction syndicale.

Bailli. — Pensez-vous. Ils ne savent pas ce qu'ils disent !

Et de passer des coups de brosse à reluire à « ce cher camarade Frachon ». — « Avouez donc que la situation était embarrassante... » !

Sans blagues ?

Quant aux coiffeurs, ils ne savent même pas faire une grève. C'est tout juste si ce ne sont pas des provocateurs.

En somme nous avons interviewé le type même du bureaucrate syndicaliste-social-démocrate. Des travailleurs à cotisations : Quels braves gens ! Des chômeurs, des valeureux : quels pauvres types. Les secrétaires de syndicats ont toujours raison !

Tel est, en résumé, ce que Bailli, secrétaire de la Bourse du Travail de Dijon, pense des ouvriers en général.



# MORCEAUX CHOISIS

## DE LA PRESSE "D'AVANT-GARDE"

**A** l'intérieur ou en dehors des deux grands partis de la classe ouvrière : Parti Socialiste et Parti Communiste français, il existe un grand nombre de tendances et de groupes non conformistes qui prétendent dénoncer, d'une façon plus ou moins nette, la trahison de la social-démocratie et celle des stalinien. Toutes ces organisations n'ont que des effectifs assez restreints et une faible influence.

Pour examiner leur position politique, on peut adopter une classification commode et distinguer, d'une part, ceux qui se réclament du marxisme et, d'autre part, ceux qui ne se réclament pas du marxisme. Il conviendra de laisser une place spéciale à deux groupes qui se sont constitués à l'intérieur de la C.G.T. : l'un, le Cercle « Lutte de classes », sur la base du syndicalisme révolutionnaire, l'autre, le noyau formé autour de l'hebdomadaire « Syndicats » qui se fixe comme but la lutte contre la « colonisation » stalinienne à l'intérieur de la Confédération Générale du Travail. Bien entendu, nous ne prétendons point être complet et nous avons dû nous limiter, tant dans le choix des groupes que dans celui des citations, à ce qui nous semble le plus caractéristique et le plus digne d'être retenu.

### I. - CEUX QUI SE RECLAMENT DU MARXISME

#### "Que faire?"

Le groupe qui s'est formé autour de la revue « Que Faire ? » est surtout constitué de militants exclus du Parti Communiste. Il se propose, non pas la création d'un nouveau parti mais bien plutôt, un redressement du P.S. et du P.C. En fait, sur la question de la guerre et de l'Espagne, il est passé sur des positions très proches de celles des stalinien. Repoussant la création de comités de masse, il compte beaucoup sur le Front Populaire et sur son gouvernement pour donner le pouvoir à la classe ouvrière.

En réalité, cette formation centriste ne peut qu'empêcher les prolétaires trahis de prendre une nette conscience de la trahison et ne peut que les arrêter dans leur évolution vers la IV<sup>e</sup>. Cependant il est juste de souligner que l'influence de « Que Faire ? » a beaucoup diminué depuis quelques mois.

a) Sur la question du parti et de la direction révolutionnaire :

« Aujourd'hui, l'appartenance au P.C. ou au P.S., ce n'est plus une question de « principe » (souligné dans le texte), c'est une question d'« opportunité ». L'essentiel, c'est de ne pas se séparer du mouvement ouvrier, d'être là où sont les ouvriers ».

(« Que Faire ? N° 18. )

« Seul, le parti révolutionnaire peut empê-

cher, selon les trotskystes, que les organisations de masse de la classe ouvrière ne restent impuissantes, indécises, décontenancées. Cette conception correspond-elle aux faits ? Non. Les grévistes de Juin 1936 en France, les ouvriers espagnols en Juillet 1936 ont fait preuve d'un esprit de décision et de puissance remarquables. Ils ont été inspirés, non pas par un parti révolutionnaire, mais par les chefs anonymes de la classe en éveil qui ont trouvé, selon Trotski lui-même, avec un magnifique tact révolutionnaire, les méthodes et les formes de lutte. La direction révolutionnaire n'est pas venue, ce qui n'a pas empêché les ouvriers espagnols de prendre le pouvoir en Juillet, en se servant, en partie, de vieilles organisations, en créant, en partie, des organisations du type nouveau (comités, patrouilles de contrôle, etc...) ».

(« Que Faire ? », N° 32.)

b) Sur le Front Populaire :

« Mais l'équivoque continue à planer sur le caractère du gouvernement de Front Populaire vers lequel le prolétariat doit tendre. S'agit-il de la répétition de l'expérience Blum, c'est-à-dire du pouvoir illusoire, ou bien d'un gouvernement à l'espagnole, c'est-à-dire du pouvoir réel ?... Dans le second cas, le gouvernement révolutionnaire de Front populaire, comprenant les représentants du prolétariat et de la petite bourgeoisie révolutionnaire, s'appuyant directement sur les organisations ouvrières et populaires de masse, aura tous les atouts en mains pour briser l'appareil de l'Etat bureaucratique, pour abattre le pouvoir des banques, pour réaliser toutes les réformes de structure nécessaires en collaboration étroite avec les ouvriers des autres pays, en fondant ainsi les assises de la société socialiste de l'avenir. »

(« Drapeau Rouge », N° 14, nouvelle série.)

« Le rôle du prolétariat n'est pas de faire la guerre au Front populaire pour le renverser. »

(« Que Faire ? », Janvier 1937.)

c) Sur la guerre :

« La France, quoique bourgeoise et impérialiste, est le pays d'Europe qui, avec l'Espagne républicaine, présente le développement le plus considérable du mouvement ouvrier. Le fascisme allemand et italien fait peser sur le mouvement ouvrier un danger d'extermination comparable à celui qui émanait en 1892 du Tsarisme russe. »

(« Que Faire ? », N° 32.)

« Comme le tsarisme russe au dix-neuvième siècle, le fascisme allemand, tête du fascisme



international, doit être combattu à l'extrême par le prolétariat international. Le Front populaire réel constitué par les masses populaires en France en 1934, en Espagne en 1936, c'est-à-dire l'alliance de lutte du prolétariat et des classes moyennes contre le fascisme intérieur doit être élargi sur le terrain international... Une politique antifasciste internationale... allant jusqu'aux sanctions militaires contre les fascismes, si besoin en est... ne peut être réalisée aujourd'hui que dans la lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie nationale. »

(« Que Faire ? », N° 32.)

« D'ici peu, l'heure de la guerre ouverte du fascisme italien et allemand va sonner. Les travailleurs antifascistes espagnols l'attendent les armes à la main. Et les prolétaires antifascistes de France ? »

(« Drapeau Rouge », N° 14.)

d) Sur l'Espagne :

« Nous considérons que la ligne politique du P.O.U.M., surtout dans ces derniers mois, n'était pas juste. Nous croyons que la politique du P.C. espagnol correspond mieux aux intérêts actuels de la révolution. »

(« Que Faire ? », N° 31.)

e) Sur l'U.R.S.S. :

« 1. L'Internationale Communiste, née sous l'impulsion de la révolution d'Octobre, continue à jouer, malgré l'abandon de sa politique révolutionnaire, en s'appuyant sur l'autorité de l'U.R.S.S., un rôle primordial dans le mouvement ouvrier international. Ce fait impose à tous les militants ouvriers la nécessité d'étudier attentivement l'évolution de l'U.R.S.S. »

« 2. Le régime actuel de l'U.R.S.S., quelle que soit notre appréciation sur lui, constitue un progrès énorme par rapport à l'époque d'avant la révolution. D'un pays semi-féodal, l'U.R.S.S. est devenu un pays économiquement développé avec d'immenses possibilités pour l'épanouissement matériel et culturel des travailleurs. »

« 3. La conquête et la colonisation éventuelles de l'U.R.S.S. par des Etats impérialistes amèneraient son retour à la barbarie médiévale, renforceraient le capitalisme international et signifieraient un recul immense pour le prolétariat mondial. C'est pourquoi les ouvriers de tous les pays doivent défendre d'une façon indéfectible l'U.R.S.S. dans sa lutte contre l'impérialisme et le fascisme. »

« 4. La défense de l'U.R.S.S., loin d'exclure, exige, dans l'intérêt même du socialisme, l'étude objective et critique de la réalité soviétique, des nouvelles formes de lutte de classes qui se déroulent dans le cadre des rapports sociaux nouveaux, postérieurs à la révolution d'Octobre. Les ouvriers de tous les pays doivent soutenir la lutte de leurs frères de classes pour la démocratie ouvrière en U.R.S.S. »

(« Nouvelles d'U.R.S.S. », bulletin d'information édité par « Que Faire ? ».)

## L'Union Communiste

Si « Que Faire ? » représente l'extrême-droite du mouvement oppositionnel, l'Union Communiste, formée à la suite d'une scission dans la Ligue communiste, prétend faire la critique de gauche du programme politique de la IV<sup>e</sup> Internationale.

On ne pourra, dit l'U.C., parler de nouveau parti que lorsque les masses auront pris une nette conscience de la trahison de la III<sup>e</sup> Internationale. A l'heure actuelle, l'U.R.S.S. est un état capitaliste comme les autres et il existe une « bourgeoisie bolcheviste » contre laquelle on doit préparer la Révolution.

L'U.C., sur la question de la guerre sino-japonaise, déclare qu'en aucun cas, le prolétariat ne peut tirer avantage d'une collaboration avec sa bourgeoisie. Il convient donc d'appliquer partout le défaitisme, y compris en U.R.S.S. et dans les pays coloniaux. Ce mépris de la combativité des masses est le même que celui de Jouhaux, des staliniens ou de la social-démocratie qui déclarent que la pause a été imposée à Blum par le prolétariat qui ne veut pas se battre. Ce manque de confiance dans la classe ouvrière rejoint le pire opportunisme.

a) Sur la question du nouveau parti révolutionnaire :

« La deuxième tendance est celle adoptée par l'Union Communiste et qui peut se résumer ainsi : la mort de la III<sup>e</sup> Internationale et la nécessité d'une nouvelle organisation internationale ne sont pas, à eux seuls, des facteurs suffisants pour qu'on puisse créer la nouvelle Internationale. »

La création deviendra une tâche immédiate quand d'autres conditions seront remplies :

1<sup>o</sup> — lorsque la mort politique de la III<sup>e</sup> Internationale deviendra un élément de la conscience de classe de couches décisives du prolétariat ;

2<sup>o</sup> — quand la classe ouvrière reprendra la lutte contre la bourgeoisie et ne mènera plus de batailles d'arrière-garde ou ne reculera plus sans combattre ;

3<sup>o</sup> — lorsque la mort politique de la III<sup>e</sup> Internationale montrera qu'ils sont les continuateurs de Marx et Lénine, non seulement par leurs écrits et analyses, mais aussi dans les luttes quotidiennes du prolétariat contre la bourgeoisie. »

Tous les militants communistes rejetés dans l'opposition par la politique des partis staliniens, après une période plus ou moins longue de foi en le redressement de ces partis, finirent par se débarrasser de cette illusion pour en arriver à comprendre que de nouvelles organisations devenaient nécessaires.

(« L'Internationale », N° 20, mars 1935.)

« Nous disons, nous, que les masses ont confiance dans le Front Populaire parce qu'elles ont perdu confiance dans l'action révolutionnaire et dans leur propre force, à cause des défaites successives par le prolétariat mondial et de la gymnastique révolutionnaire menée par les staliniens avant qu'ils n'entrent dans la voie du Front Populaire. »

(« L'Internationale », N° 20, mars 1935.)



## b) Sur le conflit sino-japonais :

« Notre ligne de conduite, quant à nous, est nettement tracée : le défaitisme révolutionnaire permettra au prolétariat chinois d'abattre Tchang Kai Chek, ce qui serait la plus grande défaite du capitalisme international et la seule leçon révolutionnaire pour les ouvriers de tous les pays. »

## c) Sur la Chine et l'U.R.S.S. :

« Le prolétariat chinois avait appris ce que signifie s'allier avec sa propre bourgeoisie. Les révolutionnaires doivent se répéter, que ce soit en Chine, en France, en Allemagne ou en U.R.S.S., que la lutte est à mener contre sa propre bourgeoisie, qu'elle soit démocratique, fasciste, coloniale ou bolchéviste. »

## d) Sur la dégénérescence de l'U.R.S.S. :

« Nous considérons la Révolution Russe comme une grandiose expérience révolutionnaire du prolétariat international dont on peut dire qu'elle a abouti à un échec depuis que l'Etat soviétique n'est manifestement plus qu'une force contre-révolutionnaire. »

Que devient, dans cela, l'internationalisme ? Et que pense l'U.C. de la théorie du Socialisme dans un seul pays ?

## La Fédération

### des Jeunesses Socialistes Autonomes

Cette Fédération est née à la suite de la dissolution, au lendemain du Congrès de Creil, en 1936, de l'Entente des J.S. de la Seine. Les exclus qui le furent, malgré eux, se constituèrent en organisation autonome. Cela ne pouvait être qu'une étape mais ces camarades s'accrochèrent aux basques de la G.R. et attendirent l'exclusion de celle-ci. Non seulement Marceau Pivert et ses amis ne furent pas exclus, mais encore ils acceptèrent la dissolution de leur tendance et se désolidarisèrent des jeunes qui avaient été chassés de la S.F.I.O.

Aujourd'hui, où en est la F.A.J.S. ? D'accord avec l'attitude du P.O.U.M. en Espagne, elle continue à refuser de poser la question du nouveau parti et de la nouvelle Internationale. Elle menace de réduire son rôle à celui d'un cercle d'éducation et, en même temps, de perdre peu à peu ses effectifs qui, eux, ne peuvent pas se désintéresser de la question du parti révolutionnaire.

Pour le moment, une question est posée par les J.S. autonomes : le stalinisme est-il une nécessité historique ? Cette question a un relief bien significatif de l'anticommunisme de la social-démocratie et davantage encore les réponses qui sont faites par les militants.

## a) sur les perspectives :

« L'expérience que va tenter maintenant la « Gauche révolutionnaire » nous donnera très bientôt une réponse. »

On les ministres et leurs « exécutants de basses œuvres » ne pourront pas supporter que l'on continue, même au sein du Parti, à critiquer les capitulations gouvernementales et à développer une politique constructive qui devraient nous amener, avec l'appui des masses,

de l'exercice du pouvoir à la prise du pouvoir et les exclusions sont à prévoir à un rythme accéléré.

On les militants révolutionnaires du P.S. acceptent de se taire dans l'espoir de conquérir peut-être, un jour, la majorité du Parti, lorsque la situation politique sera différente et plus favorable, mais quand ? et ne sera-t-il pas trop tard ?

Quoi qu'il en soit, nous resterons en liaison avec eux, et tous unis peut-être bientôt, nous continuerons la lutte en commun pour un socialisme débarrassé de ses illusions réformistes.

(« La Jeune Garde », N° 18.)

## b) sur le nouveau parti révolutionnaire :

« La Fédération autonome des Jeunesses Socialistes tient à conserver son caractère d'organisation de la jeunesse. Mais proclamant la faillite des vieux partis de la classe ouvrière, elle insistera sur la nécessité historique de la FORMATION DU NOUVEAU PARTI REVOLUTIONNAIRE. Elle n'est pas ce parti. Elle veut simplement travailler à faire pénétrer cette idée dans les masses des jeunes dupes et préparer les militants à cette tâche primordiale. »

(« La Jeune Garde », N° 1, nouvelle série.)

Il est très bien d'affirmer la nécessité du nouveau parti. Mais il serait encore plus intéressant de dire comment et avec qui on entend construire le nouveau parti. Malheureusement, là-dessus, la F.A.J.S. est muette.

## c) Sur l'Espagne :

« Pour la révolution espagnole, solidarité avec le P.O.U.M. »

(« La Jeune Garde », N° 19.)

## d) Le stalinisme est-il une nécessité historique ?

« Tout ce qui précède nous amène à faire les deux constatations suivantes, qui seront en même temps deux conclusions :

1° Sans un parti composé de révolutionnaires professionnels, jouissant d'une certaine influence parmi les masses, sans préparation méthodique de la Révolution, celle-ci est irréalisable ;

2° Le centralisme et la discipline de fer dans un Parti n'amènent pas le socialisme. Elles le renvoient aux calendes grecques.

Inconsistance du Luxembourgeois.

Imperfection, ou plutôt auto-destruction des théories de Lénine et de Trotsky.

Comment sortir de ce cercle ? »

(F. Léger, « La Jeune Garde », N° 20.)

## La Gauche du Parti Socialiste

En réalité, il faudrait écrire « les Gauches », car il y en a plusieurs. La traditionnelle Gauche Révolutionnaire pivertiste a été dissoute, avec l'assentiment des membres de la tendance qui se sont soumis par « discipline » et par « fidélité » au parti. Cette fidélité, chacun d'entre eux continue à l'affirmer et continue, par la même occasion, à se rendre complice des Blum et des Dormoy.



Au surplus, il suffira d'indiquer que, récemment, Modiano, dans la « Tribune Libre » du « Populaire », précisait qu'il était opposé à tout mouvement insurrectionnel aux colonies pour comprendre de quoi il retourne.

Une autre gauche est constituée par Zyromski et ses amis du Comité d'Action Socialiste pour l'Espagne. Ce Comité, qui est sur le plan de la défense de la démocratie, est, bien entendu, muet sur la répression stalinienne et sur la lutte menée en Espagne contre les révolutionnaires. A l'occasion, d'ailleurs, Pivert, qui verse quelques larmes hypocrites sur le P.O.U.M., collabore à des meetings du C.A.S.P.E.

A la S.F.I.O., la « division du travail » continue et les « gauches » continuent à bien servir la bourgeoisie en essayant de retenir les ouvriers dans la « vieille maison ».

« Etant donné le caractère incontestable d'agression pris par la guerre menée par les Etats fascistes contre l'Espagne, en violation des stipulations du pacte de la S.D.N., le Congrès demande au gouvernement de Front populaire d'appuyer sans réserve la requête du gouvernement espagnol auprès du Conseil de la S.D.N. et d'employer tous ses efforts pour imposer le retrait immédiat des contingents étrangers qui combattent sur le sol espagnol.

Ainsi, le Congrès du Parti Socialiste a conscience d'agir selon le principe supérieur de l'internationalisme ouvrier qui, en présence de la cohésion internationale du fascisme, doit s'affirmer et être pratiqué sans défaillance.

Il a conscience de servir les intérêts de la démocratie en Europe et dans le monde, qui seraient irrémédiablement compromis par l'établissement d'une nouvelle dictature fasciste au delà des Pyrénées.

Il est convaincu de soutenir efficacement et d'approuver loyalement la politique de Front populaire en France, qui verrait surgir devant elle un obstacle qui empêcherait tout développement de la Politique de progrès social, d'organisation de la paix et de désarmement voulue par le gouvernement à direction socialiste.

Il est persuadé de préserver réellement la paix en donnant force et vie à cette formule, expression d'un loyal et véritable non-interventionnisme : « L'Espagne au peuple espagnol ».

(Motion du C.A.S.P.E. pour le Congrès de Marseille, signée de Jean Longuet, Marceau Pivert, Jean Zyromski, Beaurepaire, Fourrier, Weil-Curiel, Collinet, D. Guérin, Y. Prader, E. Serre, etc.)

## II. - CEUX QUI NE SE RECLAMENT PAS DU MARXISME

### Front Social

Cette organisation, qui fit suite à « Front Commun » fondé par Bergery, put, un moment, apparaître comme progressive. Sans doute, ses dirigeants s'en tenaient-ils à une sorte de radicalisme, mais ils développaient une critique souvent juste du stalinisme et furent des premiers, au lende-

main du 6 février, à réclamer la constitution du Front Unique de lutte qui devait si lamentablement dégénérer en Front populaire.

Aujourd'hui « Front social » lutte pour « libérer la France de la tyrannie de l'argent et de l'ingérence des gouvernements étrangers ». Il déclare la guerre au capitalisme et au bolchevisme. Il monte en épingle les déclarations d'un nommé Dreux, qui vient de quitter le P.P.F. et qui s'est fait photographier aux côtés de Franco, en uniforme de phalangiste. Il reproche aux marxistes d'ignorer la nation et, si l'on ajoute à cela le fait que « La Flèche » vient de s'adjoindre comme collaborateurs Déat, Montagnon et Cayrel, c'est-à-dire les anciens néos, les hommes du « Plan », on peut se demander jusqu'à quel point « Front Social » constitue le danger fasciste de demain.

#### a) L'anticommunisme :

« L'opposition au communisme devenu le « stalinisme » ? Elle ne procède chez nous d'aucun souci de défense de nos propriétés : la plupart d'entre nous n'ont au reste rien à perdre, donc rien à défendre. Ce qui nous dresse contre la déviation marxiste, qu'on appelle le stalinisme, c'est avant tout, ceci :

A tort ou à raison, une politique aboutissant ouvertement à un régime soviétique prolétarien ne réunit autour de lui qu'une très faible minorité des nations en général, de la France en particulier; on l'a bien vu par la chute vertigineuse des effectifs communistes de 1920 à 1933. »

(Bergery, « La Flèche », N° 91.)

#### b) Les mots d'ordre :

« Tout ceci, je pense, éclaire suffisamment les raisons de notre opposition au capitalisme et au stalinisme. »

(Bergery, « La Flèche », N° 91.)

« Ainsi, la division « Droite Gauche » a, dans l'ensemble et depuis la guerre, constitué une duperie continue.

Elle risque, dans l'avenir, de mener la France à une catastrophe. »

(Résolution adoptée par le Parti frontiste au cours de son Congrès des 30, 31 octobre et 1<sup>er</sup> novembre 1937.)

Ni droite, ni gauche ? Contre le Capitalisme et contre le Communisme ? Doriot l'avait dit avant Bergery :

« Les Assises donnent mandat au Conseil National de se refuser à toute nouvelle défaillance devant le Capitalisme tendant à restreindre les avantages récemment acquis par les travailleurs, à tout nouveau glissement, soit vers l'Union nationale, soit vers une emprise stalinienne.

Dans le cas où de telles défaillances ou de tels glissements s'opéreraient, le Conseil national devra reprendre la liberté totale du Parti et hâter, par tous les moyens en son pouvoir, la constitution du rassemblement nécessaire au salut de la Nation.

C'est-à-dire le rassemblement de tous les Français, de quelque classe et de quelque parti qu'ils proviennent, décidés :



1° A libérer la Nation de toutes les tyrannies intérieures — tyrannie du capitalisme ou tyrannie d'une bureaucratie se substituant à la classe ouvrière — et de toutes les ingérences étrangères — qu'il s'agisse de Moscou, de Rome ou de Berlin.

2° A construire, dans une France ainsi déléguée, sur les ruines de l'économie libérale responsable du désordre actuel, une économie organisée pour créer et distribuer les richesses. Alors, et alors seulement, la monnaie et la machine, qui aujourd'hui asservissent l'homme, deviendront les instruments de sa libération. »

(Résolution adoptée au Congrès du Parti frontiste.)

#### c) Sur la politique coloniale :

« Parce que, si, en aucun cas, nous ne saurions approuver, voire seulement retenir une action soutenue par une puissance X, attachée au sabotage de l'influence française en Afrique, nous avons, par contre, le devoir de comprendre cette action, et d'en expliquer le mécanisme, lors même qu'on la réprouve. »

(« La Flèche », N° 91.)

## Nouvel Age

Organisation fort confuse et qui groupe des hommes venus des points les plus différents de l'horizon politique, « Nouvel Age » se déclare « un des rameaux du Mouvement socialiste universel, le dernier en date et celui qui, posant le principe juridique du Droit à la Vie, a trouvé les moyens pratiques d'organiser, par la Liberté, dans la Liberté, pour la Liberté, une économie entièrement socialisée et produisant l'abondance, par une technique entièrement nouvelle. » (« Nouvel Age », N° 236-37.)

Le groupe considère le marxisme comme périmé et il se prononce pour une révolution technique, non violente, semble-t-il. Il rejette la dictature du prolétariat et se refuse à créer un Etat prolétarien. Il entend organiser la vie nouvelle dans le cadre de la commune et organise dès maintenant des unions de coopérateurs et des syndicats de consommateurs.

Les révolutionnaires n'ont que bien peu à retenir d'une telle organisation qui, reprenant en partie les théories libertaires ou pacifistes (ni pétrole, ni mazout !) fait, au surplus, confiance à Marceau Pivert.

#### a) Les buts :

« Le Mouvement de Nouvel Age a pour objet une révolution constructive totale créant :

Une démocratie directe, ayant sa base dans la commune, et remplaçant la démocratie parlementaire.

Le Fédéralisme total, remplaçant l'Etatisme ;

Une économie distributive, socialiste, coopérative, syndicale, gérée à la base par les consommateurs et, à chaque échelon, par les usagers, — cette économie remplaçant l'économie échangiste capitaliste ;

Des sociétés humaines organisées pour la paix, réalisées par une coopérative économique mondiale, — régime substitué à l'étatisme belliciste ;

Une société d'égaux, chaque citoyen étant co-héritier, dans l'indivision des moyens de production et de distribution, — société remplaçant la société hiérarchique à deux classes ;

Une culture soulevant l'homme pour la conquête de l'énergie dans la nature, — remplaçant la culture qui appelle l'homme à la conquête de l'énergie chez son semblable, par la guerre ;

Une conception de la vie appelant l'être à l'épanouissement et remplaçant les conceptions qui imposent à l'homme le renoncement ;

Toutes créations ayant un même objet central et essentiel : produire le plus beau type humain possible, avec les moyens de chaque époque, et permettre à l'homme de se dépasser sans cesse. »

(« Nouvel Age », N° 236-237.)

#### b) Sur la guerre :

Après avoir indiqué que les forces en présence sont, à l'heure actuelle, d'un côté le bloc ploutocratique (France, Grande-Bretagne, U.R.S.S., Etats-Unis, etc...) et, d'un autre côté, le bloc fasciste, Georges Valois écrit :

« Nous donnerons ci-dessous une simple énumération des mesures pratiques que nous proposons d'appliquer méthodiquement par les méthodes d'organisation les plus modernes :

1° Rassemblement des hommes et groupes opposés absolument à la guerre, à toute guerre quelle qu'elle soit, chacun travaillant avec ses méthodes, ses mobiles, ses objectifs ; rassemblement à opérer en dehors de toutes organisations actuelles ;

2° Création de centres de rassemblement dans chaque commune ; fédération des centres ; prises de contact internationales ; fédération internationale ;

3° Dénonciation méthodique de tous actes de préparation à la guerre ; dénonciation de l'action des partis, des ligues, des syndicats, de tous organismes s'associant d'une manière quelconque à la préparation à la guerre ;

4° Organisation méthodique du refus total à la guerre, au nom de tous les mobiles possibles, qu'il s'agisse de l'objection de conscience ou des considérations techniques ;

5° Opposition pratique à la préparation morale et matérielle à la guerre, à organiser par les collectivités responsables (syndicats, coopératives, groupements divers, communes) qui seront gagnées au mouvement ;

6° Appel à tous les peuples européens pour l'élaboration d'une doctrine de coopération économique et pour la proclamation du principe juridique de l'égalité des droits aux bénéfices de la civilisation ;

7° Constitution d'une confédération de toutes les collectivités adhérant au mouvement ;

8° Sommission aux gouvernements d'avoir à renoncer à la guerre pour se disputer peuples, territoires et matières premières ;

9° Nous arrivons ici au point où les forces de paix et de guerre s'affrontent dans une lutte décisive, et il est inutile de publier une réflexion quelconque sur ce qui peut se produire à ce moment. »

(« Nouvel Age », N° 231-232.)



Ainsi, au moment de préciser sa position sur la question de la guerre, Valois devient muet. Ajoutons une citation qui apportera quelque lumière dans cette confusion. L'article duquel nous extrayons ces lignes fut écrit au lendemain du dernier Conseil National de la S.F.I.O. :

« Congrès de résignation dans lequel ont été formulés plus de regrets que d'espérances, plus de plaintes que d'approbations. Sans doute, il s'est terminé rituellement par une motion favorable aux ministres socialistes et par une acceptation de la situation de fait, c'est-à-dire de la participation au gouvernement Chautemps. Mais si le désaveu n'a pas été dans le vote, il l'a été pour beaucoup dans l'attitude des délégués et dans les commentaires par lesquels ils ont tenté de justifier cette attitude.

La solution logique était celle qu'avec autant de clairvoyance que de courage ont indiquée les orateurs de la Gauche Révolutionnaire, et notamment Marceau Pivert, Edouard Serre et Hérard. Elle a recueilli 909 suffrages contre 4.426 et 85 abstentions. C'est peu et c'est beaucoup. C'en est fait désormais des motions d'unanimité, des propositions « nègre-blanc » où l'on ne s'entend que sur des négations. On se comptera désormais et nous verrons d'ici peu les progrès réalisés par une minorité agissante sur une majorité stagnante. »

(« Nouvel Age », N° 263.)

## L'Union Anarchiste

A la faveur des événements d'Espagne, l'U.A. avait vu, l'année dernière, croître considérablement son influence, ce qui l'avait obligée à abandonner quelque peu les vieilles méthodes d'organisation de l'anarchisme traditionnel.

Sur le fond, la position officielle reste la même : mépris du domaine « politique », négation de l'Etat, etc... Solidarité aussi avec les ministres de la C.N.T. et « antitrotskyisme » forcené.

Nous ne pouvons mieux faire que de donner de larges extraits du compte rendu du Congrès de l'Union Anarchiste, publié dans le « Libertaire » du 11 novembre 1937. Ces extraits montrent, qu'à côté de la position officielle, se développe, notamment parmi les jeunes, un courant qui tend à revoir toute la doctrine anarchiste et qui, sur d'importantes questions et notamment à la lumière de l'expérience espagnole, se rapproche du marxisme.

Signalons enfin — ce qui est bien significatif — qu'à aucun moment, le Congrès ne fut appelé à préciser sa position sur la guerre.

a) Le débat sur l'Espagne au Congrès de l'U.A. : FREMONT. — Le problème est avant tout un problème espagnol.

« Même si des erreurs ont été commises, c'est de bonne foi, et ce n'est pas tant dans les compromissions. Mais avant tout, nos camarades ont droit à notre défense.

Attaqué par l'impérialisme international, par la contre-révolution à l'intérieur, ce n'est pas contre eux que nous devons porter nos coups.

Depuis un an, il y a eu beaucoup de chantage, mais en sont-ils responsables ?

Pouvaient-ils seuls mener la lutte contre Franco ? Il leur fallait faire face d'abord à la situation.

La première erreur fut de croire qu'il y avait révolution en Espagne. Ce n'est pas eux qui attaquaient ; ils se défendaient contre les attaques du fascisme et c'est grâce à eux si Franco n'est pas installé en Espagne.

Nous devons dénoncer la contre-révolution qui s'organise en Espagne, exiger de nos impérialistes que des armes viennent de France et d'Angleterre à ce moment-là le chantage russe cessera.

Quant à la collaboration ministérielle, le gouvernement Caballero était beaucoup moins un gouvernement classique qu'une junte de défense antifasciste. Maintenant la C.N.T. veut la reconstitution du bloc antifasciste ruiné par les Staliniens. Le chantage russe aux armements s'est exercé sur une échelle formidable, car il ne faut pas oublier que si Franco n'est pas rentré à Madrid, c'est grâce aux armes russes. De là chantage russe qui devait amener ce qui est arrivé.

On vit ce fait : l'état-major russe déclarer que si les ordres russes n'étaient pas systématiquement obéis, les armements seraient retirés. Voilà pourquoi, la C.N.T. - F.A.I., pour sauver le mouvement anarchiste, dut céder aux concessions.

La répression s'est accentuée contre nous, car le gouvernement Negrín voulait avant tout donner satisfaction aux capitalistes étrangers en faisant croire que le mouvement anarchiste était détruit. Cependant dans l'armée même, 50 % des troupes appartiennent à la C.N.T. et à l'U.G.T. et 40 % à la seule C.N.T. Dans les cadres d'officiers de l'armée populaire, la C.N.T. - F.A.I. a un pourcentage important de représentants.

Il y a recul, mais recul forcé ; aucune des perspectives de la C.N.T. - F.A.I. n'a été abandonnée. Nos camarades sont réduits au silence, mais ce qu'ils ne peuvent dire, nous, nous devons le dire. Cela implique de notre part une solidarité absolue et sans réserve.

STAINS critique la situation, mais ne va pas jusqu'à attaquer la C.N.T. - F.A.I. La critique est nécessaire, mais ne doit pas être rendue publique.

MONTEIL (Banlieue Sud) déplore l'insuffisance de l'organisation qui fait qu'après plus d'un an de guerre nous commençons seulement un essai de liaison avec l'Espagne. S'il n'y a pas une aide internationale puissante, les anarchistes espagnols seront vaincus. Mais même s'ils sont vainqueurs, l'Espagne sera tout de même dans une position diminuée. Toute la finance espagnole, tout le sous-sol est aux mains des capitalistes français, anglais, etc., de la sorte toute la production est liée aux capitalistes étrangers. En ce qui concerne la C.N.T. et la F.A.I., nos camarades ont perdu la première manche, mais il ne faut pas parler de trahison. La deuxième manche sera gagnée si, à l'étranger, un mouvement anarchiste et révolutionnaire puissant vient les épauler. La Révolution Russe a pu tenir parce qu'il y a eu solida-



rité internationale du prolétariat. Il conclut en demandant la constitution d'un mouvement anarchiste puissant.

GUYARD (Groupes d'usines et C.A.) estime que Frémont, après trois semaines en Espagne, n'a apporté aucun élément nouveau. Il regrette l'insuffisance de contact entre la F.A.I. et l'U.A.I., il estime que la participation ministérielle de la C.N.T. au pouvoir en Espagne fut néfaste, il y eut des ministres anarchistes dans le même temps qu'il y avait des anarchistes en prison. Ce fut un manque d'énergie du ministre de la Justice qui eût pu agir sur les organisations syndicales. Il réclame de la franchise sur les problèmes internationaux en relation avec l'Espagne.

CAM. — Nous critiquons et nous pouvons apporter un point de vue.

Nous regrettons peut-être la militarisation des milices. Nous voulons avant tout voir pour quoi elles ont été possibles et voir s'il nous était possible d'agir autrement. Les camarades du XIV<sup>e</sup> ont traité les autres de traîtres. Il est une chose certaine : nous ne sommes pas placés à Paris pour juger pleinement et sainement de l'action de nos camarades qui se sont trouvés avec des difficultés qu'ils n'avaient pas prévues.

La principale chose qu'on leur reproche, c'est la participation ministérielle et si c'était la F.A.I. et la C.N.T. qui étaient partis à l'assaut du pouvoir cela pourrait se soutenir.

Mais les événements du 18 juillet ne sont pas la révolution de la F.A.I. mais un soulèvement de Franco. Ce sont les militaires qui ont attaqué le gouvernement qui existait.

Nos camarades ont résisté. A côté d'eux, il y avait le parti socialiste, les républicains de Catalogne, de Bilbao qui sont des séparatistes.

Un dilemme se posait : devaient-ils lutter seuls contre Franco ? Pouvaient-ils à eux seuls lutter contre le fascisme et contre Franco ? S'ils l'avaient fait, ils auraient ajouté à la confusion.

Ils n'ont pas prévu l'intervention décisive des gouvernements fascistes. Nos camarades se sont trouvés seuls et ont dû réduire leur action à leurs possibilités.

Nos camarades se trouvant devant un fait accompli se sont alliés avec les autres partis et chaque fois que des organisations s'allient avec d'autres, elles cèdent un peu de leur idéal pour se rapprocher des organisations qui sont à leur droite. La participation ministérielle a été faite à un gouvernement antifasciste. On leur reproche la mort de certains camarades. Croyez-vous que s'ils n'avaient pas été au pouvoir le nombre de nos camarades morts ne se serait pas multiplié par 100 ?

Ils pourront peut-être nous dire que s'ils n'avaient pas été au pouvoir, ils n'auraient pu emmagasiner des armes et d'autres camarades auraient été fusillés.

Ce n'était pas la participation à un gouvernement bourgeois, mais à un gouvernement antifasciste. En France, depuis le temps que nous luttons, qu'avons-nous fait ? et il faut reconnaître qu'en Espagne c'est le seul pays

au monde où les anarchistes soient puissants.

On nous reproche bien à nous d'avoir, pour un meeting, invité Cachin et Jouhaux, Jouhaux est le secrétaire de la C.G.T., et quand nous nous adressons à elle pour nous aider dans nos meetings nous sommes obligés de considérer le délégué comme étant de la C.G.T., et pour aider nos camarades nous devons nous appuyer sur la C.G.T.

Il faut nous placer en face de la même situation en France. Ils doivent lutter contre le fascisme d'abord pour faire triompher l'Anarchie même si pour cela, ils doivent se mettre dans des compromissions. Demain, il y a une grève de 24 heures pour forcer le gouvernement à venir en aide à nos camarades espagnols, c'est mis en toutes lettres dans « le Peuple ».

Demain, dans nos usines, nous allons dire à nos camarades : il faut appuyer cette grève pour que la C.G.T. et toute la classe ouvrière viennent au secours de nos camarades espagnols. Comment dire cela si nous disons que ce sont des traîtres ?

La politique de la Russie est la suivante : pour les Soviets, il est nécessaire que la lutte dure. Tant que la lutte dure en Espagne, les pays fascistes s'affaiblissent et cela fait l'affaire des Soviets. Il est un fait : c'est que la Russie a envoyé des canons et des munitions en Espagne.

Croyez-vous vraiment que la C.N.T. et la F.A.I. puissent marcher contre le gouvernement russe. On a bien dit que nous sommes anarchistes, et qu'il faut marcher avec nos principes, mais cela serait bien s'il n'y avait que des Espagnols en présence. Il faut être disciplinés pour combattre. Nos camarades ne savaient pas mener la guerre, parce que leur action était pour la révolution et je m'étonne que l'on vienne ainsi critiquer l'action de nos camarades espagnols. Ce qu'ils font, ils ont été obligés de le faire et nous ne sommes pas à même de les juger.

HUART. — La lutte du fascisme contre la démocratie a été dans le fond une lutte pour la conquête des matières premières détenues dans le monde par la France, l'Angleterre, les Etats-Unis. L'Espagne est un pays extrêmement riche en matières premières. De là, la convulsion de l'Allemagne et de l'Italie. Franco a pu ainsi bénéficier d'appuis extérieurs et de moyens énormes. On dit que la C.N.T. - F.A.I. eût dû prendre, dès le début, tout le pouvoir. Il y a tout de même ce « petit » fait : nos camarades étaient totalement dépourvus d'armes au 19 juillet. Dès lors, la collaboration avec les autres secteurs antifascistes n'imposait à eux, comme un dilemme de vie ou de mort : collaborer ou périr. De là découle toute la politique empirique qu'ils ont dû suivre. Ils ont dû jouer souvent la comédie mais est-ce à dire qu'ils ont abandonné leurs principes ? Non pas. On dit : « Les ministres ont trahi ». Autant dire : « la C.N.T. - F.A.I. a trahi ». En réalité, leur collaboration au gouvernement gênait terriblement les partis politiques et la preuve c'est que tous les moyens ont été employés pour les éliminer. Maintenant, ils ne sont plus ministres. Est-ce que cela va mieux ? Et cependant ils sont obli-



gés de continuer à lutter contre Franco avec leurs adversaires politiques. Car le triomphe de Franco serait le signe d'un massacre général de nos forces. La préoccupation dominante de la C.N.T. - F.A.I. a été de maintenir intactes les organisations et nous savons que les bolchevistes sur ce point ne les ont pas entamées. En mai, les anarchistes eussent pu instaurer le communisme libertaire. Mais combien de temps cela aurait-il duré ? De partout ils auraient été attaqués et la coalition générale les eût écrasés.

Avant de terminer, Huart tient à répondre à Daurat quand il réclame le pouvoir pour les syndicats. Le syndicalisme pur pourrait avec le développement des grandes organisations et l'emprise des grandes fédérations des services publics et d'industries-clés dégénérer dans un corporatisme ayant des points de ressemblance avec le fascisme mussolinien. Il y a là un problème nouveau qui requiert toute notre attention.

LECOIN (Comité pour l'Espagne libre). — Pour que les critiques se fassent jour, il a fallu que nos camarades fussent rejetés du pouvoir. Il est facile maintenant de dire qu'il aurait fallu faire telle ou telle chose, mais il faut reconnaître que nos camarades sont dans les difficultés. Certains qui s'érigent aujourd'hui en censeurs portaient eux-mêmes à l'action générale de la C.N.T.-F.A.I. Ils parlaient en leur nom à la radio, ils avaient des postes officiels. A cette époque, ils se taisaient et maintenant ils critiquent sans répit le ministérialisme de la C.N.T.

COUDRY (C.A.) fait remarquer que le gouvernement central a toujours conservé le pouvoir en Espagne. S'il n'était pas possible en juillet à la C.N.T. de prendre le pouvoir, le serait-il maintenant ? Il ne faut pas perdre de vue la faiblesse du mouvement anarchiste international qui n'a pas pu épauler nos camarades comme il eût convenu. Il faut tenir compte aussi de la lâcheté du prolétariat international. Par leurs armes les Russes ont exercé un chantage sans mesure. Dans les faits, on ne fait pas ce que l'on veut. La position de repli : adoptée par la C. N. T.-F. A. I. a été préférable à une lutte directe et à un écrasement. Et puis il y a tout le côté positif de l'intervention de la C. N. T.-F. A. I. sur le plan social : les socialisations, les entreprises collectivisées exercées sous l'influence des anarchistes, et qui attestent la valeur de nos conceptions révolutionnaires.

L'anarchisme a ses bonzes, comme la social-démocratie. Cependant, les bonzes ne sont pas seuls et, à l'U. A., un certain nombre de camarades développent, à l'occasion du débat sur l'Espagne, une critique progressive.

RIDEL. — Je crois que le devoir des anarchistes est de s'occuper de ce qui se passe en Espagne pour en tirer les conclusions pratiques en France.

Il y a des camarades qui sont allés en Espagne pour lutter contre Franco. Est-il logique de dire à nos camarades espagnols : il faut lutter jusqu'au bout, même si le gouvernement est républicain.

Il y a eu une impréparation de la C. N. T.-

F. A. I., vis-à-vis des événements du 19 juillet. Résultat : prisonnières de formules périmées, la C. N. T.-F. A. I. n'ont pu s'opposer à ce qu'un gouvernement opposé au peuple restât au pouvoir. En mai, le divorce entre la base et la direction de la C. N. T.-F. A. I. s'est accentué. L'intervention des ministres anarchistes empêcha les milices de descendre à Barcelone. Le Comité régional empêcha d'autre part qu'une action soit entreprise sur les armements qui parvenaient de l'extérieur. Ridet fait ainsi le procès de la politique de guerre des stalinien et cite qu'en Aragon l'aviation soviétique refusant de marcher pour appuyer des colonnes de la C. N. T. fut cause d'un échec militaire. A son avis, il faut procéder à la critique du mouvement espagnol parce qu'il met en relief les défauts de tout mouvement anarchiste : pas de plan économique, pas de programme. La collaboration de classe et ministérialiste s'est révélée impuissante ; il eût fallu réaliser, dit-il, la menace de Durruti : « Prendre l'argent de la banque d'Espagne ». Ridet est d'accord avec Daurat : « Nous ne sommes pas antifascistes, mais anticapitalistes, Ridet ne veut pas défendre les « puristes » (C.G.T.S.R.-F.A.F.), mais non plus les collaborationnistes.

La C. N. T. pouvait très bien envisager la lutte commune avec d'autres partis, mais pas dans le cadre bourgeois et s'il est impossible à la classe ouvrière de faire seule la révolution, alors la révolution est impossible.

DAURAT (Aubervilliers) pense que la question doit être posée sur le terrain politique. Est-il impossible d'instaurer le communisme libertaire ? Entre prendre le pouvoir et participer à un gouvernement Negrin ou Caballero, il y a une position minimum pour les anarchistes, c'est-à-dire faire appel aux organisations syndicales, créer un comité de coordination réalisant une forme révolutionnaire logique pour la période transitoire et organisant la dictature du prolétariat sur un plan démocratique par un gouvernement des syndicats. Mais, objecte-t-on, il existe des partis politiques avec lesquels il est nécessaire de faire un bout de chemin. J'estime qu'il ne faut pas se faire d'illusions et ne pas perdre de vue que les partis bourgeois n'ont d'autre but que l'avortement de la révolution. En conséquence, le bout de chemin doit cesser à un certain moment. Rappelons-nous les événements de mai et les anarchistes emprisonnés. La situation est-elle désespérée ou faut-il se résigner et implorer de Paris et de Londres une paix honteuse ? Ou alors les anarchistes doivent tenter de redresser la situation révolutionnaire. Dans un récent article du « Lib », Gaston Léval, justifie les compromissions, déclare qu'il était impossible d'envisager autre chose qu'un gouvernement de synthèse (anarchistes, socialistes autoritaires et républicains). Ne vaut-il pas mieux organiser la paix ? Ou reviser de fond en comble notre doctrine ? Il semble qu'il convient de ne plus parler d'anarchisme dans ce qu'on appelle la révolution espagnole. Quelles sont, en effet, les réalisations en Espagne ? Les collectivités en Aragon et en Catalogne ? Mais elles sont soumises au gouverne-



ment bourgeois (Ascaso en prison) et ne sont de ce fait que de simples coopératives. Le principe de la démocratie ouvrière demandait qu'après le 19 juillet on constitue des comités ouvriers C.N.T.-U.G.T. La réponse : « Nous sommes contre la prise du pouvoir » est insuffisante et l'anarchisme ne doit pas être abandonné pour la dictature du prolétariat. Il faut faire le gouvernement des syndicats.

RIDEL appuie sur le manque de cohésion politique de la C. A. qui passe du « Bravo Blum! » au mot d'ordre « A bas le blocus », qui amorce puis abandonne la campagne pour le Front révolutionnaire.

Il déplore la préparation insuffisante du congrès où ni discussions préalables, ni motions écrites n'ont pu éclairer les congressistes et leur permettre de situer leur position.

Il regrette encore la participation des politiciens au meeting du Vel d'Hiv', où participèrent Cachin et Jouhaux.

#### b) Les questions d'organisation.

Sur ces questions, les « officiels » qui défendent une position réactionnaire, calquée sur celle des Dormoy et des Lebas dans la social-démocratie, ont aussi à faire face à une opposition violente. Aussi Frémont recourt-il aux arguments à la mode stalinienne.

Puis le secrétaire de l'U.A. (FREMONT) s'élève contre ce poison importé par le bolchevisme russe : la discussion stérile sur des textes plus ou moins en rapport avec une situation donnée engendrait, au sein d'une organisation, la création de fractions dont toute l'activité consistait à critiquer et à désorganiser l'organisation elle-même.

FREMONT montre les trotskystes de tous les pays, théoriciens de la lutte fractionnelle, plétinants depuis leur naissance, abandonnés des intellectuels et ignorés du prolétariat.

Fraction dans le parti? Non. Libre expression de tous les militants et, avant tout : esprit d'organisation.

L'organisation a toujours raison. Actuellement, nous pouvons avoir certaines divergences sur des points de détail avec nos camarades espagnols, mais toute divergence doit disparaître devant l'adversaire.

Même en cas de désaccord, la solidarité et l'esprit de l'organisation, nous amènent à justifier publiquement la position de la F.A.I.

On en vient à la structure de l'U. A. Nouvelle structure? Il n'en croit pas la nécessité. Corriger certaines erreurs, certes, mais, d'après l'orateur, le développement de l'organisation est beaucoup plus fonction de mots d'ordre justes, de bonne volonté chez les militants que de l'élaboration de textes embrouillés et inutiles. Il cite les résolutions du dernier Congrès et conclut sur ce point : « Ce que certains camarades demandent a été par nous envisagé au cours de précédents Congrès. L'U. A. a sa charte d'organisation. C'est à tous les militants de la mettre en application. Pour terminer, il trace un parallèle entre la Révolution russe et la Révolution espagnole. Le bolchévisme russe, dit-il, a implanté dans une partie du prolétariat international cet esprit d'où est exclue

toute moralité, toute dignité prolétarienne. « L'exemple du bolchévisme qui achète tout avec de l'argent, a été pernicieux pour le prolétariat et l'a éloigné de sa dignité révolutionnaire. »

Au contraire, les premiers effets de la Révolution espagnole se manifestent par un retour à la dignité, et non à l'achat des consciences humaines. J'insiste sur cette grande valeur de notre mouvement, impuissant à l'heure actuelle, mais en marge de devenir le parti révolutionnaire pur de demain, malgré l'infiltration de notre ennemi n° 1, c'est-à-dire, la pénétration policière, parmi nous, malgré nous.

La bourgeoisie serait stupide si elle recherchait, par ses indicateurs et ses provocateurs, à briser l'essor d'un mouvement qui tend à sa destruction, et la bourgeoisie n'est pas toujours stupide.

Voilà exposée une des raisons pour lesquelles il faut savoir discerner et faire confiance à ceux qui, par leur passé même, y sont tout désignés, même s'ils sont amenés parfois à prendre des mesures contre tel ou tel individu.

Il est facile à ceux dont la tâche est de saboter l'organisation, non pas d'apporter des preuves sur des faits inexistantes, mais de semer le doute, de répandre le soupçon, lâchement, sachant que les répercussions en seront néfastes au mouvement tout entier.

FREMONT pense que les militants expérimentés doivent arrêter ce louche travail lorsqu'il se manifeste : il invite les militants de tous les groupes à prendre des mesures qui ne permettront pas, dans l'organisation, le développement de la calomnie lâche et désorganisatrice.

HUART (Toulouse) demande pourquoi les groupes J. A. C. ont un mandat et le droit de vote au Congrès, au même titre que les groupes U. A. Cette situation lui semble anormale.

RINGEAS (C.A. sortante) : « Si, à nouveau, nous devons nous distinguer, entre partisans et adversaires de la carte, je déclare en être partisan. Mais, à mon sens, la carte n'est pas un principe positif d'organisation; elle n'en est que l'application paperassière. Le principe positif, c'est la cotisation régulière obligatoire. »

Puis, répondant à Huart, au sujet des groupes J. A. C., Ringeas explique comment quelques camarades ont constitué, au sein de l'U. A., devant les événements de l'année dernière, la Fédération de la Jeunesse anarchiste-communiste, dont il est secrétaire.

C'est le moyen qui nous a paru le plus propre à rassembler des jeunes autour des mots d'ordre de l'Union Anarchiste.

Il souligne les résultats obtenus par l'action de la Fédération J. A. C. et, devant le manque de temps, il s'engage à poser le problème soulevé par Huart à la Commission fédérale de la J. A. C., puis ensuite dans une séance commune de cette Commission et de la C. A. de l'U. A.

LE DELEGUE des III<sup>e</sup>-IV<sup>e</sup> J.A.C. déclare que les propos de Frémont concernant la pénétration policière lui semblent maladroits.

GUYARD. — « Il faut prendre aux partis politiques, dit-il, ce qu'il y a de bon. Les cellules



d'usines ont amené au Parti Communiste des milliers de travailleurs. Nous saurons limiter notre travail aux nécessités de la propagande anarchiste. Nous n'entreprendrons pas à notre compte un essai de colonisation des syndicats. Mais la propagande libertaire a ses nécessités. Il n'y a pas de meilleur terrain que l'usine pour propager l'anarchisme aux ouvriers trompés. C'est pourquoi les groupes d'usine ont leur raison d'exister ».

GUYARD fait une rétrospective de l'action de ces groupes d'usine pour l'action, le recrutement et le travail de solidarité.

Il s'élève contre la décision de la majorité de la C. A. sortante de la non-représentation des groupes d'usine au congrès. Il demande au congrès de ce prononcer immédiatement sur ce sujet.

« Nous ne voulons pas, termine-t-il, éliminer ou inférioriser les groupes locaux. Nous leur serons même un sérieux appoint dans leur propagande. Il serait inadmissible que ces groupes n'aient pas voix délibérative dans un congrès et luttent pour des buts, suivent des tactiques sans participer à leur élaboration. Les groupes d'usine doivent participer à ce congrès avec voix délibérative, en attendant leur « légalisation » par le congrès, avant sa séparation ».

HUART (Toulouse, Alger) contre la possibilité qu'il y aurait en accordant un mandat aux groupes d'usine de s'attribuer une voix dans son groupe d'usine et une voix dans son groupe local.

« Ces groupes d'usines, dit-il, sont dangereux pour l'anarchisme qui rejette la mystique de la production, de la société de terroir à laquelle nous conduirait la généralisation de ces groupes professionnels qui en fait sont inaptes à faire de la propagande spécifiquement anarchiste. »

RIDEL (C.A.) : les groupes d'usines obligent les partis à tenir compte de la réalité. C'est d'une part, l'action révolutionnaire. Le mouvement anarchiste n'aura les pieds au sol que s'il fortifie les groupes d'usines et consent à leur large représentation dans toutes les assemblées responsables. »

Les débats étant clos, le congrès se partage de la façon suivante :

Motion C. A. pour le maintien des groupes d'usines comme éléments de recrutement sans représentation : 28 voix.

Motion Ridet, pour la représentation des groupes d'usines avec tous les droits : 9 voix.

Motion Huart. Pour le statu quo sur les bases des congrès antérieurs : 4 voix.

Abstentions : 24 mandats.

24 mandats sur 65 s'étant abstenus, la question de la représentation des groupes d'usines sera soumise à un referendum auprès des groupes de l'U. A.

Et voici la conclusion révolutionnaire du Congrès :

CARON (19<sup>e</sup> J.A.C.). Dans le seul pays où l'anarchisme est puissant, il n'a pu prendre le dessus. Le délégué demande donc des précisions

sur la doctrine et la position des anarchistes.

c) Sur Caballero.

En s'attaquant à Caballero, les staliniens ont affaire à forte partie. Malgré qu'il soit bientôt septuagénaire, le vieux dirigeant de l'U. G. T. est un homme énergique et décidé. Après la résistance que lui et ses amis avaient opposée au coup de force contre l'Exécutif de l'U. G. T. sans pouvoir malheureusement l'empêcher d'aboutir, Caballero vient de passer à l'offensive publique.

Le premier acte important de cette contre-attaque a eu lieu dimanche 17 octobre, à Madrid même.

Caballero a exposé devant ses partisans les raisons qui, en le faisant sortir de son silence, lui avaient dicté cette campagne « pour la défense de l'U. G. T. et du socialisme révolutionnaire ». Cette manifestation a obtenu un succès considérable et la foule ouvrière accourue en masse attestait que le prestige de Caballero demeure grand auprès du prolétariat espagnol et que la colonisation stalinienne de l'U. G. T. est loin, très loin, d'être un fait accompli.

Quatre salles de spectacle étaient à peine suffisantes pour contenir cette foule : les salles de spectacle du Pardini, de l'Idéal, du Monumental, et du théâtre Fuenarral.

La presse française d'information s'est bornée à ne donner qu'un écho affaibli de cette importante manifestation. Ce qui est normal.

Ce qui l'est moins, c'est la réserve, qui pourrait paraître incompréhensible, des journalistes de la presse syndicale et socialiste qui n'ont pas cru devoir prendre autrement la défense d'un des leurs attaqués par les staliniens.

Mais il ne faut faire à messieurs les staliniens nulle peine même légère, n'est-ce pas. Aussi nous suppléons à cette carence en donnant de larges extraits de cette conférence de Largo Caballero, et nous sommes persuadés qu'ils n'intéresseront pas seulement nos lecteurs, mais aussi nombre de socialistes et de syndicalistes qui ne voient pas sans inquiétude s'étendre en Espagne comme en France, l'emprise corruptrice du stalinisme.

Nous prenons ces extraits de la « Correspondencia de Valencia » du 18-10-37, qui a donné in extenso (moins les coupures de censure) la version tachygraphique du discours de Caballero).

(« Le Libertaire », 28 octobre 1937.)

d) Une minorité s'exprime :

L'Enquête est une partie du plan patronal pour entraîner les ouvriers dans l'union sacrée. Tous les enquêteurs, officiels ou non, les leaders ouvriers compris, y prêtent la main.

L'Enquête est la préparation au sabotage des nouvelles conventions collectives.

L'Enquête démontrera clair comme le jour, les nécessités de la surproduction.

Ouvriers, ne marchez pas dans ces mauvaises raisons. On veut annuler les lots sociaux. On veut mobiliser les ouvriers.



Faites participer vos syndicats à cette enquête.

Mais, imposez toujours qu'y soit incluse la conclusion logique : la surproduction, c'est la misère, l'esclavage, la guerre.

Et sur le front du travail comme sur le front sanglant, maintenez la règle générale du mouvement ouvrier : LE DÉFAITISME RÉVOLUTIONNAIRE.

(Luc Daurat, « Le Libéralisme ».

7 octobre 1937.)

## “La Patrie Humaine”

On retrouve à la « Patrie humaine » à peu près le même personnel que chez les anarchistes et les anarcho-syndicalistes. Les pacifistes, qui sont, en principe, non violents, ne sauraient, bien entendu, se placer sur un terrain politique et il semble que pour eux la lutte contre la guerre puisse être menée en elle-même indépendamment de la lutte contre le capitalisme fauteur de guerre impérialiste.

Il suffira de deux citations pour prouver que ce soi-disant « apolitisme » recouvre le pire des opportunistes.

### a) Sur la mort de Salengro :

Sa réussite ne l'avait pas grisé. Il était resté simple et probe comme au premier jour, dévoué à son parti, à sa classe, méprisant les richesses et les honneurs. Esclave de ses fonctions, ayant la certitude qu'il travaillait pour la justice et pour la libération de ses frères, il se donna sans ménagement à sa mission. Peut-être présumait-il trop de ses forces ! Peut-être aussi, cet homme trop sensible, trop scrupuleux, trop replié sur soi-même, n'avait-il pas l'envergure d'un politicien. Son destin l'a dépassé.

(« La Patrie Humaine », N° 233.)

### b) Sur Blum et Jouhaux :

Pourtant, dimanche prochain, un soi-disant « Rassemblement universel pour la paix » organise, avec la participation gouvernementale, une grande manifestation commémorative et anti-guerrière. Il n'est nullement besoin d'être devin pour connaître les discours qui y seront prononcés.

Certes, Léon Blum, Jouhaux et d'autres orateurs nous diront la haine qu'ils professent pour la guerre; seulement, nous sommes sûrs que Pierre Cot, Jacques Duclos et Champetier de Ribes nous affirmeront la nécessité d'avoir une « France forte ». Car, maintenant, l'extrême gauche a repris à son compte l'odieux « si vis pacem para bellum ».

(« La Patrie Humaine », N° 221.)

Ainsi, pour la lutte contre la guerre, aucune confiance dans Pierre Cot ou les stalinien, mais remettons-nous en à Blum et à Jouhaux. Les « pacifistes intégraux » de la P. H. ont vraiment l'oubli facile.

## III - DEUX OPPOSITIONS SYNDICALES

### Syndicats

L'hebdomadaire « Syndicats » se fixe pour but de rassembler tous les syndiqués de la C.G.T., décidés à lutter contre la « colonisation » de la Confédération par les stalinien. Belin, Froideval et autres huiles de « Syndicats » ne mènent pas leur bagarre, d'ailleurs violente, au nom du syndicalisme révolutionnaire. Bien au contraire, ils n'ont pour Jouhaux et la politique de la C. G. T. que louanges et approbations. Mais ils se revendiquent de « l'indépendance du syndicalisme » qui, une fois de plus, sert à recouvrir la marchandise réformiste bien connue.

Lutte pour les postes de direction, voilà, au fond, à quoi se ramène cette grande bataille. Quelques lignes de citations suffiront.

### a) Sur la pause :

Les syndicats ouvriers ont, eux aussi, de temps à autre, besoin de souffler. Après l'agitation, les grèves, les mouvements divers qui provoquent la fièvre et une vie trépidante, le besoin d'équilibre se fait sentir. Il est nécessaire de faire le point, de compter les adhérents, d'administrer la maison autrement que par des discours...

(Froideval, « Syndicats », n° 54.)

### b) Sur la défense nationale :

Il faut aussi produire davantage. La défense nationale l'exige impérieusement, ainsi que le maintien du niveau de vie des ouvriers.

(« Syndicats », n° 56.)

Au reste, pour l'essentiel, je rappelle que la politique extérieure de la France ne se définit pas dans les Syndicats, mais selon les rapports qui s'établissent entre la majorité parlementaire et le gouvernement qui en dépend. Si cette majorité parlementaire approuve la politique étrangère du gouvernement, je ne vois guère la raison pour laquelle les ouvriers se substitueraient aux hommes qu'ils ont envoyés à la Chambre, à l'effet d'exercer syndicalement une pression sur les ministres que les députés de gauche se sentent politiquement impuissants à exercer, et à propos d'une question qui est plus politique que syndicale.

(« Syndicats », n° 58.)

### c) Sur le Front populaire :

Il y a, je le répète, des motifs à l'inquiétude ouvrier. Les travailleurs, bien que nul ne prenne la responsabilité de le dire publiquement, conçoivent très bien que M. Chantemps et Léon Blum sont deux hommes différents. Ils savent de même que la politique financière de M. Bonnet n'a, avec la politique votée par le programme du Rassemblement populaire, que des rapports assez lointains.

On peut choisir, aujourd'hui, de calmer ou d'aggraver cette inquiétude. Qu'on y réfléchisse bien en tout cas, le moment est décisif.

(H. Belin, « Syndicats », n° 56.)

En somme, cette fameuse « indépendance du syndicalisme » continue à être à sens unique et à ne s'exercer que lorsqu'il s'agit de garder un poste ou d'exclure un révolutionnaire.

## Le Cercle lutte de classe

Ce cercle, né au moment du vote de la loi sur l'arbitrage obligatoire, se réclame, lui, du syndicalisme révolutionnaire. Mais lui aussi, il se réfugie dans l'indépendance du syndicalisme et se refuse à tout autre travail qu'à un travail de cercle et d'éducation.

### ARTICLE PREMIER

En application des principes qui sont à la base de son Manifeste constitutif, le Cercle Syndicaliste Lutte de Classe se propose pour objectif : l'éducation des salariés dans l'esprit du syndicalisme lutte de classe, par l'étude des problèmes économiques et sociaux posés à l'attention du monde du travail.

### ARTICLE 2

Le Cercle entend développer cette action indispensable, par la parole et par l'écrit, organisation de conférences sur des sujets appropriés, édition de brochures éducatives, d'un organe périodique, collaboration aux revues et journaux ouvriers sous la garantie, par ceux-ci, du respect des écrits des membres du Cercle.

### ARTICLE 3

Limitant son activité à l'éducation, le Cercle déclare ne vouloir se substituer en aucune façon à l'action spécifique des organisations syndicales. Respectueux de l'indépendance et de l'autonomie des sectes philosophiques ou partis politiques, il réclame, de leur part, la réciprocité à son égard.

(Extrait du Règlement du Cercle Lutte de classes.)

Ignorant la politique, il n'a donc pas la peine de s'expliquer, par exemple, sur la guerre, et il en est bien aise.

Pour notre part, nous dénoncerons sans répit cette colonisation en la combattant de toutes nos forces. Défenseurs convaincus de la charte d'unité, nous savons qu'il en serait fait de l'autonomie de la C. G. T., de ses organisations, de la démocratie syndicale, de la liberté d'expression des courants d'opinions, si l'hégémonie d'un parti politique quel qu'il soit triomphait dans le mouvement syndical réuni.

Car nous avons confiance dans l'avenir du syndicalisme. A chaque période difficile traversée par la classe ouvrière, il a su affirmer sa force. L'avant-guerre, la guerre et l'après-guerre sont là pour rappeler à ceux qui l'oublieraient trop facilement ou qui voudraient le dévoyer pour des fins extra-syndicales.

(G. Galopin, « Bulletin du Cercle Lutte de Classe », n° de juin 1937.)





# B A T I R L E P A R T I

## CONTRIBUTION A L'ÉDIFICATION DU PARTI RÉVOLUTIONNAIRE EN FRANCE

### ES ORIGINES

**L**A trahison avérée de la III<sup>e</sup> Internationale et de ses sections, dépassant en ignominie les renégats de la social-démocratie, décapite le mouvement prolétarien plus sûrement que la hache d'Hitler ne pourrait le faire, et laisse les « travailleurs de tous les pays » sans direction révolutionnaire, sans tactique indépendante de classe au moment même où l'exacerbation de la lutte des classes ouvre une période révolutionnaire. L'historique du Parti Communiste Internationaliste (P. C. I.) qui comptera en mars 1938 deux années d'existence, tous les efforts de ses militants, les discussions souvent passionnées auxquelles ils se livrent, les divergences même qui surgissent, se résorbent ou s'approfondissent sont axés sur cette tâche commune : Former en France le Parti révolutionnaire, constituer dans le monde un élément solide de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Le Parti Communiste Internationaliste a tenu son troisième Congrès à Paris, les 24, 25 et 26 septembre.

C'est une étape importante de la formation du Parti et de sa maturation politique. Comme telle, on ne peut l'apprécier de l'extérieur qu'en fonction des deux congrès précédents et, plus encore des circonstances qui déterminèrent la constitution du P. C. I.

La III<sup>e</sup> Internationale — celle de Lenine, de Trotsky et des vieux bolcheviks aujourd'hui décimés — était née de la décomposition de la Seconde Internationale. Après des années de luttes fractionnelles, d'illégalité et de préparation révolutionnaire, les bolcheviks ouvraient aux prolétaires du monde entier le chemin du pouvoir; la III<sup>e</sup> Internationale se constituait, forte de l'expérience et de la victoire bolcheviques.

La dégénérescence de la III<sup>e</sup> Internationale, et une longue succession de défaites ouvrières rejettent les révolutionnaires dans l'illégalité ou leur créent dans la légalité une situation telle qu'elle équivaut à l'illégalité. C'est dans ces conditions que va se nouer au sein de la III<sup>e</sup> Internationale « l'opposition communiste de gauche » dont le premier périodique en France est publié le 1<sup>er</sup> août 1929 et s'appelle « La Vérité ». Les staliniens réagissent en tentant d'isoler l'opposition de gauche derrière ses vagues montantes de calomnies, de l'affaiblir par des manœuvres intérieures dont peut disposer un parti qui pratique un centralisme sans démocratie, enfin en ayant recours à l'exclusion contre les opposants irréductibles.

En 1931, l'opposition de gauche au sein de la III<sup>e</sup> Internationale se constitue officiellement sous le nom de « Ligue Communiste Internationaliste » et ses militants prennent ce titre de « bolcheviks-léninistes » (B.-L.) qui établit leur filiation historique avec les bolcheviks de 1917 et avec Lénine. Dès lors, les B.-L. vont aller se heurtant à l'hostilité agissante et conjuguée des agents staliniens et de la bourgeoisie. Les premiers comme la seconde voient dans le noyau, numériquement faible des B.-L., la force qui, demain, les renversera. Le plus bourgeois des journaux bourgeois, « le Temps », relate comme suit cette période de la vie des B.-L. de 1929 à 1935 :

« De 1929 aux lendemains des journées de février 1934, tous ceux de ces opposants de gauche qui ne s'étaient pas inclinés finalement devant les doctrines officielles de la III<sup>e</sup> Internationale et des majoritaires avaient été exclus du parti ou s'étaient retirés d'eux-mêmes. Ils constituaient, du reste, une troupe peu nombreuse.

Après le 6 février 1934, divers membres de cette opposition entrèrent sous le nom de groupe bolchevik-léniniste au parti socialiste ou dans la Fédération de la Seine des Jeunes-



ses socialistes. Notons qu'ils n'abandonnèrent aucun de leurs principes. Ils continuèrent, défiant à la fois M. Léon Blum et M. Staline, à préconiser la constitution d'une quatrième internationale. Ils continuèrent à essayer de développer, dans tous les pays, la Ligue communiste internationaliste et les groupements de gauche communiste qui, bannis depuis longtemps de la III<sup>e</sup> Internationale, sont affiliés maintenant au « mouvement pour la IV<sup>e</sup> Internationale » (Secrétariat à Genève). Enfin, dans le sein de la S.F.I.O., qui n'avait jamais entendu paroles aussi violentes, ils réclamaient non seulement la reconstruction d'un parti vraiment révolutionnaire, mais la création de comités de travailleurs et de communes, de milices du peuple et l'armement des travailleurs. Le « Temps » a souvent rapporté leurs propos, notamment en 1935, lors du congrès socialiste de Mulhouse, où M. Naville, M. Molinier, M. Ballet et les autres « trotskystes-bolcheviks-léninistes », tancés d'importance par M. Paul Faure, dépassèrent de beaucoup les thèses de M. Marceau Pivert qui appuyait alors M. Zyromski dans la tendance de la « Bataille socialiste » en attendant de se consacrer entièrement à la « Gauche révolutionnaire ».

Deux mois plus tard, à Lille, au congrès national des Jeunesses socialistes (S.F.I.O.), les membres de l'Entente des Jeunes socialistes de la Seine, que dirigeait M. Fred Zeller, furent exclus, ainsi que l'aile des Jeunesses socialistes révolutionnaires, représentée par M. Roussel (bolchevik-léniniste); les uns et les autres avaient constitué, dans les Jeunesses socialistes, « un bloc contre la défense nationale », déclarent-ils. Puis, en octobre 1935, en son Conseil national, le parti socialiste exclut aussi les bolcheviks-léninistes adultes.

\*\*

Cette action continue et apparemment homogène du groupe B.-L. ne va pas cependant sans d'âpres discussions intérieures. Les B.-L. ont connu beaucoup de scissions. Les unes et les autres ne sont pas faites uniquement de « cas personnels » et les cas d'espèce, réels ou inventés, ne sont souvent que les manifestations éruptives de luttes internes inhérentes à la formation de cadres révolutionnaires et rançon presque inévitable de tous les groupes minoritaires d'avant-garde.

Dès avant 1935, une crise mûrissait dans le groupe B.-L. Des accrochages sérieux eurent lieu entre membres jeunes et adultes de l'organisation, les premiers oubliant dans les rangs des Jeunesses Socialistes de la Seine la stricte discipline des B.-L. et manifestant une tendance marquée à voir dans les J.S. l'axe du futur parti. Mais cette déviation est favorisée, affirmaient d'autres camarades, qui depuis ont participé à la création de « la Commune » et du P.C.L., par ceux d'entre nous qui écartent trop facilement de leurs perspectives immédiates la question du nouveau parti...

Autre sujet crucial de divergences sérieu-

ses : la tendance ou la résistance au travail de masses, caractérisant l'aptitude ou l'inaptitude à remplir le rôle historique dévolu aux B.-L., à s'arracher à l'enlèvement social-démocrate ou à s'en accommoder, à s'extérioriser dans un journal vivant et combattif ou à se confiner dans des spéculations doctrinales.

Ajoutons enfin que ces tendances divergentes, transposées sur le plan de l'organisation et du cours intérieur au groupe B.-L. ne pouvaient qu'être génératrices de crises, de compromis, de ruptures. Car il faut un régime intérieur convenable pour projeter sur les discussions et aussi sur les infractions à la discipline d'organisation la clarté politique nécessaire à les résoudre au mieux. Les méthodes pratiquées par une fraction B.-L. aboutirent en fait à scinder l'organisation en deux groupes se réclamant également de la IV<sup>e</sup> Internationale, cette scission du groupe B.-L. survenait en décembre 1935, trois mois après l'exclusion de la S.F.I.O. !

\*\*

Ici commence virtuellement l'existence du Parti Communiste Internationaliste.

Les camarades exclus du groupe B.-L., dans les conditions d'arbitraire les plus criantes, sans que l'ensemble de l'organisation fût informé, sans qu'elle puisse se prononcer autrement que devant le fait accompli, et sous la pression antidémocratique d'un Secrétariat international sans mandat, estimèrent à juste titre que le bolchevisme-léninisme ne saurait être le monopole d'une fraction, fût-elle dirigeante. En creusant un fossé artificiel au sein du groupe B.-L., ni le Secrétariat international ni la fraction dirigeante ne pouvaient empêcher ceux dont ils se séparaient de continuer à penser, à décider, à agir en B.-L. Le nouveau groupe, placé devant une scission de fait qu'il n'avait ni souhaitée ni provoquée, allait vivre sa propre existence de groupe d'avant-garde, sur la base d'un statut intérieur démocratique préservant dorénavant ses membres de l'arbitraire qu'ils avaient eux-mêmes subi ; un certain nombre de jeunes et d'adultes du groupe initial les renforçait bientôt en même temps que d'autres éléments venus du Parti Communiste, du Parti socialiste ou encore de la minorité révolutionnaire de Front Social.

A ce moment, la construction du Parti révolutionnaire — le grand œuvre des B.-L. — pose deux branches d'activité jumelles. Elargir la propagande, l'éducation et l'agitation dans les couches les plus exploitées de l'usine, des champs et des casernes, mais en même temps réaliser l'intégration au noyau B.-L. des éléments hétérogènes que la propagande et l'agitation lui attireront.

« La Commune », journal hebdomadaire,



fut l'instrument principal de la première tâche, les « Groupes d'Action Révolutionnaire » (G.A.R.) celui de la seconde.

Inutile de disserter longuement sur « La Commune », mais que sont ces G.A.R. dont elle est la tribune permanente ? Les G.A.R. seront le « lieu géométrique » où se côtoieront les militants révolutionnaires différents par leur formation et leurs tendances, qui ne peuvent et ne veulent passer d'emblée sur le plan B.-L. et dont les B.-L. — groupe solide et politiquement homogène — polariseront les tendances.

Il n'y a là ni noyautage malsain ni manœuvres obliques, mais le regroupement nécessaire des militants de l'avant-garde révolutionnaire dans une organisation embryonnaire où la démocratie, absolument respectée, provoque la circulation des idées et non leur minéralisation.

Dans les G.A.R. qu'ils animaient, les B.-L. ont toujours posé clairement et fortement les problèmes politiques et tactiques et les tâches d'organisation. Ils ont toujours défendu le programme bolchevik-léniniste devant ceux qui l'ignoraient ou le méconnaissaient : C'est la seule façon vivante et efficace de l'imposer, et si les B.-L. ont été fortement combattus à l'occasion des G.A.R., on constatera que les critiques ne sont pas venues du sein des G.A.R., mais du groupe sectaire qui avait consommé la scission. C'est que les G.A.R., en effet, étaient une application concrète du travail de masses que doit réaliser un parti révolutionnaire : Les bolcheviks de laboratoire ont un programme flambant neuf, un programme du dimanche, que l'on préserve précieusement des souillures du confusionnisme. Devant les seuls fidèles, le tabernacle est entr'ouvert. Les bolcheviks-léninistes vont où sont les masses, organisées ou non, et y jettent largement leur programme. L'idée devient force, a dit Lénine, quand elle s'empare des masses.

Insistons sur cette philosophie du travail de masses, déterminante pour le développement ultérieur du parti. Les G.A.R. ne constituaient pas un but en soi, mais une étape, une transition, une passerelle. Mais en matière d'organisation large, il n'est pas de but en soi, qu'il s'agisse de syndicats, de comités de lutte contre guerre ou vie chère, de cercles ou d'amicales. Le but, c'est d'utiliser ce qui existe, ou de susciter les larges rassemblements d'exploités où l'on pourra créer un climat favorable à la diffusion du programme, à sa discussion, à son acceptation.

Et, dans cet ordre d'idées, la crainte de perturber une organisation existante est aussi néfaste que la crainte de mettre les masses en mouvement dans de nouveaux groupements.

En mars 1936, les militants acquis au programme B.-L. et déjà groupés dans les G.A.R. et autour de « La Commune », estimant que l'heure était venue de constituer en France le nouveau parti, se réunissaient en Congrès constitutif et adoptaient le titre de « Parti Communiste Internationaliste » (IV<sup>e</sup> Internationale). Le prochain Congrès du P.C.I. devant se tenir en juin 1936.

Le Congrès constitutif du P.C.I. envoyait son adhésion aux organismes internationaux pour la IV<sup>e</sup> Internationale, qui entrèrent en pourparlers avec le P.C.I.

\*\*\*

L'unification des forces B.-L. existant en France a été le constant souci des militants du P.C.I. Dès leur constitution en parti, ils multipliaient les démarches près du groupe scissionniste et près des Jeunesses Socialistes Révolutionnaires. Des propositions concrètes furent apportées, tendant à la préparation commune d'un Congrès d'unification et à une clarification complète de tous les problèmes devant les groupes de base. Acceptée à contre-cœur, cette préparation commune fut torpillée et n'alla pas au delà de quelques réunions assez décevantes. Cependant un même esprit unitaire animait à ce moment la plupart des camarades des groupes... Le P.C.I. avait essuyé, dès les premières semaines de son existence, tout un flot ordu de calomnies et de critiques, venues de l'autre groupement B.-L. Le premier grief formulé contre le P.C.I., c'était qu'il existait. L'heure, paraît-il, n'était pas sonnée de proclamer le nouveau parti. Cependant, dès que fut fixée la date du second congrès du P.C.I. — 1<sup>er</sup> juin 1936 — ses détracteurs s'empressaient de convoquer, à leur tour, et le même jour, leur propre congrès, afin d'y constituer un deuxième parti révolutionnaire se réclamant de la IV<sup>e</sup> Internationale et qui prit le titre de : Parti Ouvrier Révolutionnaire.

Le P.C.I., dans la première journée de son second congrès, décidait alors de porter devant le P.O.R., né de la veille et presque improvisé, des propositions concrètes d'unification immédiate. La seconde journée du congrès fut pour le P.C.I. et le P.O.R. une journée d'unification. Le nouveau parti résultant de cette fusion prit le nom de : Parti Ouvrier Internationaliste (P.O.I.).

## UNE ANNÉE DE LUTTES

Unification précaire disloquée en quatre mois... L'unification était pour le P.C.I. la condition nécessaire d'un parti révolutionnaire en France et une étape décisive pour la formation d'une IV<sup>e</sup> Internationale dans le monde. L'unification n'était, pour les diri-



geants du P.O.R., qu'une manœuvre d'absorption et d'élimination. Cette manœuvre devait surtout être néfaste au mouvement révolutionnaire. Les événements d'une extrême importance ouvrent en France, en cet été de 1936, la période révolutionnaire :

Juin 1936. — Grève de masses.

Accusations de complot contre l'organisation.

Juillet 1936. — Coup d'Etat en Espagne.

Août 1936. — Tension aiguë dans les luttes ouvrières ; solidarité profonde dans les couches travailleuses de France pour les révolutionnaires en Espagne.

Le Parti Communiste Français observe alors la fameuse neutralité et les Bolcheviks-Léninistes, groupés dans une même organisation, sont absorbés par des luttes intestines !

Les membres du Parti Communiste Internationaliste sont, en dehors de toute règle d'organisation, éliminés des postes de direction, voire exclus et odieusement traités dans la presse même de l'organisation unique. A la base, une désaffection se produit dans l'organisation unique, de nombreux militants la quittent.

Soucieux de l'unité des forces de la IV<sup>e</sup> Internationale, le Parti Communiste Internationaliste ne veut pas rompre ; il tolère l'arbitraire, s'en remet au Congrès qui est fixé après maints ajournements au 10 octobre. Mais en présence du truquage systématique du Congrès, dans sa préparation et dans sa tenue, les militants du Parti Communiste Internationaliste décident de ne pas ratifier l'unification. Ils dressent le bilan des quatre mois écoulés, stigmatisent la carence de la direction effective du P.O.I. dans les événements politiques et sociaux, dénoncent l'incompatibilité des méthodes usitées dans l'organisation avec l'édification d'un parti révolutionnaire et quittent le Congrès. Le P.C.I. continue !

•••

Immédiatement, les militants du P.C.I. présents au Congrès — tout l'actif de la Région parisienne et la représentation qualifiée des diverses régions de province — se réunissent et procèdent à une discussion approfondie sur la situation politique, les tâches à accomplir, les questions d'organisation. Et chacun s'est remis au travail !

Trois mois très importants perdus, « La Commune » à faire repartir. L'organisation à remettre sur pied. Tout cela dans une atmosphère trouble créée par les calomnies les plus odieuses déversées sur nous par l'autre tronçon se prétendant bolchevik-léniniste

et qui empoisonnait les sources auxquelles il doit maintenant boire ! Certes, jusqu'à son troisième Congrès, qui clôt sa seconde année d'existence, les difficultés n'auront pas manqué au P.C.I. et sont le prélude des épreuves futures auxquelles il devra faire face.

Le P.C.I., en dix mois, aura connu et la répression policière — sa « Commune » sept fois saisie ; ses militants inculpés — et la vague des calomnies stalinienne. Dans ces conditions difficiles, il faut sur son propre fonds doctrinal et sans l'appui d'une liaison internationale, prendre position devant les problèmes nouveaux posés chaque jour par le développement de la période révolutionnaire ouverte en France ; nouer des contacts avec le prolétariat et avec les paysans pauvres, après son éclipse totale au sein du P.O.I. qui le fit passer à côté des événements de juin 1936, des Etats généraux paysans de septembre 1936, et des grèves de prolétaires agricoles dans la même période ; résister à l'enlèvement dans le marécage démocratique bourgeois et préserver de cet enlèvement les ouvriers et les paysans qu'il doit toucher.

Dans ces conditions difficiles, le bilan de l'activité des militants du Parti Communiste Internationaliste dans les principales régions de France, s'il est très faible eu égard à ce qui aurait dû être fait, est cependant considérable comparativement aux forces et aux moyens réduits dont disposait le Parti.

## le P. C. I. lutte

### contre l'arbitrage obligatoire

Le premier filet lancé sur la lutte des travailleurs fut celui de l'arbitrage obligatoire. Le Syndicat des Employés du Havre se déclare publiquement et ouvertement contre l'arbitrage obligatoire, édite un manifeste, un appel aux minorités révolutionnaires dans la C.G.T. Il subit les manœuvres de la direction fédérale et confédérale, et notre camarade Binet est exclu de la C.G.T.

Les minorités révolutionnaires, qui observent entre elles beaucoup plus un esprit de concurrence qu'un esprit de solidarité, se gardent bien de participer à notre campagne systématique.

### avec les métallos

Augmentation de 12 % non accordée ; intervention pendant l'occupation chez Lioré ; meeting chez Bloch ; cela seulement pour la région parisienne.

Dans toute la France, publication et diffusion de deux numéros de « L'Exploité des Métaux ».



## dans les mouvements de grève

Lutte de nos militants coiffeurs dans la première des grèves qui servit, lors de l'année écoulée, à la tentative de fragmentation des mouvements, méthode maintenant caractérisée pleinement dans la métallurgie par la grève Sinca.

Lettre aux ouvriers métallurgistes. Large diffusion sur cette grève.

Grève des H. C. R. B. — Meeting des grévistes. Journal des H.C.R.B.

P.T.T. — Lutte pour la grève générale pour l'application des 40 heures.

Lutte aux côtés des employés des Grands Magasins, des Magasins Réunis, Edition de journaux, Soviet des Taxis, Soviet des H.C. R.B., Soviet des P.T.T., etc., etc.... Efforts qui caractérisent l'organisation communiste, c'est-à-dire systématique, soutenue, aux côtés et dans les rangs des ouvriers en lutte.

Nous ne pouvons pas ici, dans ce bref exposé, citer l'ensemble des problèmes qui se posent. Les militants du Parti Communiste Internationaliste ont lutté avec les ouvriers et c'est parce qu'ils ont lutté que se posent maintenant les problèmes politiques qui doivent permettre un meilleur contact avec ces ouvriers.

## avec les soldats

Large diffusion de « La Caserne », liaisons multiples, dont « La Commune » a toujours donné l'expression... Poursuites... Saisies... Travail prudent et sérieux mais apportant le réconfort d'un appui des parias de la caserne à la phalange des communistes internationalistes.

Durant toute cette période, notre organisation a observé que l'évolution politique des parias de la caserne est beaucoup plus rapide que l'évolution des ouvriers des usines.

## Espagne

Sur le terrain politique, notre organisation, durant toute cette période, a développé une campagne contre la conception erronée : « Vaincre Franco d'abord »... et « poser les problèmes de la Révolution ensuite ». Il n'y a pas un texte de notre organisation, depuis un an, sur le blocus, sur les armes ou choses semblables, qui soit démenti par les faits. Les événements d'Espagne démontrent, par la défaite, que le programme des bolcheviks-léninistes est le seul qui permette d'aller à la victoire.

La phalange des communistes internationalistes a vu plus d'une dizaine de ses mili-

tants rejoindre les rangs des milices, combattre, et politiquement, et l'arme au poing. Un des nôtres, ouvrier des plus sérieux, est tombé. Nous sommes sans nouvelles de quelques autres.

Politiquement, et aussi par son action, le Parti Communiste Internationaliste a lutté dans les rangs ouvriers contre la notion confuse d'« antifascisme » qui abrite bien des crimes.

## contre la répression en U. R. S. S.

Le scandaleux refus de notre organisation par le Comité pour soutenir les révolutionnaires russes emprisonnés était la marque de l'esprit dans lequel cette lutte était engagée. La faiblesse avec laquelle elle fut menée, passant de l'éclectisme au sectarisme, ne nous a pas empêchés de faire un travail, d'éditer des brochures contre la répression en U.R.S.S., des tracts pour la libération de Serge Sedoff, etc..., et de faire, à Paris, à Lyon, à Marseille, des assemblées de contribution au contre-procès de Moscou.

## pour l'amnistie

« La Commune » est le seul journal qui ait mené une campagne systématique contre la répression bourgeoise, que d'ailleurs elle a eu le plus à subir dans cette année écoulée.

Dans cette lutte, comme dans toutes les autres, nous avons enregistré la carence des autres organisations se prétendant révolutionnaires, qui enveloppent cette carence d'activité concrète contre la répression, d'une phraséologie sur laquelle le dernier mot n'est pas encore dit.

Nous avons lutté pour un front révolutionnaire. Nous avons donné notre opinion sur ce front révolutionnaire, observé sur ce point la volonté systématique de le saboter des organisations se prétendant révolutionnaires.

\* \*

Toute cette activité n'excluait pas cependant les discussions politiques, doctrinales et tactiques tant au Comité Central du P.C.I. que dans ses groupes de base, ni les liaisons régulières entre les différents militants, ni la critique des organismes responsables par la base.

Le 24 septembre, le Parti Communiste Internationaliste s'est retrouvé face à lui-même, au cours d'un Congrès dont la préparation porte sur quatre mois. Son unité morale et politique — que le passage dans le P.O.I. n'avait pu entamer — a également résisté



aux premières épreuves et les liaisons nouvelles créées tant à Paris qu'en province, les adhésions nouvelles enregistrées attestent les possibilités d'extension que le Parti porte en lui.

\*\*

Le troisième Congrès du Parti Communiste Internationaliste n'a pas été une de ces grandes assemblées spectaculaires que le terme de congrès sert le plus souvent maintenant à désigner. Notre congrès groupait les délégués d'un petit nombre de militants, ceux que les grandes formations qualifient dédaigneusement d'une « poignée ». Y étaient rassemblés des militants qui ont rejoint l'opposition communiste de gauche, certains en 1924, d'autres en 1927, des militants qui furent à l'origine de « La Vérité », cet organe qui joua un rôle si important pour la création de la fraction internationale des bolcheviks-léninistes, et des militants plus jeunes, venus dans ces dernières années à la lutte de classes et au mouvement révolutionnaire.

Ainsi se trouve en partie assuré le lien entre le passé révolutionnaire de l'Internationale communiste et l'organisation de l'avenir, la IV<sup>e</sup> Internationale.

Les conditions dans lesquelles se tint ce congrès furent celles d'une classe ouvrière encore sous l'emprise du réformisme, et de cet appareil pernicieux qu'est le stalinisme, où l'avant-garde révolutionnaire a été complètement disloquée, hachée, se trouve menacée d'extermination, où se dresse la menace d'une guerre impérialiste nouvelle, et où cependant toutes les contradictions du capitalisme peuvent soudainement ouvrir un essor brusque à une nouvelle vague révolutionnaire.

Ces circonstances qui pèsent sur toutes les organisations et sur tous les militants ont trouvé leur reflet dans les discussions qui ont eu lieu dans le P.C.I.

Dans sept bulletins intérieurs à l'organisation, les militants purent librement exposer leurs points de vue en prévision du Congrès et trouvèrent en outre un copieux matériel de discussion que nous résumons ici :

Rappel de la thèse de Trotsky sur « la montée internationale du prolétariat ». Bulletin n° 2.

Rapport d'activité. Bulletin n° 3.

Rapport politique. Bulletin n° 3.

Rapport de la Jeunesse Communiste Internationaliste. Bulletin n° 3.

Rapport sur l'U.R.S.S. Bulletins n° 4 et suivants.

Rapport sur la situation économique. Bulletins numéros 6 et 7.

Le troisième congrès du P.C.I. a fait le

bilan de l'activité passée, dans les divers domaines, et souligné combien les vieilles habitudes héritées des périodes démocratiques pèsent sur nous tous, au moment où la bourgeoisie s'est forgé de nouveaux moyens de combat.

Ce congrès examina aussi très soigneusement, grâce à la présence de militants ouvriers et paysans, venus d'une trentaine de départements, l'état présent des masses travailleuses, les perspectives prochaines, et envisagea l'activité prochaine du parti dans cette période.

Enfin, le Congrès se devait d'étudier la situation dans laquelle se trouvent aujourd'hui les partisans de la IV<sup>e</sup> Internationale dans le monde. Dans ce domaine, comme dans les autres, les membres du Parti Communiste Internationaliste n'ont pas l'intention de se tromper eux-mêmes. La division dans presque tous les pays, les liaisons internationales rendues difficiles par la répression, l'illégalité et aussi par des raisons subjectives, ne peuvent pas ne pas obliger chaque militant à envisager comment aborder la résolution de ces difficultés.

Pendant quelques dizaines d'heures, des militants révolutionnaires s'efforcèrent de confronter leur expérience, de la condenser, de renforcer leurs liens, de préparer leur activité ultérieure. Dans la bourrasque qui sévit sur le mouvement ouvrier, dans l'atmosphère tourmentée où nous vivons, cette rencontre de plusieurs dizaines de militants contribuera à la grande tâche de l'heure présente, vers laquelle convergent toutes les autres, la tâche de construction du parti révolutionnaire du prolétariat.

Les années passées, les crimes de la II<sup>e</sup> et de la III<sup>e</sup> Internationales ont laissé dans les rangs ouvriers des tares, des habitudes néfastes, ou ont engendré des réactions également néfastes. Comment les combattre et comment, au contraire, rester fidèle aux qualités essentielles du bolchevisme, la précision dans l'élaboration politique, la volonté et la hardiesse dans la réalisation, dans une période où elles sont particulièrement indispensables, c'est à quoi s'est consacré le troisième Congrès du Parti Communiste Internationaliste.

\*\*

La première journée du Congrès fut réservée à la préparation des liaisons intergroupes et des dispositions à prendre en face de la répression qui s'accroît. Les deuxième et troisième journées furent consacrées entièrement à la discussion et aux votes sur les thèses en présence, puis à l'élection du Comité Central. Déjà, la discussion ouverte depuis quatre mois dans l'organisation avait



permis de clarifier plusieurs problèmes et contribué à fixer plusieurs positions.

Les controverses portaient notamment sur quatre sujets : a) de politique générale; b) sur l'U.R.S.S.; c) sur la guerre; d) sur les questions d'organisation. Un exposé introductif fit le point de la discussion :

a) Question de politique générale : deux divergences inconciliables.

1<sup>re</sup> Tendance exprimée par le camarade Meiche et concluant à la consolidation du capitalisme, au recul du prolétariat sur des positions non seulement a-révolutionnaires, mais aussi contre-révolutionnaires. Ce camarade oscille entre la révision du marxisme et une réaction irraisonnée contre certaines erreurs et illusions nées dans le P.C.I. Il ne se prononce pas à savoir s'il est totalement révisionniste ou défenseur de la thèse kautskyste du super-impérialisme.

2<sup>e</sup> La majorité du P.C.I. estime qu'il n'y a pas lieu de se livrer à la moindre révision doctrinale. Nous sommes toujours dans la période de l'impérialisme — dernière étape du capitalisme — avec ses contradictions, ses différenciations, ses guerres.

En résumé : ni stabilisation, ni consolidation.

Variante : La situation en général révolutionnaire n'exclut pas l'existence d'un courant contre-révolutionnaire impulsé par le stalinisme et la social-démocratie.

Lénine a rappelé que l'impérialisme pourrait manifester des sursauts de vigueur et que, par ailleurs, il crée la corruption dans le prolétariat.

b) L'U.R.S.S. — Est-elle toujours Etat prolétarien ou sommes-nous devant un Etat post-révolutionnaire ? Certains camarades ne perçoivent pas de différence fondamentale entre le Capitalisme d'Etat en U.R.S.S. et le Capitalisme tout court des autres pays.

Pour d'autres, ces différences fondamentales existent et l'U.R.S.S. demeure un corps étranger dans le monde capitaliste. La classe privilégiée en U.R.S.S. reste dans une situation précaire comparativement à la bourgeoisie des pays capitalistes.

c) La guerre. — Deux tendances en présence. La première estime que notre position devant la guerre n'a pas à être révisée et qu'il faut appliquer sans défaillance le défaitisme révolutionnaire.

La seconde introduit dans la discussion la formule du défensisme révolutionnaire s'il s'agit de défendre un mouvement d'émancipation.

d) Questions d'organisation. — « C'est une erreur, disent les uns, de s'être constitué en parti ; nous n'avons pas les forces pour jouer un rôle réel de parti. »

« Lutter pour un parti en constituant ce qui ne sera qu'un embryon du parti nouveau, ce n'est pas seulement une question de force ; la force règle les formes de la propagande qui sont parfois mauvaises ; ce qui compte, c'est la plate-forme politique et le ralliement à la notion fondamentale du parti non pas abstraitement, mais dans l'application de cette notion à la vie d'un groupe révolutionnaire », répondent d'autres camarades.

D'autre part, plusieurs camarades sont d'accord avec ce passage du rapport d'activité où l'on estime :

« Il est incontestable que le comité central, malgré son importance numérique ou à cause de cette importance numérique, n'a pas dans son ensemble participé de façon égale aux tâches qui lui incombaient et qu'une besogne écrasante est retombée sur les épaules de quelques camarades. Cette inégale répartition des tâches, jointe à une inégale participation aux décisions politiques, est des plus préjudiciables au P.C.I., elle crée une situation de fait intolérable pour les militants à qui incombe la besogne, dangereuse pour le parti. »

L'ensemble des militants considère que, dans la période qui vient, sans négliger l'activité politique, il faut donner une plus grande place à la formation de cadres qui puissent résister à la bourrasque du chauvinisme.

Sur quelle base programmatique doit-on créer ces cadres ? Faut-il réviser les notions fondamentales des bolcheviks-léninistes ou les maintenir ? C'est le thème politique du congrès.

Il nous suffira de reproduire les résolutions adoptées pour comprendre à quel point le troisième Congrès du P.C.I. peut être une date marquante dans le regroupement de l'avant-garde révolutionnaire.



# 3<sup>e</sup> CONGRÈS DU P. C. I. septembre 1937

## THÈSES ET RÉSOLUTIONS

### Thèse politique générale

Le 10 octobre 1936, lorsque le P.C.I. se reconstitua après une tentative infructueuse d'unification il adopta et la thèse de Trotsky sur « la nouvelle montée révolutionnaire du prolétariat » et le contre-projet présenté par ses membres au C.C. du P. O. I. comme thèse politique.

Depuis l'adoption de ces textes, les événements qui se sont produits : développement de la lutte en Espagne, de la situation politique en France, incidents d'Alméria, grèves aux Etats-Unis, crise en URSS, etc... ont confirmé l'orientation générale qui s'y trouvait définie. Les antagonismes se développant relativement vite dans le monde entre la révolution prolétarienne et la contre-révolution fasciste, cependant que simultanément s'accumulent les dangers d'explosion d'un conflit mondial. Les présentes thèses confirmant l'orientation générale des textes antérieurement adoptés, ont seulement pour objet de préciser les tendances qui n'étaient que dessinées l'an dernier, de répondre aux questions nouvelles soulevées par l'expérience passée et plus particulièrement d'exprimer la situation et les tâches présentes de l'avant-garde révolutionnaire.

#### I. — Situation

##### économique mondiale

1<sup>o</sup> La presse, et plus spécialement celle du Front populaire, a fait grand bruit autour d'une « reprise économique », dans le monde. Des statistiques, il ressort que depuis la deuxième partie de l'année 1932, nous assistons effectivement à une augmentation de l'activité économique dans le monde, activité qui était tombée brutalement depuis le krach de 1929.

Mais les données statistiques elles-mêmes permettent de faire les observations suivantes :

a) La reprise depuis 1933 est faible, n'atteignant pas le niveau de la période de prospérité et ne tendant même pas vers celui-ci;

b) La reprise s'observe plus particulièrement dans les industries de guerre, elle est donc liée beaucoup moins à une production ayant des débouchés d'une consommation « pacifique » qu'à une production qui apporte sa part dans la tension internationale;

c) Certains économistes annoncent déjà des signes d'une nouvelle crise cyclique.

Toutes ces observations confirment les appréciations émises en 1932 par les bolcheviks-léninistes, à savoir que, sur la crise générale de décomposition du capitalisme, viendraient se greffer les crises cycliques, comme en connut le capitalisme ascendant d'avant-guerre, mais avec cette différence que ces crises cycliques seraient plus longues tandis que les reprises seraient de moins en moins fortes.

2<sup>o</sup> Pour achever l'examen de la situation économique mondiale, il y a lieu de répondre à la question qui a fait les frais de la crise? au profit de qui s'est produite la reprise si minime soit-elle?

a) En ce qui concerne les rapports entre le capital et le travail, la création d'une masse mondiale de chômeurs, les chiffres des salaires, et la réorganisation des industries montrent que la reprise s'est faite aux dépens du prolétariat; ce dernier cherche une issue sur le plan politique, même quand il commence par lutter pour des revendications telles que les 40 heures, les congés payés et les contrats collectifs, etc...

b) En ce qui concerne les rapports entre puissances, il n'y a pas de réponse à cette question sur le plan purement économique; c'est sur le plan politique, par les armes en fin de compte que se déterminerait un nouvel équilibre entre puissances. Il y a toutefois lieu de noter que l'URSS, en cessant de constituer face au monde capitaliste, le foyer de la révolution prolétarienne, est entrée dans le cercle des grandes puissances, en conservant l'impulsion donnée par la révolution prolétarienne au développement de ses forces productrices et est devenue une puissance mondiale de premier plan, non seulement par sa situation géographique et démographique comme la Russie des tsars mais par le développement de son économie, elle-même.

#### II. — Situation

##### politique mondiale

Dans le monde où la tension a dépassé une valeur dangereuse, où la course aux armements ne cesse de se développer, où la guerre en Espagne met déjà en fait aux prises plusieurs puissances européennes, une importante tentative de freinage



sur la pente de la guerre est envisagée sous la direction des Etats-Unis, appuyés par quelques groupes capitalistes européens (voyage de Van Zeeland auprès de Roosevelt).

La liaison de ces groupes avec les démocraties et les blocs politiques de Front populaire dans différents pays pose le problème suivant :

Y a-t-il aujourd'hui la possibilité d'une nouvelle ère démocratique-pacifique en Europe, de durée bien relative, comme en 1924-25 par suite de l'intervention des Etats-Unis pour organiser l'Europe (plan Dawes et Young)? En 1924, les Etats-Unis par leur or, purent ranimer l'économie allemande et assurer en Europe une certaine période de paix, la vague révolutionnaire brisée avait laissé place à des illusions démocratiques. L'Europe avait à relever son économie, l'échec de l'occupation de la Ruhr avait entraîné un équilibre déterminé entre les puissances européennes.

Actuellement, l'influence des Etats-Unis, eux-mêmes rongés de contradictions, sur l'Europe ne peut avoir des conséquences « pacifiques ». Tout avantage accordé à l'une des nations trouve sa contre-partie négative pour une autre nation. Exemple : l'Italie qui s'est heurtée à l'Angleterre d'une part en Ethiopie, d'autre part en Espagne, sur la route d'Extrême-Orient. L'industrie allemande restaurée dans un économie privée de débouchés et de masse monétaire exige impérieusement une nouvelle division du globe.

Enfin et surtout, tandis qu'en 1924, le prolétariat sortait épuisé et vaincu de sa lutte révolutionnaire d'après-guerre, aujourd'hui le prolétariat de plusieurs pays s'est réveillé, s'est ébranlé et traverse une période d'illusions démocratiques qui peut lui permettre d'aboutir rapidement aux solutions révolutionnaires.

L'Espagne est l'exemple avant-coureur de la situation vers laquelle se précipite le monde : guerre impérialiste et guerre civile imbriquées, la guerre impérialiste devenant plus menaçante à mesure que le prolétariat ne mène pas énergiquement la guerre civile.

Dans cette situation, l'élément décisif dépend de la reconstruction de l'avant-garde révolutionnaire. Le plus formidable obstacle à ce groupement réside dans le gouvernement de l'Union soviétique, les partis staliniens qui lui sont inféodés, qui, au nom de la Révolution d'Octobre dont ils sont les usurpateurs, appellent les masses travailleuses à la défense du régime capitaliste, mènent la campagne la plus systématique de calomnies odieuses contre les révolutionnaires, pour se livrer ensuite à la répression la plus brutale ainsi que vient de le montrer de façon fulgurante leur lutte en Espagne contre le P. O. U. M. et les éléments anarchistes non domestiqués.

Dans la période actuelle où la guerre impérialiste et la guerre civile, la contre-révolution et la révolution se sont accrochées pour un combat gigantesque, la France constitue la plaque tournante pour l'Europe. L'histoire fait porter aux révolutionnaires de France la responsabilité de la victoire ou de la défaite de la révolution prolétarienne non seulement en France, mais dans les principales puissances à l'exception des Etats-Unis et du Japon. De la capacité des partisans d'aujourd'hui à rassembler l'avant-garde révolutionnaire dans un parti sachant entraîner les grandes masses autour des mots d'ordre du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale dépend pour une

longue période l'avenir de l'humanité en Europe et sur une grande partie du continent asiatique.

### III. — Situation en France

#### 1<sup>re</sup> La crise révolutionnaire.

De même qu'elle est entrée avec du retard dans la crise mondiale, l'économie de la France capitaliste participe avec du retard à la légère reprise mondiale. Les causes qui ont assuré la résistance au développement de la crise sept années auparavant (économie en retard sur celle de l'Allemagne, de l'Angleterre, des Etats-Unis, etc., marché intérieur petit bourgeois, paysan important, situation privilégiée en Europe par suite du traité de Versailles), aujourd'hui produisent l'effet inverse : l'économie ne pouvant se maintenir aux rangs des grandes puissances, l'économie paysanne pesant sur les possibilités de l'industrie, la destruction du système de Versailles, ramènent la France vers une position de puissance de seconde zone. La situation financière de la France, jadis prêteuse des petites puissances, est absolument désastreuse. La politique extérieure de la France est de plus en plus à la remorque d'autres puissances.

La décadence de la France, la menace de guerre qui correspond à une menace d'existence de la France comme nation, ont provoqué une crise de la structure de la société. Il s'opère des regroupements dans toutes les classes. A une période pré-révolutionnaire ouverte par le coup de force réactionnaire du 6 février 1934 et close par la victoire électorale du Front populaire de mai 1936, succède une période révolutionnaire inaugurée par la grève générale de juin 1936 et où s'inscrivent parmi bien des événements, les assassinats de Clichy et la grève générale du 18 mars pour la région parisienne.

#### 2<sup>re</sup> Bilan du Front populaire.

Les nouvelles lois sociales n'ont pas été accordées par le Front populaire mais par l'action des masses en dehors des directives du Front populaire. La politique du Front populaire a permis que ces mesures soient entravées ou annihilées.

L'augmentation du coût de la vie, la dévaluation monétaire ont frappé les travailleurs et les classes moyennes dont le Front populaire prétendait assurer la liaison. Les nouveaux projets financiers, de quelque ministre qu'ils soient, portent atteinte au niveau de vie des travailleurs. Les couches les plus misérables, les chômeurs, les jeunes, les femmes, les vieux, n'ont même pas eu des augmentations comparables aux autres catégories de travailleurs. Dans les colonies, l'exploitation par l'impérialisme français n'a pas diminué, elle s'est souvent même « rationalisée ».

La lutte contre le fascisme n'a jamais été concrètement menée. La dissolution des « Ligues fascistes » a servi à la formation de « partis » fascistes qui bénéficient de la protection policière contre les manifestations ouvrières (assassinats de Clichy). Par contre la presse révolutionnaire a été systématiquement poursuivie malgré sa faible diffusion. Le projet de nouvelle loi sur la presse ne gênera pas d'un iota la presse réactionnaire mais apportera de nouveaux obstacles à la lutte révolutionnaire.

La politique du Front populaire, sur le plan de la politique étrangère n'a été que la suite



de la politique de Tardieu-Laval : utilisation de la S. D. N. comme moyen de défense de l'impérialisme français; alliances politiques et militaires; course aux armements effrénée; militarisation et domestication de la population et des organisations civiles (projet d'éducation de la jeunesse — défense passive) enfin, et surtout, participation à l'écrasement de la révolution espagnole.

### 3. La crise du Front populaire. — Les classes en France.

Porté au pouvoir en mai 1936 par une puissante poussée des masses travailleuses, le Front populaire possède après une année de pouvoir encore une influence considérable sur ces masses travailleuses, bien que les mesures qu'il a prises aient frappé directement ou indirectement celles-ci.

Cependant la crise du Front populaire, c'est-à-dire la rupture entre la politique confusionaliste qu'il exprimait, les formations qui la défendent et les masses illusionnées, a commencé. La chute du gouvernement Blum n'en est qu'une des manifestations les plus visibles.

Dans la grande bourgeoisie, à côté des éléments qui continuent à soutenir le fascisme, une partie qui a séjourné au pouvoir du Front populaire, fait sur lui une pression considérable, par l'intermédiaire des radicaux, pour s'opposer à toute nouvelle mesure sociale ou pour saboter l'application de celles déjà votées.

Dans les classes moyennes, on observe déjà d'importants passages de couches précédemment Front populaire ou sympathisantes vers le fascisme. Ceci est plus sensible particulièrement dans l'évolution de l'orientation des formations professionnelles de ces couches.

Le fascisme à l'heure présente se trouve dans une étape d'organisation, de formation de ses cadres et il n'en est qu'au début d'un recrutement massif pour des actions de masse. La fabrication de l'outil fasciste se fait plutôt difficilement pour la bourgeoisie, cette fabrication se heurte même dans les rangs bourgeois et petits bourgeois à de fortes traditions démocratiques, à la crainte de heurter de front la classe ouvrière, beaucoup plus qu'aux rivalités de « chefs » et de formations différentes qui, au contraire, permettent au grand capital de mieux faire sa sélection.

Si le réservoir de masses pour le fascisme est constitué par les classes moyennes longtemps à la remorque du parti radical, il est également à noter que dès maintenant des courants fascistes se manifestent dans les cadres de ce parti radical (manifestation de Carcassonne) ainsi que des courants de caractère « bonapartiste » pour « l'état fort ». Ce phénomène n'est nullement surprenant si l'on tient compte que depuis la formation de la III<sup>e</sup> République, la seule période de dictature qu'ait connue la France, à la faveur de la guerre mondiale, se fit avec un radical, Clemenceau, sous l'invocation des traditions jacobines de la Première République.

Le prolétariat reste la force la plus importante du Front populaire bien que cette politique n'ait jamais cherché qu'à le dépouiller de son hégémonie dans l'action. Seule une minorité bien faible a rompu avec le Front populaire au cours de sa première année de pouvoir.

Mais des modifications profondes se sont produites dans les sentiments des masses qui se font jour de façon très déformée dans les rapports réciproques des divers composants du Front populaire.

### 4. Regroupements dans le prolétariat.

Depuis juin 1936, la classe ouvrière en France qui, par l'occupation des usines, a donné le signal aux travailleurs d'autres pays, a connu une succession de luttes qui ont abouti à des résultats partiels plus ou moins importants quant aux revendications immédiates, mais dans aucune desquelles ne s'est manifesté le moindre signe de lassitude ou de décomposition du mouvement engagé en juin 1936.

Le foisonnement de petites luttes marque à la fois l'éveil de nombreuses couches ouvrières restées pendant des années rebelles à toute action de classe, et l'absence d'une direction révolutionnaire pour coordonner ces luttes vers de vastes objectifs pour la prise du pouvoir.

A) L'Unité syndicale. — Faite sous la pression de masses, l'unité syndicale à son tour a fait que les masses en lutte ont rejoint en masse la C.G.T. unifiée. La C.G.T. est aujourd'hui, avec le P.C., l'organisme le plus puissant de freinage et d'étouffement du mouvement ouvrier que possède le capitalisme français. Dans les nouvelles lois sociales, la direction confédérale a surtout vu un moyen d'établir une nouvelle administration d'état, plus complexe que la police ou la justice, mais pour le moins aussi efficace.

La lutte que se mènent ex-dirigeants confédérés et ex-dirigeants unitaires ne dépasse pas le cadre sordide d'une lutte de places, les deux clans s'entendant immédiatement dès qu'il s'agit de réprimer la volonté de combat des travailleurs (ex-grève des coiffeurs, revendications des employés ou des métallurgistes).

Les essais de constitution d'une minorité syndicale révolutionnaire n'ont pas donné d'importants résultats, malgré les manifestations multiples de mécontentement à la base. La cause en est en premier lieu, l'absence d'une direction politique révolutionnaire, la fragmentation politique et organisationnelle de l'avant-garde.

B) Parti communiste et parti socialiste. — Ces deux formations entraînent derrière elles la majorité des travailleurs et n'ont entre elles aucune division doctrinale essentielle. De ce fait, le problème de l'unité qu'ils ont posé pour canaliser la volonté de combat des masses sur une question formelle, n'a été traité par les uns et par les autres qu'avec l'objectif de majoriser le parti « frère ».

Depuis le début, cette politique a surtout servi le parti communiste, bénéficiant sur ce plan, d'une capacité de manœuvre supérieure. Le P. C. s'était borné jusqu'à présent à marquer des points, en évitant de pousser le problème à fond tant que la pression des masses ne l'y a pas contraint. L'aggravation de la situation politique, sur le plan international plus particulièrement, peuvent entraîner très rapidement, en même temps que la participation des staliniens au gouvernement, la réalisation de l'unification du P. C. et du P. S.

C) Les formations centristes. — Sur la gauche



du P.S. et dans ses rangs; sur la gauche du P.C. mais hors de ses rangs, la « Gauche révolutionnaire (aujourd'hui minorité de la C. A. P.) et « l'Association communiste révolutionnaire » (groupe Que Faire) poursuivent une politique dont le résultat le plus tangible est d'empêcher la rupture de couches importantes de militants avec ces deux formations, de fragmenter, d'éparpiller et d'anéantir aux moments critiques, les noyaux de militants du P. C. ou du P. S. qui entrent en état de rupture avec ces formations traîtresses, en un mot de bloquer la voie au rassemblement et à la formation d'un parti révolutionnaire, à la lutte pour la IV<sup>e</sup> Internationale.

Parmi les formations de caractère contriste, il y a lieu de classer l'Union Anarchiste à qui les événements d'Espagne, depuis juillet 1936, avaient donné une impulsion. Effectivement, sur tous les problèmes importants, l'organisation libertaire a pris, par suite de ses positions inconsistantes sur les questions fondamentales (Etat, dictature, démocratie), une position plus à gauche mais pas différente dans son essence de celle du Front populaire. Leur approbation, même avec réticence de la participation des anarchistes espagnols dans le gouvernement bourgeois marque la tendance exacte des dirigeants de cette organisation.

D) P. O. I. et P. C. I. — Aux difficultés objectives qui se dressent sur la voie de la formation de la IV<sup>e</sup> Internationale et d'un parti révolutionnaire en France, s'ajoutent des difficultés intrinsèques aux partisans de la IV<sup>e</sup> Internationale dans ce pays et qui se traduisent par l'existence de deux formations, P.O.I. et P.C.I., se revendiquant du même programme et entre lesquelles existe une hostilité profonde.

Aux moyens de lutte du P. O. I. contre le P. C. I., au régime intérieur du P. O. I. que les militants du P. C. I. n'ont pas voulu accepter, il y a lieu d'ajouter une accentuation des méthodes de bluff et de politique de personne qui sont, elles aussi, une caricature des méthodes développées par le stalinisme.

Sur cette question particulière, le P. C. I. s'en tient à la position suivante : lutter pour l'unification sur la base d'une politique claire et d'un régime sain d'organisation; favoriser dès maintenant l'unification par la réalisation du front unique entre les groupes locaux.

## IV. — Nos tâches générales

L'orientation de l'activité du parti est déterminée par la perspective courte de grands conflits de classe dominée par le danger de guerre et pouvant être coupée par la guerre.

Comme il n'a cessé de le faire au cours des mois passés, le P. C. I. combattra énergiquement tous les sentiments « défaitistes » au sein du prolétariat parmi les militants de l'avant-garde. Si la poussée des masses vers le stalinisme, l'éparpillement des forces d'avant-garde, la divi-

sion des B. L. constituent autant de facteurs négatifs pour la victoire du prolétariat, la décomposition de la société capitaliste entraînera des luttes immenses qui apporteront de nouveaux moments pour la lutte révolutionnaire.

\*\*\*

Au premier plan, le P. C. I. donnera à son activité l'axe de la lutte pour le pouvoir des ouvriers et des paysans.

Contre la guerre qui menace, contre la « grande pénitence » imposée aux masses travailleuses, le P. C. I. dénoncera les mensonges des dirigeants du Front populaire, qui ne font que répéter les arguments de la réaction : la guerre civile, c'est la France livrée à l'étranger (Blum), la classe ouvrière doit apporter sa part de sacrifices maintenant qu'elle a plus de droits. Le P. C. I. montrera que cette politique, empruntant les couleurs de la réaction, est celle qui sert le mieux le fascisme en préparant des couches nombreuses à passer à celui-ci.

Le P. C. I. soutient que la lutte révolutionnaire en France réveillerait la lutte de classes en Allemagne, fortifierait la classe ouvrière et affaiblirait les positions d'Hitler. La révolution en France serait le commencement de la fin pour le fascisme en Allemagne et en Italie.

A la « sécurité de la France », nous opposons le mot d'ordre des « Etats Unis socialistes d'Europe ».

Notre propagande contre la guerre doit être liée à une activité systématique parmi les jeunes et les soldats; dans ce secteur la propagande de masse pour intégrer les soldats dans la vie politique des autres couches d'exploités doit être combinée au travail illégal.

Contre les stalinien qui préparent les masses à la guerre sous le signe de l'anti-hitlérisme, contre les social-patriotes qui, pacifistes, jusqu'au déclenchement du conflit, le préparent heure par heure et contre les fascistes dont le « pacifisme » sert à masquer qu'ils donnent d'autres objectifs à la guerre, le parti défend pour les travailleurs encasernés les mots d'ordre suivants :

Réduction du service militaire.

Droit de vote aux soldats.

Le Parti dénonce la prolongation du service militaire faite sous le couvert de la préparation militaire et de l'éducation physique obligatoire.

Le Parti propose le front unique à tous les courants prolétariens qui font, même confusément, la lutte contre l'Union sacrée. Il les dénonce impitoyablement quand ils se refusent à rompre dans les actes avec les social-chauvins.

(Cette thèse est adoptée à l'unanimité moins la voix du camarade Melche, dont nous donnons plus loin les positions, et quelques abstentions.)



# Sur la question de l'U. R. S. S.

On passe ensuite à la discussion sur la question russe. Deux résolutions restent en présence.

Une minorité sur cette question, qui voit dans la bureaucratie une couche privilégiée destinée à se dissocier et non une classe, avait faite sienne la définition suivante donnée par L. Trotsky dans « La Révolution trahie », définition englobant la Société soviétique et pas seulement l'Etat soviétique.

« L'U.R.S.S. est une société intermédiaire entre le capitalisme et le socialisme, dans laquelle :

- a) les forces productives sont encore trop insuffisantes pour donner à la propriété d'Etat un caractère socialiste;
- b) le penchant à l'accumulation primitive, né du besoin, se manifeste à travers tous les pores de l'économie planifiée;
- c) les normes de répartition, de nature bourgeoise, sont à la base de la différenciation sociale;
- d) le développement économique, tout en améliorant lentement la condition des travailleurs, contribue à former rapidement une couche de privilégiés;
- e) la bureaucratie, exploitant les antagonismes sociaux, est devenue une caste incontrôlée, étrangère au socialisme;
- f) la révolution sociale trahie par le parti gouvernant vit encore dans les rapports de propriété et la conscience des travailleurs;
- g) l'évolution des contradictions accumulées peut aboutir au socialisme ou rejeter la société vers le capitalisme;
- h) la contre-révolution en marche vers le capitalisme devra briser la résistance des ouvriers;
- i) les ouvriers marchant vers le socialisme devront renverser la bureaucratie. La question sera tranchée en définitive par la lutte de deux forces vives sur les terrains national et international. »

## La résolution majoritaire de Marc Laurent

1) Le P. C. I., constatant la liquidation de toute démocratie prolétarienne en U.R.S.S., de l'installation au pouvoir d'une bureaucratie exploitatrice et incontrôlable, considère qu'il n'y a plus de dictature du prolétariat en U.R.S.S.

2) Il considère que l'Etat russe n'est plus, dans ces conditions, un Etat ouvrier. Il constate que la bureaucratie soviétique est parvenue, depuis la N.E.P., à la fois à étendre considérablement en U.R.S.S. le secteur collectivisé et à exproprier politiquement et économiquement (en lui enlevant tout contrôle) le prolétariat russe.

3) Le P. C. I. se refuse cependant à assimiler l'U.R.S.S. à un Etat capitaliste et repousse toute formulation creuse comme : « Fascisme rouge », etc.... Le P. C. I. tient en effet compte du caractère particulier du capitalisme d'Etat post-révolutionnaire en U.R.S.S. (expropriation sans indemnité, annulation des dettes intérieures, importance du secteur nationalisé), du fait que l'U.R.S.S. demeure jusqu'à un certain point un corps étranger dans le système impérialiste, et de la précarité de la dictature bureaucratique en U.R.S.S. coïncée entre le capitalisme mondial et la lutte révolutionnaire du prolétariat, en face d'un réveil possible de la volonté d'action du prolétariat mondial.

5) Le P. C. I. considère que la IV<sup>e</sup> Internationale doit susciter et canaliser vers l'issue révolutionnaire ce réveil.

La IV<sup>e</sup> Internationale devra, pour y parvenir, faire la critique marxiste des conditions dans lesquelles a été réalisée la révolution russe et la prise du pouvoir par la bureaucratie.

La IV<sup>e</sup> Internationale s'attachera tout particulièrement à l'éducation de ses membres, à l'instauration dans ses rangs d'un centralisme largement démocratique, seul moyen d'éviter la dictature des sommets sur la base et du parti sur la classe.

6) La IV<sup>e</sup> Internationale soutiendra la volonté de résistance toujours considérable du prolétariat russe, à l'emprise du capitalisme mondial et à la colonisation de l'U. R. S. S.

Elle démontrera que cette lutte ne peut être menée sous la houlette de la classe bureaucratique capable des pires alliances pour la défense de ses avantages, ni sous le drapeau du nationalisme.

Elle soutiendra la lutte des masses russes contre les privilèges de la bureaucratie, pour le contrôle ouvrier par une véritable démocratie prolétarienne.

Elle se délimitera sérieusement dans sa lutte pour l'émancipation du prolétariat russe de la bureaucratie, de tout courant « libéral » bourgeois quels qu'en soient ses aspects.

Le vote donne les résultats suivants :

Résolution Marc : 69.

Résolution minoritaire : 56.

Abstentions : 30.

## Rapports internationaux

Le problème des rapports internationaux fut l'objet d'une discussion et d'une résolution qui fut votée à l'unanimité des délégués moins deux mandats, lesquels exprimèrent leur accord sur l'orientation politique mais considérèrent que la résolution était insuffisamment critique vis-à-vis des organismes officiels pour la IV<sup>e</sup>.

Le 3<sup>e</sup> Congrès du P. C. I. affirme son accord fondamental avec les positions politiques sur lesquelles luttent depuis plus de dix années les bolcheviks-léninistes en U.R.S.S. et dans le

monde, et affirme sa solidarité politique avec leur lutte, leurs épreuves. Sa fidélité à la plateforme B.-L., le P. C. I. l'exprime en revendiquant l'unification des forces B.-L. dans tous les pays par la création d'un centre de liaison dont les membres soient démocratiquement informés et les délégués soient démocratiquement élus en une conférence préparatoire des partisans de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Le 3<sup>e</sup> Congrès du P. C. I. maintient son adhésion au Bureau pour la IV<sup>e</sup> Internationale,



déplore le silence de ce bureau dans toutes ses publications sur l'adhésion antérieure du P.C.I. et en appelle aux B.-L. de tous les pays pour que cessent ces méthodes impropres à la victoire et à la formation du faisceau solide des B.-L. dans le monde.

Le 3<sup>e</sup> Congrès du P.C.I. salue le camarade

## Unification des B. - L.

Après une longue discussion, la résolution suivante sur l'unification des B. L. fut adoptée par 89 mandats contre 17 pour une autre résolution unitaire et 29 contre toute unification.

« Le 3<sup>e</sup> Congrès du P. C. I. rappelle que l'unification des forces B.-L. en 1936 n'a pu être réalisée par le fait du régime intérieur imposé par l'autre tronçon B.-L. soutenu par le Bureau pour la IV<sup>e</sup> Internationale.

Une année s'est écoulée, le P.C.I. a reconstitué ses forces en continuant le combat. Sa presse, l'activité de ses militants, ses luttes et la répression sont l'expression de son existence, de sa vie politique, de sa lutte révolutionnaire.

L'autre tronçon B.-L., malgré l'unification de 1936, malgré l'appui international, a développé une politique zig-zagante, opportuniste, n'hésitant pas au bloc avec des libéraux ou centristes contre d'autres B.-L. Les exclusions se succèdent en ses rangs.

S'appesantir sur les difficultés du développement du P. O. I. ou du P. C. I. dans tous les

Léon Trotsky, dont la lutte a constitué depuis la mort de Lénine la condition de régénérescence du mouvement révolutionnaire, affirme sa solidarité avec Léon Trotsky, les B.-L. russes et de tous pays objets de la répression implacable des forces ligées de la contre-révolution.

détails ne peut suffire. Aucune des deux formations n'a réussi en une année à progresser nettement, même dans les limites de la pression politique provoquée par les stalinien; une des causes est la division des forces B.-L.

Le 3<sup>e</sup> Congrès du P.C.I. estime que l'unification des B.-L. en France est une des conditions les plus importantes pour la formation du parti révolutionnaire en France. Il condamne les positions anti-unitaires basées sur des questions qui ne reposent sur rien de principal.

Le P. C. I. considère comme moyens nécessaires les plus rapides pour réaliser effectivement l'unification:

1) L'action commune soit à l'échelle nationale, soit à l'échelle locale;

2) Les discussions communes sur les problèmes de la construction du parti révolutionnaire;

et charge le C. C. de travailler à la réalisation des positions ainsi définies ».

## Mots d'ordre du programme

Le Congrès aborda ensuite le problème des mots d'ordre du programme d'action proposé dans les thèses du C. C.

L'ensemble des mots d'ordre contenus dans ce programme d'action, sauf un, reçut l'approbation du Congrès et fut voté à l'unanimité.

Fut soumis au vote « échelle mobile », après discussion en nos rangs; ce mot d'ordre fut adopté par 85 mandats contre 52 et 9 abstentions.

Une résolution fut également déposée sur le mot d'ordre du gouvernement Blum-Jouhaux-Thorez, considéré par de nombreux camarades comme étant justifié dans la période écoulée mais erroné maintenant, ces camarades estimant que, par l'expérience actuelle, ce mot d'ordre se trouve de ce fait dépassé. Aussi ce mot d'ordre fut donc repoussé par 126 mandats contre 8 et 12 abstentions.

Voici le texte adopté qui fait suite à la thèse politique générale :

« Le P.C.I. combat non seulement le Front populaire, ainsi qu'il l'a fait au cours des mois écoulés, il dénonce également la formule « Front populaire de combat » lancée par divers éléments du Front populaire; cette formule n'ex-

primant qu'une réforme de la politique de collaboration de classes et non la rupture totale avec cette politique.

Plus que jamais, le P.C.I. mettant en avant la nécessité d'une politique autonome de classe, préconisera pour la détermination et la réalisation d'une telle politique, la création d'organes de masses sur la base de l'usine, le bureau, la commune, la caserne, etc...

Bâtis ton Soviet ! Bâtis ton Conseil ! tel est le mot d'ordre que le Parti apportera à toutes les couches travailleuses.

A ce mot d'ordre sont liés les mots d'ordre : **Arme ton Soviet, Unis les Soviets**, éléments indispensables pour que la lutte ouvrière n'ait pas un caractère verbal et pour que les luttes ouvrières soient coordonnées.

C'est à l'usine, au chantier, au bureau que tente de pénétrer par l'orientation syndicale la politique du bloc de l'exploité et de l'exploiteur.

Les illusions semées par le Front populaire sur l'amélioration du sort des masses rendront plus aigues les luttes contre la diminution systématique de leur niveau de vie entreprise par le grand capital. Le Parti doit lutter pour :

— l'augmentation générale des salaires et des indemnités de chômage ;



- un salaire minimum ;
- le salaire égal à travail égal ;
- le contrôle de l'embauchage et du débau-chage ;
- l'échelle mobile.

L'axe de ces revendications : le contrôle ou-vrier sur les bénéfices patronaux et la gestion patronale.

Le moyen : le conseil d'usine, organisme de tous les exploités.

A la tactique du respect de la propriété, op-poser le mot d'ordre de l'occupation pour toute revendication voulue par les travailleurs d'une entreprise et celui de la gestion contre toute résistance patronale.

Le Parti et ses militants soumettent leurs solutions à la discussion et au vote des ou-riers directement et au syndicat ; c'est la classe ouvrière qui décide, mais dans cette lutte idéologique, le militant du Parti mène son combat révolutionnaire pour grossir à chaque pas les rangs du Parti.

Le Parti et ses militants posent leurs mots d'ordre pour pousser au maximum les contra-dictions entre les courants de collaboration de classe et les ouvriers révolutionnaires, si l'oc-cupation se réalise, la proposition de gestion s'accompagne de demande au gouvernement de nationalisation pour que soit démontré le jeu double du gouvernement dans le cadre de la bourgeoisie et son impuissance pour les ou-riers.

Le Parti ne pousse pas dans les aventures les minorités révolutionnaires qui se manifes-tent, il les délimite, les organise, les coordonne, les assimile.

Le Parti ne sépare pas la lutte directe de l'ouvrier à l'usine de l'ensemble de la lutte de classes pour le pouvoir.

Le Parti exerce une grande prudence dans ses liens avec ses cellules d'usine, afin de ne pas couper ses militants ; la cellule doit être organisée de telle sorte qu'elle puisse être promptement clandestine. Ses militants doivent former des minorités révolutionnaires plus lar-ges afin d'y développer nos tendances.



L'activité du Parti, tout en prenant pour centre la lutte à l'entreprise doit être orientée vers la liaison de cette lutte avec la lutte gé-nérale des masses.

Comme programme général d'action, il défend les mots d'ordre suivants dans son agitation :

- Amnistie totale ;
- Abolition des lois super-scélerates ;
- Dissolution réelle des partis fascistes et déportation de leurs chefs ;
- Réduction du service militaire ;
- Augmentation réelle, par rapport au coût de la vie, des salaires et des indemnités de chômeurs ;
- Application de la semaine de 40 heures ;
- Annulation des dettes des paysans, mora-toire aux petits commerçants ;

— Suppression des lois d'exception pour les ouvriers émigrés et coloniaux ;

— Contre les nouvelles charges fiscales appli-quées aux masses laborieuses ;

— Nationalisation des banques et des gran-des industries ;

— Suppression du Sénat et de la Présidence de la République, embuscade des agents de la bourgeoisie.

Le Parti ne présente pas ces mots d'ordre sous forme d'un catalogue de promesses électo-rales. Tout au contraire, il montre aux masses comment chacun de ces mots d'ordre s'impose pour qu'elles ne soient pas victimes du capital et comment celles-ci peuvent effectivement ou-vrir à leur réalisation par le moyen de leurs Conseils (Soviets).



Le travail d'organisation du Parti doit s'adapter étroitement aux tâches politiques qui viennent d'être définies et être poursuivi aussi systématiquement que le travail d'agitation po-litique.

A) En premier lieu se pose le renforcement numérique et politique du Parti.

Recrutement intense et éducation systéma-tique des cadres sont une des conditions pour constituer une organisation en vue du travail dans les entreprises.

Une organisation en vue du fonctionnement dans l'illégalité.

B) Le recrutement du Parti s'effectuera d'une part par son action directe dans la classe ou-rière ; d'autre part, par l'action concertée de ses membres dans d'autres organisations.

a) un travail doit être systématiquement mené sur courants gauches dans ou autour du P.C. et du P.S. ;

b) dans les syndicats seront organisées des fractions du P.C.I. Les membres du P.C.I. met-tront en avant, dans les syndicats, la nécessité de créer des Comités de travailleurs par entre-prise ; ils s'opposeront à la participation plus grande de la C.G.T. aux organismes de l'Etat bourgeois et défendront le mot d'ordre de Congrès des Conseils de travailleurs par indus-trie pour le contrôle, puis la nationalisation des grandes industries ;

c) en vue d'associer à l'activité du Parti sur son programme d'action et d'orienter vers le parti les travailleurs hostiles à la politique des sections de la II<sup>e</sup> et III<sup>e</sup> Internationales, le P.C.I. préconisera et créera, dans la mesure des possibilités, sur la base des entreprises ou des localités, des organismes de front unique sur le point précis de la constitution d'un ré-seau de Conseils (Soviets). Le Parti tentera d'associer dans des Comités pour les Soviets, les travailleurs organisés ou non dans les forma-tions d'avant-garde ou dans les grandes forma-tions, qui s'affirmeront partisans d'organisa-tions autonomes du prolétariat pour les luttes actuelles du prolétariat. Ce front unique visera à intensifier, notamment dans les entreprises, la propagande pour la création de ces Conseils ou Soviets et à assurer au moment propice la création même de ces Conseils (Soviets). »



# Le problème de la guerre

Le défaitisme révolutionnaire a fait l'objet d'une discussion très serrée. La position suivante en ce qui concerne l'Espagne et la guerre fut adoptée par 104 mandats contre 17 et 25 abstentions.

## La résolution majoritaire pour le défaitisme révolutionnaire

« Le P.C.I. affirme son attachement à la conception du défaitisme révolutionnaire en cas de guerre impérialiste :

1) Le défaitisme révolutionnaire n'est pas l'expression du pacifisme bourgeois, c'est la continuation de la guerre civile en temps de guerre, dont le mot d'ordre de la paix n'est qu'un élément de désorganisation de l'Etat bourgeois.

2) Le défaitisme ne vise pas à une action individualiste, c'est une lutte de masse pour transformer la guerre impérialiste en guerre civile; c'est l'appui à toutes les manifestations révolutionnaires des masses prolétariennes en général.

3) Le défaitisme, c'est la défaite de son gouvernement de son impérialisme, c'est la fraternisation avec les ouvriers et les paysans « ennemis ».

Le P. C. I. définit la position du prolétariat en cas de guerre suivant qu'il s'agit de nations impérialistes ou non.

Dans les pays impérialistes, le P. C. I. se prononce en toutes circonstances pour la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, par le défaitisme révolutionnaire. Cette tactique

est le contraire de toute action individuelle (qui rejoindrait l'objection de conscience); elle signifie la continuation du travail collectif des militants placés à l'intérieur comme sur les lignes de feu, suivant les décisions de l'organisation pour pousser à la guerre civile (fraternisation au front, manifestations et grèves à l'intérieur).

Le P. C. I. condamne pour les pays impérialistes toute autre politique que celle du défaitisme révolutionnaire et notamment celle qui a été définie sous le nom de « défensisme révolutionnaire » ou de « collaboration révolutionnaire ».

Les rares tentatives de liaison organique entre les organismes de la démocratie bourgeoise et les organismes de la démocratie prolétarienne (conseils comme ce fut le cas dans l'Allemagne de Weimar, ou dans l'Espagne après juillet 1937), ont toujours abouti à l'écrasement du prolétariat parce que ces organismes sont incompatibles: cette conception est à la genèse des fautes du P.O.U.M. en Espagne.

Pour la France, plus que pour l'Espagne, une telle tactique ne constitue qu'une concession au sentiment « antifasciste » vague dans les masses: sentiment nourri et exploité par les organisations du Front populaire pour mieux préparer l'union sacrée. Le « défensisme révolutionnaire » ne peut sous la pression de la guerre, qu'estomper la nécessité de la lutte pour le pouvoir, puisqu'il y a « collaboration », et, par suite, effacer la ligne de démarcation de classe.

Les B.-L. doivent exposer que seul le prolétariat peut vaincre le fascisme en créant le pouvoir des ouvriers et des paysans et en en faisant avec la démocratie bourgeoise.

## Résolution minoritaire de Marc Laurent

1°) Au stade actuel du développement de l'humanité : celui de l'impérialisme dernière étape du capitalisme, époque des guerres et des révolutions (Lénine) tout conflit armé mettant aux prises deux Etats capitalistes (quels que soient leurs régimes intérieurs) est obligatoirement impérialiste et appelé à prendre un caractère mondial devant avoir nécessairement de larges conséquences sociales. De même toute révolution entraîne inévitablement l'entrée en lice des différentes forces de l'impérialisme mondial, visant à la fois l'écrasement du mouvement révolutionnaire et le partage des marchés, richesses, colonies, etc... du pays en révolution. Il résulte que tout conflit armé intérieur ou extérieur tend à une généralisation plus ou moins large à la fois sur le plan des relations interimpérialistes et sur celui des rapports sociaux, posant ainsi sur une large échelle le problème de nouveaux équilibres.

2°) La transformation de la guerre impérialiste en guerre civile pour les Etats-Unis soviétiques d'Europe demeure le seul objectif du prolétariat révolutionnaire en temps de guerre.

3°) Pour transformer la guerre impérialiste en guerre civile, il faut une tactique juste et un parti, une Internationale révolutionnaires.

4°) Deux tactiques peuvent seules, en cas d'une guerre mondiale prochaine, être préconisées : le défaitisme révolutionnaire, le défensisme révolutionnaire. L'application de l'une ou de l'autre devra dépendre pour tel ou tel pays, des circonstances. Dans un même pays, il ne peut y avoir pour toute la guerre de tactique immuable déterminée une fois pour toutes, l'une pouvant être substituée à l'autre si les événements l'exigent.



## 5\*) LE DÉFAITISME RÉVOLUTIONNAIRE.

Le défaitisme révolutionnaire signifie organiser par tous les moyens allant du sabotage à la fraternisation, la défaite militaire pour favoriser le triomphe de la révolution prolétarienne. Le défaitisme révolutionnaire ne doit pas être confondu avec le défaitisme petit bourgeois des non-résistants, des pacifistes, des individualistes de toutes sortes dont beaucoup n'ont d'autre but que de sauver leur peau ou leurs intérêts. Le défaitisme révolutionnaire peut être appelé à utiliser ces tendances mais ne peut leur être assimilé, son but étant la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile victorieuse.

Le défaitisme révolutionnaire s'impose dans toute guerre impérialiste sauf le cas où la défaite risquerait de favoriser l'écrasement d'un mouvement d'émancipation colonial ou semi-colonial (Chine, etc...) ou d'un mouvement révolutionnaire. Dans ce cas, la tactique du défensisme révolutionnaire devra être substituée au défaitisme.

6\*) LE DÉFENSISME RÉVOLUTIONNAIRE QUI SIGNIFIE LA RESISTANCE MILITAIRE ne peut s'entendre que comme moyen de défense d'une révolution, d'un mouvement révolutionnaire en cours de développement, ou de la lutte de peuples opprimés contre un oppresseur impérialiste.

Elle peut être menée par la dictature du prolétariat au moyen de l'armée rouge ou par le front unique d'action avec une partie de la petite bourgeoisie contre la grande bourgeoisie (Espagne). Tout front unique d'action doit nécessairement comprendre : 1\*) un certain nombre d'actions réelles contre le grand capital, telles que nationalisation des banques, des grandes entreprises, expropriation sans indemnité des grosses fortunes, etc., etc... 2\*) l'indépendance d'action du prolétariat qui doit garder ses organismes propres de contrôle et d'expression (comités d'usine, de soldats), etc...

Dans toutes les circonstances où les conditions ne permettent pas à la tactique du défensisme révolutionnaire d'être un instrument de la révolution mondiale, il faut résolument revenir ou s'engager dans la voie du défaitisme révolutionnaire et ne jamais admettre ni l'union sacrée, sous quelque forme ou sous quelque prétexte que ce soit, ni l'utilisation du front unique au renforcement du rapport des forces en faveur de la bourgeoisie, ce front unique ne pouvant avoir qu'un caractère précaire dont l'issue est inévitablement l'écrasement ou la victoire du prolétariat révolutionnaire.

## 7\*) LA DÉFENSE DE L'U.R.S.S.

Il ne peut plus y avoir de défense inconditionnée de l'U.R.S.S. depuis qu'il n'existe plus de dictature du prolétariat en U.R.S.S. Les conditions progressives de l'économie russe planifiée, l'absence de grand capitalisme en U.R.S.S., les possibilités révolutionnaires considérables qu'offre le prolétariat russe ne peuvent cependant permettre l'assimilation de l'U.R.S.S. aux Etats impérialistes.

Les prolétariats embrigadés contre les troupes russes devront pratiquer le défaitisme révolutionnaire pour la victoire révolutionnaire dans leur pays et en U.R.S.S. (expropriation de la bureaucratie), ils ne devront jamais oublier qu'ils ne pourront triompher de leur propre impérialisme sans lutter contre la bureaucratie de l'I.C. Les prolétariats embrigadés par leur capitalisme et l'I.C. au service de leur impérialisme et de la bureaucratie russe devront rejeter tout autre « collaboration » que celle du front unique d'action tel qu'il a été défini et si ces conditions apparaissent absolument impossibles, pratiquer le défaitisme révolutionnaire quelles qu'en soient les conséquences militaires pour l'armée russe.

## 8\*) LA FRATERNISATION.

La fraternisation n'est pas la désertion ni le refus de se battre ; c'est l'utilisation d'un ensemble de moyens pour prendre contact avec « l'ennemi », lui démontrer la convergence des intérêts de classe et le devoir révolutionnaire. Ces moyens iront du tract aux redditions concertées et au refus mutuel de se battre en passant par les échanges de nourriture, de délégués, la conclusion d'armistices locaux, etc... La fraternisation reste le moyen essentiel de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile et de la victoire de la révolution aussi bien dans le cas du défaitisme que du défensisme révolutionnaire. La réalisation ou le sabotage de la fraternisation constituera la meilleure pierre de touche de la valeur révolutionnaire du « défensisme » en cas d'application de cette tactique.



## 9\*) L'ACTION CONTRE LA GUERRE EN TEMPS DE PAIX.

La lutte contre la guerre est liée à la lutte de chaque jour contre le capitalisme et le militarisme. L'action à mener contre la guerre devrait être essentiellement dirigée vers les buts suivants :

1. — Susciter la haine du capitalisme et de ses alliés les bureaucrates des grands partis (c'est le capitalisme qui est la cause de la guerre, le fascisme n'est qu'un produit du capitalisme, etc., etc...).
2. — Exalter l'internationalisme prolétarien — pour abattre Hitler et le fascisme pour la révolution mondiale — il faut fraterniser contre Hitler et contre Gamelin, Weygand, etc... avec le prolétaire, le paysan allemand sous l'uniforme.
3. — Montrer que les prolétaires n'ont rien à défendre, ils n'ont pas de patrie, la défense de la patrie bourgeoise ne vaut pas une goutte de leur sang.
4. — Exposer que pour les exploités, la mobilisation ne peut vouloir dire qu'une chose « armement ». Leur seul souci doit être d'utiliser les armes pour la révolution mondiale pour leur propre émancipation. Ils ne doivent donc accepter aucune union sacrée ni alliance avec le grand capital mais créer leurs comités d'usines, leurs conseils de soldats ; leur premier acte doit être de se débarrasser des fascistes français, de prendre leurs usines, les banques et d'organiser avec les soldats allemands, contre Hitler, la fraternisation.

Le but n'est pas la victoire militaire mais la révolution européenne, les E.-U. soviétiques d'Europe, plutôt la défaite pour la révolution que l'obéissance aux officiers fascistes et à la discipline capitaliste pour la victoire qui ne peut être alors qu'une victoire capitaliste.

La victoire capitaliste signifie l'entente des impérialismes pour un nouveau partage du monde, la destruction des révolutionnaires et l'asservissement du prolétariat mondial (russe inclus).

## LE PARTI REVOLUTIONNAIRE

Sans parti révolutionnaire pas de tactique juste, pas de victoire durable. L'existence d'un parti révolutionnaire sera particulièrement difficile dans la prochaine guerre ; le P.C.I. doit prendre immédiatement toutes dispositions pour assurer son action en cas de menaces de guerre et en cas de guerre. De ses possibilités de garder ses liaisons et d'agir en toutes circonstances dépendent dans une large mesure la formation du parti révolutionnaire en France.

Les militants du P.C.I. doivent être préparés à l'éventualité d'une guerre prochaine et chacun doit connaître le poste et les fonctions qu'il devra assumer pour le Parti. Les militants recevront une éducation particulière qui devra fourmiller d'exemples concrets et les aider dans le cas d'une grande poussée chauvine à s'orienter sans aventurisme ni opportunisme.

Le militant du P.C.I. ne doit pas être un doctrinaire impuissant mais un militant capable de s'accrocher aux événements, aux faits mêmes minimes pour influencer les diverses situations en les orientant vers l'issue révolutionnaire.

## Le rapport des jeunesses communistes internationalistes

La discussion des tâches dans la jeunesse fut axée par un rapport fouillé des camarades jeunes. Un des éléments importants de ce Congrès fut justement la formation d'un noyau de jeunes politiquement développés et aptes à entreprendre des tâches sérieuses dans les couches jeunes de la classe ouvrière.

C'est à l'unanimité que fut adopté le rapport jeune en ce qui concerne la discussion sur la tactique ; pour les positions dans les organisations auxiliaires, la discussion se développa et une position fut déterminée à la majorité de 90 mandats contre 23 et 29 abstentions.



## Tâches d'organisation

La dernière journée du Congrès fut réservée aux tâches de l'organisation. Ayant résolu le problème de l'orientation à adopter dans la période qui vient, fixé son programme d'action, s'étant déterminé internationalement, le Congrès aborda les formes d'organisation à donner avec les faibles forces dont dispose l'avant-garde révolutionnaire, afin d'avoir le maximum d'efficacité.

Il ne s'agissait plus là que d'une discussion sur les meilleures formes d'activité à adopter pour vaincre.

Le Congrès se prononça sur la résolution suivante par 100 mandats contre 40.

« Il approuve les statuts modifiés aux articles ..., donc la base d'organisation reste la même, cellule d'usine, de caserne, de quartier;

2) Décide de profiter à fond de l'activité légale possible tout en préparant très sérieusement la résistance à la répression.

3) Décide de réduire à 18 le nombre des membres du C. C. résidant à Paris; celui-ci décidant de la division de ses tâches; le Congrès insiste pour qu'il assure une décentralisation des tâches qu'il procède à la division des budgets, qu'il crée une documentation sérieuse et développe un effort très sérieux pour le développement des liens internationaux existants.

4) Fermet du journal. — « La Commune » reste dans son format actuel, quatre pages ou deux pages selon les possibilités matérielles, parution hebdomadaire absolue.

5) Revue. — La revue paraîtra au minimum tous les deux mois. Premier numéro en octobre.

6) Bulletin d'information intérieur. — Tous les mois, édité par un des groupes de province les plus proches de Paris.

7) Décide une conférence syndicale sur les problèmes du travail dans les usines et dans les syndicats, pour les 24 et 25 décembre.

## Organismes dirigeants

Le Congrès procéda ensuite à l'élection de ses organismes de direction, lesquels, conformément aux statuts, furent renouvelés par moitié; une réunion du C. C. pour la division des tâches et la répartition du travail eut lieu avec la présence des camarades de province.

Le P. C. I. va redoubler d'activité et se préparer sérieusement aux luttes révolutionnaires

à venir. Il le fera par une liaison encore plus systématique et plus sérieuse avec la classe ouvrière.

Notre troisième Congrès a jugé que le problème de son activité syndicale doit sérieusement être traité dans toute l'organisation. Aussi, en décidant la préparation d'une conférence syndicale nationale, le Congrès a fait un pas en avant dans son développement.

## Les positions de J. Meiche

*Nous publions deux textes exposant les positions développées par le camarade Meiche, textes que le Congrès repoussa unanimement. En conclusion, ce camarade donna sa démission du P.C.I. Ses positions n'étant pas définitives, nous espérons que l'expérience le fera revenir parmi nous.*

### Conclusion du rapport sur la question russe

1. — Secouant profondément le capitalisme européen, la guerre de 1914-1918 porta au paroxysme les contradictions du régime autocratique tsariste, particulièrement la contradiction « entre le capitalisme en général et les formes de production pré-capitalistes » (Trotsky), amenant la rupture d'un des derniers chaînons du féodalisme. La quatrième Douma, produit du système électoral réactionnaire des quatre classes, devint inconsciemment l'instrument de la Révolution de Février que, seul de tous les partis soviétiques, le Parti des bolcheviks sut mener à son aboutissement par l'insurrection d'Octobre. Ce rôle d'accoucheur de la révolution restera le mérite impérissable des bolcheviks et de Lénine. Il faut chercher là la raison d'une autorité que n'ébranla pas la dissolution de la Constituante tant réclamée par les bolcheviks et dont les masses populaires attendaient tant.

2. — La ligne stratégique du parti bolchevik était double : 1) socialisation du sol et de l'industrie russes ; 2) appel immédiat au prolétariat allemand pour l'instau-



ration des Soviets d'Allemagne. La jonction des deux révolutions russe et allemande permettrait la construction des Etats-Unis Socialistes d'Europe et même d'Asie. Mais la dure réalité devait contredire ce plan.

a) Juridiquement socialisé, au lendemain d'octobre, le sol fut pratiquement divisé d'instinct en « parcelles » individuelles par 20 millions de familles paysannes ; les bolcheviks ne purent qu'enregistrer le fait qui aboutit à accentuer (au lieu de les supprimer) les différenciations sociales à la campagne. Premier échec de la révolution socialiste. Rosa Luxembourg, qui fut la première à le signaler, ajoute en constatant le poids de l'hérédité de la vieille Russie : « Une fois en possession de sa terre, le paysan russe se claquemura dans sa propriété nouvelle, laissant la Révolution à ses ennemis, l'Etat à la ruine et la population des villes à la famine ».

b) Juridiquement socialisées, un an après octobre, les mines et les usines furent placées sous le contrôle théorique des ouvriers survivants, mais furent pratiquement dirigées et administrées par les hommes de confiance du parti dirigeant, seul parti légal à cette époque (parti totalitaire). Ainsi naquit la techno-bureaucratie. Deuxième échec de la révolution socialiste qui compromettait déjà l'instauration ultérieure de la dictature prolétarienne à l'échelle de tout l'Etat. Cet échec n'enlève rien au rôle propulseur du prolétariat dans la révolution où il se révéla comme un collaborateur précieux et l'allié le plus sûr du pouvoir soviétique.

c) Le prolétariat allemand montra une carence absolue dans son devoir de solidarité à l'égard de la révolution russe, malgré les efforts d'une poignée de spartakistes héroïques qui furent finalement écrasés en janvier 1919. Troisième échec de la révolution socialiste.

d) Les impérialismes (d'abord l'allemand après Brest-Litowsk ; ensuite les Alliés et leurs généraux blancs) envahirent l'Ouest, le Sud, le Nord et l'Extrême-Est de l'U.R.S.S. en profitant de la déclaration des bolcheviks sur le droit de libre association des peuples de l'U.R.S.S. — principe purement wilsonien — pour susciter des mouvements séparatistes qui déprimaient la révolution tout en développant dans le peuple le sentiment national. Si les dits impérialismes ne parvinrent pas à étouffer la Révolution par le blocus, en raison de la pression des prolétariats européens et de l'action naissante de la III<sup>e</sup> Internationale, notamment aux colonies, en revanche ils contraignirent l'U.R.S.S. à l'isolement, c'est-à-dire à « l'autarcie ». Quatrième échec de la révolution socialiste internationale.

3. — Malgré l'échec de la révolution socialiste, le parti bolchevik, loin d'abandonner son plan, attendait une occasion plus favorable. En attendant, il effectua une « retraite provisoire » (Lénine) appelée la NEP, soupe de sûreté pour apaiser le paysan qu'avaient mécontenté les mesures administratives (régulations de blé, etc.) des deux années de « communisme de guerre ». Mais la retraite de la NEP, loin d'être provisoire fut définitive pour la raison que voici : « de l'aveu même de Trotsky, la guerre civile avait empêché le pouvoir soviétique de remplacer la vieille machine tsariste par une nouvelle » ; or, au moment même où l'étreinte impérialiste était desserrée et où théoriquement la « nouvelle machine » pouvait donc être bâtie, le pouvoir soviétique fut contraint par la situation intérieure et extérieure non seulement de rétablir le marché capitaliste mais d'instaurer dans l'industrie nationalisée les mêmes méthodes d'accumulation capitaliste (utilisation des normes de production et de répartition bourgeoises. La NEP, également nommée « capitalisme d'Etat » par Lénine, fermait donc définitivement la voie à la dictature prolétarienne, affermissait par contre la dictature des bureaux (et de leur parti totalitaire) et imprégnait de son esprit jusqu'au troisième Congrès de l'I.C. L'écrasement du prolétariat allemand, en octobre 1923, et la mort de Lénine, en janvier 1924, verrouillaient tout le système.

4. — Etroitement enserrées dans les limites géographiques de l'U.R.S.S., les forces coloniales libérées par la Révolution devaient trouver un débouché dans la reconstruction et la mise en valeur d'une industrie que l'autarcie orientait spontanément vers la « défense nationale » en vue de la consolidation de son indépendance de nouvelle nation. Ainal, l'existence de l'autarcie amenait la conception léninienne de la révolution mondiale à se trouver en contradiction violente avec le nouveau concept de la révolution nationale-socialiste. La lutte serrée, souterraine, acharnée, entre les deux conceptions (personnalisées, la première par Trotsky, la seconde par Staline) se termina par la victoire de cette dernière. Staline « faisant du nécessaire vertu »



(Trotsky) théorisa la position autarcique du régime ; par la vertu du miracle russe, la révolution nationale pouvait non seulement vivre mais se développer au point d'atteindre rapidement le socialisme malgré son isolement du marché mondial et sa rupture avec la division internationale du travail. Cela signifiait logiquement aussi l'exclusion du parti et le bannissement des tenants de la première conception ; les oppositions sapronovistes, trotskystes, etc., furent réprimées (Thermidor) non sans que la bureaucratie se soit emparée de leur programme d'industrialisation ; quant aux instruments (I.C.) ou possibilités (Angleterre, Chine) surgissant sur le globe, la première subsisterait comme appendice du Commissariat aux affaires extérieures, et on se servirait des secondes dans des buts expansionnistes non avoués.

5. — Le parti totalitaire préexistait ; mais son « chef incontesté » et sa « mystique nationale » du plan quinquennal ne datent que de 1927-1928, coïncidant avec la phase terminale de Thermidor. Doctrine chauvine, parti totalitaire, chef, les trois conditions étaient réalisées pour la création définitive du régime bonapartiste « national-socialiste ». D'Etat « ouvrier et paysan isolé à déviation bureaucratique » comme l'appelaient Lénine, l'Etat soviétique devenait une « autarcie nationale-socialiste » (plus exactement anti-communiste). Ce régime avait une supériorité sur le régime fasciste classique (italien), celle de n'avoir ni dettes extérieures, ni « rente industrielle » à verser aux propriétaires privés des moyens de production.

6. — Ainsi donc, Sokolnikov pouvait proclamer à la Conférence économique internationale de Genève (1928) la « coexistence pacifique du régime soviétique et des régimes capitalistes du monde ». Cela signifiait la fin de l'inconciliabilité entre les deux systèmes (thèse à laquelle en est resté encore aujourd'hui Trotsky) ; cela est si vrai qu'à cette époque, peu nombreux restèrent les Etats capitalistes qui ne reconnurent pas l'U. R. S. S. officiellement. Les antagonismes n'étaient d'ailleurs que secondaires, liés surtout au fait que la nouvelle classe bureaucratique-nationale-capitaliste utilisait des méthodes d'accumulation qui généraient (rançonnement des travailleurs, camps de travail forcé) au lieu de faire appel au « financement » par l'extérieur. Au surplus, la crise de fin 1929 devait obliger les capitalistes à se pencher sur leurs propres problèmes intérieurs.

7. — Le plan de l'opposition, animé des meilleures intentions, venait cependant trop tard. Préconiser la collectivisation de l'agriculture dix années après la critique de Rosa Luxembourg était théoriquement juste, mais pratiquement irréalisable ; après dix années d'exploitation individuelle de sa terre, le paysan devait la voir fusionner avec d'autres : c'était impossible, il préférerait tuer sa vache, abattre son cheval plutôt que de les donner à la collectivité. Il fallut recourir aux méthodes coercitives. Les armées ouvrières, envoyées dans ce but, « collectivisèrent », sur le papier tout au moins. Mais ce qui est sûr, c'est qu'une haine antiouvrière farouche habita l'esprit du moujik. Adieu la « smitchka » ! Les années de famine 1931-32 furent la rançon de la collectivisation forcée. Quant aux ouvriers, leur sort dans les usines était inférieur aux années d'avant l'industrialisation. Seul, le bureaucrate s'en tirait. Pourtant, le mérite de l'élaboration du plan oppositionnel consista à empêcher la révolution de stagner, de l'obliger à poursuivre sa course, en un mot à durer.

8. — A mesure que la base industrielle s'augmentait, la dépendance de l'U.R.S.S. à l'égard du marché mondial croissait. Mais attendre de la bureaucratie stalinienne qu'elle évitât l'asphyxie lente créée par l'autarcie, c'était attendre qu'elle se suicidât bénévolement ! Les résultats du premier plan quinquennal furent maigres ; en mettant à part l'augmentation de la production par rapport à 1913, en précisant que le rythme de développement (trois fois) fut extraordinaire, quoique inférieur au rythme japonais (4 fois), il est nécessaire de rappeler qu'au triple point de vue qualité, prix de revient, productivité du travail, les résultats furent absolument piteux (au point qu'on peut se demander si les rendements obtenus par une économie dirigée ne sont point inférieurs à ceux obtenus par des économies partiellement dirigées (U. S. A. par exemple). Mais même les quelques maigres résultats enregistrés ont été compromis par les déchirements sociaux de 1933 et surtout ceux de 1936-37, qui ont affecté tous les domaines de la politique et de l'armée (épurations), ceux de l'administration d'Etat (arrestations, déplacements) et ceux des administrations des peuples « colo-



nisés » de la périphérie. Notons, parallèlement à ce processus de « nettoyage » anticommuniste, les procédés de stérilisation employés radicalement en Espagne ou ailleurs à l'égard des mouvements révolutionnaires. Pour donner le change, la clique stalinienne a cherché des succès extérieurs qui semblent bien éphémères ou fait mine de « libéraliser » le nouvel empire autarcique en dotant le régime d'une « nouvelle constitution » faisant la part plus large au paysan.

Toutes les tentatives ne la sauveront pas, et elle quittera la scène inexorablement. Plus elle imite les mœurs des autocrates moscovites et plus elle approche de ses « Cent Jours ».

9. — Lors que Trotsky démasque le mensonge du socialisme en U. R. S. S., qu'il dénonce la nouvelle constitution et qu'il prévoit une restauration, Trotsky a cent fois raison. Mais il est en contradiction avec lui-même et il faut, volens nolens, le jeu des staliniens en prenant position « pour la défense de l'Etat ouvrier ». En réalité, la position de Trotsky se raccorde avec celle qu'il défend à propos du « talisman » que constituerait, paraît-il, la « propriété étatique », à propos également de la soi-disant inconciliabilité entre les systèmes soviétique et capitaliste, à propos enfin du faux parallèle que fait Trotsky entre l'Etat ouvrier dégénéré et un syndicat ouvrier réformiste.

10. — Une nouvelle Internationale ne saurait prétendre aider et guider la reprise de la lutte des ouvriers russes tant qu'elle ne pourra donner à l'avant-garde ouvrière un historique sincère et une interprétation objective des événements révolutionnaires de l'U. R. S. S., tant dans la phase léninienne que pendant la phase stalinienne. Le nouveau parti international du prolétariat révolutionnaire rappellera les paroles prophétiques de Rosa Luxembourg : « La Révolution russe n'a fait que confirmer les enseignements fondamentaux de toutes les grandes révolutions, qui ont chacune pour loi vitale ceci : ou aller de l'avant d'un élan rapide et résolu, abattre d'une main de fer tous les obstacles et placer ses buts de plus en plus loin, ou être fort vite rejetée en arrière de son faible point de départ et écrasée par la contre-révolution » et il apprendra aux ouvriers que la révolution russe ayant été contrainte de s'en tenir au premier but (révolution agraire), en raison de la pression impérialiste jointe à la carence prolétarienne, la Révolution devait refuser, même si Staline n'était apparu pour en accélérer l'évolution contre-révolutionnaire. Le nouveau parti international devra faire la critique des méthodes centralisatrices et antidémocratiques (parfois même antiprolétariennes) des bolcheviks, méthodes qui aboutirent rapidement à la dictature du parti sur la classe.

En même temps, il sera attentif à la lutte revendicative des travailleurs des villes et des champs, lutte qui, on peut le présumer, empruntera les formes les plus élémentaires comme aussi les plus véhémentes, aiguissant leur esprit d'organisation en s'inspirant de l'expérience des luttes américaines (sweater system) et orientant leurs luttes vers l'obtention de salaires toujours plus élevés, mais aussi vers l'obtention de libertés politiques illimitées (pensée, presse, opinion, réunion, défense devant tribunaux, etc...), c'est-à-dire attaquant les chainons les uns après les autres. A aucun titre, le nouveau parti international ne proposera un programme qui ne tiendrait pas compte du rapport des forces et prohibera donc des mots d'ordre imprécis et sans signification concrète, comme « renverser la bureaucratie, régénérer la démocratie soviétique, liquider les privilèges et assurer le développement vers l'égalité socialiste ». Car de tels mots d'ordre signifient faire croire au prolétariat qu'il peut sauter par-dessus sa propre tête (miracle).

11. — Lorsque Lénine a écrit que « les révolutions ont perfectionné la machine capitaliste au lieu de la briser », il a écrit une phrase prophétiquement vraie qui trouve son illustration dans la révolution russe. Il n'en est pas moins vrai que cette « locomotive de l'histoire » a singulièrement fait progresser (sur 1/6 du globe) des peuples sur qui pesait un lourd passé d'obscurantisme et de misère morale et physiologique.



## Thèse politique générale...

La « thèse politique générale » que je me suis promis d'écrire pour le Congrès ne doit point être considérée comme définissant une pensée arrêtée et bien au point. Elle est plutôt un essai de perspective générale destiné à susciter une discussion autour d'une ligne sensiblement différente de celle que le P.C.I. a suivie jusqu'à ce jour.

Le rapport politique général de P. Frank (publié au B.I.) en dehors d'une sécheresse qui ne laisse place à aucune variante et en dehors d'un manque d'ampleur dans les perspectives, tend à marquer que « nous avons eu raison », que « le capitalisme est dans une impasse d'où il ne peut se tirer que par la guerre et la généralisation du fascisme », et que le prolétariat doit mettre à profit la période révolutionnaire (sic) que nous vivons pour actionner la plaque tournante qu'est la France, même si nous n'y réussissons pas du premier coup ». De telles positions montrent que le rapporteur évolue strictement dans les cadres d'un schéma traditionnel suivant lequel le capitalisme est pourrissant et ne peut qu'entraîner le monde de crise mondiale en guerre mondiale et vice-versa.

Si, par hasard, l'un d'entre nous s'étonne que, dans ces conditions, les ouvriers — premiers inté-

ressés à détruire ce système — ne manifestent pas le désir de renforcer le P.C.I. ou de fonder un autre parti révolutionnaire, P. Frank invoquera que les ouvriers sont encore en majorité obnubilés par le mirage russe, mais il pronostiquera, malgré cela, que, désillusionnés par le stalinisme à brève échéance, les ouvriers viendront remplir nos rangs ou fonderont leur parti révolutionnaire.

Je crois de plus en plus que c'est là une position qui ne tient compte ni des événements mondiaux récents, ni de l'évolution des masses dans le monde et en France, ni enfin d'une expérience B.-L. qui va bientôt compter une dizaine d'années de durée. Je pense que les perspectives de P. Frank, perspectives de la majorité des membres du C.C. jusqu'à ces derniers temps, traduisent une « ossification » de la pensée collective du P.C.I.

Encore une fois, la thèse que j'ai succinctement rédigée a principalement pour objet, en dehors du fait minime en soi de montrer mon évolution personnelle, d'obliger l'organisation à se pencher au Congrès et après le Congrès sur un certain nombre d'aspects politiques, économiques et sociaux, laissés souvent dans l'ombre.

## ...sur la situation dans le monde

I. — La prise du pouvoir par le prolétariat international est le but de la révolution prolétarienne. Lorsque Trotsky écrit que « la prise du pouvoir ne peut être un acte unique et simultané », il sous-entend que la révolution mondiale ne peut se faire qu'en plusieurs étapes dont la « première étape, écrit-il encore, est la Révolution d'Octobre ». En dehors du fait que la Révolution d'Octobre a été, plus exactement, un des derniers anneaux de la Révolution bourgeoise (terre et nation), Trotsky répète ce que dit le Manifeste Communiste : « Le prolétariat de chaque pays doit en finir, avant tout, avec sa propre bourgeoisie ». Cette conception mécaniste et graduelle de la révolution mondiale est en opposition non seulement avec la réalité de chaque jour (aucun prolétariat n'en a jusqu'ici fini avec sa propre bourgeoisie sauf le prolétariat russe qui l'a fait pour mieux rétrograder face à une nouvelle bourgeoisie nationale et bureaucratique), mais également en opposition avec l'enseignement de l'histoire, notamment celle des civilisations antiques, qu'on ne peut ignorer s'il est vrai, comme le disait Engels, que « la seule science est celle de l'histoire ».

II. — La révolution technique industrielle du XIX<sup>e</sup> siècle, œuvre de la race blanche, qui se poursuit encore et plus fortement que jamais sous nos yeux, a considérablement changé le cours millénaire des choses.

La machine a perturbé le cycle production-répartition-consommation au point de renverser complètement les termes du problème, c'est-à-dire de faire passer la société de la sous-production et de la famine à la surproduction et à l'abondance. De cette perturbation, par la rupture brusque d'équilibre entre production et consommation, vint la guerre de 1914-18. Après la guerre, le rapport production-consommation a vu croître son déséqui-

bre : de là les crises de 1920-22 puis de 1929-32, signes indubitables d'une « maladie » du capitalisme qui ont donné l'impression d'une prédominance des forces de stagnation sur les forces de développement du système capitaliste.

La machine a également perturbé les rapports entre les hommes, donc entre les classes et entre les nationalités, exacerbant les antagonismes par suite de la course au profit à l'intérieur des pays et entre les nations souveraines. Ces antagonismes ont donné naissance à des alliances et des solidarités de classe (Internationales, comités, cartels d'industries) et de pays (blocs, axes, pactes, ententes). Il faut à ce propos constater objectivement qu'aux moments décisifs, la solidarité a joué plus effectivement entre pays capitalistes malgré leurs antagonismes qu'entre prolétariats nationaux malgré leur absence théorique d'antagonismes. On doit même observer que, depuis une décennie, sous diverses causes objectives et subjectives, la solidarité prolétarienne internationale est purement verbale quand elle n'est pas franchement inexistante, remplacée par diverses expériences nationales de collaboration de classes.

III. — La civilisation moderne, qui a abouti, par le féodalisme, au capitalisme impérialiste de nos jours, a été précédée par d'autres civilisations au premier rang desquelles — la plus proche de nous — la civilisation gréco-romaine dont le théâtre d'opérations fut les pays baignant la Méditerranée et dont les centres dirigeants furent successivement Athènes, puis Rome.

La Grèce, après avoir colonisé les peuplades de la mer Egée, régna sur elles mais ne pouvant pas maintenir son unité se subdivisa en républiques antagonistes : Athènes, Sparte, Thèbes, Thessalie, etc..., qui se livrèrent des guerres acharnées rappelant les guerres entre pays européens (1914-18 y compris). De sorte que quelques centaines



d'années avant notre ère, les Latins ayant acquis sur la Grèce désuète une réelle supériorité militaire et commerciale, colonisa à son tour la Grèce et les autres contrées baignant la Méditerranée (Espagne, Gaule, Carthage, Palestine, Egypte, etc.). Moins de 5 siècles plus tard, Rome dégénéra et se trouva la proie des barbares (Germaines, Slaves) qui devinrent à leur tour le noyau de la **CIVILISATION EUROPEENNE** moderne et se trouvèrent à l'origine d'un nouveau cycle historique dont le théâtre fut non plus cette fois la Méditerranée, mais l'ancien Continent tout entier puis, au XVII<sup>e</sup> siècle également, le Nouveau Continent.

Parallèlement à ces conquêtes, aussi bien en Grèce qu'à Rome, il y eut des « révoltes d'esclaves » qui aboutirent aux partages de terres (lois de Solon et de Lycurgue en Grèce, lois agraires de C. Gracchus à Rome) ; mais ces révoltes étaient des phénomènes épisodiques donc non permanents. Aussi bien en Grèce qu'à Rome, les classes « inférieures » une fois calmées par quelques semblants de réformes jouèrent ensuite le jeu des classes « supérieures ».

IV. — L'Europe, après avoir été le berceau de la civilisation industrielle, et avoir exploité, en les courbant sous sa loi du profit, les peuples de couleur, l'Europe affaiblie considérablement par la tuerie de 1914-18, voit aujourd'hui sa primauté industrielle ravie par les Américains du Nord qui, de plus, lui ont pris d'importantes débouchés extérieurs. Il importe de noter ce passant que la direction imperialiste du monde reste ainsi entre les mains des blancs, puisque c'est près d'un tiers de la race blanche qui émigra dans les zones tempérées du Nouveau Continent entre 1800 et 1900.

Sans être encore définitivement implantée, la suprématie de l'Amérique sur le monde moderne s'exprime par l'exportation des marchandises et des capitaux la plus forte du monde, ainsi que par l'obtention des tarifs douaniers les plus avantageux ; elle s'exprime politiquement et militairement pas son influence sur les pays neufs de l'Amérique du Sud et Centrale, et aussi par sa parité militaire navale avec l'Angleterre. A la différence de Rome qui dut conquérir militairement la Grèce, New York augmente sa puissance à la faveur du self-affaiblissement des pays européens et en même temps en vassalisant l'Europe (réduite ainsi à la portion congrue) par des méthodes non militaires d'asservissement financier (politique du « financement » : plans Dawes et Young, dettes de guerre, installation d'industries de masses américaines en Europe, etc.). En plaçant sous sa coupe les pays d'Europe, elle possède par contre-coup un droit de regard sur les possessions coloniales des dits pays sans courir les risques militaires et diplomatiques et sans avoir à subir de guerre d'usure.

Parallèlement, des changements ont eu lieu dans le problème des classes. La position directrice des pays européens occidentaux jusqu'au premier quart du XX<sup>e</sup> siècle et de l'Amérique du Nord actuellement ont plus ou moins soulé les prolétariats occidentaux (européens et américains) à leurs propres bourgeoisies, grâce à des compromis successifs autour du problème central de la stabilité du gain et des loyers (« panem et cir-

censes » des Romains). Ces soudures, ces collaborations de classes, se font sur le dos des véritables prolétaires (au sens étymologique du mot, « prolère » = faire des enfants), des véritables « forçats de la faim » que sont les intouchables des Indes, les coolies chinois, les travailleurs japonais et russes, les fellahs arabes. En d'autres termes, le problème des classes rejoint celui des races. C'est avec raison qu'on parle communément de pays prolétaires proliférateurs et de pays nantis « malthusiens ».

V. — Toutes ces caractéristiques (suprématie de l'Amérique, vassalisation de l'Europe, soumission des prolétariats européens à leurs bourgeoisies, prolétariatisme absolu des masses asiatiques), ne sont pas encore achevées. Elles sont en train de prendre corps au travers de grosses difficultés, de crises, de guerres localisées, d'expériences fascistes, qui tracent tout de même clairement la ligne d'aboutissement : la **généralisation des capitalismes d'Etat** par la constitution d'autarcies plus ou moins élargies (fascisme allemand, empire italien, empire français, commonwealth britannique). Lorsque le Manifeste Communiste dit : « L'organisation du prolétariat en classes et par suite en parti est sans cesse détruite par la concurrence que se font entre eux les ouvriers », il fait allusion à la lutte entre les ouvriers sur le champ national et nous avons connu cette concurrence destructrice entre l'aristocratie ouvrière et l'ouvrier d'usine ; mais le nouveau Manifeste devrait dire : « L'organisation des prolétaires en parti international est rendue difficile sinon impossible par l'exploitation par l'aristocratie ouvrière américaine des prolétaires européens et l'exploitation par les prolétariats américain et européen des prolétaires asiatiques à salaires effroyablement bas. » La difficulté d'incorporer dans de mêmes organisations les prolétaires de la métropole et les ouvriers coloniaux surexploités existe encore davantage à l'échelle de la colonisation à 2 et 3 degrés. Difficultés objectives.

VI. — La Révolution russe qui voulut dégager l'Europe des griffes américaines en entraînant dans l'orbite socialiste par la constitution des « Etats-Unis Soviétiques d'Europe » — grand rêve effondré — a objectivement donné à la bourgeoisie mondiale une première leçon en lui révélant qu'elle pourrait trouver un salut provisoire en s'attachant des masses — même déçues par elle — par le truchement d'un parti totalitaire et d'un homme (ou d'une équipe) animé d'une mystique ; mais le cours stalinien de la Révolution russe a fait davantage en stérilisant, pour toute une époque, toute possibilité de révolution socialiste victorieuse. L'exemple de l'Espagne est à cet égard saisissant. Dans ces conditions, si la crise mondiale fait sa réapparition, entraînant crise politique, crise monétaire, chômage, le prolétariat français préalablement limité à l'horizon national mais gardant intacte sa volonté de socialisation, se portera non vers les embryons internationalistes, mais bien derrière les drapeaux socialistes nationaux décorés d'emblèmes antifascistes. Difficultés subjectives.

VII. — Dans le sténogramme d'un discours de Lénine sur la crise mondiale de 1920 (1<sup>re</sup> séance du 7<sup>e</sup> Congrès de l'I.C.) on peut lire : « Voici le tableau du monde à grands traits au lendemain



de la guerre impérialiste : un milliard et quart d'hommes à l'état de colonies opprimées... d'autre part, pas plus d'un quart de milliard d'hommes dans des pays sortis de la guerre sains et saufs. Mais tous sont tombés sous la dépendance économique des Etats-Unis... Et nous avons en fin de compte un quart de milliard de population dans des pays où seuls les capitalistes placés au sommet ont profité du partage du monde. Or, la population du globe est de 1 milliard 3/4 d'hommes. » A la fin du même discours, Lénine dit : « A ce Congrès se fait l'union des prolétaires révolutionnaires des pays capitalistes avancés... avec les masses opprimées des pays coloniaux d'Orient qui représentent 70 % de la population mondiale. »

Mais en mars 1923, au II<sup>e</sup> Congrès du Parti Bolchevik, Lénine lance un avertissement : « L'histoire connaît des transformations de toutes sortes... L'avenir historique est décidé par des masses gigantesques... Sur une vaste échelle historique, le parti n'est pas le facteur décisif... Si la nation conquérante a une culture étrangère inférieure à celle qui a été vaincue, alors... la nation vaincue impose sa culture au vainqueur ».

Quatorze ans plus tard, Trotsky, citant les paroles ci-dessus, les explique sur le plan de classe en rappelant que « les meilleurs peuvent dégénérer dans l'esprit d'une culture bourgeoise ».

Si Lénine vivait encore, sans doute constaterait-il qu'aujourd'hui les « masses gigantesques » se sont rangées à la culture du vaincu (bourgeois). Il est permis d'ajouter : « c'est donc qu'actuellement encore la culture étrangère ou bourgeoise est supérieure à la culture du vainqueur prolétarien ou — ce qui revient au même — que le conquérant prolétarien n'a pas encore acquis une culture supérieure ».

VIII. — Si donc le centre de gravité des antagonismes s'est déplacé de l'axe des classes vers l'axe des nations ou mieux de groupes de nations, il en résulte parallèlement un éloignement des conflits décisifs de classes et un rapprochement des conflits impérialistes. Mais rapprochement ne signifie point imminence. Avant de donner la parole au canon, les bourgeoisies antagonistes, qu'elles soient fascistes ou « démocratiques », épuisent toutes les ressources de leur diplomatie et elles sont nombreuses ; car, au surplus, les bourgeoisies savent qu'en déclenchant la guerre impérialiste, elles déclenchent, par là-même, son complément, la guerre civile. Rapprochement ne signifie pas non plus généralisation obligatoire. La guerre d'Espagne est un exemple d'essai — jusqu'ici réussi — de localisation d'un conflit. Quant à la guerre nippo-chinoise, qui est avant tout coloniale, elle non plus n'est point appelée à se généraliser.

Cependant, il est indubitable que, tôt ou tard, l'Europe sera à nouveau le théâtre d'opérations guerrières, notamment en raison de l'antagonisme croissant italo-anglais. La prochaine conflagration européenne devant sonner définitivement le glas de l'Europe, les nations européennes — qui le savent — tentent l'impossible pour retarder le plus qu'elles pourront ce ou ces conflits pourtant inévitables, et les autres nations s'efforceront de les localiser.

On objecte souvent, à l'appui de la thèse de l'imminence de la guerre impérialiste mondiale,

l'impossibilité pour certains régimes (allemand, russe, italien) de durer sans le dérivatif de la guerre impérialiste directe ou par intermédiaire. C'est une vue simpliste des choses. Tant qu'il n'existe point une organisation politique de remplacement supérieure à celle qui existe, tout nouveau régime est absolument impossible ; or, aucun régime totalitaire ne tolère d'autre organisation que la sienne propre. A défaut de guerre impérialiste qui fait planer sur elles un redoutable risque, les dictatures se satisfont de victoires intérieures symboliques, de réussites diplomatiques, de guerres coloniales, ou même préparent une amélioration constante de leur rapport de forces en sapant certaines positions adverses.

IX. — A la lumière du travail de sape que constitue l'infatigable propagande pro-islamique de l'Italie en Egypte, en Afrique du Nord, dans les pays du Levant et jusqu'aux Indes, on voit comment le fascisme sait utiliser à sa façon la théorie du défaitisme révolutionnaire de Lénine, comme d'ailleurs certains mots d'ordre de la révolution russe (abolition des dettes, suppression du chômage, bien-être et joie ouvrière, etc...). Pour lutter contre les pays nantis, l'Italie, pays-prolétaire, n'hésite point à briser la « solidarité des Blancs », se conduit en défaitiste de la race blanche : elle facilite les premiers pas du mouvement panislamique ; d'autre part, l'axe Berlin-Rome pousse à l'« unification » de la race jaune sous la botte nipponne. Ce faisant, Hitler et Mussolini favorisent inconsciemment le réveil du milliard et quart d'habitants des pays coloniaux, et, par répercussion, la nouvelle « ruée des barbares » du XX<sup>e</sup> siècle, sorte de nouvelle guerre de classe provoquée par la surexploitation des colonisés et hâtée par l'existence de richesses entassées dans les pays d'Europe en état de décomposition et de dépopulation.

Dans cette nouvelle mêlée des peuples, si le colonisé-exploité est le conquérant, il imposera sa culture au vaincu si elle est supérieure ; dans le cas contraire, il la subira. Dans la Rome décadente, ce furent les « barbares » qui, cependant vainqueurs militairement, se virent administrer le système féodal supérieur à l'esclavage et imposer la domination romaine de Byzance. Dans cette future guerre des classes et des races, il n'est point fatal que la race blanche soit vaincue, que son impérialisme succombe ; car le blanc voudra suppléer à son manque de population par une supériorité technique et organisatrice. Quoi qu'il en soit, s'il doit se trouver ainsi une opportunité nouvelle pour une révolution socialiste victorieuse, à l'échelle cette fois d'un continent, c'est au moment d'un pareil cataclysme seulement qu'elle pourra se frayer à nouveau un chemin.

X. — Il est souvent coutume, dans les organisations prolétariennes, d'afficher un dédain de l'histoire des civilisations passées et de se défier des perspectives « apocalyptiques ». Cependant, tous les révolutionnaires ont tracé de telles perspectives grâce aux connaissances tirées des enseignements historiques des siècles écoulés ; d'autre part, sans perspectives longues on s'oblige à l'action politique au jour le jour : or, c'est la pire des actions.

Plus sérieuse est la position de ceux qui professent que le régime capitaliste est arrivé à un



stade de son développement où, se décomposant sous nos yeux, il ne peut qu'aller en crises en guerres, à moins de trouver de nouveaux débouchés qui pour le moment lui font défaut.

Il faut avant tout observer que les crises sont des phénomènes normaux et nécessaires à l'équilibre et à la santé de tout organisme doué de mouvement. Si l'organisme les surmonte, c'est signe qu'il fonctionne normalement. L'essentiel donc pour le capitalisme, c'est qu'il surmonte ses crises. Comment la bourgeoisie les surmonte-t-elle ? Le Manifeste Communiste nous répond ainsi : « ... par la destruction forcée des forces productives d'une part, et par la conquête de nouveaux débouchés d'autre part. » Ajoutons que précisément l'organisation généralisée des capitalismes d'Etat répond au besoin de rationaliser les destructions forcées de forces productives et surtout au besoin d'exploiter plus parfaitement les anciens débouchés. Sans doute cette rationalisation des pertes de forces productives, sans doute cette exploitation perfectionnée des anciens débouchés auront-ils des limites, voire une fin, puisque « la bourgeoisie prépare des crises plus générales et diminue les moyens de les prévenir (Manifeste Communiste). Sans doute l'organisme capitaliste dans son ensemble n'a-t-il à souffrir de plus en plus de la « coexistence d'une croissance rapide du capitalisme impérialiste et d'une tendance à sa décomposition » (Lénine). Mais toute la question est de savoir laquelle de ces deux tendances (la croissance ou la décomposition) l'emporte tendanciellement sur l'autre. Voici une courte liste des valeurs comparées progressives et régressives du capitalisme impérialiste de nos jours :

#### Tendance à la croissance :

1. Large essor des techniques industrielles, notamment de la chimie synthétique, de la technique des ondes, des rayons, de la technique de l'atome ; progrès de la médecine et de la technique du froid en vue de la mise en valeur des terres les plus fertiles du globe (Congo, Brésil, Malaisie, Madagascar, etc...), destinées à devenir des centres de réserves de vivres.

2. Production et mise en valeur des nouvelles richesses minéralogiques de Chine, Brésil, U.R.S.S. et perspectives de baisse des prix de revient des produits de base.

3. Supériorité pratique du système capitaliste sur le système « socialiste » de l'U.R.S.S. aux yeux d'ouvriers de plus en plus nombreux (du moins de nos jours) en raison de la faillite de l'expérience stalinienne.

4. Progrès nombreux des bourgeoisies nationales et du capitalisme dans son ensemble quant à la technique de la domination de classe (mystiques, moyens de répression directs et indirects, bureaucratie).

5. Absence d'organisation politique révolutionnaire à l'échelle internationale.

#### Tendance à la décomposition :

1. Les tendances capitalistes à freiner le développement et l'exploitation des inventions sont loin d'être générales en raison de la concurrence entre trusts et entre nations (industries de guerre).

2. Le retard du commerce mondial, sensible encore en 1937, risque de s'aggraver par suite de nouvelles mises en valeur. C'est seulement un risque.

3. Les autarcies signifient une rupture grave avec la division internationale du travail. Mais sont-elles une tendance achevée, définitive ? Rien n'est moins sûr.

4. Exploitation de plus en plus renforcée des peuples coloniaux d'Asie et d'Afrique faisant pressentir une brusque détente (explosions révolutionnaires).

5. Croissance présente de la conscience de leurs intérêts économiques chez les prolétaires métropolitains.

Si l'on mettait des coefficients en regard de chacun de ces points, il est indubitable que la tendance à la croissance l'emporterait nettement sur l'autre.

Lorsqu'on entend dire que depuis la fin de la guerre la crise ne cesse de déferler sur le monde, on a certes raison. Mais n'a-t-on point vu de pareilles « périodes de dépression » pendant le XIX<sup>e</sup> siècle, pendant 32 ans après les guerres napoléoniennes, puis pendant 24 ans après la guerre de 1870 ? Et n'a-t-on point vu aussi le système capitaliste (libéral à l'époque) surmonter de pareilles crises ?

XI. — On ne peut inférer de la présente thèse que l'auteur opte pour une perspective au bout de laquelle se trouverait la constitution d'un « sur-impérialisme ». Il se forme de plus en plus nettement dans le monde deux groupes de nations antagonistes ; c'est vrai. Mais chaque groupe n'est point arrivé et n'arrivera sans doute point à l'unité homogène que l'on suppose parfois à tort.

XII. — Mais dans son ensemble, la présente thèse se garde de faire miroiter des perspectives révolutionnaires enchantées et surtout immédiates. Un moraliste du XVIII<sup>e</sup> siècle a dit avec raison : « La plus grande perversion de l'esprit c'est de dire que les choses sont comme on désirerait qu'elles soient ». Le courage, avant d'être physique, est intellectuel. Il faut avoir le courage de voir que la bourgeoisie a retiré infiniment plus d'enseignements de la Révolution russe que les révolutionnaires prolétaires n'en ont retiré de la crise bourgeoise d'après-guerre.

Une révolution — surtout lorsqu'elle prétend avoir le monde pour champ d'opération et le prolétariat pour moteur — demande le concours de générations successives. Chaque génération doit comprendre son rôle comme chaînon de la chaîne. N'est pas qui veut le dernier maillon, c'est-à-dire celui qui réalise l'acte révolutionnaire que les autres et précédents maillons ont préparé. L'acte de 1789-93 n'a été que la consommation d'un acte plus long, plus obscur, que plus d'un demi-millénaire de luttes de bourgeois avait amorcé. On ne peut recommencer chaque quart de siècle un événement aussi important, un mouvement aussi élémentaire, un accouchement aussi impérieux que la Révolution Russe de février 1917 à mars 1921. Et surtout lorsque le prolétariat dans son ensemble et même dans son avant-garde, est loin d'en avoir compris les leçons et assimilé la marche et le développement. On doit même proclamer

qu'aussi longtemps que l'expérience russe n'aura pas été analysée, étudiée minutieusement, aussi longtemps que les événements mondiaux d'après-guerre n'auront point été passés au crible de la critique scientifique (comme Marx et Engels le firent au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle), aussi longtemps que dans les milieux révolutionnaires internationalistes la lutte de chapelles et d'organisations dominera la lutte des théories, aussi longtemps ceux qui se disent « avant-garde » n'auront point droit à ce nom.

Le « militant d'un type nouveau » dont le P.C.I. chercha, en son temps, les caractéristiques, sera, avant toutes choses, un travailleur armé d'une théorie (stratégie et tactique) qui, embryonnaire encore et souvent encrassée, exigera pour être forgée des connaissances approfondies, une immense réflexion, et de multiples confrontations avec la vie journalière d'ouvrier, confrontations qui exigeront de très nombreuses mises au point. Selon la perspective tracée plus haut, ce type nouveau de militant sera principalement le produit naturel de la surexploitation coloniale et sera le vecteur de la théorie révolutionnaire dans les masses asiatiques. Il est vraisemblable que des révolutionnaires européens ou américains contribueront à forger la théorie marxiste revue et augmentée, en commun avec leurs frères coloniaux.

Toutes les organisations se réclamant du programme B.-L. de la IV<sup>e</sup> Internationale sont en état de crise permanente qu'il serait déloyal de nier. Les liens entre militants sont distendus à l'échelle régionale, à fortiori à l'échelle nationale,

bien plus encore à l'échelle internationale. Une telle crise permanente n'est point le fait du hasard. Au sein d'organisations apparemment homogènes comme le P.C.I. et le P.O.I., les conceptions les plus opposées se font jour sur les problèmes fondamentaux dès qu'ils sont discutés. Pourquoi ? Parce que le désordre idéologique le plus grand règne dans les rangs de ces organisations. Le dévouement le plus absolu, la sincérité de sentiments la plus réelle ne remplacent pas la patience de l'étude et le mûrissement des problèmes dans l'action, mais aussi dans le recul indispensable après l'action pour mieux discerner et ne pas se pétrifier.

La crise des B.-L. s'approfondira, selon toute vraisemblance, parce que n'existe point ce long mûrissement des problèmes qu'on remplace par des ersatz d'action ou mieux d'agitation. Mais cet approfondissement de la crise est nécessaire pour montrer aux meilleurs qu'il faut chercher une autre voie.

Dans un discours prononcé par Lénine au 4<sup>e</sup> Congrès de l'I.C., en novembre 1922, un mot revient comme un leit-motiv dans le courant et à la fin de son intervention. Un seul mot qui s'adresse aux délégués, c'est-à-dire en général à des militants chevronnés : le mot « APPRENDRE ».

C'est tout un enseignement et tout un programme.

Septembre 1937.



---

# BULLETIN D'ABONNEMENT

## A "LA VÉRITÉ"

Nom, Prénoms : .....

Rue .....

Ville : .....

souscrit un abonnement de UN AN, et adresse la  
somme de 20 francs au compte postal :

Brausch 1773-07 Paris.

---

### nos publications :

- LE PAIN, LA PAIX, LA LIBERTÉ, NE LES  
DEMANDE PAS, PRENDS-LES ! (Editions des  
G.A.R., 1935) ..... 0 50
  - LES CRIMES CONTRE-REVOLUTIONNAIRES  
DE STALINE (Lettre de Cilliga, édition 1935) .. 0 25
  - A TON TOUR, PAYSAN ! par J. Desnots (noût  
1936) ..... 0 25
  - FALLAIT-IL PRENDRE LES USINES ? (La  
Grève de juin 1936), par P. Frank ..... 1 »
  - MANIFESTE DU P.C.I. .... 0 25
  - MANIFESTE-PROGRAMME DES JEUNESSES  
COMMUNISTES INTERNATIONALISTES.  
(Vient de paraître) ..... 1 »
  - LA CRISE DE LA SECTION FRANÇAISE  
DE LA LIGUE COMMUNISTE INTERNATIO-  
NALISTE :
    - Tome 1. — La scission du groupe bolchevik-  
léniniste (décembre 1935) ..... 2 »
    - Tome 2. — De la scission du G. B.-L. au Con-  
grès du 10 octobre 1936 .....
- 

Commandez tous vos livres au service  
de Librairie de "La Commune"

---

*Chaque semaine, lis*



organe central du Parti Communiste Internationaliste

36, rue du Château-d'Eau, PARIS (10<sup>e</sup>)

**ABONNEMENTS :**

|                  |        |
|------------------|--------|
| Trois mois ..... | 6 Fr.  |
| Six mois .....   | 10 Fr. |
| Un an .....      | 20 Fr. |

*Envoyer les mandats à FRANK,*

*36, rue du Château-d'Eau, Paris*

*Chaque mois, lis*

## **LE JEUNE BOLCHEVICK**

Organe des Jeunesses Communistes Internationalistes

Le Numéro : 1 franc

36, rue du Château-d'Eau, PARIS (10<sup>e</sup>)

Permanence : de 18 à 20 heures  
et Samedi, de 16 à 20 heures.

*Le Gérant : P. FRANK.*

Imprimé par l'Imprimerie spéciale de " La Commune "  
Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.





---

VIENT DE PARAITRE

---

**LÉON TROTSKI**  
**LES CRIMES**  
**DE STALINE**

*Traduit du russe par VICTOR SERGE*

Suite de " La Révolution Trahie "

1 volume : 20 frs

DU MÊME AUTEUR : \_\_\_\_\_

**LA RÉVOLUTION**  
**TRAHIE**

*Traduit du russe par VICTOR SERGE*

1 volume : 18 frs

---

**VICTOR SERGE**  
**DESTIN D'UNE RÉVOLUTION**

1 volume : 18 frs

---

ÉDITIONS BERNARD GRASSET

---